
UC-NRLF
$B 190 404


Ex-libris
Charles Atwood
Kofoid



10


SEAL OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

PRINCIPES
D'ÉCONOMIE POLITIQUE,

CONSIDÉRÉS

SOUS LE RAPPORT DE LEUR APPLICATION PRATIQUE.

I.

ON TROUVE CHEZ LE MÊME LIBRAIRE :

Principes de l'Économie politique et de l'Impôt, par DAVID RICARDO, traduits de l'anglais par M. F. S. CONSTANCIO, et avec notes de M. J.-B. SAY, in-8°. 2 vol. Paris, 1819. Prix : 12 f.

Lettres de M. J.-B. SAY à M. MALTHUS, sur différens sujets d'économie politique, et notamment sur les causes de la stagnation du commerce, in-8°. Paris, 1820. Prix : 3 f. 50 c.

IMPRIMERIE DE FAIN, PLACE DE L'ODÉON.

PRINCIPES

D'ÉCONOMIE POLITIQUE,

CONSIDÉRÉS

SOUS LE RAPPORT DE LEUR APPLICATION PRATIQUE;

PAR M. T. R. MALTHUS, M. A. F. R. S.,

PROFESSEUR D'HISTOIRE ET D'ÉCONOMIE POLITIQUE AU COLLÉGE DES INDES-ORIENTALES, DANS LE HERTFORDSHIRE;

TRADUITS DE L'ANGLAIS

PAR M. F. S. CONSTANCIO, D. M., ETC.

TOME PREMIER.

PARIS,

J.-P. AILLAUD, LIBRAIRE, QUAI VOLTAIRE, N°. 21.

1820.

AVANT-PROPOS

DU TRADUCTEUR.

En publiant l'année dernière la traduction de l'ouvrage de M. Ricardo, sur l'Économie politique, mon but a été de faire connaître en France les opinions d'un auteur qui a été comblé d'éloges par ses compatriotes, et dont on a même été jusqu'à dire que personne depuis Adam Smith, n'avait tant contribué à l'avancement de la science. Tout en rendant justice au mérite de l'ouvrage et aux vues souvent profondes de son auteur, j'étais loin de partager toutes ses opinions, et j'aurais ajouté quelques notes à ma version, si mon estimable et savant ami, M. J. B. Say, n'avait pas eu la complaisance de se charger de ce soin, en examinant les points en discussion qui paraissaient avoir le plus besoin d'être éclaircis. Plus récemment, M. Sismondi, dans ses excellens Élémens d'Économie politique, a aussi discuté plusieurs des principales doctrines de l'auteur anglais, et a répandu beaucoup de lumière sur diverses questions sur lesquelles les écrivains les plus distingués ne s'accordent pas.

M. Malthus, bien connu en France par son Essai sur la Population, et célèbre dans son pays par ce même ouvrage, et par sa Théorie du Fermage, est le premier écrivain anglais qui ait entrepris de réfuter les doctrines de M. Ricardo. C'est ce qui m'a principalement décidé à traduire ces nouveaux Principes d'Économie politique, qui d'ailleurs renferment des discussions très-intéressantes sur les points les plus importans de cette science.

L'ouvrage de M. Malthus se distingue par beaucoup de méthode ; les opinions y sont en général exposées avec franchise, et les argumens présentés dans toute leur force ; on y dissimule rarement le côté faible d'une question ; les conclusions sont presque toujours rigoureusement déduites des principes ; et dans l'application des vérités théoriques à la pratique, l'auteur montre en général beaucoup de sagacité et de jugement. Il y a cependant dans ce Traité, un certain nombre de propositions qui me paraissent susceptibles d'être contestées ; et malgré mon insuffisance, j'aurais peut-être hasardé quelques remarques sur ces objets ; mais l'empressement que j'ai mis à faire et à publier ma traduction, et plus encore, la certitude qu'une plume bien autrement habile et exercée que la mienne, préparait un examen critique du Traité de M. Malthus, m'avait fait renoncer au projet d'y ajouter des notes. Je n'ai cependant pas pu me défendre du désir de combattre certaines opinions qui me paraissent aussi fausses que dangereuses, et que bien des personnes en France et ailleurs, seront peut-être bien aises de pouvoir étayer de l'autorité d'un écrivain aussi habile que M. Malthus.

Je me suis donc décidé à ajouter un petit nombre de notes au chapitre VII, dans lesquelles j'ai essayé de prouver que M. Malthus a fait des assertions contraires à tous les faits, et qui ne reposent sur aucun raisonnement solide. J'ai également tâché de montrer que M. Malthus n'est point remonté à la vraie source d'où découlent tous les maux très-graves et peut-être mortels dont l'Angleterre est atteinte. Ne s'étant arrêté qu'à des causes secondaires, il ne faut pas s'étonner s'il n'a proposé que des moyens tout-à-fait insuffisans, et j'oserais même dire frivoles, pour remédier à l'état inouï de détresse de l'Angleterre.

C'est un spectacle bien digne d'être contemplé par les

peuple et par ceux qui les gouvernent, que de voir combien peu de temps il a fallu à l'Angleterre pour passer du faîte du pouvoir et des richesses à un état de souffrance à peine supportable, comme M. Malthus l'appelle avec raison ! Quelle richesse dangereuse que celle qui, concentrée dans les mains d'un très-petit nombre d'individus, laisse la grande masse des citoyens livrée à la plus affligeante misère et à tous les maux qu'elle engendre, et expose une nation, qui se dit la maîtresse du Monde, à tous les dangers d'un révolution !

Comment se fait-il que la Grande-Bretagne, après une suite non interrompue de succès en tout genre, et se vantant de posséder plus de capitaux et d'industrie à elle seule que plusieurs des principales nations de l'Europe réunies, ne puisse pas trouver les moyens d'employer et de nourrir la totalité d'une population de onze millions d'habitans (1) ? Comment est-il possible de dire qu'une telle population est trop forte, et que le capital national est insuffisant pour la faire subsister ? Enfin comment se fait-il qu'une simple stagnation du commerce extérieur et intérieur, causée par la paix, ait pu produire un état de détresse qui se prolonge depuis cinq ans, et contre lequel, ni M. Malthus, ni personne n'a, jusqu'à ce jour, proposé de remède ? Il faut à coup sûr qu'un pays soit arrivé à une situation bien déplorable pour que des maux passagers et qui peuvent se reproduire à tout moment, le mettent à deux doigts de sa perte.

La meilleure réponse qu'on puisse faire aux panégyristes du système que l'Angleterre poursuit depuis longtemps, c'est de porter les yeux sur l'état auquel ses triomphes et la réussite de tous ses projets de domination politique et commerciale l'ont réduite. Si tels sont les

---

(1) L'Écosse comprise.

fruits qu'on recueille des richesses acquises par de si grands sacrifices, qui n'en assurent pas même la possession durable, c'est le cas de s'écrier avec M. Malthus, *périssent de telles richesses* (1)!

Paris, le 1er. août 1820.

(1) Ce n'est pas précisément dans ce sens que M. Ricardo emploie cette expression, mais je crois que l'application que j'en fais ici, est aussi juste, quoique plus étendue. Voici le sens de la phrase de l'auteur : Si un pays n'a d'autre moyen de parvenir à la richesse qu'en forçant les ouvriers à se contenter des plus chétifs salaires, je n'hésiterais pas à dire, *périssent de telles richesses!* Voyez chapitre III, sect. x, p. 339. Et dans un autre endroit il dit : « *Si cette richesse n'est que temporaire* (celle qui est créée par les impôts et les dépenses du gouvernement), *et si, lorsqu'elle s'arrête dans son progrès elle est suivie de détresse, il aurait mieux valu qu'elle n'eût jamais existé.* » Voyez la fin du Précis.

INTRODUCTION.

On a dit, et peut-être avec raison, que les principes de l'Économie politique se rapprochaient plus de la certitude des sciences exactes, que ceux de la plupart des autres branches des connaissances humaines. On commettrait néanmoins une grave erreur, si l'on supposait que des propositions dont les résultats pratiques dépendent de la conduite d'un être aussi changeant que l'homme, et des qualités d'une substance aussi variable que le sol, pussent jamais admettre le même genre de preuves, ou conduire à des conclusions aussi certaines que les vérités qui ont pour objet la figure ou la quantité. Il y a sans doute en économie politique, des principes féconds et généraux, auxquels on ne rencontre que des exceptions extrêmement rares, et qu'on peut presque toujours regarder comme des guides sûrs, qui nous indiquent la vraie route; mais si on les examine attentivement, on verra qu'ils ressemblent, sous la plupart des rapports, aux grandes règles générales de la morale et de la politique, qui sont fondées sur les passions et les penchans connus de la nature humaine. Cependant, soit que l'on fasse attention aux dispositions de l'homme, ou aux qualités de la terre qu'il est destiné à cultiver, on sera forcé de convenir que l'é-

conomie politique a bien plus de rapport avec la morale et la politique, qu'avec les sciences mathématiques.

Un simple coup-d'œil sur la nature des sujets qui font l'objet de l'économie politique, aurait suffi pour conduire à ce résultat, dont la justesse est d'ailleurs confirmée par la diversité des opinions parmi les auteurs qui ont consacré à l'étude de cette science une portion considérable de talent et de réflexion.

Pendant la vogue du système mercantile, l'intérêt que ce sujet excitait, était presque exclusivement borné aux personnes qui se livraient aux détails du commerce, ou qui espéraient tirer de prompts bénéfices de ses résultats. Les différences d'opinion qu'on remarquait parmi les négocians et les hommes d'état, roulant plutôt sur la pratique que sur les principes, n'étaient pas de nature à exciter beaucoup d'attention. Mais l'économie politique ne fut pas plutôt élevée au rang des sciences par les écrits des économistes et d'Adam Smith, qu'un schisme mémorable partagea pendant assez long-temps ceux qui se livraient à l'étude de cette branche nouvelle de connaissances, sur les questions fondamentales : — Qu'est-ce que la richesse ? A-t-elle une seule source ou plusieurs ; et quelles sont-elles ? Heureusement pour les intérêts de la science et son utilité pour la société, les économistes et Adam Smith étaient parfaitement d'accord sur plusieurs des principes sail-

laps et généraux qui conduisent aux plus importans résultats pratiques : tels sont la liberté du commerce, la faculté que chacun doit avoir, tant qu'il se conforme aux règles de la justice, de soigner ses propres intérêts d'après ses vues particulières, et quelques autres; et, certes, l'accord des deux écoles sur ces principes, doit être regardé comme la présomption la plus forte de leur justesse. Cependant les économistes et Adam Smith, ne différaient pas sur de simples points de théorie; leurs opinions n'étaient pas simplement des explications différentes des mêmes phénomènes, dont l'influence eût été nulle dans la pratique; ils envisageaient au contraire la nature et la source des richesses sous un tel point de vue, que si leurs opinions eussent été adoptées, elles auraient conduit dans presque tous les pays, à de grands changemens pratiques, surtout à l'égard de l'objet très-important de l'impôt.

Depuis l'époque de ces écrivains distingués, cette matière a graduellement fixé l'attention d'un plus grand nombre de personnes, surtout pendant les derniers vingt ou trente ans. Toutes les propositions fondamentales de la science ont été examinées, et les événemens qui se sont succédés depuis ce temps, selon qu'ils paraissaient confirmer ou invalider ces propositions, ont été soumis à de fréquentes discussions. Le résultat de cet examen et des discussions paraît être, qu'il existe encore de grandes différences d'opinion sur quelques sujets

importans, au nombre desquels on pourrait, peut-être, compter les suivans : — La définition de la richesse et celle du travail productif. — La nature et les mesures de la valeur. — La nature et l'étendue des principes de la quantité demandée et de la quantité offerte. — L'origine et les progrès du fermage. — Les causes qui établissent le taux des salaires et les profits du capital. — Les causes pratiques qui retardent et limitent le progrès des richesses. — Le niveau de la valeur des métaux précieux dans chaque pays. — Les principes de l'impôt, etc. Sur tous ces points, ainsi que sur beaucoup d'autres, parmi les nombreuses questions relatives à l'économie politique, il y a eu différentes manières de voir parmi des personnes dont les opinions sont dignes de considération. Quelques-unes de ces questions sont jusqu'à un certain point purement théoriques, et leur solution, quoique évidemment nécessaire pour l'avancement de la science, pourrait bien ne pas en affecter essentiellement les préceptes pratiques ; il en est cependant dont la nature est telle, que leur solution, quelle qu'elle soit, doit nécessairement influer sur la conduite des particuliers et des gouvernemens ; il est par conséquent de la plus haute importance pratique de pouvoir les résoudre d'une manière précise.

Dans une science telle que l'économie politique, il ne faut pas s'attendre à trouver un assentiment *universel* à toutes ses propositions importantes ; et cependant, pour les apprécier à leur juste valeur,

et pour qu'elles puissent servir de règle de conduite, il serait fort à désirer, et même presque nécessaire qu'une *majorité* considérable des personnes qui, par l'étude qu'elles ont faite de ces matières, sont regardées par le public comme devant être les juges les plus compétens, pût s'accorder sur la justesse de ces propositions fondamentales.

Parmi les auteurs qui ont traité ce sujet d'une manière scientifique, il n'existe peut-être pas, en ce moment, un accord aussi général qu'on pourrait le désirer, pour adopter leurs conclusions comme des maximes à suivre; les écrivains même qui disent avoir des vues éminemment pratiques, n'en déduisent pas souvent des conséquences générales, ou ils se montrent tellement dominés par des vues étroites, par la partialité, et quelquefois par l'intérêt personnel, qu'il est impossible de s'en rapporter à eux pour poser des règles générales. D'ailleurs, les vingt ou trente ans qui viennent de s'écouler ont présenté une telle suite d'événemens les plus extraordinaires, qu'on n'a pas encore eu le temps de les arranger et d'examiner pour voir jusqu'à quel point ils confirment ou invalident les principes reçus de la science à laquelle ils ont rapport.

L'époque actuelle paraît par conséquent peu favorable pour publier un nouveau traité systématique sur l'économie politique. Celui que nous possédons déjà est reconnu pour un ouvrage du plus haut mérite; et tant qu'un accord plus général n'existera pas sur les points contestés du Traité

d'Adam Smith, et sur la nature et l'étendue des additions qui y ont été faites par suite des progrès de la science, il est certainement préférable de traiter séparément les différens objets qui sont sujets à contestation. Quand cette discussion aura été pendant quelque temps sous les yeux du public, et que par le choc des différentes opinions et les leçons de l'expérience, on aura l'occasion de séparer le vrai d'avec le faux, les diverses parties de la science pourront alors être coordonnées en un corps régulier de doctrine, dont le poids et l'autorité soient tels qu'on puisse en attendre les plus heureux résultats dans la pratique.

La source principale des erreurs et de la diversité d'opinions qui règne aujourd'hui parmi les écrivains sur l'économie politique, me semble tenir à la précipitation avec laquelle ils ont cherché à simplifier et à généraliser; car, tandis que leurs adversaires, s'appuyant davantage sur la pratique, tirent des conséquences trop hasardées de faits partiels qu'ils citent à tout moment, les écrivains scientifiques donnent dans l'excès contraire, en ne soumettant pas leurs théories à l'épreuve d'une expérience étendue et éclairée, laquelle peut seule établir leur justesse et leur utilité dans un sujet aussi compliqué.

Rien n'a plus d'attraits, pour certains esprits, que de simplifier et de généraliser. Tel est en effet le but désirable et légitime de la vraie philosophie, toutes les fois qu'on peut l'atteindre sans pré-

judice de la vérité; et c'est précisément pourquoi le penchant qui nous y porte a, dans presque toutes les sciences connues, conduit à des théories mal conçues et prématurées.

Le désir de simplifier en économie politique, a fait naître une sorte de répugnance à admettre l'opération de plusieurs causes au lieu d'une, pour rendre raison de certains effets; toutes les fois qu'une cause quelconque a paru suffisante pour expliquer une grande partie d'un certain ordre de phénomènes, on lui en a attribué la totalité, sans avoir suffisamment égard aux faits qui se refusaient à cette explication. J'ai toujours pensé que la discussion récente sur la question des matières d'or et d'argent offrait un exemple frappant de cette sorte d'erreur. Chaque parti avait sa théorie qui expliquait la baisse des changes, et la hausse du prix courant du lingot au-dessus de celui de l'Hôtel des Monnaies, et n'envisageait la question que sous le seul point de vue que l'habitude lui avait fait regarder comme le plus juste; à peine y avait-il un seul auteur qui parût disposé à admettre l'opération simultanée des deux théories, dont l'effet combiné, agissant tantôt d'accord, et tantôt en opposition, pouvait seul expliquer d'une manière satisfaisante les phénomènes variables et compliqués dont l'existence était reconnue (1).

(1) Il faut cependant convenir que la théorie des *bullionists* (ceux qui rapportaient tout au numéraire),

Certes, nous ne saurions avoir trop de respect et de vénération pour l'admirable règle de Newton, qui prescrit de ne pas admettre plus de causes qu'il n'en faut pour rendre raison des phénomènes qu'on veut expliquer; mais d'après cette règle même, il est clair qu'il faut admettre les causes qui sont réellement nécessaires. Les théories les plus brillantes, et les plus belles classifications doivent s'écrouler devant le sanctuaire de la vérité, dont nous devons la découverte à l'observation des faits et à l'expérience. Il est peut-être permis au chimiste qui n'a rien appris depuis trente ans, de regretter que les nouvelles découvertes dans la science aient dérangé et jeté de la confusion dans les classifications et les systèmes antérieurs; mais il ne méritera pas le nom de philosophe, s'il ne fait pas le sacrifice volontaire de ses opinions, aussitôt que l'exactitude des expériences qui les réfutent se trouvera pleinement établie.

Le même désir de simplifier et de généraliser produit une répugnance encore plus forte à admettre des modifications, des restrictions et des exceptions à une règle ou proposition, qu'à convenir de l'opération de plusieurs causes au lieu

---

quoique trop exclusive, rendait raison de la plupart des phénomènes en question; et on peut aussi ajouter que le Rapport sur les matières d'or et d'argent est peut-être plus exempt du vice que je viens de signaler, qu'aucun autre ouvrage qui ait paru sur le même sujet.

d'une seule. Rien en effet ne fait paraître une proposition quelconque moins satisfaisante, moins scientifique et plus superficielle, que d'être forcé de la modifier ainsi; il n'y a cependant point de vérité, dont je sois plus intimement convaincu, que de la nécessité absolue de faire des modifications et des exceptions à plusieurs propositions importantes en économie politique. On peut même assurer que c'est au concours fréquent de causes compliquées, à l'action et à la réaction réciproques des causes et des effets, et à la nécessité de faire des restrictions et des exceptions à un nombre considérable de propositions importantes, qu'il faut attribuer les principales difficultés de cette science, et les méprises qui se commettent tous les jours en cherchant à prédire des résultats.

Je vais en donner un exemple, pour mieux expliquer ma pensée. Adam Smith soutient que les capitaux s'accroissent par l'épargne; que tout homme frugal est un bienfaiteur de la société (1), et que l'accroissement de la richesse dépend de l'excédant des produits par delà les consommations (1). Il est impossible de contester la vérité de ces propositions, considérées dans une grande partie de leurs applications. Aucun accroissement considérable et progressif de richesse ne saurait en effet, s'opérer sans ce degré de frugalité qui fait

(1) Richesse des nations. Liv. II, chap. 3, pag. 15, 6ᵉ. édition anglaise.

convertir tous les ans une certaine portion de revenu en capital, et qui rend la somme des produits plus forte que celle des consommations; mais il est aisé de voir que ces propositions cessent d'être vraies, si on leur donne une latitude indéfinie, et que le principe de l'économie, poussé à l'excès, finirait par détruire tout encouragement à la production. Si chacun se contentait des alimens les plus simples, des vêtemens les moins dispendieux et des plus chétives habitations, il est certain que dans ce cas il n'y aurait pas d'autres alimens, d'autres vêtemens, ni d'autres habitations; et les propriétaires fonciers, n'ayant aucun motif suffisant qui les portât à cultiver la terre avec soin, non seulement la richesse qui consiste en objets utiles et de luxe, serait entièrement anéantie, mais si le sol continuait à être partagé comme par le passé, la production des subsistances serait bientôt découragée, de manière à rendre la population stationnaire long-temps avant le perfectionnement de l'agriculture. De même, si la consommation surpasse la production, il est clair que le capital de la nation doit décroître, et que sa richesse doit graduellement s'anéantir par la perte de la faculté de produire; mais si les produits étaient fort au delà de la consommation, tout motif d'accumuler et de produire cesserait, si l'on s'obstinait à ne point

(1) Richesse des nations. Liv. IV, chap. 3, pag. 250, 6e. édition anglaise.

consommer l'excédant. Les deux extrêmes se touchent, et il s'ensuit qu'il doit y avoir un point intermédiaire, quoique nos connaissances en économie politique ne nous permettent pas de le fixer, dans lequel, prenant en considération et la faculté de produire et la volonté de consommer, l'encouragement à l'accroissement de la richesse se trouvera être le plus puissant.

La division des biens-fonds offre un autre exemple familier du même genre. Personne n'a jamais douté un seul instant que le partage de ces immenses terrains, qui formaient autrefois le domaine des grands propriétaires féodaux, n'ait été favorable à l'industrie et à la production. Il est également difficile de ne pas convenir que la division des propriétés territoriales, poussée trop loin, peut finir par détruire tous les avantages qui proviennent de l'accumulation des capitaux et de la division du travail, et être cause de la misère générale. Il y a donc dans ce cas, ainsi que dans le précédent, un point intermédiaire, quoique nous ne sachions pas où le placer, dans lequel la division des propriétés convient le mieux à l'état d'une nation, et offre le plus puissant encouragement à la production et à l'accroissement de la richesse et de la population. Il s'ensuit donc évidemment qu'il est impossible de poser une règle générale sur les avantages qui résultent de l'économie, ou de la division des propriétés, qui ne soit sujette à des restrictions et à des exceptions; il faut surtout, dans des questions

de cette nature, où les extrêmes sont d'une évidence frappante, mais où le terme moyen qui réunit le plus d'avantages ne peut pas être fixé, faire bien attention que dans les progrès de la société, une approximation vers ce terme moyen peut produire des effets qu'on attribue souvent à d'autres causes, et qui donnent lieu à de fausses conclusions.

Cette disposition de généraliser trop légèrement est également la source de la répugnance que montrent quelques-uns des principaux auteurs en économie politique, de soumettre leurs théories à l'épreuve de l'expérience. Personne n'est assurément plus éloigné que moi d'attacher trop d'importance à des faits isolés, ni moins porté à croire qu'une théorie qui rend raison du plus grand nombre des phénomènes, puisse être invalidée par quelques contradictions apparentes, dont la réalité et la véritable valeur n'ont peut-être pas pu être examinées à fond, faute d'opportunités. Mais, certes, aucune théorie ne doit être admise comme vraie, si elle se trouve en contradiction avec l'expérience générale; et cela me paraît une raison décisive et suffisante pour la rejeter. Il faut dans cette supposition, ou qu'elle soit radicalement fausse, ou essentiellement incomplète; et dans les deux cas, elle ne peut offrir, ni une solution satisfaisante des phénomènes existans, ni une règle d'après laquelle on puisse se diriger pour l'avenir avec quelque degré de confiance.

Le premier but de la philosophie est d'expliquer

les choses telles qu'elles existent ; et tant que nos théories n'y seront pas parvenues, elles ne doivent servir de base à aucune conclusion pratique. Jamais la théorie de la population ne m'eût inspiré la confiance ferme et inébranlable que j'ai constamment éprouvée, si cette doctrine ne m'avait pas semblé confirmée de la manière la plus convaincante par l'état actuel de la société dans tous les pays dont nous avons connaissance. Voilà l'épreuve que j'ai invoquée en posant mes principes ; et cette épreuve expérimentale, répétée souvent, devient surtout indispensable dans la plupart des points de l'économie politique, lorsque des causes diverses et compliquées, dont l'existence ne peut être constatée que par ce moyen, se trouvent agir à la fois. Une théorie peut paraître exacte, et elle peut l'être en effet d'après des données convenues ; ces données peuvent aussi *paraître* tout-à-fait semblables à celles qui ont servi de base à la théorie, dans le cas particulier auquel on se propose d'en faire l'application ; mais une légère différence dans les circonstances, qui d'abord a pu ne pas être aperçue, peut devenir sensible d'après la différence entre les résultats réels et ceux qu'on pouvait présumer. La théorie pourra donc être considérée comme en défaut, soit par l'effet d'un vice radical dans ses principes, soit parce qu'elle n'est pas applicable en général, ou ne l'est pas en particulier aux circonstances existantes.

Toutes les fois qu'on peut présumer l'action des

causes imprévues, et que les causes prévues sont sujettes à éprouver de grandes variations de force et d'activité, il faut porter une attention exacte sur les faits, en les considérant surtout dans leur ensemble, afin de prévenir à la fois la multiplication des théories erronées, et de confirmer et sanctionner celles qui seront reconnues vraies.

L'économie politique est une science essentiellement pratique, et applicable aux affaires ordinaires de la vie humaine. Il est peu de branches de nos connaissances où des vues erronées puissent causer plus de mal, et des vues exactes produire plus de bien. C'est pourquoi je ne saurais être de l'avis de l'écrivain qui, dans un de nos journaux littéraires et critiques les plus en vogue, compare les questions sur la population, sur les espèces métalliques, et sur les lois relatives au commerce des blés, aux discussions scolastiques du moyen âge, et exprime par des points d'admiration l'excès de son étonnement lorsqu'il voit un fatras aussi futile occuper la moindre portion de l'attention du public (1).

Dans une science aussi éminemment pratique que l'économie politique, il serait difficile de citer trois questions plus pratiques que celles que cet écrivain a malheureusement choisies pour les mettre en parallèle avec les questions scholastiques. Le fait est que la plupart des sujets que cette science

(1) *Quarterly Review*. N°. 29, art. 8.

embrasse, sont spécialement applicables aux transactions ordinaires de la vie humaine. Que dirons-nous des questions relatives à l'impôt, qui sont toutes si variées et étendues ? Qui osera nier qu'elles ne touchent de très-près les intérêts et les sentimens de l'humanité ? Que dirons-nous des lois qui règlent la valeur d'échange, et qui président à toutes les transactions d'achat ou d'échange qui se font dans nos marchés ? Que dirons-nous enfin des lois qui règlent les profits du capital, l'intérêt de l'argent, le fermage, la valeur des métaux précieux dans chaque pays, le cours du change, etc., etc. ?

L'étude des lois de la nature est intéressante dans toutes ses branches. Les lois même qui gouvernent les mouvemens des parties les plus éloignées de l'univers, et sur lesquelles il est, par conséquent, impossible à l'homme d'exercer la plus légère influence, sont cependant des objets dignes de la noble curiosité d'un être raisonnable ; mais les lois qui règlent les actions des hommes en société ont des droits infiniment plus puissans à notre attention, soit par le rapport qu'elles ont avec des objets dont nous nous occupons à tout moment, soit parce que leurs effets sont modifiés sans cesse par la conduite des hommes.

Il est des personnes si fortement attachées aux règles généralement reçues en économie politique, qui, tout en reconnaissant qu'elles sont parfois sujettes dans la pratique à quelques exceptions, ne croient pas cependant qu'il soit ni prudent ni con-

venable d'en faire mention, de crainte d'affaiblir l'autorité et l'utilité des règles générales, en appelant ainsi l'attention du public trop fortement et trop souvent sur les exceptions à ces règles.

Par exemple, une des règles les plus générales en économie politique, c'est que les gouvernemens ne doivent jamais se mêler de diriger le capital et l'industrie des particuliers; ils doivent au contraire laisser à chacun, tant qu'il se conforme aux lois, le soin de surveiller ses propres intérêts d'après ses vues personnelles; et que l'exécution de cette maxime offre la garantie la plus sûre qu'on obtiendra des produits constans et uniformes pour les besoins de la nation. On convient que cette règle peut offrir des exceptions; mais ceux qui pensent que le danger de l'intervention officieuse des gouvernemens est infiniment plus grand que tous les inconvéniens qui peuvent résulter de négliger les exceptions, sont disposés à rendre cette règle universelle.

C'est à quoi il m'est impossible d'adhérer. Je suis très-porté à admettre que le danger qui peut résulter pour l'état de la trop fréquente intervention du gouvernement dans les affaires des particuliers, est en général plus grand que celui que pourrait présenter l'excès contraire; si cependant, le peu d'attention aux exceptions venait à produire des résultats trop importans et trop fréquens, pour ne pas être aperçus du public, je suis fermement persuadé que le soin qu'on mettrait à

cacher ces exceptions, nuirait bien plus à la doctrine des principes généraux, qu'il ne pourrait lui être favorable. Rien ne tend plus à décréditer les théories et les principes généraux, que d'apercevoir des effets produits par des causes particulières qu'on n'a pas su prévoir. Et quoique des faits de cette nature ne puissent pas être regardés comme des objections valables contre les théories, dans le vrai sens de ce mot, ils deviennent de très-forts argumens contre une théorie particulière : car ils prouvent qu'elle est, à certains égards, erronée : et cela suffira pour que le public se croie en droit de rejeter les bases fondamentales de la doctrine, en accusant d'ignorance ou de mauvaise foi ceux qui la prônent sans cesse. Il me semble, je l'avoue, que pour faire accréditer et répandre les principes généraux dont l'influence est si salutaire, il est indispensable de réunir à la plus parfaite sincérité, la plus grande exactitude possible, fondée sur l'examen approfondi de l'ensemble de toutes les circonstances qui peuvent influer sur les résultats. Il faut que, ni des vues d'un avantage momentané, ni la crainte de détruire la simplicité d'une règle générale, qui est un motif bien puissant, ne nous poussent jamais à nous écarter de la route droite de la vérité, ou à cacher ou à négliger aucune circonstance qui puisse porter quelque atteinte à l'universalité des principes. . . . .

Il est une autre classe de personnes qui mettent

un grand prix aux règles généralement reçues en économie politique, et qui les regardent comme étant applicables dans toute leur latitude à la pratique. Après avoir vu les erreurs du système mercantile refutées et remplacées par des vues plus philosophiques et plus saines, ils se sont crus assez éclairés sur cet objet; et, satisfaits de ce qu'ils ont appris, ils regardent d'un assez mauvais œil les recherches nouvelles et ultérieures, surtout lorsqu'ils n'aperçoivent pas d'une manière bien claire les bons effets qui doivent en résulter.

La répugnance pour les innovations, même dans les sciences, peut avoir l'avantage d'opposer une barrière aux théories mal conçues et prématurées; mais il est évident que cette disposition, poussée trop loin, détruirait radicalement toute possibilité de perfectionnement. Quand on contemple les grands événemens qui se sont passés depuis vingt-cinq ans, et qu'on songe à leur influence sur les objets du domaine de l'économie politique, il n'est pas possible de se contenter de l'état actuel de la science. Et puisque cette science, dont on reconnaît la haute importance, se trouve encore dans un état évidemment incomplet, rien n'est plus absurde que de décourager l'investigation, si elle est conduite d'après des principes solides, quand même on n'apercevrait pas son utilité immédiate dans la pratique. Combien, dans les mathématiques, la chimie et dans toutes les branches de la physique, ne faut-il pas de recherches pour perfectionner

et compléter la science, quoique, en ne considérant les faits que d'une manière isolée, ils ne paraissent pas conduire à un avantage positif quelconque? Et, cependant, combien d'inventions utiles, quelle masse de connaissances précieuses et fécondes en résultats n'aurions-nous pas perdus, si une curiosité raisonnable, et le désir d'apprendre, n'avaient pas été généralement regardés comme des motifs suffisans pour poursuivre la recherche de la vérité?

Je suis, par conséquent, bien loin d'admettre comme une objection valable contre des recherches ultérieures en économie politique, qu'elles ne peuvent pas toujours subir l'épreuve de la question de *cui bono*? Telle est pourtant la nature de cette science, dont la relation avec les transactions de la vie humaine est si intime, que je suis bien convaincu que, parmi ses propositions, le nombre de celles qui peuvent subir l'épreuve en question, est plus grand que dans une autre branche quelconque des connaissances humaines.

C'est une entreprise souvent extrêmement difficile, que de tracer distinctement, en économie politique, le cercle des causes et des effets qui ont une action et une réaction réciproques, et d'en déduire des règles générales qui puissent nous faire prévoir les résultats. Cependant, est-il parmi les objets qui font le sujet de ces recherches, quelque obscur ou étranger qu'il puisse paraître au premier abord, un seul qui n'ait, sous un rapport

quelconque, une certaine influence sur la pratique? Il est donc fort à désirer, tant pour les progrès et le perfectionnement de la science, que dans la vue des avantages pratiques qui peuvent en résulter, qu'on poursuive de pareilles recherches, et que les personnes qui ont assez de loisir et de talent pour s'y livrer, ne se laissent pas rebuter par les difficultés ou l'obscurité du sujet.

A la vérité, il y a bien des cas où il n'est pas possible de prévoir les résultats, en raison de la complication des causes qui y contribuent, des différens degrés de force et d'activité de leur opération, et du nombre des circonstances imprévues qui peuvent en modifier l'action; mais il est incontestablement de la plus haute importance de pouvoir tracer avec assez de précision une ligne qui sépare les cas, dans lesquels on peut prévoir avec certitude les résultats, de ceux où ils sont incertains, et de pouvoir également expliquer d'une manière satisfaisante les causes de cette incertitude.

De toutes nos connaissances, la plus précieuse est, sans contredit, celle qui nous montre ce qu'il est en notre pouvoir d'exécuter, et quels sont les moyens d'y parvenir. Ce qu'il importe le plus de savoir après cela, c'est de connaître ce qui est inexécutable, et la raison pourquoi. La première nous met en état d'obtenir des avantages positifs, de développer nos facultés et d'accroître notre bonheur; la seconde nous épargne les désagrémens

qu'entraînent des tentatives infructueuses, et les pertes et les malheurs qui sont la suite de projets toujours frustrés.

Ces recherches exigent plus de temps et d'attention que ne peuvent leur donner les hommes qui régissent l'état, auxquels il importe cependant le plus de les bien approfondir. Tout le monde, sans doute, prend part aux mesures du gouvernement, mais ceux qui les ont conseillées, ou qui ont contribué le plus à les faire adopter, doivent y porter un plus grand intérêt, d'après la responsabilité qui pèse sur eux; et si le temps leur manque pour se livrer par eux-mêmes à de semblables recherches, ils ne doivent pas dédaigner de mettre à profit, avec la prudence convenable, les lumières que d'autres ont pu acquérir. Des ministres auraient tort, sans doute, s'ils prenaient des mesures décisives, avant de se croire bien sûrs du plan qu'ils se proposent de suivre; mais on doit attendre d'eux qu'ils fassent usage de toutes les lumières qui peuvent éclairer leur marche, et les aider à atteindre le but qu'ils ont en vue.

Si le grand principe soutenu avec tant de talent par Adam Smith est vrai; si, comme il le prétend, la meilleure manière d'accroître la richesse et la prospérité d'une nation, se réduit à laisser faire, dans ce cas, la tâche du gouvernement, en matière d'économie politique, pourrait paraître fort simple et aisée.

Il faut cependant se rappeler, en premier lieu,

qu'il est des devoirs relatifs à l'économie politique, qui, de l'aveu de tout le monde, appartiennent au souverain; mais quoique la ligne de démarcation qui fixe ce qui est de son ressort, paraisse en général tracée avec assez de précision, cependant quand nous descendons aux détails, il peut s'élever des doutes, et il s'en est élevé, en effet, sur les objets qui doivent être compris dans cette démarcation. Jusqu'à quel point l'éducation et l'entretien des pauvres doivent-ils appartenir au gouvernement? Quelle part doit-il prendre à la construction et à l'entretien des routes, des canaux et des bassins publics? Quelle conduite doit-il tenir à l'égard de la formation des colonies et de l'émigration, de la conservation des forts et d'autres établissemens en pays étranger? Il peut y avoir des opinions différentes sur ces questions, ainsi que sur bien d'autres, pour la décision desquelles on s'adresse au souverain et à ses ministres.

En second lieu, tous les gouvernemens actuels sont chargés de faire exécuter des codes de lois relatives à l'agriculture, aux manufactures et au commerce, qui ont été rédigés dans des temps d'ignorance, si l'on compare ces temps à l'époque actuelle, et dont plusieurs auraient par conséquent grand besoin de subir une réforme; mais pour bien apprécier le mal partiel qui peut résulter d'un changement immédiat, et l'étendue de l'utilité générale que ce changement doit opérer, il faut posséder beaucoup d'instruction et de jugement; mais,

l'inaction, dans de telles circonstances, ne peut se justifier que par une conviction fondée sur les bases les plus solides, d'après laquelle le changement projeté, considéré dans toutes ses conséquences, présenterait beaucoup plus d'inconvéniens que d'avantages.

En troisième lieu, il existe chez toutes les nations une raison qui force impérieusement les gouvernemens à agir, et qui ne leur laisse pas la possibilité de laisser les choses suivre leur cours : c'est le besoin des impôts ; car, comme ils ne peuvent, d'après la nature des choses, être assis sans affecter l'industrie et la richesse des particuliers, il devient un objet de la plus haute importance de connaître quel est le mode d'imposition qui nuit le moins à la prospérité de l'état et au bonheur des individus. Cette dernière considération porte en effet sur tant d'objets, que la justesse ou l'inexactitude des théories relatives aux principales questions de l'économie politique produisent, ou devraient au moins produire une différence dans le mode adopté pour la levée de quelques-uns des impôts existans. Si la théorie des économistes était vraie, nul doute que l'impôt ne dût porter exclusivement sur le sol. C'est ainsi que le mérite relatif des différens systèmes d'impôt qui existent aujourd'hui, et la possibilité d'en trouver de meilleurs, dépendent entièrement des lois générales qui règlent le taux des salaires, des profits du capital, du fermage, la valeur courante ou d'échange, celle des monnaies des

différens pays, la production et la distribution des richesses, etc., etc.

Il est donc évidemment impossible qu'aucun gouvernement puisse laisser suivre aux choses leur cours naturel; et celui qui conseillerait un tel système, sans y mettre des restrictions et des exceptions, décréditerait infailliblement les principes généraux, en les rendant absolument inapplicables à la pratique.

D'un autre côté, on peut affirmer hardiment que l'envie de trop faire est un indice certain de l'ignorance et de la témérité d'un gouvernement. Les médecins les plus habiles sont ceux qui prodiguent le moins les médicamens, et qui placent le plus de confiance dans les efforts salutaires de la nature. De même, l'homme d'état qui a le plus de connaissances, se montrera toujours le moins disposé à interrompre la direction naturelle de l'industrie et des capitaux. Mais tous les deux sont parfois forcés d'agir; et plus ils auront de vraies connaissances dans leurs sciences respectives, plus ils mettront de discernement dans leur conduite, sans que la justesse reconnue de la maxime qui prescrit de ne pas trop faire, puisse en aucune manière empêcher l'homme qui connaît à fond son art, d'en déployer toutes les ressources dans l'un et l'autre cas.

Un des objets que je me suis spécialement proposé de traiter dans cet ouvrage, c'est de rendre les règles générales de l'économie politique d'une ap-

plication facile dans la pratique, en consultant souvent l'expérience, et en tenant un compte aussi exact que possible de toutes les causes qui concourent à la production des divers phénomènes.

Je ne me dissimule point que, dans cette manière de conduire nos recherches, on s'expose à commettre des erreurs d'un genre opposé à celles qui naissent de dispositions à simplifier. On peut prendre pour des causes, des phénomènes qui ne sont qu'accidentels ou coexistans; et une théorie qui serait fondée sur une semblable méprise aurait le double inconvénient d'être à la fois compliquée et inexacte. Je suis porté à croire qu'Adam Smith est tombé quelquefois dans cette erreur, en tirant des conclusions des faits observés, qui n'étaient pas fondées sur des principes généraux. Le bas prix du blé, par exemple, pendant la première moitié du siècle passé, lui semble prouver que le blé est toujours à meilleur marché dans les pays riches que dans les pays pauvres; et la petite quantité de grains que l'Angleterre tira de l'étranger pendant cette époque, même dans les années de la plus grande disette, le porte à établir en principe, que la quantité des grains importés ne peut jamais être assez considérable pour avoir de l'influence sur leur production dans le pays. L'état des choses, tel qu'il a existé depuis ce temps, et surtout pendant les derniers vingt-cinq ans, a suffisamment démontré que tous ces phénomènes n'étaient qu'accidentels; que, dans un pays très-riche, le blé peut

être à un prix extrêmement élevé, comme on l'aurait naturellement supposé, et que l'importation en Angleterre ayant été au delà d'un dixième au lieu d'un $\frac{1}{571}$ (1), de la récolte du pays; elle a pu, par conséquent avoir une influence marquée sur la production territoriale. En envisageant donc d'un côté, la possibilité de tomber dans cette erreur, et de l'autre, celle qu'on peut commettre en négligeant trop de consulter l'expérience, mon intention est de suivre une route moyenne, également éloignée des deux extrêmes, afin de parvenir, autant qu'il sera en moi, à la connaissance de la vérité, but principal de mes recherches.

Plusieurs points de la doctrine d'Adam Smith, qu'on avait considérés comme établis, ont été récemment révoqués en doute par des auteurs très-distingués; et quoique, à mon avis, ils aient souvent échoué dans leurs objections, cependant j'ai pensé que dans tous les sujets contestés, il convenait d'examiner de nouveau les bases de la doctrine, ayant égard aux objections qui lui ont été faites.

Mon intention n'a point été de faire un ouvrage polémique; mais il m'eût été évidemment impossible d'en bannir toute controverse, puisqu'un des principaux objets que je me suis proposé, c'est d'examiner les points de doctrine contestés, en les soumettant

(1) Richesse des nations. Liv. IV, chap. 2, p. 190, 6e. édition anglaise.

à l'épreuve d'une expérience étendue et éclairée, afin de savoir s'ils sont vrais ou faux. Il est surtout un ouvrage moderne qui jouit d'une très-grande réputation, dont quelques principes fondamentaux me semblent, après le plus mûr examen, erronés; et je croirais commettre une grande injustice si, d'après le mérite de l'ouvrage, la grande réputation de son auteur et l'intérêt de la science, je ne donnais pas une attention toute particulière à l'examen spécial des opinions de cet écrivain distingué. Je veux parler de l'ouvrage de M. Ricardo, intitulé : « *Des Principes de l'Économie Politique et de l'Impôt.*

J'ai une si haute opinion des talens de M. Ricardo, en matière d'économie politique, et une si entière conviction de sa parfaite sincérité et de son amour pour la vérité, que j'avouerai franchement que je me suis senti souvent maîtrisé par le poids de son autorité, lors même que ses raisonnemens n'ont pas pu me convaincre. J'ai craint d'avoir, malgré moi, négligé quelques points essentiels, soit d'après ma manière de concevoir le sujet, soit d'après la sienne; et c'est cette espèce de doute qui m'a fait retarder la publication de cet ouvrage. Je me flatte pourtant que personne ne me soupçonnera de ne pas avoir une opinion fixe sur ces questions, ni assez de confiance dans mes propres conclusions, après les avoir si long-temps méditées, pour craindre de les soumettre à la décison du public.

Ceux qui ne connaissent point l'ouvrage de M. Ricardo, ou qui ne rendent pas une justice

suffisante au système ingénieux et conséquent qui s'y trouve exposé et développé avec tant de talent, pourraient m'accuser de m'être trop étendu sur quelques-uns des points à l'égard desquels je diffère de M. Ricardo. Cependant, comme il est fort à désirer, dans l'intêret de la science, que des questions, dont la plupart sont très-importantes en théorie et dans la pratique, soient décidément résolues, si cela est possible, j'ai cru devoir traiter ces objets d'une manière détaillée.

Je n'ai pas la prétention d'assurer qu'il ne se soit point glissé d'erreurs dans les conclusions auxquelles je suis arrivé, en opposition à celles de M. Ricardo; ce dont je suis certain, c'est d'avoir employé tous les moyens à la portée de mes facultés intellectuelles, pour parvenir par une recherche laborieuse et suivie, à la connaissance de la vérité, qui est l'objet de mes vœux les plus ardens. C'est l'intime conviction que j'éprouve à cet égard, soit par rapport aux opinions que je combats, soit quant à celles que je cherche à établir, qui m'enhardit à soumettre les résultats de mes recherches à la décision du public.

T. R. MALTHUS.

Collége des Indes-Orientales,
le 1er. décembre 1819.

PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

Des définitions de la richesse et du travail productif.

SECTION I.

Des définitions de la richesse.

PARMI les sujets de dispute entre les écrivains en économie politique, la *définition* de la richesse n'est pas un des moins remarquables. Une telle différence d'opinion n'aurait pas pu s'élever si cette définition eût été évidente et aisée; mais, dans le fait, plus on examine le sujet, plus il paraît difficile, et même impossible, d'en adopter une qui soit à l'abri de toute objection. Il semble cependant naturel qu'un ouvrage sur une science, dont le but principal est l'investigation des causes qui in-

fluent sur les progrès de la richesse, offre des définitions des objets, dont il s'agit de calculer l'accroissement ou la diminution ; et s'il est impossible de parvenir à une exactitude rigoureuse, il serait au moins à désirer qu'on pût en approcher le plus possible, en renfermant dans une courte description tout ce que nous voulons y comprendre, et en excluant tout ce qui ne nous paraît pas y appartenir. Tout le monde sait combien il est difficile de marquer les limites qui séparent les règnes animal, végétal et minéral, quoique les avantages de cette classification soient universellement reconnus; et les difficultés provenant d'un petit nombre de cas particuliers, peu importans, ne sont regardées par personne, comme des raisons suffisantes pour renoncer à une distribution aussi avantageuse.

On dit quelquefois, que tout auteur a le droit de définir à son gré les termes qu'il emploie, pourvu qu'il s'en serve toujours dans l'acception rigoureuse qu'il leur a une fois donnée. On pourrait cependant contester avec raison une pareille liberté; au moins faudra-t-il convenir que celui qui

s'avise de donner une définition impropre ou bizarre des objets qu'il se propose de traiter, peut rendre par là toutes ses recherches entièrement oiseuses. Si, par exemple, un auteur, qui se proposerait de traiter de la richesse des nations, débutait par dire que la richesse consiste exclusivement en drap large, il est évident que, malgré toute l'attention qu'il pourrait mettre à ne point s'écarter de l'acception de ce terme, et quoiqu'il pût faire un ouvrage très-utile sur ce seul objet, il n'aurait assurément rien enseigné de bien important à ceux qui auraient voulu avoir un traité sur la richesse, dans l'acception ordinaire de ce mot.

Telle est, en effet, l'importance d'une bonne définition, qu'on pourrait presque soutenir, que le mérite comparatif du système des économistes et de celui d'Adam Smith, tient principalement à la différence de leurs définitions de la richesse et du travail productif. Si celles des économistes sont exactes, *leur* système doit l'emporter: si au contraire c'est Adam Smith qui a mis le plus de précision dans ses définitions de

la richesse et du travail productif, *son* système est le meilleur.

Parmi les auteurs qui ont donné une définition expresse de la richesse, et ceux qui ont donné à ce mot un sens qu'il faut déduire de l'ensemble de leurs ouvrages, il en est qui ont trop restreint le sens de ce terme, tandis que d'autres auteurs lui ont donné trop de latitude. Les économistes se distinguent surtout parmi les premiers ; ils n'admettent d'autre richesse, que celle qui provient du produit net de la terre; par là, ils ont diminué de beaucoup le mérite de leurs recherches, dans le rapport qu'elles ont avec l'acception la plus familière et usuelle qu'on donne au mot richesse.

Parmi les définitions qui donnent au mot richesse un sens trop étendu, celle de lord Lauderdale peut servir d'exemple. Selon lui, la richesse est « tout ce que l'homme désire posséder d'utile et d'agréable » (1).

Cette définition embrasse évidemment toutes les choses, matérielles ou intellec-

(1) *Inquiry into the nature and origin of public Wealth*, ch. 11, p. 57, 2e. édit.

tuelles, palpables ou non, qui procurent de l'utilité ou des jouissances à l'espèce humaine; elle comprend par conséquent les avantages et les consolations que nous retirons de la religion, de la morale, de la liberté politique et civile, de l'éloquence, des conversations instructives et amusantes, de la musique, de la danse, du théâtre et d'autres semblables sources. Or, l'investigation de la nature et des causes de toutes ces sortes de richesses, dépasserait évidemment les bornes qui circonscrivent une science isolée. Si nous voulons mettre quelque précision dans nos recherches sur la richesse, il faut nécessairement resserrer notre cadre, en traçant une ligne qui ne comprenne que les objets dont l'accroissement ou le décroissement peut être estimé avec plus d'exactitude.

La ligne de démarcation qui paraît la plus naturelle est celle qui sépare les objets matériels des objets immatériels, ou ceux qui sont susceptibles de s'accumuler et d'être évalués d'une manière précise, de ceux qui jouissent rarement de ces propriétés, et qui ne les possèdent jamais à un

degré suffisant pour conduire à des conclusions pratiques.

Adam Smith n'a nulle part donné une définition bien méthodique et précise de la richesse ; mais il est assez clair que, dans tout le cours de son ouvrage, il restreint le sens de ce mot aux choses matérielles. D'après ses idées dominantes sur la richesse, on pourrait croire qu'il la fait consister dans « le produit annuel de la terre et du travail. » On peut objecter à cette définition, si on la considère comme telle, qu'elle suppose des sources de richesse avant d'avoir précisé ce que c'est que la richesse, et qu'elle n'est pas d'ailleurs assez rigoureuse, car elle comprend les produits inutiles de la terre, aussi-bien que ceux dont l'homme peut tirer parti pour son utilité et pour ses jouissances.

Afin d'éviter ces objections, et pour ne donner à ce terme, ni un sens trop restreint, ni trop vague, j'appellerai richesse, les objets *matériels* qui sont nécessaires, utiles ou agréables à l'espèce humaine. Je suis porté à croire que cette définition, telle que je l'ai restreinte, comprend pres-

que tous les objets que nous avons ordinairement en vue en parlant de richesse ; ce qui n'est pas un petit avantage, tant que nous continuerons à faire usage de ce mot dans le langage ordinaire, et qu'il fera en même temps partie du vocabulaire de l'économie politique.

C'est, en effet, plutôt dans le sens métaphorique que dans son acception rigoureuse, que le mot richesse est applicable à tout ce qui peut nous procurer des avantages ou des jouissances ; et il nous serait pénible de convenir de la vérité de la proposition qui proclame les richesses comme étant l'unique source du bonheur des hommes.

On peut donc, je pense, assurer avec raison, que les seules richesses dont il peut être question en économie politique, se bornent aux choses matérielles.

Un pays est donc riche ou pauvre, selon l'abondance ou la rareté des objets matériels dont il est pourvu, par rapport à l'étendue de son territoire ; et une nation est riche ou pauvre d'après le même principe, comparé avec la population.

SECTION II.

Du travail productif et du travail improductif.

La question du travail *productif* est intimement liée avec la définition de la richesse. Les économistes, ainsi qu'Adam Smith, ont constamment désigné par le terme *productif* le genre de travail qui produit ce que chacun d'eux appelle richesse, selon leurs notions différentes sur sa nature et son origine. C'est pourquoi les économistes, qui n'admettent d'autre richesse que les produits de la terre, entendent par travail *productif* celui qui est uniquement employé à la terre; tandis qu'Adam Smith qui comprend au nombre des choses qui constituent la richesse, tous les objets matériels qui sont utiles à l'homme, entend par travail productif celui qui est employé à la production ou à augmenter la valeur de ces objets matériels.

La dénomination de travail productif appliquée ainsi au travail qui produit la richesse, de quelque manière qu'on la définisse, est évidemment utile, et, pour être toujours clairs et conséquens dans notre

langage en économie politique, il faudrait ne jamais s'écarter de cette idée. Quelques auteurs, cependant, n'ayant pas employé cette expression dans le sens que nous venons de lui donner, et ceux même qui se sont montrés disposés à le faire, ne s'étant pas accordés sur la définition de la richesse, il fallait s'attendre à voir s'élever des opinions très-différentes sur ce qu'on doit entendre par travail *productif*.

La doctrine établie à ce sujet par Adam Smith a été combattue par deux partis opposés : l'un lui a reproché d'avoir donné au mot *productif* une acception inexacte, peu philosophique et trop étendue, en l'appliquant à des objets auxquels il ne convient nullement ; l'autre parti l'accuse également de manquer de précision en cherchant à établir une distinction entre les différentes sortes de travail, tandis qu'il n'en existe aucune entre elles.

Avant d'exposer les raisons qui me décident à adopter l'opinion d'Adam Smith, je vais d'abord essayer de montrer qu'une classification quelconque des différens genres de travail devient absolument indispen-

sable dans l'investigation de la nature et des causes de la richesse des nations, si l'on veut éviter d'introduire beaucoup de confusion dans la science de l'économie politique. Plus on sera convaincu que le défaut de précision qu'on reproche à une définition est d'une importance incomparablement moindre que le défaut de précision qui résulterait de ne point l'admettre, et moins on sera disposé à prêter l'oreille à des argumens captieux, et même à des objections fondées peut-être sur son inexactitude.

En premier lieu, puisqu'il est reconnu qu'un capital, quel que soit le sens qu'on attache à ce terme, est absolument nécessaire pour établir la division du travail et pour l'emploi des machines, sa grande influence sur les progrès de la richesse nationale doit être regardée comme rigoureusement démontrée. Mais si nous cherchons à connaître la raison des effets divers que présente l'emploi d'un produit sous forme de capital, ou sa consommation sous forme de revenu, nous verrons que cela provient des différentes sortes de travail que le même produit peut payer dans chaque cas;

c'est pourquoi, toutes les fois que nous parlons de capitaux, il est indispensable de désigner par un nom particulier le genre de travail qu'un capital emploie en général, pour le distinguer du travail auquel le revenu est en général employé, afin de pouvoir expliquer la nature et l'opération de chaque espèce de capitaux, et les causes de leur accroissement.

En second lieu, Adam Smith dit, avec raison, que la portion du produit qu'on économise annuellement est aussi régulièrement consommée que les produits qui ont été dépensés pendant l'année, mais qu'ils sont consommés par une différente classe d'individus. Si cela est vrai, et si on admet que l'économie est la cause immédiate de l'accroissement du capital, il devient absolument nécessaire, dans toutes les discussions relatives au progrès de la richesse, de désigner sous une dénomination particulière cette classe de gens qui contribuent d'une manière si remarquable à rendre cet accroissement rapide. Presque toutes les classes inférieures travaillent à quelque chose, et s'il n'y a point de motif

pour distinguer chaque genre de travail selon les effets qui en résultent pour la richesse nationale, il est difficile de concevoir quelle pourrait être l'utilité d'épargner sur le revenu pour ajouter au capital, car tout se réduirait à employer une sorte de gens au lieu d'une autre. Comment donc expliquerons-nous la nature de l'épargne, et les différens effets que l'économie et la prodigalité ont sur le capital national? Aucun des auteurs qui s'occupent, de nos jours, de ce qui a rapport à l'économie politique, ne croit assurément qu'épargner et thésauriser soient synonymes; et dès que par épargne on entend autre chose que le simple acte d'amasser par esprit d'avarice, ce mot appliqué à la richesse nationale ne peut être d'aucune utilité, à moins d'admettre les différens emplois de ce qui est épargné, d'après la distinction réelle qui existe entre les différens genres de travail que l'épargne peut servir à payer.

Si le travail des domestiques à gages produisait autant de richesse que celui des manufacturiers, pourquoi n'emploierait-on pas à l'entretien des premiers le produit de

l'épargne, non-seulement sans le dissiper, mais avec un accroissement constant de valeur ? Cependant le domestique, l'avocat, le médecin, qui économisent sur leurs salaires, savent très-bien que leurs épargnes seraient de nouveau dissipées sur-le-champ si elles leur étaient avancées au lieu d'être employées à l'entretien d'une autre classe de personnes. Considérer les dépenses des ouvriers improductifs d'Adam Smith, comme des avances qu'on leur fait, pareilles à celles que le propriétaire d'une manufacture fait à ses ouvriers, ce serait confondre à la fois la distinction très-utile et très-exacte entre ceux qui vivent de gages, et ceux qui vivent de profits, et rendre impossible d'expliquer les opérations multipliées et importantes de la conversion de l'épargne en capital, de laquelle dépend absolument l'accroissement progressif de la richesse (1).

---

(1) Un des plus habiles adversaires de la doctrine d'Adam Smith, au sujet du travail productif, c'est M. Ganilh, dans son excellent ouvrage sur les différens systèmes d'économie politique ; il me paraît cependant qu'il a échoué entièrement, en cherchant à prouver que le fruit de l'épargne est conservé au lieu d'être détruit, quand il est

Il ne s'agit point ici de décider si l'épargne ne peut pas être poussée trop loin ; c'est un objet que nous examinerons à sa place; il est uniquement question de savoir si on peut parler d'épargne et d'accumulation d'une manière intelligible, et apprécier leurs effets sur la richesse nationale sans admettre une distinction quelconque à l'égard des différens genres de travail.

En troisième lieu, Adam Smith a assuré, avec raison, qu'il existe une balance très-différente de celle du commerce, laquelle, selon qu'elle est favorable ou défavorable, produit la prospérité ou cause la décadence des nations : cette balance est celle des produits et des consommations de chaque année. Lorsque dans un espace de temps donné, le produit surpasse la consommation, le pays aura les moyens d'accroître son capital, et sa population augmentera bientôt, ou bien celle qui existe déjà jouira de

---

consommé par les classes oisives. Je ne puis comprendre dans quel sens on peut soutenir que des domestiques à gages reproduisent annuellement le capital qui a servi à les nourrir. Liv. III, chap. 2.

plus d'aisance, et probablement ces deux choses auront lieu à la fois. Si pendant un certain temps la consommation absorbe tout-à-fait le produit, il n'y aura pas moyen d'augmenter le capital, et la société restera à peu près stationnaire. Si la consommation surpasse le produit, la nation se trouvera de jour en jour plus dépourvue de ressources, et sa prospérité et sa population marcheront évidemment vers la décadence.

Si en effet cette balance est d'une telle importance, si c'est d'elle que dépend la prospérité progressive, l'état stationnaire ou la décadence d'une nation, il doit, certes, être important de distinguer les individus qui contribuent essentiellement à rendre cette balance favorable, de ceux qui contribuent principalement à la faire pencher du côté opposé. Si nous ne faisons pas quelque distinction de ce genre, nous ne pourrons jamais connaître les causes auxquelles est due la prospérité d'une nation et la décadence d'une autre; et on ne pourra pas non plus expliquer d'une manière intelligible la supériorité des richesses des pays qui possèdent beaucoup de négocians et de manu-

facturiers, comparés à ceux dans lesquels la cour, les gens en place, et une aristocratie trop considérable, sont les classes prépondérantes.

Si les grands propriétaires fonciers de l'Europe avaient conservé, depuis les temps de la féodalité jusqu'à présent, le goût de tenir un grand état de maison avec une nombreuse suite de gens oisifs et de valetaille, la richesse des différens états serait aujourd'hui bien différente de ce qu'elle est. Adam Smith a remarqué avec raison que c'est au goût que nos ancêtres ont commencé à avoir pour les objets matériels utiles ou de luxe, plutôt que pour le faste des domestiques, qu'il faut principalement attribuer le changement qui s'est opéré depuis. Les services personnels n'exigent pas plus de capital qu'ils n'en créent; et tandis qu'ils sont l'objet du goût prédominant, il doit en résulter que la majeure partie de la société formera deux classes distinctes; la première, composée des propriétaires fonciers ou des riches; et la seconde, composée de leurs serviteurs ou des pauvres; cette seconde clas est dans la dépendance

la plus abjecte de la première. Mais le goût pour les choses matérielles, quelque frivoles qu'elles soient, exige presque toujours, pour être satisfait, qu'il y ait accumulation de capital, et qu'il y ait des manufacturiers ou des négocians, des marchands en gros et en détail. C'est ainsi que la société change entièrement de face, et qu'on voit s'élever une classe mitoyenne de personnes qui subsistent des profits du capital, et qui parviennent à la richesse et à la considération. C'est cette accumulation progressive du capital, appartenant presque exclusivement aux classes mercantiles et manufacturières, qui a, en grande partie, opéré la division et l'aliénation de ces immenses propriétés territoriales, qui auraient pu s'être conservées à peu près dans leur ancien état, en s'opposant à l'accroissement de la richesse territoriale comme à celui de toute richesse quelconque, si le goût pour des suites nombreuses de domestiques s'était soutenu.

Je ne conçois réellement pas comment on pourrait expliquer les causes de l'accroissement de la richesse et de la prospérité de l'Europe depuis les temps de la féodalité,

si on regarde les services personnels comme aussi productifs de richesse que l'industrie des négocians et des manufacturiers.

Il est donc non-seulement utile, mais nécessaire d'établir quelque distinction entre les différens genres de travail, selon leur influence relative sur la richesse nationale; cela étant admis, il s'agit ensuite de savoir quelle doit être cette distinction, et comment il faudra tracer la limite qui sépare le travail productif, de celui qui est improductif.

Les économistes et leurs partisans ont soutenu, qu'il ne faut appeler travail productif que celui qui est employé à la culture de la terre. Comme j'aurai dans le cours de cet ouvrage une autre occasion d'examiner le mérite de ce système, il suffira, pour le présent, de remarquer que, quel que soit le mérite de cette définition si vantée sous le rapport de sa rigoureuse précision, il est cependant certain qu'elle est trop limitée, dès qu'il s'agit d'en faire l'application pratique à l'utile comparaison des différens pays, relativement aux objets dont se compose ordinairement notre idée

de richesse. Deux pays, dont l'étendue et la population sont égales, peuvent employer aux travaux de l'agriculture le même nombre de laboureurs, et consacrer à la culture de la terre la même quantité d'industrie et de capital; néanmoins, si une grande partie du reste de la population de l'un se compose de manufacturiers et de négocians, et dans l'autre de domestiques et de soldats, le premier offrira l'aspect de tout ce qui indique la richesse, et le second présentera tous les signes de la pauvreté. C'est pourquoi le nombre des ouvriers ne peut pas, par lui seul, donner la mesure de la richesse nationale. Nous manquons évidemment d'une définition de la force productive, dans laquelle on tienne compte des effets du capital et de l'industrie du manufacturier et du négociant; car, à moins de considérer le travail qui donne des résultats si importans comme ayant la propriété de produire des richesses, nous nous trouverons dans l'impossibilité absolue de remonter aux causes de la situation relative des différentes nations, que tout le monde, quelle que soit la théorie de chacun, s'ac-

corde universellement à attribuer aux degrés différens de richesse de chaque pays.

L'opinion qui conduit à l'excès opposé à celui que nous venons de signaler, et qui regarde tous les genres de travail comme étant également productifs, a été déjà, ce me semble, suffisamment examinée, lorsque j'ai cherché à prouver qu'une distinction entre les différens genres de travail était indispensable dans l'investigation de la nature et des causes de la richesse des nations.

J'ajouterai seulement ici, qu'une définition quelconque de cette nature, doit être tellement regardée comme la pierre angulaire de l'ouvrage d'Adam Smith, et la base sur laquelle reposent ses principaux raisonnemens, que, si on la rejette, tout l'édifice qu'il a élevé là-dessus doit s'écrouler. Ce n'est pas que je prétende que ces raisonnemens ne doivent pas tomber s'ils sont mauvais; mais il me semble que ceux qui ne veulent admettre aucune distinction entre les différens genres de travail, se montrent jusqu'à un certain point inconséquens, en accordant un mérite non vulgaire à des

Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, dans lesquelles l'augmentation de ce qu'on appelle travail productif, sous le double rapport de la quantité et du degré d'habileté, est la cheville ouvrière de laquelle l'auteur fait dépendre les progrès de la richesse et de la prospérité des nations.

Il y aurait cependant une manière d'envisager la question, qui, quoique différente de celle d'Adam Smith, n'invaliderait pas ses raisonnemens, et n'exigerait qu'une légère modification dans les termes employés.

Si on ne limite pas le sens du mot richesse à la possession des objets palpables et matériels, on pourrait regarder toute espèce de travail comme étant productif, quoiqu'à des degrés différens; le seul changement, que cette manière d'envisager le sujet rendrait nécessaire dans l'ouvrage d'Adam Smith, se réduirait à substituer aux épithètes de productif et d'improductif, celles de plus et de moins productif.

On pourrait dire, par exemple, que tout travail produit une valeur qui est égale à

celle qu'il a coûté, et qui augmente à mesure que le produit des différens genres de travail, lorsqu'il est vendu au prix établi par la libre concurrence, surpasse en valeur le prix du travail employé pour chaque espèce de produits.

D'après ce principe, les travaux de l'agriculture seraient regardés, en général, comme les plus productifs; car le produit de presque tous les terrains actuellement cultivés, a une valeur courante qui suffit non-seulement pour payer les laboureurs qui y ont travaillé, mais encore pour les profits du capital avancé par les fermiers, et pour payer aux propriétaires le loyer des terres affermées. Après les travaux de l'agriculture, les plus productifs seraient, en général, ceux dont l'opération se trouverait le plus favorisée par un capital, fruit d'un travail antérieur; car dans tous ces cas, la valeur courante produite surpasserait de beaucoup la valeur du travail employé à la production; et sous la forme de profits, elle fournirait à la subsistance d'un nombre très-considérable et croissant d'individus, et favoriserait l'ac-

cumulation du capital; tout cela dans le plus haut degré après les travaux de l'agriculture.

Le travail, regardé comme moins productif, serait celui dont le produit ne représenterait qu'une valeur courante égale à celle qu'il a coûté; ce travail ne pourrait, par conséquent, faire subsister aucune classe de la société autre que celle des ouvriers qui y seraient employés; il ne reproduirait que peu ou point de capital, et il aurait le moins de tendance directe et positive à favoriser le genre d'accumulation qui facilite davantage la production future. C'est par conséquent, dans cette dernière division du travail productif, que se trouveraient compris tous les ouvriers improductifs d'Adam Smith.

Cette manière d'envisager le sujet offre, peut-être, quelques avantages à certains égards, sur celle d'Adam Smith. Elle tend à établir une échelle utile et suffisamment exacte des forces productives, au lieu de séparer le travail en deux seuls genres, qu'il est bien malaisé de distinguer par une ligne de démarcation. La définition

même, fondée sur cette manière de voir, établirait la prééminence naturelle de l'agriculture, dont Adam Smith est obligé de donner ensuite la raison, et elle indiquerait en même temps les cas nombreux où l'augmentation de l'industrie manufacturière et commerciale devient plus productive, tant pour l'état que pour les particuliers, qu'un accroissement de l'agriculture; c'est ce qui arrive toutes les fois que, par suite d'une demande pour les produits des manufactures et du commerce, plus forte que pour ceux du sol, les profits des capitaux du manufacturier et du négociant, deviennent plus considérables que le revenu et les profits pris ensemble, que pourrait rapporter le travail employé à la culture de terrains nouvellement défrichés et moins fertiles que ceux déjà cultivés.

Cette manière de voir se rapporterait assez bien à tous les raisonnemens d'Adam Smith, sur l'accumulation du capital, la distinction entre le capital et le revenu, la nature et les effets de l'épargne, et les quantités relatives des produits et des consommations, en faisant usage des dénominations, de plus

et de moins productif, au lieu de productif et d'improductif; elle aurait de plus l'avantage de présenter toujours à l'esprit la nécessité du concours du capital et de l'industrie, dans les genres de travail les plus productifs, et expliquerait ainsi pourquoi les travailleurs, chez un peuple sauvage, peuvent, comme le dit Adam Smith, être productifs, quoique la nation n'augmente que très-lentement sa richesse et sa population, tandis que toutes les deux pourraient éprouver un accroissement très-rapide chez un peuple civilisé qui ne compterait qu'un nombre bien moindre de travailleurs productifs.

Quant aux genres de travail qu'Adam Smith appelle improductifs, et qui ont suscité le plus d'objections à sa théorie, on admettrait qu'ils sont en effet productifs d'une valeur qui dépend du prix que la société y met, et qui varie par conséquent, selon les différens degrés de talent acquis, et selon leur abondance ou leur rareté; mais on les distinguerait toujours des genres de travail plus productifs, qui fournissent à la subsistance des autres classes de la société, outre celle qui se livre à ces travaux.

Le travail de l'agriculteur serait placé au premier rang, par la raison très-simple, que son produit brut suffit à la subsistance des trois principales classes de la société, composées de ceux qui vivent de leur revenu, de ceux qui vivent de leurs profits, et de ceux qui vivent de gages. L'industrie manufacturière et commerciale tiendrait le second rang, parce que la valeur de son produit suffit pour faire vivre deux classes de la société. Enfin, les ouvriers improductifs d'Adam Smith occuperaient le troisième rang de l'échelle comparative de production, parce que leur industrie ne contribue directement à l'entretien d'aucune autre classe que de celle qu'ils forment eux-mêmes.

Une telle classification paraît simple et évidente; elle dispose les différens genres de travail dans un ordre naturel, selon le degré de leurs forces productives, sans porter la moindre atteinte à leur dépendance mutuelle et réciproque, en vertu de laquelle chacun d'eux encourage l'accroissement des autres.

L'objection capitale contre cette échelle

comparative des forces productives, c'est qu'au lieu de prendre la qualité des produits, pour marque distinctive de la propriété productive d'un genre donné de travail, elle ne l'établit que sur le prix qu'il rapporte. Selon Adam Smith, le travail employé à faire une paire de bas est productif, soit qu'une dame les tricote pour son amusement, soit qu'un bonnetier les fabrique au métier; mais dans la théorie que nous venons d'exposer, ces bas ne peuvent pas être considérés comme richesse, attendu qu'ils n'ont pas été payés. D'après le même principe, les chansons d'une actrice ambulante, ou la déclamation d'un orateur au *Forum* de Westminster, offriraient le résultat d'un travail productif, parce qu'il aurait été payé; tandis qu'un air supérieurement chanté par une dame, ou un discours prononcé dans la Chambre des Communes par le plus célèbre orateur du siècle, et plein d'éloquence et de savoir, serait improductif.

Et pourtant, dès qu'on s'éloigne des choses matérielles, il faut absolument adopter une distinction du genre de celle que

nous venons d'indiquer, fondée sur ce que chaque sorte de travail rapporte, si on ne veut pas se jeter tout à coup dans un champ tellement vaste, qu'il devient absolument impraticable de pouvoir apprécier la quantité comparative de travail productif dans les différens pays. Si la peine qu'on se donne pour chanter une chanson, qu'elle soit payée ou non, est un travail productif, pourquoi les efforts que l'on fait pour rendre une conversation amusante et instructive, et qui offrent assurément un résultat bien plus intéressant, seraient-ils exclus du nombre des occupations productives? Pourquoi n'y comprendrait-on pas les efforts que nous avons besoin de faire pour régler nos passions, et pour devenir obéissans à toutes les lois divines et humaines, qui sont sans contredit le plus précieux des travaux? Pourquoi, en un mot, excluerions nous une action quelconque, dont le but est d'obtenir le plaisir ou d'éviter la douleur, soit dans le moment même, soit dans l'avenir? Il est vrai qu'on pourrait y comprendre de cette manière, toutes les actions des individus de l'espèce humaine,

pendant tous les instans de leur vie. Il est donc évident, que, pour pouvoir retirer quelque avantage de l'emploi de l'expression *travail productif*, il faut en restreindre le sens. On pourrait dire même, que le mot travail semble renfermer l'idée d'estimation et de payement, et qu'il n'a point de rapport avec les actes volontaires et non payés. Mais la même difficulté dans toute sa force revient au sujet de la définition des richesses, si nous y comprenons autre chose que des objets matériels : il faudra, pour qu'on puisse se servir de ce terme et l'appliquer d'une manière utile en comparant ensemble différens pays, n'admettre dans notre définition de richesse que ceux des services personnels qu'on achète, en traçant ainsi une ligne de démarcation entre ce qui doit proprement être appelé richesse et ce qui ne mérite nullement cette dénomination ; par là on établira une distinction entre des objets qui peuvent être en tout parfaitement semblables, excepté que les uns sont le résultat d'un travail salarié, et les autres le produit de celui qui ne l'est pas.

Si, par exemple, on entendait par richesse tout ce qui a une valeur d'échange, il s'ensuivrait évidemment que le talent de l'acteur, du danseur, du chanteur et de l'orateur, serait quelquefois de la richesse, et quelquefois n'en serait pas; et même pour ce qui regarde les alimens et les choses les plus nécessaires à la vie, une abondance excessive de ces choses ou l'habitude de produire sans échanger, rendrait la définition oiseuse.

Si, en regardant comme richesse les services personnels, nous n'avons pas égard à la nature de ce qu'ils produisent, et ne faisons attention qu'au prix auquel ils ont été payés et à l'effet qui en résulte pour l'encouragement d'autres genres de richesse, dans ce cas, nous introduisons une considération tout-à-fait nouvelle et étrangère, qui n'a aucun rapport avec la production directe de la richesse. Sous ce point de vue, j'attache assurément une très-grande importance aux ouvriers improductifs d'Adam Smith; mais ce n'est certainement pas en les considérant comme des producteurs par eux-mêmes, mais seulement

comme encourageant d'autres à produire, en vertu de la faculté qu'ils possèdent d'acheter à ces derniers des produits pour une valeur égale à celle qu'ils ont reçue en payement de leurs services. Dans ce sens, le prêteur sur hypothèque et le créancier de l'état sont des ouvriers productifs pour le montant de ce que chacun d'eux a reçu. Cependant, quoique la division de la propriété que ces classes de la société occasionent, puisse être avantageuse en offrant un encouragement indirect à la production de la richesse, par la demande augmentée des produits, ce serait confondre toutes les distinctions naturelles, que de qualifier ces ouvriers de productifs. Il serait également inexact de soutenir que les ouvriers improductifs d'Adam Smith doivent nécessairement créer la richesse qui les paye. Il est sûr que l'envie d'avoir beaucoup de gens à son service, soit pour notre commodité, soit par ostentation, et de pouvoir disposer des talens des médecins pour les consulter au besoin, sont des encouragemens à l'industrie; néanmoins, ces deux genres de services sont tous les

jours achetés en grande quantité par des individus qui n'ont aucun moyen d'augmenter leur revenu par suite de cette dépense, et quelquefois on achète ces services au prix du sacrifice d'une portion de capital, et de la diminution réelle de la faculté de produire. C'est pourquoi, tout en reconnaissant qu'ils tendent à favoriser la production de la richesse, nous ne pouvons pas admettre qu'on puisse dire qu'ils la créent nécessairement; car, même dans les circonstances les plus favorables à leur influence, ils n'agissent évidemment que d'une manière indirecte et jamais immédiatement.

A la vue des difficultés, qui se présentent dans toutes les hypothèses possibles, on peut regarder comme très-peu probable qu'on trouve jamais une distinction qui offre plus d'avantages dans la pratique, et qui, tout considéré, soit moins imparfaite sous le rapport de la précision, que celle qu'Adam Smith a établie; elle trace une ligne de démarcation qui sépare les richesses des autres sortes de valeurs, qui distingue les objets matériels des choses

immatérielles, ce qui a une durée de ce qui n'en a point, ce qui est susceptible d'accumulation et d'évaluation absolue, de ce qui ne possède pas l'une ou l'autre de ces deux propriétés, ou toutes les deux.

Il entre toujours dans nos notions ordinaires des élémens essentiels dont se compose la richesse, une certaine idée de durée, et la possibilité qui en résulte de les accumuler, non-seulement parce que ce genre de produits paraît être le seul capable de former cette accumulation qui tend si puissamment à faciliter la production future, mais parce qu'ils sont les seuls qui favorisent l'accroissement de la réserve mise à part pour pourvoir aux besoins des consommateurs, qui est, sans contredit, une des marques qui distinguent le mieux la richesse, de la pauvreté. Le pauvre vit au jour le jour; tandis que le riche possède une réserve dont il peut disposer pour se procurer les choses dont il a un besoin immédiat pour sa consommation. Mais dans tous les cas de travail productif, tel qu'il est conçu par Adam Smith, il est toujours une époque, qui quelquefois peut être très-

courte, pendant laquelle ce travail produit évidemment l'accroissement du fonds destiné à remplacer un capital, ou de celui qui est en réserve pour être consommé au besoin ; or, c'est cette qualité d'accroître le capital national, de laquelle on peut dire avec le plus de raison, qu'elle enrichit ou qu'elle est productive de richesse.

Mais il ne suffit pas qu'un travail soit susceptible d'être accumulé, et d'ajouter au capital national, pour mériter d'être appelé productif, dans l'acception générale dans laquelle Adam Smith prend ce mot. Pour que cette dénomination soit d'une utilité pratique, il faut encore que le travail en question soit susceptible d'être estimé d'une manière tant soit peu précise. Les lois du législateur, les préceptes du moraliste, et les conclusions du physicien, peuvent certainement être susceptibles d'accumulation, et peuvent s'aider des travaux antérieurs ; mais d'après quelle règle les estimera-t-on, et comment saura-t-on quel est le montant de la valeur dont tous ces travaux ont enrichi le pays ? Mais le travail qui est essentiellement nécessaire pour la

production d'objets matériels s'estime suivant le prix qu'ils rapportent, et on est fondé à croire qu'ils ajoutent à la richesse nationale une valeur au moins égale à celle qu'ils ont coûté. Et c'est probablement cette espèce de travail qui donne un produit matériel, qui, avec peu ou point d'exceptions, est seule susceptible d'être accumulée, et en même temps d'être évaluée avec précision.

M. Garnier, dans son excellente édition de la *Richesse des Nations*, trouve très-singulier et très-inconséquent qu'on regarde les instrumens de musique comme des richesses, et le travail de ceux qui les fabriquent comme productif, tandis que les sons harmonieux que ces instrumens rendent et qui sont le seul objet pour lequel ils ont été construits, ne sont point considérés de même; et que les artistes, qui seuls peuvent en faire un usage convenable, sont appelés ouvriers improductifs (1). Cependant, la différence qui existe entre les produits matériels et les produits immatériels, jus-

(1) Tome V, note 20.

tifie suffisamment cette distinction, sous le rapport de la précision et de l'exactitude; et son utilité est d'une évidence frappante, par la facilité qu'elle offre de donner une valeur positive aux instrumens, tandis qu'il est absolument impossible d'en donner une semblable aux divers airs qu'on peut jouer sur eux.

Le même auteur a ajouté, qu'il y a encore plus d'inconséquence à dire que le commis d'un marchand est un ouvrier productif, et qu'un commis employé par le gouvernement, dont l'occupation est souvent la même, est un ouvrier improductif (1). A cela on peut répondre, que dans toutes affaires qui ont pour but le profit des particuliers, il est à présumer que le nombre de commis ou d'ouvriers employés, quels qu'ils soient, n'est pas plus considérable ni leurs gages plus forts qu'il ne faut. Mais on aurait tort de faire la même supposition à l'égard des affaires des gouvernemens; et puisque le résultat des travaux de ses employés n'est pas exposé en

(1) Tome V, note 20.

vente, ni leurs salaires accordés d'après une scrupuleuse évaluation de la valeur courante de leurs services, il n'y a pas de base certaine d'après laquelle on puisse calculer cette valeur.

On peut aussi remarquer que, si un employé du gouvernement fait exactement le même genre de travail que le commis du marchand, soit en préparant, soit en surveillant la fabrication de produits matériels, il doit être regardé comme un ouvrier productif; et c'est un des nombreux et fréquens exemples d'ouvriers qui sont toujours ou parfois productifs, et qui appartiennent à des classes de la société dont le plus grand nombre d'occupations peuvent à juste titre être regardées comme improductives. Ces sortes d'exceptions doivent par conséquent se rencontrer souvent, non-seulement parmi les salariés du gouvernement, mais aussi dans toute la classe de gens à gages, et dans tous les autres états de la société. Il n'y a presque personne qui ne fasse parfois quelque travail productif; et la ligne de démarcation qu'Adam Smith a tracée entre le travail productif et le travail

improductif peut être très-réelle, quoique les dénominations qu'il a données aux différentes classes de la société, fondées sur ce qui en fait le caractère saillant, soient nécessairement inexactes par rapport aux occupations de quelques individus.

Il faut aussi ne pas oublier que Adam Smith reconnaît tout le prix et l'importance de plusieurs genres de travail qu'il appelle improductifs. D'après l'énumération qu'il a faite de ces différens genres de travail, il a dû en effet voir que quelques-uns d'entre eux produisent une valeur telle, qu'il est impossible de la mettre un seul moment en parallèle avec les résultats du travail employé à faire des rubans et de la dentelle, et même avec tout autre genre de travail, excepté celui qui fournit directement à nos besoins physiques les plus pressans. Tout le monde conviendra que la production même des choses qui satisfont ces besoins physiques est très-puissamment encouragée, quoique d'une manière indirecte et éloignée, par les travaux du moraliste, du législateur, et de ceux qui ont fait tous leurs efforts pour établir

un bon gouvernement; mais le mérite principal de tous ces travaux tient évidemment à l'encouragement qu'ils donnent à l'entier développement des talens et de l'industrie, dont l'effet tend à favoriser constamment l'accroissement de la quantité des objets matériels qui constituent la richesse. Si donc, on les considère comme tendant à encourager la production d'objets matériels, l'effet général et approximatif de ces travaux pourra être évalué d'après la quantité de ces choses matérielles que la nation possède. Quant à leur influence sur des sources de bonheur autres que celles qui proviennent d'objets matériels, il serait plus exact d'en faire une classe à part, en les rangeant avec des choses dont plusieurs ne peuvent, sans le plus grand abus, être mises au rang des objets grossiers dont se compose la richesse des nations. Estimer la valeur des découvertes de Newton ou les jouissances causées par les productions de Shakespeare et de Milton par le prix que leurs ouvrages ont rapporté, ce serait en effet une bien chétive mesure du degré de gloire et de plaisir qui en est résulté pour leur patrie; et ce serait une

idée non moins grossière et ridicule de calculer les bienfaits que l'Angleterre a retirés de la révolution de 1688, d'après la solde des soldats et les autres dépenses qui ont été faites pour l'effectuer.

D'après toutes ces considérations, tout en admettant que les travaux du moraliste et du manufacturier, du législateur et du fabricant de dentelles, du cultivateur et du chanteur, ont tous pour objet de satisfaire un besoin ou un désir de l'homme, il nous semble que la classification la plus naturelle, la plus utile et la plus correcte qu'on puisse établir à cet égard, est celle qui comprend d'abord sous le nom de richesse, tout ce qui satisfait les besoins de l'homme au moyen d'objets matériels, et ensuite d'appeler productif toute espèce de travail qui produit directement des richesses, c'est-à-dire, d'une manière tellement directe, qu'on puisse estimer la valeur des objets produits.

Le lecteur verra que, si j'ai cherché à établir au moyen de cette discussion des distinctions délicates et subtiles, c'est dans des vues pratiques. Mon but est de faire

voir qu'il y a réellement quelque difficulté à donner une définition de la richesse et du travail productif ; mais que cette difficulté ne doit pas nous empêcher d'adopter les classifications qui pourront nous être réellement utiles dans la poursuite de nos recherches. Lorsqu'on traite de la nature et des causes de la richesse, une distinction entre les différentes sources de jouissances et les différens genres de travail, paraît être non-seulement extrêmement utile, mais presque indispensable ; et par conséquent nous devons nous contenter de la meilleure classification que nous pourrons obtenir sur ces objets, quoiqu'elle ne soit pas dans toutes ses parties entièrement à l'abri des objections.

CHAPITRE II.

De la nature et des mesures de la valeur.

SECTION I.

Des différentes espèces de valeur.

La plupart des auteurs qui ont traité de la nature de la valeur, en ont admis deux espèces, l'une, qu'ils ont appelée valeur d'utilité, et l'autre, valeur d'échange. Nous ne sommes cependant pas dans l'habitude d'employer ce terme dans la première de ces deux acceptions; on n'entend pas souvent parler de la valeur de l'air, ni de celle de l'eau, quoique ce soient des substances de la plus grande utilité, et essentiellement nécessaires à l'existence et au bonheur de l'espèce humaine. On peut pourtant admettre que cette expression, employée dans un sens plutôt métaphorique que littéral, peut signifier, et est quelquefois employée pour désigner, tout ce qui est nécessaire ou utile à l'homme; et dans ce sens on peut l'appliquer, sans impropriété, à

une source d'eau limpide ou à un air pur ; quoiqu'il ne puisse jamais être question de la valeur courante de l'une ou de l'autre.

Puisque cette acception du terme valeur a déjà été admise dans le vocabulaire de l'économie politique par plusieurs écrivains, quoique peu justifiée par l'usage, pourvu qu'on l'emploie dans le sens figuré, et jamais dans le sens littéral, dans ce cas on peut bien la conserver ; mais, attendu que le mot valeur est beaucoup moins usité dans cette acception, on ne devrait jamais l'employer dans ce sens sans ajouter la désignation de valeur d'*utilité*.

La valeur d'échange est fondée, ainsi que le mot semble l'indiquer, sur la volonté et la possibilité d'échanger une chose contre une autre. Elle ne dépend pas uniquement de la rareté des choses, ni de l'inégalité de leur distribution, mais bien de ce qu'elles ne se trouvent point réparties selon les désirs et les facultés des individus, ou de ce que chacun n'en possède pas une quantité telle que ses désirs et ses facultés pourront, à la longue, la lui procurer au moyen des échanges.

Si la nature eût distribué, dès l'origine,

toutes ses richesses exactement dans les mêmes proportions dans lesquelles elles se trouvent par la suite au moment de la consommation, il n'y aurait ni échanges ni valeur échangeable, quoique la masse totale des objets de consommation ne fût ni abondante ni distribuée également.

Dans cette répartition supposée, un homme pourrait n'avoir que du pain, et un autre avoir de plus du gibier et du vin de Bordeaux. Celui qui n'aurait que du pain pourrait avoir envie de faire un échange, mais il n'en aurait point le pouvoir ; et celui qui, outre le pain, aurait du gibier et du vin, aurait bien la possibilité de faire un échange, mais il n'en aurait pas le désir. Dans cet état de choses, chacun garderait ce qu'il a, et jamais la valeur relative du pain et du gibier ne pourrait être fixée.

Pour fixer cette valeur, il faut que ceux qui possèdent du gibier aient besoin de pain, et que ceux qui ont du pain aient besoin de gibier ; dès que cela aura lieu, le gibier et le pain seront bientôt comparés l'un avec l'autre, ce qui donnera le moyen d'établir la valeur relative de chacun.

Tout échange suppose donc nécessairement, non-seulement la faculté et la volonté de donner un article en échange pour un autre dont on a plus besoin, mais encore un besoin réciproque de la part de celui qui possède l'article demandé, pour celui qu'on lui offre en échange.

Aussitôt que cette demande réciproque existe, le taux auquel se fait l'échange, ou la quantité d'un objet qui est donné pour une portion déterminée de l'autre, dépendra du prix relatif que les deux contractans y mettront, et ce prix sera fondé sur l'envie de posséder, et sur la difficulté ou la facilité d'obtenir cette possession.

D'après la différence qui existe nécessairement entre les désirs et les moyens des individus, il est probable que les premiers contrats de cette espèce ont été très-différens les uns des autres. Tandis qu'un individu aurait consenti à donner six livres de pain pour une livre de gibier, un autre n'en aurait voulu donner que deux; mais dès que celui qui consentait à donner six livres de pain pour une livre de gibier, saurait qu'une personne demeurant à peu de dis-

tance n'exigeait que deux livres de pain pour la même quantité de gibier, il cesserait d'en donner six; et l'homme qui donnait volontiers une livre de gibier pour deux livres de pain, s'il pouvait trouver quelqu'un qui lui en donnât six, ne continuerait certainement pas à faire un échange qui ne lui rapportait que deux livres.

Après un certain temps, il est probable qu'il s'établirait un terme moyen, fondé sur la totalité de ceux qui offriraient du pain, comparée avec ceux qui auraient du gibier à donner en échange : c'est ainsi, comme Turgot l'explique très-ingénieusement, que la valeur courante de toutes les choses dont on fait un fréquent usage, vient à s'établir (1).

On saurait que, non-seulement une livre de gibier vaut quatre livres de pain, mais qu'elle vaut peut-être aussi une livre de fromage, un quart de picotin de blé, une pinte de vin, une certaine quantité de cuir, etc. ; chacun d'une qualité moyenne.

---

(1) Formation et distribution des richesses, § 35 et § 41.

Chaque chose deviendrait ainsi la mesure de la valeur courante des autres, et serait à son tour mesurée par l'un des autres articles indistinctement. Celui qui aurait une pinte de vin pourrait se regarder comme possédant une valeur égale à quatre livres de pain, à une livre de fromage, à une certaine portion de cuir, etc., etc.; et de cette manière, chaque article d'échange posséderait, avec plus ou moins de précision et de commodité, deux des propriétés essentielles de la monnaie, celle de représenter et celle de mesurer la valeur.

Mais long-temps avant l'époque où l'on peut supposer que cette évaluation générale des produits, comparés entre eux, ait pu s'effectuer d'une manière tant soit peu étendue, et avec un certain degré de précision, il devait s'élever sans cesse des difficultés dans l'estimation de la valeur relative des produits, faute d'une demande réciproque. Celui qui aurait du gibier pourrait avoir besoin de pain, mais celui qui aurait du pain et à qui on offrirait du gibier en échange, pourrait ne pas en vouloir, ou n'avoir besoin que d'une quantité beaucoup

moins forte que celle dont le possesseur du gibier voudrait disposer. Ce défaut de demande réciproque doit occasioner, dans bien des cas, et dans des endroits peu éloignés l'un de l'autre, les échanges les plus disproportionnés ; et excepté dans les grandes foires et les marchés approvisionnés d'une grande quantité et diversité de marchandises, il semblerait devoir rendre impossible une estimation moyenne et générale des produits, telle que nous venons d'en donner une idée.

Afin, donc, d'assurer cette demande réciproque, chacun, comme le dit, avec raison, Adam Smith (1), chercherait à conduire ses affaires de manière à avoir toujours en réserve, outre le produit de son industrie particulière, quelque article pour lequel il y eût une demande si générale et si constante, qu'on ne pût presque jamais le refuser en échange des choses dont chacun pourrait avoir besoin. Pour que chaque individu d'une société ait la part du produit total à laquelle il a droit d'après ses besoins

(1) Richesse des nations. Liv. 1, chap. 4.

et ses facultés, il faut non-seulement qu'il y ait quelque moyen de mesurer cette part, mais aussi quelque moyen de circulation qui mette chacun à même de l'obtenir, dans la quantité requise, et dans le temps qui lui conviendra le mieux.

Le besoin sans cesse renaissant d'un tel moyen de circulation a fait choisir dès les premiers âges de la société plusieurs articles qui ont été employés à cet usage.

De tous ces articles, celui qui a été le plus généralement adopté pour représenter la valeur, ce sont les troupeaux. Parmi les peuples pasteurs, les troupeaux peuvent non-seulement être gardés aisément et sans perte, par ceux qui les reçoivent en payement; mais comme ils forment la principale propriété et richesse de la société dans cet état de civilisation, ils ont dû naturellement devenir l'objet d'échanges multipliés, et, par conséquent, leur valeur courante, comparée à celle des autres objets, a dû être assez généralement connue.

Il paraît en effet indispensable que la marchandise choisie pour servir de moyen d'échange, outre les autres qualités qui peu-

vent la rendre propre à cet emploi, soit d'un usage tellement général, que la valeur courante se trouve fixée avec assez de précision.

Une preuve curieuse et frappante de cette vérité, c'est que, malgré l'aptitude particulière des métaux précieux pour remplir les fonctions de moyen d'échange, ils n'avaient point été consacrés à cet usage au Mexique, à l'époque de la conquête de ce pays par les Espagnols, quoique ces métaux fussent employés en assez grande abondance pour des objets d'ornement, et quoique le besoin d'un moyen d'échange quelconque se fît clairement sentir par l'usage qu'on faisait des noix de cacao pour cet effet (1).

Il est probable que l'ignorance où était ce peuple de l'art de fondre et de raffiner ces métaux, était cause qu'on n'en obtenait jamais une quantité suffisamment constante, en même temps que leur usage n'était pas assez général pour les rendre propres à servir de moyen d'échange.

---

(1) Histoire d'Amérique, par Robertson. Tome III, liv. VII.

Au Pérou, où les Espagnols trouvèrent les métaux précieux en bien plus grande abondance, on avait déjà commencé à fondre et à raffiner les minerais les plus riches, quoiqu'on n'eût point encore creusé de puits à une certaine profondeur (1). Mais l'état de la propriété était si singulier dans le Pérou, et approchait tellement d'une communauté de biens, que le besoin d'adopter un moyen d'échange paraît ne pas s'y être fait sentir. Au moins ne trouvons-nous dans les auteurs aucune mention de l'emploi des métaux précieux, ou de tout autre objet faisant les fonctions de monnaie dans ce pays.

Dans l'ancien monde, l'art de fondre et de raffiner l'or, l'argent et le cuivre, paraît avoir été connu, dès la plus haute antiquité, par quelques-uns des peuples les plus civilisés sur lesquels l'histoire nous ait transmis des renseignemens; et aussitôt que l'accumulation annuelle de ces métaux et les moyens employés pour se les procurer

(1) Histoire d'Amérique, par Robertson. Vol. III, liv. VII, p. 252, édition anglaise.

les ont fournis en quantités assez constantes, et que l'usage d'en faire des objets d'ornement, des instrumens et des outils, est devenu général, leurs autres qualités distinctives et précieuses, telles que leur nature durable, la divisibilité, l'uniformité de substance et la grande valeur sous un petit volume, ont dû naturellement les faire choisir de préférence à tout autre objet, comme les mieux adaptés à remplir les fonctions de mesurer la valeur et de servir de moyen d'échange.

Mais, aussitôt qu'ils ont été adoptés comme mesure générale de la valeur, on a dû, par conséquent, leur comparer assez généralement tous les autres objets. Les métaux précieux ont dû, dans presque tous les cas, être employés de préférence pour exprimer le résultat de cette comparaison, et on a donc pu à juste titre les regarder comme exprimant la valeur nominale des choses à la mesure desquelles on les faisait servir.

Cette espèce de valeur a quelquefois été exclusivement désignée sous le nom de prix; et quoiqu'on parle souvent de la va-

leur d'une chose, estimée en travail ou en autres valeurs, et que cette expression soit suffisamment intelligible, il vaudrait cependant mieux restreindre l'usage du terme prix à la valeur des choses estimées en métaux précieux, ou dans les monnaies de convention de chaque pays qui représentent les espèces métalliques; et, dans le fait, toutes les fois que ce mot est employé sans y ajouter les modifications énoncées ci-dessus, c'est toujours dans le dernier sens qu'il est pris. Il s'ensuit que le terme prix a un sens plus restreint que celui de valeur, puisqu'il ne comprend qu'une seule des acceptions dans lesquelles s'emploie le mot plus étendu de valeur.

L'introduction d'une mesure qui fixait la valeur nominale et relative des choses, et d'un moyen propre à être toujours reçu en échange pour ces choses, fut un des pas les plus importans qui aient marqué le progrès de la société, et il contribua singulièrement à faciliter les échanges et à encourager la production à un point auquel, sans un tel instrument, il eût été absolument impossible de la porter.

Adam Smith a raison de dire que c'est la valeur nominale des marchandises, ou leur prix, qui entre uniquement dans les calculs du négociant. Il lui importe fort peu que les cent livres sterling que lui coûtent des marchandises puissent acheter une quantité plus ou moins grande d'objets d'utilité ou d'agrément au Bengale qu'à Londres. Tout ce qu'il lui faut, c'est un instrument avec lequel il puisse se procurer les marchandises qui font l'objet de son commerce, et estimer la valeur relative de ses ventes et de ses achats. Quel que soit le lieu de sa résidence, il y reçoit ses retours; et qu'il se trouve à Londres ou à Calcutta, ses profits seront toujours en proportion de l'excédant que lui rapporte la vente des marchandises par delà ce qu'elles lui coûtent rendues à leur destination, l'un et l'autre estimés en métaux précieux.

Mais quoique les métaux précieux remplissent parfaitement les fonctions très-importantes de mesure de la valeur, par l'encouragement qu'ils donnent à la distribution et à la production de la richesse,

il est cependant clair qu'ils ne sont point une mesure sûre de la valeur courante des choses dans des pays différens, ou dans un même pays à diverses époques.

Si nous apprenons que la journée de travail vaut actuellement, dans un pays quelconque, huit sous, ou que le revenu annuel de tel souverain il y a sept ou huit cents ans était de 400,000 sterling, cet énoncé d'une valeur nominale ne nous apprend rien de positif, ni sur le sort des classes inférieures dans le premier cas, ni sur les ressources du souverain dans le second. Si nous n'avions pas d'autres données à cet égard, nous ne pourrions nullement savoir si les laboureurs dans le pays en question vivent dans la plus grande misère ou dans une grande abondance; et si le roi en question doit être regardé comme n'ayant pas possédé un revenu suffisant, ou bien si la somme citée ci-dessus doit paraître excessive et incroyable (1).

(1) Hume doute, avec beaucoup de raison, que Guillaume-le-Conquérant ait pu avoir 400,000 livres sterling de revenu annuel, ainsi que le dit un ancien historien, qui a été suivi par les auteurs qui sont venus après lui.

Il est de la plus grande évidence que, dans des cas semblables, et qui se présentent sans cesse, la connaissance de la valeur des salaires, des revenus et des denrées, estimée en métaux précieux, ne peut pas nous être fort utile par elle-même. Ce qui nous intéresse davantage, c'est de posséder un moyen quelconque pour estimer ce qu'on peut appeler la valeur réelle d'échange, et qui indique la quantité de denrées et d'objets utiles que ces salaires, ces revenus ou ces denrées peuvent procurer à ceux qui les possèdent. Sans cette connaissance, les valeurs nominales énoncées ci-dessus peuvent nous conduire aux conclusions les plus erronées; et c'est par opposition à ces valeurs, qui souvent n'indiquent qu'une augmentation ou une diminution de richesse purement nominale, que l'expression de valeur réelle d'échange semble précise et avantageuse, puisqu'elle désigne l'augmentation ou la diminution dans la faculté de se procurer la vraie richesse, ou les biens les plus réels de la vie.

Le grand avantage qui résulterait d'avoir une mesure précise de la valeur réelle d'é-

change, est incontestable ; elle nous mettrait à même d'apprécier au juste et de comparer les salaires, les revenus et les denrées, dans tous les pays et dans tous les temps; mais en réfléchissant sur les conditions requises pour qu'une chose puisse servir de mesure de la valeur réelle d'échange, il y a raison de douter s'il existe une denrée, ou s'il est même probable qu'il y en ait une qui possède les qualités requises pour devenir la mesure commune de toutes les valeurs. Tous les objets, soit pris individuellement, soit considérés collectivement, sont de toute nécessité sujets à éprouver des changemens ; c'est pourquoi tout ce qu'il nous est permis d'espérer, c'est d'obtenir une mesure approximative de cette nature.

Cela ne nous autorise cependant pas à donner une définition nouvelle de la valeur réelle d'échange, si la définition qui est déjà adoptée se trouve être à la fois la plus connue et la plus utile. Nous avons, à la vérité, la faculté d'appeler, si cela nous plaît, valeur réelle d'une denrée le travail qui a été employé à la produire ; mais, dans

ce cas, nous donnons aux mots une acception différente de celle dans laquelle ils sont pris ordinairement; par là nous confondons à la fois la distinction très-importante de ce qu'une chose *a coûté* et de ce qu'elle *vaut*, et nous rendons presque impossible d'expliquer avec clarté l'action du stimulant principal qui excite à produire les richesses, et qui tient réellement à cette distinction.

Le droit de donner des définitions doit évidemment être limité par le besoin qu'on en a, et par l'utilité dont elles peuvent être dans la science dans laquelle on les emploie. Après avoir reconnu amplement la valeur d'utilité des choses employées à notre usage, ou leurs qualités intrinsèques qui les rendent propres à satisfaire les besoins de l'espèce humaine, toute autre acception du mot valeur semble ne devoir s'appliquer qu'à la faculté que possèdent les choses de pouvoir être échangées; et si elle n'exprime pas cette faculté dans une denrée dans son rapport avec une autre denrée contre laquelle elle s'échange, telle que la monnaie, par exemple, elle doit

exprimer cette faculté d'échange dans son rapport avec trois ou quatre, cinq ou six, sept, huit ou dix denrées collectivement, avec la somme totale des denrées, ou avec la faculté de payer une quantité de travail qui représente à peu près cette somme totale.

Il ne peut y avoir de doute sur la nécessité et l'avantage d'établir une distinction entre la quantité des métaux précieux, et celle des choses nécessaires et utiles à la vie, y compris le travail, contre lesquelles une denrée quelconque peut s'échanger. Cette distinction devient absolument indispensable dès qu'il s'agit de comparer ensemble la richesse de deux pays, ou d'estimer la valeur des métaux précieux dans différens pays et à des époques différentes. Et jusqu'à ce qu'il soit démontré qu'une autre interprétation quelconque de l'expression valeur réelle d'échange, s'accorde mieux avec l'acception dans laquelle on emploie généralement ces mots, ou qu'elle est décidément plus utile dans la recherche de la nature et des causes de la richesse des nations, je ne cesserai de croire

que la meilleure définition de la valeur réelle d'échange, par opposition à la valeur nominale d'échange, c'est la faculté d'acheter les choses nécessaires et utiles à la vie, y compris le travail; faculté qui est très-distincte de celle de payer ou d'acheter les métaux précieux.

Si nous continuons à employer le mot valeur dans la première de ces acceptions, dans ce cas, nous aurons trois sortes de valeur.

1. Valeur d'utilité; qu'on peut définir : — ce qui constitue l'utilité intrinsèque d'un objet.

2. Valeur nominale d'échange; qu'on peut définir : — la valeur des choses estimées en métaux précieux.

3. Valeur réelle d'échange; qui peut être définie : — la faculté que chaque chose possède de procurer par son échange les choses nécessaires et utiles à la vie, y compris le travail.

Ces distinctions entre les différentes espèces de valeur sont, dans le fond, les mêmes que celles d'Adam Smith; il faut cependant convenir qu'il n'a pas mis assez

d'attention à ne pas les confondre. En parlant de la valeur du blé, il nous laisse quelquefois incertains s'il a eu en vue la valeur d'utilité ou la valeur réelle d'échange (1) ; et quelquefois, ainsi que j'aurai occasion de le faire voir plus loin, il confond ce qu'une denrée coûte en travail, avec sa valeur mesurée d'après le travail qu'elle peut payer, deux choses qui sont essentiellement différentes (2).

On peut cependant regarder les cas cités, plutôt comme de simples négligences. A la fin du troisième chapitre de son premier livre, il donne la même explication de la valeur d'utilité que celle que nous venons d'exposer ici ; et dans une partie du second chapitre, *sur le prix réel et le prix nominal des choses*, il établit précisément la même distinction entre la valeur réelle et la valeur nominale, dont j'ai tâché de prouver la nécessité, parce qu'on l'a révoquée en doute. Adam Smith se conforme

(1) Richesse des nations. Liv. IV, chap. 5, p. 278, 6e. édition anglaise.

(2) *Id.* Liv. I, chap. 5.

en général à ces distinctions, qui tiennent en effet à son système; et il ne s'en est écarté que dans les cas où, par une cause quelconque, il ne s'est point aperçu de l'inconséquence de ces déviations.

SECTION II.

De la demande, de l'offre, et de la manière dont elles influent sur la valeur d'échange.

Les mots demande et offre sont tellement familiers à tous les lecteurs, et leur application dans les cas particuliers est si bien comprise, que dans l'usage vulgaire qu'on en a fait jusqu'à ce jour, on n'a pas jugé nécessaire d'interrompre la suite des raisonnemens par des explications et des définitions de ces termes. Et cependant, quoique ces mots soient constamment en usage, on est loin de les employer avec précision. Avant donc d'aller plus loin, il me semble à propos d'éclaircir, autant que possible, cette partie du sujet, afin d'être sûr de nos bases. Cela doit paraître d'autant plus nécessaire, qu'il est impossible de ne pas convenir que, de tous les principes de l'économie politique, il n'en est aucun qui

exerce une influence aussi grande sur les phénomènes qui font l'objet de cette science, que le principe de l'offre et de la demande.

Nous venons de dire que toute valeur d'échange provient du pouvoir et de la volonté de donner un objet en échange contre un autre; et lorsque, par suite de l'introduction d'une mesure générale de la valeur et d'un moyen d'échange, la société s'est trouvée partagée, comme on le dit en langage ordinaire, en acheteurs et en vendeurs, on a dû entendre par demande, la volonté jointe au pouvoir d'acheter, et par offre, la production des denrées jointe à l'intention de les vendre. Dans cet état de choses, les valeurs relatives des denrées en argent, ou leur prix, sont déterminées par la quantité relative qui en est demandée, comparée avec la quantité qui en est offerte. Cette loi paraît si générale, qu'il n'est peut-être pas possible de trouver un seul exemple d'un changement de prix, qu'on ne puisse expliquer d'une manière satisfaisante par un changement antérieur quelconque qui s'est opéré dans les causes qui influent sur la demande et l'offre.

En examinant la vérité de cette proposition, il faut avoir toujours devant les yeux les termes dans lesquels elle est exprimée; et se rappeler que lorsqu'on dit que les prix sont déterminés par la demande et l'offre, cela ne veut pas dire qu'ils dépendent uniquement de la demande ou de l'offre, mais bien de la proportion relative entre l'une et l'autre.

Mais comment parviendrons-nous à connaître cette proportion? Quelques personnes ont prétendu que l'offre était toujours égale à la demande, parce qu'il ne peut y avoir d'offre permanente d'aucune denrée pour laquelle il n'y ait assez de demande pour enlever toute la quantité qui est offerte. Cela peut être vrai dans un des sens dans lesquels on prend ordinairement les mots de demande et d'offre. *L'étendue* positive de la demande, comparée avec *l'étendue* positive de l'offre, sont toujours, terme moyen, en proportion l'une de l'autre. Quelque faible que soit la quantité offerte, la demande réelle ne peut la surpasser; et quelque considérable que soit l'offre, l'étendue de la demande ou de la consom-

mation doit augmenter dans la même proportion, ou bien il faut qu'une partie des denrées offertes devienne inutile et cesse d'être produite. Ce n'est donc pas dans ce sens qu'on peut dire qu'un changement dans la proportion relative de la demande et de l'offre influe sur les prix; car dans ce cas la demande et l'offre ont toujours entre elles le même rapport. C'est cette incertitude dans l'emploi des termes qui rend absolument indispensable, en commençant le présent ouvrage, de déterminer nettement la nature du changement qui s'opère dans le rapport mutuel de la demande et de l'offre, duquel dépendent entièrement les prix des denrées.

Nous avons défini la demande, la volonté jointe au pouvoir d'acheter une denrée quelconque.

Plus la volonté et la faculté d'acheter une denrée quelconque, seront grandes, plus on peut assurer que sera grande et forte la demande qu'on en fera. Mais cette volonté et cette faculté ont beau être grandes parmi les acheteurs d'une denrée, aucun d'eux ne voudra en donner un prix élevé, s'il peut se

la procurer à un prix plus bas; et aussi longtemps que les moyens et la concurrence des vendeurs les engageront à mettre en vente à bas prix la quantité de denrées dont on a besoin, l'intensité réelle de la demande ne se manifestera pas.

Si un nombre quelconque de denrées, que le travail seul peut produire, devenaient plus difficiles d'acquérir, ne pouvant plus être obtenues que par un surcroît de travail, on pourrait, certes, regarder ce surcroît, s'il avait lieu, comme une preuve d'une plus forte demande, ou d'un surcroît des facultés et de la volonté nécessaires pour faire des sacrifices plus grands pour obtenir ces denrées.

On peut assurer, en effet, que, toutes les fois qu'on donne un prix plus élevé pour une denrée, cela suppose absolument et de toute nécessité une plus forte demande; et la véritable question c'est de savoir quelles sont les causes qui rendent nécessaire ou inutile la manifestation de cette intensité de demande.

On a dit avec raison, que les causes qui tendent à faire hausser le prix d'un produit

quelconque, estimé d'après une denrée déterminée, et en supposant que ces causes ne varient pas d'une manière sensible pendant de courtes époques, sont l'augmentation du nombre ou des besoins des acheteurs, ou le défaut d'approvisionnement; et que les causes qui font baisser le prix sont une diminution dans le nombre ou dans les besoins des acheteurs, ou une trop grande abondance de la quantité offerte.

Le premier de ces deux ordres de causes tend manifestement à faire naître une demande beaucoup plus forte, et le second à la rendre plus faible.

Si, par exemple, une denrée qui est ordinairement demandée et consommée par mille acheteurs, était tout à coup demandée par deux mille, il est clair qu'avant de pouvoir satisfaire à ce surcroît de demande, il faut que quelques personnes se passent de ce dont ils ont besoin; et il n'est guère possible de croire qu'il n'y ait parmi ces deux mille individus, un nombre suffisant dont la demande pour la denrée en question devienne assez pressante pour leur faire acheter toute la quantité produite, à un prix

plus élevé. S'il était possible, dans le même cas, de supposer que la volonté et les facultés des acheteurs, ou l'intensité de leur demande ne sont pas susceptibles d'"augmenter, il est indubitable qu'il n'y aurait point de hausse des prix, quelle que fût d'ailleurs la manière dont l'affaire s'arrangeât parmi les concurrens qui se disputent la denrée.

De même, si la quantité d'une denrée vient à diminuer de moitié, il est à peine croyable qu'il ne se trouve pas parmi les anciens acheteurs, un nombre suffisant qui ait à la fois la volonté et les moyens d'acquérir la totalité de cette quantité réduite, à un prix plus élevé; mais si l'envie ou les moyens d'acquérir leur manquent, le prix de la denrée ne pourra point hausser.

D'un autre côté, si les frais courans de production augmentaient du double pour cette denrée, il est évident qu'il n'en pourrait être produit constamment que la quantité suffisante pour satisfaire aux besoins de ceux qui auraient les moyens et la volonté de faire le sacrifice de la payer le double de l'ancien prix, pour en obtenir la posses-

sion. Dans cet état de choses, la quantité de la denrée apportée au marché, pourrait varier beaucoup; elle pourrait se réduire à l'approvisionnement d'un seul individu, ou rester la même que par le passé. Si elle est réduite à l'approvisionnement d'un seul individu, ce sera une preuve qu'un seul parmi les anciens acheteurs possède à la fois les moyens et la volonté de l'acquérir à ce haut prix. Si la quantité offerte reste la même, ce sera une preuve que tous les acheteurs se trouvent dans ce cas, mais que la manifestation de cette intensité de demande ne s'était pas encore fait sentir. Dans le second cas, il y aura égalité entre la quantité offerte et la quantité demandée, mais l'intensité de la demande deviendra plus forte; ce qui peut être regardé comme un changement très-important dans le rapport entre l'offre et la demande de la denrée : car sans le surcroît d'intensité qui a lieu dans ce cas, la denrée cesserait d'être produite; c'est-à-dire, que le manque de moyens ou de volonté de faire un plus grand sacrifice pour acquérir la denrée, fait qu'elle cessera d'être produite.

D'après les mêmes principes, si une denrée devient beaucoup plus abondante par rapport à l'ancien nombre d'acheteurs, ce surcroît de production ne pourra être vendu, à moins que le prix ne baisse. Chaque vendeur voulant se défaire de la portion de la denrée dont il est possesseur, baissera graduellement le prix jusqu'à ce qu'il y soit parvenu; et, quoique la volonté et les moyens d'acquérir aient pu ne point avoir éprouvé de diminution parmi les anciens acheteurs, cependant, comme on peut obtenir la denrée sans manifester une aussi forte envie de la posséder que par le passé, la demande ne se montrera pas dans ce degré d'intensité.

Un effet semblable aura évidemment lieu, si les consommateurs d'une denrée n'en ont besoin qu'en moindre quantité.

Si, au lieu d'une abondance momentanée de l'offre, comparée avec la demande, les frais de production diminuent considérablement pour une denrée quelconque, la baisse du prix sera causée de même par l'abondance augmentée de l'offre réelle ou présumée. Dans presque tous les cas,

l'augmentation sera réelle et permanente, parce que la concurrence entre les vendeurs fera baisser le prix ; et il est très-rare que cette baisse donne lieu à une plus forte consommation. En supposant cependant le cas très-rare, où une denrée n'est demandée que dans une quantité déterminée, quel qu'en soit le prix, il est clair que la rivalité parmi les producteurs fera apporter au marché une quantité plus forte qu'il ne peut en être consommé, jusqu'à ce que le prix ait baissé en proportion de la facilité augmentée de production ; et cet excès de l'approvisionnement dépendra toujours de ce que le prix a pu se trouver à une époque quelconque au-dessus du prix qui donne des profits moyens. Dans cette supposition d'une baisse, comme dans celle d'une hausse du prix, la quantité offerte et consommée d'une denrée, peut, après une courte lutte, être telle qu'elle l'était auparavant, et cependant on aurait tort de dire que la demande est la même. Elle peut, il est vrai, exister précisément dans le même degré, et les consommateurs actuels de la denrée peuvent être

tout aussi disposés à l'acheter à l'ancien prix plutôt que de s'en passer : mais la production a éprouvé un tel changement par rapport à la demande, que la concurrence des producteurs ne rend plus nécessaire la même intensité de demande pour obtenir la quantité requise de la denrée ; et dès que cette intensité cesse d'être nécessaire, elle ne se fait plus sentir, et le prix baisse.

Il est donc clair, que ce n'est pas uniquement l'*étendue* de la demande réelle, même lorsqu'on la compare avec l'étendue de l'offre réelle, qui fait hausser les prix ; cela n'est dû qu'au changement dans le rapport entre l'offre et la demande qui rend nécessaire la manifestation d'une plus grande intensité de demande, afin de partager paisiblement la quantité existante, ou d'empêcher que la production future de la même denrée ne vienne à manquer.

De même, ce n'est pas seulement l'étendue de l'offre actuelle, ni même cette étendue comparée avec la demande réelle, qui fait baisser le prix ; cela n'est dû qu'au changement dans le rapport de l'offre comparée

à la demande, qui rend nécessaire une baisse de prix afin de faire écouler la denrée qui se trouve, pour le moment, trop abondante, ou pour empêcher qu'il n'y ait une production constamment trop forte par suite de la diminution des frais de production, sans une diminution proportionnée dans le prix du produit.

En employant les termes, offre et demande, dans le sens que nous venons de leur donner, il n'y a aucune question relative au prix temporaire ou permanent, qu'on ne puisse résoudre; et, dans tous les cas de marché et de vente, on pourra dire avec raison que le prix dépend du rapport entre la demande et l'offre.

Je prie le lecteur de faire attention que, dans cette discussion, je n'ai pas donné aux mots, demande et offre, une acception nouvelle. Si j'ai quelquefois employé les termes *intense* et *intensité*, appliqués à la demande, je n'ai eu en vue que d'expliquer le sens qu'on a toujours donné jusqu'à ce jour au mot demande, toutes les fois qu'on dit qu'elle fait hausser les prix. M. Ricardo, dans le chapitre : *De l'Influence que la*

demande et l'offre ont sur les prix (1), remarque, que « On ne peut pas dire que la demande d'une chose a augmenté, si l'on n'en achète pas, ou si l'on n'en consomme point une plus grande quantité. » Il est cependant évident, comme je l'ai déjà fait voir, que ce n'est pas seulement en donnant plus d'étendue à la consommation que la demande fait hausser les prix, puisque c'est presque toujours au moment où les prix sont plus bas que l'*étendue* de la consommation est plus grande. Ce n'est donc pas là le sens qu'on a jusqu'à présent donné au mot demande, quand on lui a attribué la hausse des prix. Cependant, M. Ricardo cite ensuite les opinions de lord Lauderdale au sujet de la valeur (2), et il reconnaît qu'elles sont vraies, si on les applique aux monopoles, et aux prix courans de toute marchandise pendant un temps limité. Il doit donc admettre, que le manque d'une marchandise quelconque dans

(1) Des Principes de l'Économie politique, chap. 30, p. 288, traduction française.

(2) *Id.* p. 292 et 293.

un marché, doit faire naître une demande pour cet article, très-forte par rapport à l'offre, et doit le faire hausser de prix, quoique, dans ce cas, la quantité achetée par les consommateurs soit moindre qu'à l'ordinaire. Il existe donc une différence manifeste entre ce sens du mot demande et celui dans lequel M. Ricardo l'a employé auparavant. Dans l'un, elle veut dire étendue de la consommation, et dans l'autre, elle signifie intensité de la demande, ou la volonté jointe aux moyens de faire un plus grand sacrifice pour acquérir l'objet dont on a besoin. Ce n'est que dans ce dernier sens que la demande augmente les prix, et mon seul but dans cette section est de faire voir que, toutes les fois qu'on parle de l'influence que la demande et l'offre exercent sur les prix, soit le prix courant soit le prix naturel, ces mots doivent toujours être pris dans le sens que M. Ricardo leur donne, et dans lequel tout le monde les a employés jusqu'à ce jour, en parlant de choses achetées ou vendues dans un marché.

SECTION III.

De l'influence que les frais de production ont sur la valeur d'échange.

On pourra peut être dire que, même d'après la manière dont nous venons d'envisager la question de la demande et de l'offre dans la section précédente, les prix permanens d'une grande masse de denrées, seront toujours déterminés par les frais de leur production. Cela est vrai, si nous avons égard à tous les élémens dont se compose le prix selon Adam Smith; mais non, d'après ceux que M. Ricardo a établis. Cependant, ces deux systèmes, dont le premier attribue le prix de la plus grande partie des denrées aux frais de production, tandis que le second explique le prix de toutes les choses, dans toutes les circonstances, permanentes ou passagères, par le rapport entre la demande et l'offre; ces systèmes, disons-nous, quoiqu'ils se touchent nécessairement par un grand nombre de points, ont une origine essentiellement différente, et il faut par conséquent les distinguer avec soin.

Dans toutes les transactions d'achat et de vente, il y a évidemment un principe dont l'opération est constante, qui peut déterminer, et qui détermine en effet le prix des choses, indépendamment de toute considération des frais ou de la somme de travail et de capital qu'a coûté la production de ces choses. Et ce principe agit, non-seulement d'une manière stable sur les denrées qu'on peut regarder comme objets de monopole, mais encore d'une manière passagère et directe sur toute espèce de denrées, et notamment au plus haut degré sur toute sorte de produits bruts.

Tout le monde convient que l'offre et la demande règlent exclusivement, et avec la plus grande régularité et précision, les prix des denrées en monopole, sans aucun égard aux frais de production; et l'expérience journalière et constante nous fait voir que les prix des produits bruts, surtout de ceux qui sont plus exposés à l'influence des saisons, se règlent toujours, au moment de la vente, d'après la contestation qui a lieu entre le vendeur et l'acheteur; et varient beaucoup d'une année à l'autre, et à des épo-

ques différentes, quoiqu'ils puissent avoir coûté dans ces différens cas, à peu près la même somme de travail et de capital. Ceci est d'une telle évidence, qu'il n'est peut-être personne qui se refuse à admettre comme une chose incontestable, que si l'on pouvait, pour l'année à venir, exempter les fermiers de tous frais dans la production du blé et de leurs bestiaux, pourvu que la quantité de ces objets apportée au marché restât la même, et que la société conservât les mêmes besoins et les mêmes moyens d'acquérir, les prix des produits bruts resteraient les mêmes que s'ils avaient exigé pour leur production, le travail et la dépense ordinaires.

Par rapport donc à la classe la plus considérable de denrées, on convient que les prix courans réels, au moment où on les fixe, sont déterminés d'après un principe tout-à-fait distinct des frais de production, et que ces prix sont réellement presque toujours différens de ce qu'ils auraient été, s'ils avaient été réglés d'après ces frais.

Il est cependant une autre classe de produits, tels que les objets manufacturés,

surtout ceux dont la matière première est à bas prix, à l'égard desquels le prix courant réel coïncide bien plus souvent avec les frais de production, et peut paraître par conséquent déterminé exclusivement par ces frais. Dans ce cas même cependant, l'expérience familière nous montre qu'une variation quelconque dans les rapports entre la demande et l'offre l'emporte tout-à-fait sur l'influence de ces frais de production; et, si nous examinons le sujet de plus près, nous verrons que même les frais de production n'influent sur le prix des denrées, qu'autant que le remboursement de ces frais est nécessaire pour qu'elles continuent à être produites.

Mais, si cela est vrai, il s'ensuit que le grand principe de la demande et de l'offre est mis en jeu pour fixer ce que Adam Smith appelle le prix naturel, aussi bien que pour fixer le prix courant.

On conviendra volontiers qu'aucune variation dans le prix courant des denrées, ne peut avoir lieu sans qu'il y ait au préalable un changement quelconque dans le rapport entre la demande et l'offre. La seule ques-

tion est de savoir si cette proposition est également vraie à l'égard du prix naturel. Pour la résoudre, il faut examiner attentivement la nature du changement qu'une différence dans les frais de production produit dans l'état de la demande et de l'offre, en ayant surtout égard à la cause spéciale et immédiate qui détermine le changement de prix qui a lieu.

Tout le monde convient que, toutes les fois que les frais de production diminuent, la baisse des prix s'ensuit en général; mais qu'est-ce qui fait spécialement baisser le prix de la denrée? Nous avons démontré dans la section précédente, que c'est une surabondance réelle ou présumée de l'approvisionnement ou de l'offre.

Tout le monde convient aussi que, toutes les fois que les frais de production augmentent, le prix des denrées s'élève en général. Qu'est-ce qui fait spécialement hausser le prix dans ce cas? Nous venons de prouver que c'est le manque présumé de l'approvisionnement. Faites disparaître ces accidens du manque ou de la surabondance, ou en d'autres termes, faites que l'étendue de l'approvisionnement

demeure exactement la même, sans qu'il soit exposé à la chance de se trouver en défaut ou en excès, soit que les frais de production augmentent ou diminuent, et il n'y a pas le plus léger motif de supposer qu'il y aura la moindre variation de prix.

Si, par exemple, toutes les denrées qui se consomment en Angleterre, qu'elles soient le produit du sol ou des manufactures, pouvaient être produites pendant dix ans sans travail, et que cependant leur production ne fût qu'exactement égale à ce qu'elle aurait été dans l'état naturel des choses; dans ce cas, en supposant que la volonté des acheteurs et leurs moyens d'acquérir n'aient pas changé, il n'y a pas de doute que tous les prix resteraient les mêmes qu'auparavant. Mais, si on admet cette proposition, il s'ensuit que le rapport entre l'offre et la demande, réelle ou présumée, est le principe dominant qui fixe le prix courant aussi-bien que le prix naturel, et que les frais de production n'y peuvent contribuer que d'une manière subsidiaire, c'est-à-dire, autant que ces frais exercent une influence immédiate ou présumée

sur le rapport qui existe entre l'offre et la demande.

On n'a pas besoin cependant d'avoir recours à des cas imaginaires pour fortifier cette conclusion. L'expérience met la vérité de ce principe dans son plus grand jour.

L'exemple connu, cité par Adam Smith, de l'insuffisance du traitement des curés, malgré tous les efforts de la législature pour l'augmenter (1), prouve d'une manière frappante que le prix *permanent* d'une chose se règle d'après la demande et l'offre, et non d'après les frais de production. Dans l'exemple cité, il est probable que les frais réels de production seraient plutôt augmentés par les souscriptions de bienfaisance; mais comme ces frais sont payés par d'autres personnes et non par les individus eux-mêmes, ils ne peuvent ni régler ni limiter l'approvisionnement, lequel, devenant et continuant à être plus abondant, par l'effet de cet encouragement, maintient les prix toujours bas, quels que soient les

(1) Richesse des nations. Liv. I, chap. 10, p. 22; 6e. édition anglaise.

frais réels que coûte l'éducation des jeunes prêtres.

La tendance que l'impôt pour les pauvres a de faire baisser les salaires des journaliers, est un autre exemple pratique du même genre. Il n'est guère probable que les fonds de l'état puissent être administrés avec autant d'économie que le revenu des particuliers; par conséquent il n'est pas présumable que les frais d'élever une famille puissent être diminués au moyen des secours accordés par les paroisses; mais comme le public supporte une partie de la dépense, ce n'est plus une condition nécessaire pour avoir des journaliers, de payer leur travail d'un prix suffisant pour l'entretien de leurs familles; et, comme au moyen des impôts levés par les paroisses au profit des pauvres, on peut obtenir le nombre de travailleurs nécessaire sans leur donner des salaires proportionnés aux besoins de leurs familles, les frais réels qu'exige l'entretien des journaliers ne règlent plus le prix de leur travail.

Dans le fait, toute espèce de prime accordée à la production doit nécessaire-

ment avoir les mêmes effets, et précisément en proportion de la tendance que ces primes ont de faire baisser les prix; elles prouvent que le prix dépend de l'offre comparée à la demande, et qu'il ne tient point aux frais de production.

Mais le fait le plus frappant qu'on puisse imaginer pour prouver que les frais de production n'influent sur le prix des choses qu'autant qu'ils en règlent l'approvisionnement, est constamment devant nos yeux; je veux parler de la valeur artificielle qu'on donne aux billets de la banque, en en limitant la quantité. Le plan admirable et efficace de M. Ricardo à cet effet est fondé sur le principe très-exact que, si on peut restreindre l'émission des billets de banque de manière à ce que cette monnaie de convention ne s'élève point au-delà de la quantité d'or qui aurait circulé si l'agent de la circulation était métallique, il est dans ce cas possible de maintenir toujours la valeur des billets au niveau de celle de l'or. Et, si cette réduction dans la quantité des billets émis pouvait s'effectuer entièrement, sans rendre le papier échangeable à volonté pour

de l'or, je suis sûr que M. Ricardo admettrait également que, dans ce cas, la valeur des billets n'éprouverait pas non plus d'altération. Si donc un article dont la fabrication ne coûte comparativement presque rien, quoiqu'il remplisse les plus importantes fonctions de l'or, peut être maintenu à une valeur égale à celle de l'or, lorsqu'il n'est fourni que dans la même quantité de ce métal, il ne peut y avoir de preuve plus claire que la valeur même de l'or ne dépend des frais que sa production a coûté, qu'autant que ces frais influent sur la quantité offerte de ce métal, et que si ces frais venaient à cesser, pourvu que la quantité n'augmentât pas, la valeur de l'or en Angleterre se conserverait toujours la même.

Il ne s'ensuit cependant pas en aucune manière, de ce que nous venons de dire, que le travail et les frais de production n'aient pas une puissante influence sur les prix ; mais le véritable rapport sous lequel il faut envisager ces frais, c'est de les regarder comme une condition nécessaire de l'approvisionnement des objets demandés.

Quoique dans le moment même de l'échange de deux objets l'un pour l'autre, aucune circonstance n'influe sur cette transaction que le rapport entre l'offre et la demande, cependant, comme tous les objets de nos désirs sont obtenus par les efforts de l'homme, il est clair que la quantité dans laquelle ces objets sont produits doit être réglée : 1°. par la somme et la direction de ces efforts; 2°. par le secours qu'on peut tirer des fruits d'un travail antérieur ; et, 3°. par l'abondance ou la rareté des matériaux sur lesquels il faut travailler, et par celle des alimens nécessaires pour la subsistance des ouvriers. Il importe donc d'examiner quelles sont les différentes conditions qui doivent être remplies, pour qu'un produit quelconque continue à être porté au marché.

La première de ces conditions, c'est que le travail qui a été dépensé dans la production d'une denrée quelconque soit payé par la valeur des objets donnés en échange, de manière à encourager le développement d'une quantité suffisante d'industrie dans la direction requise ; car sans

une rémunération convenable du travail, l'approvisionnement de la denrée doit nécessairement manquer. Si ce travail est très-pénible, il y aura comparativement peu d'individus qui puissent ou qui veuillent s'y livrer; et, d'après les principes ordinaires de la valeur échangeable développés ci-dessus, le prix de cette sorte de travail doit s'élever. Si le genre d'ouvrage exige un degré extraordinaire d'adresse et d'intelligence, il sera encore payé plus cher; non certes, comme le prétend Adam Smith, en raison du cas qu'on fait de ces sortes de talens (1), mais bien en raison de leur rareté, qui rend également rares les produits qui en résultent. Dans tous ces cas, la rémunération sera réglée, non d'après les qualités intrinsèques de la chose produite, mais d'après l'état de la demande qui en sera faite, comparée à l'offre, et par conséquent d'après la demande et l'offre de l'espèce de travail requis pour la production de l'objet en question. Si cette produc-

(1) Richesse des nations. Liv. 1, chap. 6, pag. 71, 6e. édition anglaise.

tion n'exige qu'un travail manuel, peut-être aidé seulement des dons de la nature, toute la rémunération appartiendra de droit à l'ouvrier, et la valeur ordinaire de cette rémunération, dans l'état présent de la société, équivaudra au prix ordinaire de la chose produite.

La seconde condition à remplir, c'est que les services que l'ouvrier peut retirer de l'accumulation antérieure des objets qui facilitent la production future, soient payés de manière à pouvoir continuer à concourir à la production des objets requis. Si, au moyen d'avances faites à l'ouvrier, en machines, en vivres et en matériaux amassés antérieurement, il peut exécuter huit ou dix fois autant d'ouvrage qu'il aurait pu en faire sans un tel secours, la personne qui lui aura fait ces avances semblerait, à la première vue, avoir droit à réclamer la différence qui existe entre les forces productives du travail seul et celle du travail aidé de ces secours. Mais le prix des choses ne dépend pas de leur utilité intrinsèque, mais seulement de l'offre et de la demande. L'accroissement des forces productives devant

naturellement produire un surcroît de denrées, elles baisseront nécessairement de prix, et la rétribution pour le capital avancé sera bientôt réduite à la somme qui, dans l'état actuel de la société, sera suffisante pour faire porter au marché les articles à la production desquels ces forces ont servi. Quant aux ouvriers employés, comme il n'est pas à supposer que leur activité ou leur adresse aient pu être beaucoup plus grandes que s'ils n'avaient pas été aidés dans leur travail, leur rémunération sera à peu près la même qu'auparavant, et elle dépendra entièrement de la valeur échangeable de l'espèce de travail exécuté par eux, estimée comme à l'ordinaire, d'après la demande et l'offre. Il n'est donc pas tout-à-fait exact de regarder, comme le fait Adam Smith, les profits du capital comme une déduction du produit du travail. Ces profits ne sont qu'une rémunération due pour la portion des services productifs fournis par le capitaliste, laquelle est estimée exactement de la même manière que la part des services de l'ouvrier.

La troisième condition indispensable,

c'est que le prix des produits soit suffisant pour assurer l'approvisionnement soutenu des alimens et des matières premières à l'usage des ouvriers et des capitalistes; et nous savons que ce prix ne peut être payé sans qu'il rapporte un fermage au propriétaire foncier, sur presque toutes les terres cultivées. Ce qu'Adam Smith dit au sujet des propriétaires fonciers est également inexact. Il parle d'eux comme de gens avides, qui se plaisent à recueillir là où ils n'ont jamais semé, et qui forcent le laboureur à leur acheter la permission d'obtenir les produits naturels; lesquels, lorsque la terre n'avait point de maîtres, ne coûtaient que la peine de les ramasser (1). Mais il serait le premier à reconnaître que, si la terre n'appartenait à personne, son produit deviendrait, sans comparaison, moins abondant, et serait par conséquent plus cher; et, si la terre doit être appropriée, il faut qu'elle appartienne à un ou à plusieurs propriétaires.

(1) Richesse des nations, Liv. 1, chap. 6, pag. 74, 6e. édition anglaise.

Il est indifférent à la société que ces personnes soient ou non les mêmes que celles qui cultivent la terre. Le prix du produit sera réglé d'après la somme totale de la quantité offerte comparée à la quantité demandée, et sera précisément le même, soit que le laboureur paie un fermage, soit qu'il cultive une terre qui ne paie pas de loyer. La seule différence, c'est que, dans le second cas, l'excédant de ce prix, après que le travail et le capital ont été payés, restera à la même personne qui a fourni le travail; c'est à peu près comme si l'on disait que le cultivateur serait plus heureux s'il était en même temps propriétaire du fonds qu'il cultive, ce qui est un fait incontestable, mais duquel il ne s'ensuit nullement que le cultivateur qui dans la loterie de vie humaine n'a pas gagné un lot de terre, se trouve opprimé et traité avec injustice parce qu'il est obligé de donner quelque chose en échange pour le droit d'user de ce qui appartient à un autre. Les propriétaires fonciers, quels qu'ils soient, se conduisent à l'égard de leurs possessions, précisément de la même ma-

nière que les possesseurs de travail et de capital ; les uns comme les autres donnent ce qu'ils possèdent pour se procurer le nombre d'objets que la société est disposée à leur rendre en échange.

Les trois conditions que nous venons d'exposer doivent par conséquent être nécessairement remplies dans toute société, afin d'obtenir l'approvisionnement de la partie incomparablement la plus considérable des denrées dont on a besoin ; et la rétribution qui réalise ces conditions, ou le prix de tout objet échangeable, peut être regardée comme composée de trois parts : celle qui sert à payer le salaire de l'ouvrier qui a travaillé à la production de l'objet ; celle qui paie les profits du capital dont l'emploi a facilité cette production ; et celle qui sert à payer le loyer de la terre, ou à indemniser le propriétaire pour les matières brutes et les vivres qu'il a fournis : le prix de chacune de ces parts est déterminé exactement par les mêmes causes qui déterminent le prix total de la denrée.

Le prix qui remplit ces trois conditions est précisément celui qu'Adam Smith ap-

pelle prix naturel. Je serais plutôt disposé à le nommer prix nécessaire, parce que cette expression se rattache aux conditions indispensables à l'approvisionnement, et est, par cette raison, susceptible d'une définition plus simple. Pour expliquer ce que c'est que le prix naturel, Adam Smith est obligé d'employer beaucoup de circonlocutions; et quoiqu'il établisse le sens de ce terme d'une manière suffisamment claire, cependant, comme il est forcé d'avoir recours à deux mots, chacun desquels aurait presque aussi bien rempli le but que celui qu'il adopte, il en résulte que la définition d'Adam Smith n'est pas tout-à-fait satisfaisante (1). Si donc, au lieu de l'expression prix naturel, nous employons celle de prix nécessaire, la définition en sera facile et simple : ce sera le prix qui, dans les circonstances actuelles de la société, est nécessaire pour procurer l'approvisionnement régulier d'une denrée. Ce n'est qu'une définition plus concise de ce qu'Adam Smith entend par prix naturel, pour le distinguer

(1) Richesse des nations. Liv. 1, chap. 7.

du prix courant, ou du prix auquel les denrées se vendent au marché, lesquelles, par l'effet des variations du temps ou par les faux calculs accidentels des producteurs, se vendent tantôt au-dessus et tantôt au-dessous du prix nécessaire pour remplir les conditions requises pour qu'il y ait un approvisionnement régulier.

Quand une denrée rapporte ce prix naturel, Adam Smith dit qu'elle se vend précisément ce qu'elle vaut. Mais je pense qu'il a ici pris la valeur dans un sens inusité. On dit à tout moment qu'une chose vaut plus qu'elle n'a coûté, en y comprenant les profits ordinaires; et dans le sens usuel et propre du mot *valeur*, on ne peut pas dire qu'une certaine quantité de blé, ou de toute autre denrée, ne vaut pas davantage quand la denrée est rare; quoiqu'il n'y ait eu ni plus de travail ni plus de capital employé à sa production. La *valeur* d'une denrée, c'est son prix courant, et non son prix naturel ou nécessaire; c'est ce qu'elle vaut étant échangée, et non ce qu'elle a coûté; et le cas cité est un de ceux dans lesquels Adam Smith n'a pas été assez at-

tentif à distinguer l'une de ces valeurs de l'autre (1).

Mais s'il était généralement reconnu que les frais de production n'affectent le prix des denrées qu'autant que le payement de ces frais est une condition indispensable pour qu'il y ait un approvisionnement de ces denrées, et que les différentes parties dont se composent ces frais sont elles-mêmes le résultat des mêmes causes qui règlent la totalité du montant des frais de production, il s'ensuivrait évidemment que nous ne pouvons nous passer du principe de la demande et de l'offre en y substituant celui des frais de production. C'est le premier principe qui règle le prix naturel et nécessaire, aussi-bien que le prix courant, avec la seule différence que le premier se fixe d'après le rapport ordinaire et moyen de la demande comparée à l'offre, et que le second, lorsqu'il diffère du premier, dépend des rapports extraordinaires et accidentels entre la demande et l'offre.

(1) Richesse des nations. Liv. 1, chap. 7.

SECTION IV.

Du travail qu'une chose coûte, considéré comme mesure de la valeur d'échange.

Adam Smith, dans son chapitre sur le prix réel et le prix nominal des choses, dans lequel il regarde le travail comme une mesure universelle et exacte de la valeur, a introduit quelque confusion dans son sujet, faute d'avoir toujours désigné un même emploi du travail qu'il propose pour mesure de la valeur.

Quelquefois il parle de la valeur d'une chose comme étant réglée par la quantité de travail dépensé pour la produire; et quelquefois il considère cette valeur comme étant réglée par la quantité de travail qu'elle peut payer en échange.

Ces deux mesures sont essentiellement différentes; et quoique ni l'une ni l'autre ne puisse certainement passer pour une mesure constante et rigoureuse, l'une d'elles est une mesure beaucoup plus utile et exacte de la valeur que l'autre.

Si l'on considère jusqu'à quel point le travail est propre à mesurer la valeur,

lorsqu'il est pris dans la première acception employée par Adam Smith, c'est-à-dire, lorsqu'il est question de la quantité de travail dépensée pour la production d'une chose, on verra que cette mesure est radicalement fautive.

D'abord, il suffit d'un moment de réflexion pour se convaincre que cette expression ne peut pas s'employer dans un sens positif. C'est en vérité presqu'une contradiction dans les quantités, que de dire que la valeur échangeable d'une chose est proportionnée à la quantité de travail qui a été employée à la produire. Il est évident que par valeur échangeable il faut entendre une valeur qui s'échange contre quelque autre objet; mais si, lorsqu'un objet exige plus de travail pour sa fabrication, les autres objets contre lesquels il est échangé en exigent également davantage, il est clair que la valeur échangeable de cet objet ne peut pas être en proportion avec le travail qui y a été employé. Si, par exemple, en même temps que le travail employé à la production du blé augmente, celui qui est employé à produire de l'argent ou d'autres objets aug-

mente de même, il devient alors tout-à-fait impossible de dire avec vérité que tous les objets acquièrent plus ou moins de valeur, selon qu'il a été employé plus ou moins de travail à leur production. Dans le cas cité, il est évident que plus de travail a été employé à produire le blé, lors même qu'un boisseau de blé ne peut s'échanger contre une plus forte somme d'argent ou de travail qu'auparavant. Par conséquent, la valeur échangeable du blé n'a point subi de changement proportionné à la quantité additionnelle de travail que sa production a exigée.

Mais, en prenant même toujours cette mesure dans un sens relatif, c'est-à-dire, si nous disons que la valeur échangeable des choses se règle d'après la quantité *comparative* du travail dépensé pour la production de chacune, nous verrons que cette proposition n'est vraie à aucune époque de la civilisation.

Dans les premières époques de la société, lorsque non-seulement la terre était en commun, mais qu'il n'y avait presque point de capital employé à aider le travail manuel de l'homme, les échanges ont dû s'opérer

toujours sans avoir beaucoup d'égard à la quantité de travail que chaque objet avait pu coûter. La plus grande partie des objets d'échange a dû se composer de produits bruts de différentes espèces, tels que le gibier, le poisson, les fruits, etc., par rapport auxquels les effets du travail sont toujours incertains. Tel homme pourrait avoir travaillé cinq jours pour se procurer un objet qu'il aurait ensuite été bien aise d'échanger pour quelque autre qui a pu n'avoir coûté à un travailleur plus heureux que deux jours de travail ou peut-être un seul. Et cette disproportion entre la valeur échangeable des choses et le travail dépensé à leur production se renouvellerait continuellement.

Il m'est par conséquent impossible de penser avec Adam Smith ou avec M. Ricardo, que « (1) dans cet état grossier des sociétés naissantes, qui précède l'accumulation des capitaux et l'appropriation des terres, le rapport entre la quantité de travail

(1) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique. Tome I, p. 7 et 8, traduction française.

nécessaire pour acquérir chaque objet, paraît la seule donnée qui puisse conduire à poser une règle pour l'échange des uns contre les autres. » Ce principe, d'après lequel serait réglé l'échange des objets, est indubitablement le même qui a été si ingénieusement exposé par Turgot, et dont j'ai fait mention dans la première section de ce chapitre. Les résultats de ce principe pourraient être ou ne pas être d'accord, dans le plus grand nombre de cas, avec les résultats du principe fondé sur la quantité de travail qu'a coûté chaque objet; mais, dans le cas où ces deux principes ne s'accorderaient pas, et si les objets en question étaient trouvés par accident, ou si le travail qu'ils ont pu coûter était entièrement inconnu au moment où ils seraient exposés en vente, la société n'aurait jamais de peine pour poser une règle qui fixât leur valeur échangeable. Il est à présumer que les échanges, dans cet état de la société, seraient bien moins souvent réglés d'après la travail que chaque objet aurait pu coûter, qu'à aucune autre époque de la civilisation.

Mais, dans le fait, il existe à peine un

état de société, même chez les peuples les plus barbares, dans lequel les frais de production se composent exclusivement de travail. Dès les temps les plus reculés, les profits ont dû former une partie de ces frais, et par conséquent ont dû influer beaucoup sur la question de la valeur échangeable, considérée comme condition nécessaire de l'approvisionnement. Même pour faire un arc et des flèches il faut, de toute nécessité, que le bois et le roseau soient séchés et bien en état d'être façonnés, et le temps, pendant lequel l'ouvrier est obligé de garder ces matériaux avant qu'il puisse terminer son ouvrage, fournit dès lors un nouvel élément dans l'évaluation des frais. On peut estimer le travail employé sur un capital, de quelque nature qu'il soit, précisément d'après le même principe qui sert à estimer le travail employé dans la production immédiate d'une chose. Mais la promptitude variable du débit est un élément entièrement nouveau, et qui est tout-à-fait indépendant de la quantité de travail employée sur le capital, quoique, dans toutes les époques de la société, soit dans sa nais-

sance, soit dans son état actuel, cet élément soit de la plus grande importance pour régler les prix.

Le capital fixe, nécessaire pour creuser un canot, peut se réduire à un petit nombre de haches de pierre et de coquilles taillées en ciseau; et le travail qu'il a fallu employer à les fabriquer peut n'avoir été que très-insignifiant, comparé à celui qui a dû ensuite être employé à l'ouvrage exécuté avec ces outils; mais il faut encore que l'ouvrier ait auparavant abattu les arbres pour avoir du bois, et qu'il ait employé une grande quantité de travail aux différentes parties de son ouvrage, bien long-temps avant de pouvoir être indemnisé de ses peines, soit par l'usage de son canot, soit en l'échangeant pour des denrées; et pendant tout ce temps il faut qu'il fasse l'avance de tout ce qui est nécessaire pour sa subsistance. Mais la prévoyance et le sacrifice des jouissances présentes, dans la vue d'un avantage et d'un profit futurs, qui sont nécessaires dans ce cas, ont toujours été des qualités regardées comme très-rares parmi les sauvages, et il n'est guère douteux que les matériaux

qui exigent cette longue préparation ne soient comparativement très-rares, et n'aient une grande valeur d'échange, d'après la quantité de travail qui a été dépensée pour les obtenir et pour se procurer le capital nécessaire à leur production. C'est pourquoi, il me semble assez probable que, dans l'état supposé de la société, un canot peut avoir une valeur d'échange double de celle d'un certain nombre de daims, qui auraient pu exiger, pour être successivement exposés en vente, précisément autant de journées de travail, en y comprenant le capital fixe nécessaire d'arcs, de flèches, etc., qui a servi à tuer ces animaux; la grande différence de prix dans ce cas, viendrait de ce que le travail employé à tuer chaque pièce de gibier se trouverait toujours payé dans peu de jours, tandis que le travail dépensé à la construction du canot ne serait peut-être remboursé que dans plus d'un an. Quel que fût le taux des profits, la lenteur comparative des remboursemens se ferait sentir dans le prix de chaque objet; et, comme il faut croire que chez les sauvages les avances nécessaires pour un ouvrage

d'un remboursement tardif doivent être comparativement fort rares, les profits du capital doivent être dans ce cas très-élevés, et la différence de la valeur échangeable des différens objets dont la production et le capital qui y a concouru ont exigé une même quantité de travail, doit être très-grande.

Si à cette cause de variation on ajoute l'exception citée par M. Ricardo, et qui provient de la plus ou moins grande quantité de capital fixe employé dans la production des différens objets, et dont les effets ont dû se montrer dans l'enfance de la vie sauvage, il faut avouer que la règle qui établit « que les variations dans la valeur » des marchandises sont toujours l'effet du » plus ou moins de travail que leur pro» duction exige, ne peut pas, » comme le veut M. Ricardo, « être universellement » applicable à l'état peu avancé de la so» ciété (1). »

Dans des pays avancés en civilisation il

---

(1) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique. Tome I, p. 41, traduction française.

est évident que les mêmes causes qui font varier la valeur échangeable des choses, indépendamment du travail qu'elles ont pu coûter, doivent opérer de la même manière que dans l'enfance de la société, aussi-bien que quelques autres causes; comme il est naturel de le penser. A la vérité, les profits du capital ne seront probablement pas si élevés, et par conséquent ni la proportion variable des capitaux fixes, ni la lenteur ou la rapidité du remboursement, ne pourront produire le même changement relatif sur les prix; mais en revanche, la différence dans la quantité du capital fixe employé est prodigieuse, et cette quantité n'est presque jamais la même pour deux produits quelconques; car la différence dans les rentrées du capital varie quelquefois depuis deux ou trois jours jusqu'à deux ou trois ans.

La proposition de M. Ricardo, qui établit que la hausse du prix des salaires fait baisser le prix de beaucoup de produits (1),

(1) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique. Tome I, p. 45 et 54, traduction française.

a sans doute tout l'air d'un paradoxe; et cependant elle est très-vraie, et elle cesserait de paraître un paradoxe si elle était énoncée d'une manière plus simple.

M. Ricardo admettrait sans doute que l'effet en question est causé par une diminution des profits; qu'il regarde comme synonyme de la hausse des salaires. Ce n'est point ici le lieu d'examiner jusqu'à quel point il a raison à cet égard; mais certes, personne n'eût vu rien de paradoxal dans cette proposition, et elle n'aurait paru invraisemblable sous aucun rapport, s'il avait dit que la diminution des profits doit occasioner la baisse du prix des produits dans lesquels, en raison de la quantité du capital fixe employé, les profits de ce capital ont constitué d'avance le principal élément des frais de production. Car voilà en substance ce que M. Ricardo a dit à ce sujet. Dans l'exemple particulier dont il se sert pour expliquer sa proposition, il suppose qu'il n'y a d'autre travail employé que celui qui a servi à construire la machine, ni d'autre capital fixe d'engagé; par conséquent le prix du produit annuel de cette machine se composerait uni-

quement des profits ordinaires des 20,000 l. sterling que l'on suppose qu'elle a coûté, en y ajoutant un petit fonds additionnel pour les réparations. Or, il est bien sûr que si, par une cause quelconque, les profits ordinaires du capital venaient à diminuer, le prix du produit de cette machine baisserait : cela est évident. Mais les effets qui doivent résulter d'une supposition contraire, et qui s'accordent également avec les faits, n'ont pas été suffisamment pesés par M. Ricardo, et il a entièrement négligé le résultat général.

Voici, ce me semble, l'état de la question, considérée sous un point de vue général. Il y a une très-grande quantité de produits dans la production desquels la proportion qui existe entre la valeur du capital et celle du travail annuellement employé est, dans des degrés différens, très-considérable; ce qui est un effet de la quantité de capital fixe engagé et du temps considérable qui s'écoule avant la rentrée des profits de ce capital, qu'il soit fixe ou circulant. Dans tous ces cas, il est naturel de supposer que la baisse des prix qui pro-

vient de la diminution des profits doit, à des degrés différens, plus que compenser la hausse du prix qui serait la suite naturelle de la hausse du prix de la main-d'œuvre; et par conséquent, dans la supposition d'une hausse dans le prix de la main-d'œuvre en monnaie, et d'une baisse dans le taux des profits, tous ces produits doivent naturellement baisser de prix, dans des degrés différens.

D'un autre côté, il existe beaucoup de produits dans lesquels, en raison de l'absence d'un capital fixe et de la rapidité des rentrées journalières du capital circulant, la proportion entre la valeur du capital et la quantité de travail employé est très-faible. Un capital de 100 livres sterling, dont la rentrée se fait toutes les semaines, peut payer annuellement autant de travail que 2,600 livres sterling dont les rentrées ne se font qu'au bout d'un an; et si la rentrée du capital avait lieu tous les jours, comme cela arrive dans quelques cas peu communs, l'avance d'un peu plus de ce que coûte la journée d'un ouvrier pourrait suffire pour payer plus de trois cents jour-

nées de travail dans le cours d'une année. Or, il est tout-à-fait évident que sur les profits d'aussi minces capitaux il est non-seulement tout-à-fait impossible de prendre une hausse de sept pour cent dans le prix de la main-d'œuvre, mais qu'il n'y aurait pas même la possibilité de prendre un demi pour cent. Dans la première supposition, une hausse seulement d'un demi pour cent absorberait, si le prix du produit restait le même, plus que le profit total des 100 liv.; et dans la seconde, elle absorberait beaucoup plus que la totalité du capital avancé. Si donc les prix des produits, dans lesquels la proportion de la main-d'œuvre est très-grande, comparée au capital qui l'emploie, ne haussent pas à mesure que le prix de la main-d'œuvre s'élève, il faut que la production de ces sortes d'ouvrages soit abandonnée sur-le-champ. Mais elle ne le sera certainement pas. Par conséquent, aussitôt qu'il y aura hausse du prix de la main-d'œuvre et diminution des profits, une grande quantité de produits hausseront de prix : il ne peut donc pas être exact de dire « qu'il n'est point de produit dont la

valeur échangeable monte uniquement en raison de la hausse des salaires, et que cela ne provient jamais que de l'augmentation du travail nécessaire à leur production, de la baisse des salaires et de la diminution de valeur de l'agent de la circulation qui sert à les estimer (1). » Il est hors de doute que par le simple effet de la hausse des salaires et de la baisse des profits, tous les produits baisseront de prix (et leur nombre est très-grand) dans lesquels, en raison du faible capital employé, la diminution des profits est, à des degrés différens, plus que contre-balancée par la hausse des salaires.

Il est cependant incontestable qu'il y aura une classe de produits dont le prix, par l'effet de causes opposées, restera stationnaire; mais, d'après la nature même de la proposition, cette classe doit en théorie former à peine une ligne; et où, demanderai-je, la poserons-nous? M. Ricardo, voulant expliquer sa proposition, a tracé au hasard cette ligne de démarcation, et y

(1) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique, p. 54 et suiv., traduction française.

a compris les produits dont les avances se composent uniquement du payement de la main-d'œuvre, et dont les rentrées se font exactement dans le courant de l'année (1). Mais les cas dans lesquels le capital ne rentre qu'au bout d'un an sont extrêmement rares, quoique aucune portion de ce capital ne soit employée ni à l'achat des matériaux ni en machines; et on ne voit réellement de motif valable pour faire choix de ce cas particulier comme étant précisément celui où, quel que soit le changement dans le prix de la main-d'œuvre, celui du produit reste le même, la hausse ou la baisse des salaires étant exactement compensée par la diminution ou l'augmentation des profits. Quoi qu'il en soit, il faut convenir que, quelque part qu'on trace cette ligne de démarcation, elle ne peut comprendre qu'un très-petit nombre d'objets; tous les autres monteront ou baisseront de prix aussitôt qu'il y aura une hausse dans le prix de la main-d'œuvre, quoique

(1) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique, chap. 1.

la même quantité de travail continue à être employée à leur production.

Que devient donc la doctrine qui enseigne que la valeur courante des choses est en raison du travail que leur production a exigé ? Les produits, bien loin de conserver la même valeur tant qu'ils exigent le même travail, paraissent, par l'influence des causes dont l'opération est constante et universelle, changer de prix à mesure que le *prix* de la main-d'œuvre varie, sauf très-peu d'exceptions, et il est à peine possible de dire d'avance quels sont les produits compris dans ces exceptions.

Mais les proportions différentes du capital fixe, et la promptitude variable des rentrées du capital circulant ne sont pas les seules causes qui, dans des pays civilisés, empêchent la valeur courante des choses d'être proportionnée à la quantité de travail que leur production a exigée. Partout où le commerce a acquis un certain développement, certains produits étrangers, dont la la valeur, de l'aveu de tout le monde, n'est pas réglée par la quantité de travail et de capital qu'ils ont coûté, forment la matière

première de beaucoup de manufactures. Dans les pays policés, les impôts occasionnent continuellement des changemens considérables dans les prix, et qui n'ont aucun rapport avec la main-d'œuvre. Et d'ailleurs, quand tous les fonds de terre sont appropriés, le payement du fermage devient une autre condition indispensable pour effectuer l'approvisionnement de la plupart des produits territoriaux et manufacturés du pays.

Il est hors de doute, et c'est une vérité fertile en résultats importans, que le coût des principaux alimens végétaux dans les pays avancés en civilisation, et dont la production exige une quantité considérable de travail et de capital, se compose presque entièrement de salaires et de profits, ainsi que nous l'expliquerons plus au long dans le chapitre suivant. Mais quoiqu'il s'ensuive que le prix du blé est presque tout-à-fait indépendant du fermage, toutefois, comme le prix, ainsi réglé, paye réellement un fermage sur la plus grande partie des fonds de terre du pays, il est clair que le payement du fermage, ou, ce qui revient au même, que le prix suffisant pour payer le fermage

est une condition nécessaire pour qu'il y ait un approvisionnement de la plus grande partie des denrées.

Adam Smith lui-même dit que le fermage « concourt à la formation du prix des denrées, d'une manière différente des salaires et des profits. L'élévation ou la baisse des salaires et des profits sont (dit-il) les causes du haut ou du bas prix; et l'élévation ou la baisse des fermages en est l'effet. C'est parce qu'il faut payer des salaires ou des profits forts ou faibles, pour apporter au marché une denrée quelconque, que le prix de cette denrée est élevé ou bas. Mais c'est parce que son prix est élevé ou bas, parce qu'il est beaucoup plus fort, un peu plus fort, ou pas plus fort qu'il ne faut pour payer ces salaires et ces profits, que ce prix fournit un fermage élevé, un fermage moins fort, ou qu'il n'en donne point du tout (1). » Dans ce passage Adam Smith avoue clairement que le fermage est l'effet, et non la cause du prix des denrées; mais il est évident qu'il

---

(1) Richesse des nations. Liv. 1, chap. 11, p. 226, 6e. édition anglaise.

ne regarde pas cette concession comme invalidant sa doctrine générale sur les élémens dont se compose le prix. Il est sûr que l'admission de ce principe ne porte aucune atteinte à la doctrine; mais il faut cependant convenir que le coût de la plus grande partie des produits peut se partager entre les salaires, les profits et le fermage. Quelques-uns d'entre eux peuvent coûter une quantité considérable de fermage, et une petite quantité de travail et de capital; d'autres peuvent exiger beaucoup de travail et de capital, et seulement un petit fermage; un petit nombre de produits, enfin, peuvent n'avoir exigé que des salaires et des profits, ou peut-être même des salaires seuls. Mais comme personne n'ignore que cette dernière classe de produits ne comprend qu'une très-petite portion de la masse totale de ceux que fournit un pays, il s'ensuit que le payement d'un fermage est une condition absolument nécessaire pour qu'il y ait approvisionnement de la grande masse de denrées, et ce payement peut par conséquent être regardé comme faisant partie du prix.

En admettant donc, que le prix de la principale nourriture végétale d'une nation, en état de prospérité croissante, est fixé d'après la quantité de travail et de capital employée à obtenir cette production sous les circonstances les moins favorables, cependant si nous admettons en même temps qu'un produit d'une valeur égale est récolté sur un terrain fertile avec peu de travail et de capital, nous ne pouvons guère, pour être conséquens dans nos expressions, maintenir en thèse générale que la quantité de travail fixée dans chaque chose en règle le prix courant (1). Par l'effet seul des variétés du sol, il s'opère continuellement des échanges, qui sont en contradiction directe avec les termes dans lesquels la proposition est énoncée ; et, de quelque manière qu'on règle les fermages, il est évidemment nécessaire de le faire entrer comme un des élémens des frais de production, pour ce qui regarde la plus grande partie des produits ; et cela malgré que le fermage payé

(1) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique. Chap. 1, p. 9, traduction française.

pour obtenir des produits analogues soit variable, et que, pour un petit nombre d'entre eux, il ne soit que peu considérable ou tout-à-fait nul.

En admettant donc, dans toute sa latitude, comme nous venons de le faire, que le prix de la principale nourriture végétale d'une nation agricole en état de prospérité croissante est, par rapport à toute la quantité produite, un prix nécessaire qui coïncide avec la valeur requise pour rembourser le travail et le capital qui sont employés dans les circonstances les plus défavorables, et qui ne paye que peu ou point de fermage, je ne crois pas cependant que nous soyons justifiés à changer le langage usité relativement aux élémens dont se compose le prix, ou ce que je serais plutôt disposé à appeler les conditions nécessaires de l'approvisionnement.

Mais il est quelques parties du sol et de ses produits qui ont bien plus le caractère d'un monopole que ce qui forme la base de la nourriture dans un pays florissant; et il est universellement reconnu que la valeur courante des denrées qui sont assujetties à

des monopoles absolus ou partiels, ne saurait être fixée d'après le travail qui a été employé à la production de ces denrées. La valeur courante de l'immense masse de propriétés en Angleterre, qui se compose des maisons dans toutes ses villes, est à un haut degré soumise à l'influence du monopole absolu du loyer du terrain; et la nécessité de payer ce loyer doit affecter les prix de presque tous les objets fabriqués dans les villes. Et quoique, relativement à la principale nourriture du peuple, il soit vrai que, s'il n'y avait plus de fermages, la même quantité de blé ne pourrait pas être produite à un prix moindre, il est, cependant, impossible d'en dire autant des bestiaux; car il n'est aucune portion de cette espèce de nourriture, dont le prix puisse être regardé comme uniquement composé de travail et de capital.

Toute espèce de bétail paye un fermage, dont la valeur est assez en rapport avec celle des bestiaux. En cela le bétail diffère essentiellement du blé. A force de travail et de soins on peut obtenir une bonne récolte de blé d'un terrain peu fertile, qui ne paye

qu'un faible fermage comparativement à la valeur du produit ; mais le fermage d'une terre en friche doit être proportionné à la valeur de la récolte totale, et le produit, considérable ou faible sur chaque arpent, doit entrer comme un des principaux élémens du prix du produit récolté. Il faut peut-être plus de cent arpens dans les montagnes d'Écosse pour élever autant de moutons que cinq arpens de bons pâturages en pourraient nourrir; et, il faut aussi accorder quelque compensation pour la plus grande difficulté de surveillance, et pour le plus grand risque qu'on court en cultivant un sol ingrat, et dans une situation exposée; mais, abstraction faite de cette déduction, qui ne peut pas être très-considérable, le fermage, pour le terrain sur lequel est élevé ce troupeau de moutons, serait à peu près le même. Si ce fermage diminuait de beaucoup, il est sûr qu'on pourrait envoyer la même quantité de moutons au marché et les vendre à plus bas prix, sans qu'il y eût aucune diminution des profits ou des salaires d'aucune des personnes intéressées. Il est par consé-

quent impossible d'estimer la valeur du bétail d'après la quantité de travail et de capital, et encore moins uniquement d'après la quantité du travail qui a été dépensé pour élever ces animaux.

On pourra peut-être dire que, quoiqu'il soit incontestablement payé un fermage pour tous les bestiaux élevés dans la Grande-Bretagne, cependant le fermage des terrains en friche est réglé d'après le prix du bétail; celui-ci, pourra-t-on dire encore, se règle d'après les frais de production sur de bons pâturages naturels ou des terrains fertilisés susceptibles de rapporter un fermage considérable si on y faisait venir du blé, parce que les mauvais terrains en friche d'un pays bien peuplé ne suffisent jamais pour fournir toute la viande nécessaire à la consommation; on ajoutera peut-être que le fermage des différentes qualités de terrains qui doivent servir à nourrir des troupeaux dépend du prix de la denrée qui fait la base de la nourriture du peuple, et que ce prix dépend du travail et du capital nécessaires pour produire cette denrée dans les plus mauvais terrains actuellement cultivés.

Cette manière de faire voir l'intime liaison qui existe entre le bétail et le travail est, il faut en convenir, un peu détournée, et certes, elle ne saurait nous autoriser à dire que la valeur relative d'un mouton et d'une chemise est proportionnée à la quantité relative de travail que chacun de ces objets a coûté.

Le fait est qu'un des anneaux de cette chaîne est détaché, et que par-là se trouve entièrement rompue la connexion supposée entre le bétail et le travail. Quoique le prix de l'article principal de la nourriture d'une nation dépende du travail et du capital nécessaires pour faire venir cette denrée sur les plus mauvais terrains en culture, cependant le loyer de la terre ou fermage, ainsi que nous le démontrerons plus au long dans le chapitre suivant, ne se règle point d'après le prix des produits. Parmi les évènemens les plus fréquens chez tous les peuples, il faut compter les améliorations dans l'agriculture qui tendent à faire augmenter les produits et la population du pays, et qui dans la suite sont cause qu'on cultive des terrains naturellement

moins productifs, le prix des produits et celui du travail restant les mêmes, ainsi que le taux des profits. Mais dans ce cas, il faut que le fermage de tous les vieux fonds de terre en culture monte, et que, par une suite nécessaire il en soit de même pour le fermage des pâturages naturels et pour le prix des bestiaux, sans qu'il y ait le moindre changement dans les salaires, ou la moindre difficulté de plus dans la production des moyens de subsistance.

Le raisonnement que nous venons de faire est applicable à beaucoup d'autres denrées importantes, outre la viande. Il s'applique d'abord à la laine et aux peaux en brut, qui forment la matière première de deux des plus importantes manufactures ; et il comprend directement le bois de charpente et le bois taillis, deux articles d'une grande importance. Et en second lieu, il y a quelques produits, tels que le houblon, qui ne peuvent pas venir dans de mauvais terrains. Il est impossible d'obtenir de semblables produits sans payer de fermage ; et si le prix de ce loyer de la terre varie, tandis que la quantité des bras em-

ployés à la production d'une quantité déterminée de blé, reste la même, il ne peut y avoir aucune raison de soutenir que la valeur de ces produits se règle d'après le travail employé.

Si l'on disait que la doctrine qui rejette entièrement le fermage, et qui n'admet pour élémens du prix des denrées que les salaires et les profits, n'a jamais en vue des objets qui sont plus ou moins sujets au monopole, on peut répondre que cette exception comprend la plupart des articles connus. Les terres qui produisent l'article principal de la nourriture sont évidemment une sorte de monopole, quoiqu'elles soient assujetties à des lois et à des restrictions différentes des autres monopoles; même les derniers terrains défrichés pour être ensemencés de blé doivent, s'ils sont appropriés, payer le modique fermage qu'ils auraient rapporté en pâturage naturel. Nous venons de prouver que le monopole a une influence la plus directe sur le prix des bestiaux, qui est un autre article considérable de la nourriture de l'homme; et, pour ce qui sert à l'habillement et au logement, il y a peu

d'articles qui ne payent pas réellement un fermage, non-seulement quant à la majeure partie de chaque article, mais même pour la portion de chacun d'eux qui vient sur les terrains les plus ingrats parmi ceux qui ont cette destination. Dire que le prix de la laine, du cuir, du lin, du bois de charpente, se règle d'après les frais de production de ces matières provenant des fonds de terre qui ne payent point de fermage, c'est avoir recours à une règle qu'il est impossible de trouver. Je pense qu'on peut assurer hardiment qu'il n'y a aucune portion de laine, de cuir, de lin, ni de bois de charpente, du crû de ce pays, qui provienne de terrains qui ne payent point de fermage.

Il est donc impossible d'exclure le fermage des frais de production de la plus grande partie des denrées. Dans le cas où le fermage exerce le moins d'influence, c'est-à-dire, dans la production de la base principale de la nourriture nationale, les efforts tendant à réduire la valeur échangeable de toutes les différentes portions de cette nourriture, au travail et aux profits seuls, renferment une contradiction dans

les termes; et puisqu'il ne paraît pas qu'il résulte aucune erreur de regarder le fermage comme une partie constituante du prix, après avoir dûment expliqué son origine et son progrès, il me semble essentiel, autant pour la correction des mots que pour la justesse de leurs acceptions, de dire que les frais de production d'une denrée se composent de tous les salaires, de tous les profits et de tout le fermage qui, dans l'état actuel de la société, sont nécessaires pour que cette denrée puisse être apportée au marché en quantité suffisante; ou en d'autres mots, que le payement de ces dépenses est la condition nécessaire de l'approvisionnement.

Si on était décidé à n'employer qu'un seul terme, il serait sans doute plus correct de donner la préférence au capital plutôt qu'au travail; parce que les avances qu'on nomme capital, comprennent en général les deux autres articles. Le prix naturel ou nécessaire des choses dépend du montant du capital qui a été employé à leur production, en y joignant les profits de ce capital, calculés selon le taux ordinaire, pendant le temps qu'il a été engagé.

Mais comme le montant du capital avancé se compose du montant des salaires payés depuis le commencement jusqu'à la fin, en y joignant le montant du fermage payé, soit directement au propriétaire foncier, soit indirectement dans le prix des matières brutes, l'emploi de ces trois termes me semble décidément préférable, comme étant à la fois plus correct (car le fermage, dans beaucoup de cas, n'est point un capital avancé), et comme renfermant plus d'idées instructives et utiles.

Mais si le fermage entre comme un des élémens des frais de production des matières premières de toutes les manufactures, et de presque tout le capital fixe ou circulant, les avances nécessaires pour payer ce fermage doivent avoir une grande influence sur le montant du capital employé; et, combiné avec la variété presque infinie qui existe dans la durée de ces avances, il doit influer essentiellement sur cette partie du prix qui se réduit en profits.

En supposant, ce qui n'est probablement pas vrai, qu'il y a des terrains dans un pays bien peuplé et en état de prospérité, qui ne

payent directement aucun fermage, néanmoins le cultivateur de ces terrains mêmes payera un fermage dans le bois dont il construit ses charrues, ses charrettes et ses bâtimens, dans le cuir qu'il emploie pour les harnais, dans la viande que lui et sa famille consomment, et dans les chevaux qu'il achète pour le labourage. Ces avances, pour ce qui regarde le fermage seul, suffiraient pour empêcher le prix des produits d'être proportionné à la quantité de travail employée à la production; et, si nous ajoutons les profits de ces avances selon leur montant et l'époque de leurs rentrées, il faudra admettre que, même dans la production du blé, lorsqu'on ne paye pas directement de fermage, le prix de cette denrée doit être modifié par le fermage compris dans le capital fixe et dans le capital circulant employés à la culture.

Par conséquent, dans toutes les variations occasionées par les différentes proportions du capital fixe engagé, par les plus ou moins promptes rentrées du capital circulant, par la quantité de matières étrangères employées dans les manufactures, par les effets recon-

nus de l'impôt, et l'existence presque universelle du fermage dans l'état actuel de tous les pays civilisés, il me semble que, quoiqu'il serait curieux et désirable de connaître la quantité précise de travail qui a été employée à la production de chaque denrée, ce n'est certainement pas ce travail qui détermine leurs valeurs relatives d'échange dans un même temps et dans un même lieu.

Mais si, dans un même lieu et à la même époque, la valeur relative des choses n'est pas réglée par le travail que leur production a coûté, il est clair que cette mesure ne saurait régler leurs valeurs relatives dans des lieux et dans des temps différens. Si, dans le moment actuel à Londres, d'autres causes, outre le travail, concourent à fixer le prix moyen des articles qu'on vend et qu'on achète, il est très-clair que si, en ce moment dans l'Inde, ou il y a cinq cents ans en Angleterre, un objet quelconque exigeait pour sa production le double de la quantité du travail qu'il exige actuellement à Londres, on aurait tort d'inférer de là qu'il a une valeur double d'échange; par la même raison, si d'après la comparaison

des prix en monnaie, nous trouvons que la valeur courante de cet objet est double comparativement aux autres marchandises, nous ne pourrons avec aucun degré de certitude conclure que l'objet en question a exigé pour sa production précisément une quantité double de travail.

Si, par exemple, du temps d'Édouard III, une aune de drap fin large exigeait pour sa fabrication vingt journées de travail, tandis qu'aujourd'hui dix journées suffisent, il s'ensuivrait que par des perfectionnemens de différens genres, la facilité de fabriquer les draps s'est accrue du double; mais les faits seuls pourraient nous montrer jusqu'à quel degré cette circonstance a dû modifier la valeur courante relative du drap. Le changement dans la valeur courante du drap en général, ou relativement aux autres marchandises, dépendrait nécessairement de la facilité ou de la difficulté relative de la fabrication des autres objets; et quant à des articles particuliers qui emploient toujours la même quantité de travail, ou qui en emploient une quantité exactement connue, leur valeur courante dépendrait également

de toutes les circonstances que nous venons d'exposer, qui s'opposent à ce que les frais de production d'une marchandise puissent être une mesure exacte de la valeur relative, même dans un lieu et dans un temps donnés.

Dans le but de prouver que la quantité du travail dépensé à la production d'un objet est une mesure plus exacte de sa valeur que la quantité de travail que ce même objet peut acheter en échange, M. Ricardo fait la supposition, que la production d'une quantité donnée de blé peut n'exiger, à une époque, que la moitié du travail qui peut être nécessaire à une époque postérieure, tandis que le journalier pourrait ne recevoir pour salaire, aux deux époques, que la même quantité de blé (1); dans ce cas, dit-il, nous aurions un exemple d'une denrée qui aurait haussé du double de son ancienne valeur d'échange, d'après la manière dont il croit qu'il faut considérer la valeur, quoique la denrée ne s'échangeât pas contre plus de travail que par le passé.

(1) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique, chap. 1, p. 15, traduction française.

Cette supposition, il faut l'avouer, est des plus invraisemblables. Mais en accordant qu'un tel événement puisse arriver, ce serait une preuve frappante de l'inexactitude de la définition, et qui établirait d'une manière certaine la distinction bien nette qui doit toujours exister entre le coût et la valeur. Car voici un exemple bien positif d'une dépense double en travail; et cependant, une partie de la supposition admet que la denrée dont les frais de production augmentent du double, n'achète pas une plus grande quantité de travail, qui est néanmoins l'objet le plus considérable et le plus important de tous ceux qui servent aux échanges. Cet exemple prouve donc, que la quantité de travail requise pour la production d'une chose, n'est pas une mesure de sa valeur courante.

On conviendra sans difficulté que le travail employé à la production d'un objet quelconque, en y comprenant le travail qui a été dépensé pour obtenir le capital nécessaire, est l'élément principal parmi ceux qui constituent le prix, et que, *toutes choses étant d'ailleurs égales*, il réglera la

valeur relative de tous produits dans un même pays, ou, pour parler plus correctement, dans un même lieu. Mais si nous remontons à une époque antérieure quelconque, nous connaîtrons avec bien plus de précision la valeur relative des choses, en comparant leur prix dans la monnaie courante du temps. Il serait tout-à-fait inutile, pour y parvenir, de chercher à connaître la quantité de travail que chaque objet a pu coûter. Et si, parce qu'une denrée quelconque coûtait, il y a trois cents ans, dix journées de travail, tandis qu'elle exige actuellement vingt journées, nous allions conclure que sa valeur échangeable a augmenté du double, nous nous exposerions certainement à tirer une conséquence extrêmement éloignée de la vérité.

Il faut donc croire que la quantité de travail dépensée dans la production d'une chose, n'est ni une mesure exacte de sa valeur relative dans un même temps et lieu, ni une mesure de la valeur réelle d'échange, selon la définition que nous en avons donnée, à des époques diverses et dans des pays différens.

SECTION V.

De la monnaie, quand ses frais de production sont uniformes, considérée comme mesure de la valeur.

Suivant le principe, que le travail dépensé à la production d'un objet est à la fois une mesure de la valeur réelle et de la valeur relative, on a cru que, s'il existait une chose qui exigeât dans tous les temps les mêmes frais de production, cette chose pourrait servir de mesure fixe et exacte de la valeur (1).

Il est reconnu que les métaux précieux ne jouissent pas de cette propriété, et qu'ils ont, à diverses époques, été fournis aux différentes nations par des mines plus ou moins riches. Cette différence de la richesse des mines suppose, de toute nécessité, qu'il a fallu employer des quantités différentes de travail, à diverses époques, pour retirer la même quantité de métal; et les différens degrés des connaissances appliquées à l'exploitation des mines sont une raison de

(1) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique, chap. 1, p. 36, traduction française.

plus pour que la quantité de travail qu'il a fallu employer, pour apporter au marché une pièce de monnaie d'un poids donné, soit variable.

Il serait cependant curieux d'examiner jusqu'à quel point les métaux précieux peuvent être une mesure exacte de la quantité de travail dépensée dans la production de chaque chose, même en faisant abstraction de ces sources de variation, et en admettant comme une vérité que des quantités données des métaux précieux exigent toujours pour leur production une même quantité de travail.

C'est une vérité reconnue que les métaux, d'après la manière actuelle dont ils sont obtenus et distribués, sont une mesure exacte de la valeur d'échange, dans un même temps et lieu, et il est sûr que la supposition que nous venons de faire ne saurait détruire, ni même diminuer cette propriété dont ils jouissent actuellement. Mais nous venons de prouver, dans la section précédente, que la valeur échangeable des produits n'est presque jamais proportionnée à la quantité de travail qu'ils ont exigée. Il s'ensuit donc

nécessairement que le prix des choses en monnaie ne peut pas, même dans cette supposition, représenter le travail qui a été employé à leur production.

Il n'est pas possible, en effet, d'imaginer aucune supposition sur la manière de se procurer les métaux précieux, qui puisse faire que le prix des produits soit une mesure exacte de la quantité de travail que chacun a pu coûter. On verra que ces prix s'accordent aussi peu, pour le moins, avec la quantité de travail que chaque produit a coûté, que la quantité de ce travail avec leur valeur d'échange. Pour le prouver, supposons d'abord que les métaux précieux exigent, pour leur extraction des mines qui ne payent point de fermage, l'emploi d'une certaine portion de capital fixe et de capital circulant pendant un temps donné. Dans ce cas, il s'ensuit des raisons exposées dans la section précédente, et même des concessions de M. Ricardo, qu'aucun produit livré en échange contre une quantité donnée d'argent métallique, ne contient autant de travail que cet argent, excepté si le produit a exigé la même quantité de travail et les mêmes

quantités des deux sortes de capital employées dans le même temps et dans les mêmes proportions; et en cas de hausse dans le prix de la main-d'œuvre, tous les produits qui continueraient à contenir la même quantité de travail changeraient de prix, sauf le très-petit nombre de ceux qui se seraient trouvés, par rapport aux capitaux qui les ont produits, dans les mêmes circonstances que les métaux précieux.

Supposons, en second lieu, que la production des métaux précieux n'exige point de capital fixe, mais de simples avances pour payer la main-d'œuvre pendant un an. Ce cas est tellement rare, que j'ai de la peine à croire qu'il puisse exister des produits ayant à la fois la même valeur d'échange et contenant la même quantité de travail qu'une portion donnée des métaux précieux; et par conséquent dès qu'il y aurait hausse du prix de la main-d'œuvre, tous les produits monteraient ou baisseraient de prix.

Supposons, en troisième lieu, que le simple travail, sans d'autres avances que

celles qu'exige la nourriture d'un seul jour, suffise pour obtenir les métaux précieux, c'est-à-dire, qu'en cherchant sur les bords de la mer, une seule journée, en général, suffise pour ramasser une demi-once d'argent ou la quinzième partie d'once d'or. Dans cette supposition, il est clair que toute denrée, dont la production aurait exigé une quantité quelconque d'un capital fixe ou circulant au delà des avances pour la nourriture d'un jour, n'aurait pas le même prix qu'une portion quelconque d'or ou d'argent qui aurait coûté la même quantité de travail. Quant aux effets d'une hausse dans le prix de la main-d'œuvre, nous n'avons pas besoin de nous en occuper, car il est évident que dans la supposition que nous venons de faire, aucune semblable hausse ne peut avoir lieu. La journée de travail resterait toujours au même prix en monnaie, et le blé ne pourrait renchérir qu'autant qu'il y aurait diminution des denrées nécessaires à la subsistance du laboureur. Cependant, quoique les salaires du laboureur, estimés en monnaie, ne pussent pas hausser, le taux des profits pourrait bien baisser; et la diminution du taux

des profits ferait baisser le prix de toutes les denrées par rapport à la monnaie.

Dans toutes les suppositions précédentes, l'opération des causes dont il a été fait mention dans la section précédente, modifierait tellement le prix des produits, qu'il nous serait aussi impossible alors qu'il l'est à présent, de juger d'après le prix relatif de chaque chose, quelle proportion relative de travail il a fallu pour sa production.

Mais, outre les causes dont nous venons de parler, les métaux sont sujets à éprouver d'autres variations qui leur sont particulières. Par l'effet de leur nature durable, ils ne se conforment que lentement et difficilement aux changemens qu'éprouvent les autres denrées dans leurs qualités, et dans le plus ou moins de facilité de production.

Les prix courans de l'or et de l'argent se règlent d'après la quantité de ces métaux dans le marché, comparée avec la demande qui en est faite; et cette quantité offerte est en partie le produit de l'accumulation opérée pendant des siècles, et le produit annuel des mines n'y contribue que faiblement.

M. Ricardo (1) remarque avec raison, que l'accord du prix courant avec le prix naturel des denrées, dépend toujours du degré comparatif de facilité ou de difficulté de les produire, et il cite particulièrement l'or ou les métaux précieux, qu'il met au nombre des produits dans lesquels cet effet ne peut se faire sentir que lentement. Par conséquent, si au moyen de perfectionnemens importans et soudains dans les machines employées dans les manufactures ou dans l'agriculture, la facilité de produire venait à s'accroître en général, de manière à ce qu'on pût satisfaire aux besoins de la population avec beaucoup moins de travail; dans ce cas, la valeur des métaux précieux comparée à celle des autres denrées, devrait s'élever de beaucoup; mais comme la quantité de ces métaux n'est pas susceptible de diminuer en peu de temps jusqu'au niveau nécessaire, le prix des denrées ne représenterait plus la quantité de travail dépensée dans leur production.

---

(1) Voyez Ricardo, Des principes de l'Économie politique, chap. 13, p. 324, traduction française.

Une autre cause de variation qui est particulière aux métaux précieux, c'est l'usage qu'on en fait dans le commerce étranger; car à moins de renoncer à l'emploi des métaux, ou de prohiber leur importation et exportation, il conviendrait certainement à quelques pays qui possèdent des objets d'exportation très-précieux, d'acheter leur or et leur argent plutôt chez l'étranger que de se les procurer dans le pays même. Dans le moment actuel, il me semble indubitable que l'Angleterre achète les métaux précieux moyennant une moindre quantité de travail qu'il n'en faut pour les extraire directement des mines du Mexique. Mais quelques pays pourraient les tirer de l'étranger en donnant en échange moins de travail qu'ils n'en coûteraient dans le pays même; et il serait de l'intérêt d'autres nations de les exporter pour les échanger contre des denrées que leur sol ne produit pas, ou qu'elles peuvent se procurer à meilleur marché hors du pays. Il est donc évident que, par rapport à la valeur relative des denrées, soit dans des pays différens et à la même époque, soit dans le même pays

à des époques différentes, les prix en monnaie pourraient subir des variations considérables, sans que la quantité de travail employée à la production de ces denrées, éprouvât en même temps des variations proportionnelles.

Les objections qu'on vient d'examiner dans cette section et dans la précédente, sont du nombre de celles qui se présentent dans la supposition que chaque peuple possède des mines, ou qu'il peut même se procurer chez lui, et dans tous les temps, les métaux précieux avec la même quantité de travail sans le secours d'un capital; mais ce sont là, il faut en convenir, des hypothèses bizarres. En adoptant toutefois l'hypothèse plus naturelle, que les mines, dans tous les lieux et dans tous les temps, exigent toujours la même quantité de travail pour leur exploitation, nous verrions tout de suite, d'après la distribution actuelle des métaux précieux, combien ils sont loin d'offrir, si on les compare aux autres objets, une mesure exacte de ce que chaque produit a coûté de travail dans des pays et des temps différens.

Si, en effet, la fécondité des mines était toujours la même, nous n'aurions certainement plus cette cause de variation qui provient de ce que les mines existantes possèdent la qualité contraire, et qui est une suite des effets d'une découverte telle que l'a été celle des mines d'Amérique. Mais il resterait toujours d'autres causes puissantes et manifestes de variation. La richesse uniforme de toutes les mines ne changerait pas essentiellement les proportions dans lesquelles les métaux précieux pourraient être répartis entre les différens pays; et la grande différence de valeur qu'ils ont actuellement dans différens lieux, comparativement à celle de l'or et du travail, resterait en toute probabilité à peu près la même.

D'après tout ce que nous savons à l'égard des prix au Bengale, une quantité donnée d'argent y représente ou s'échange contre six ou huit fois plus de travail et de vivres qu'en Angleterre. Et dans toutes les parties du globe, des articles qui ont un même prix en numéraire s'échangent les uns pour les autres. Il doit par conséquent arriver que, dans

le commerce entre les deux pays, le produit d'une journée de travail en Angleterre, s'échangera contre le produit de cinq ou six journées de travail dans l'Inde, après avoir tenu compte de la différence des profits.

On dira peut-être que cette haute valeur comparative de l'argent dans l'Inde, vient principalement de ce que les effets de la découverte des mines d'Amérique ne se sont pas suffisamment communiqués à l'Asie; mais l'on doit faire attention que cette découverte est déjà ancienne, et que la différence qu'on remarquait autrefois entre la valeur relative de l'or et de l'argent dans l'Inde, et celle que ces métaux avaient en Europe, et qui était la preuve la plus évidente du défaut de communication entre les deux pays, n'existe plus aujourd'hui. C'est ce qui me fait croire que le prix élevé de l'argent dans l'Inde tient dans le fond à d'autres causes. Mais, quoi qu'il en soit, cette différence est à présent tellement excessive, que, même en la réduisant de beaucoup, elle restera encore très-considérable.

Et il n'y a pas besoin d'aller chercher

dans l'Inde des exemples des différences de valeur des métaux précieux. Nous en voyons de semblables, quoique peut-être pas si grandes, en Russie, en Pologne, en Allemagne, en France, en Flandre, et dans presque tous les pays de l'Europe, dans chacun desquels il y a une grande diversité dans les quantités de travail et de vivres qu'on peut acheter avec un poids donné d'argent. Et cependant la valeur relative des métaux précieux dans tous ces pays doit être à peu près la même qu'elle le serait si les mines d'Amérique avaient toujours été également productives; par conséquent, si nous considérons la valeur relative que ces métaux ont à présent, nous verrons combien serait peu concluant l'accord qui pourrait exister, dans des pays différens, entre le prix métallique des produits, et la quantité de travail qu'ils ont coûté, même dans la supposition que les métaux précieux ont toujours été extraits des mines d'Amérique, moyennant la même quantité de travail et de capital.

Si cependant on n'est pas satisfait de cette preuve tirée de l'expérience, il est aisé de

démontrer que la théorie conduit inévitablement à la même conclusion. Dans les pays où nous sommes forcés d'aller acheter les métaux précieux, il est impossible d'assigner une raison plausible pour que leur quantité soit déterminée par le degré comparatif de difficulté de produire les articles moyennant lesquels on achète ces métaux.

Quand les mousselines anglaises et celles de l'Inde paraissent dans les marchés de l'Allemagne, les prix relatifs de ces étoffes sont uniquement fixés d'après leurs qualités relatives, sans avoir le moindre égard à la quantité très-différente de main-d'œuvre que chacune d'elles a dû coûter; et les mousselines de l'Inde qui ont coûté cinq ou six fois plus de travail qu'il n'en a été employé à la fabrication des étoffes anglaises, ne rapporteront pas plus d'argent au fabricant indien qu'à l'anglais.

Il n'y a point de négociant dans les ports de l'Europe qui voulût donner plus d'argent pour du blé de Suède que pour celui de Russie, de Pologne, ou d'Amérique, de la

même qualité, uniquement parce que la culture du premier aurait coûté plus de travail, étant venu dans un terrain plus ingrat. Si donc les Indiens et les Suédois n'avaient d'autres moyens d'acheter de l'argent en Europe qu'en exportant, les premiers des mousselines et les seconds du blé, il leur serait absolument impossible de donner cours à leurs marchandises à un prix en monnaie, qui se trouvât en rapport avec la difficulté relative de leur production, ou à la quantité de travail qu'elles ont coûté, comparativement à celles des autres pays. Il est en effet généralement reconnu, que les moyens d'acheter des marchandises étrangères augmentent par le bas prix, et non par le haut prix relatif des articles qu'on peut exporter ; d'où il s'ensuit que, quoique le numéraire d'un pays puisse, toutes les autres circonstances étant à peu près les mêmes, se trouver réparti entre les différentes marchandises achetées et vendues, selon la quantité de travail que chacune a coûté, néanmoins, la supposition qu'une semblable répartition doit avoir lieu dans des pays différens, renferme une

contradiction des principes élémentaires du commerce (1).

Il paraîtrait donc que, ni dans la supposition d'une régularité quelconque dans la production des métaux précieux, ni même dans le cas où tous les peuples posséderaient des mines, et encore moins si la grande majorité d'entre eux était forcée d'acheter leur numéraire à d'autres nations, le prix métallique des denrées ne saurait jamais devenir une mesure exacte de la quantité de travail qu'elles ont coûté, soit dans un même pays, soit dans des pays différens, et pendant une même époque, ou dans des temps différens.

Jusqu'à quel point les métaux précieux, d'après les circonstances ci-dessus énoncées, peuvent-ils être une mesure exacte de la valeur *d'échange* des produits, quoiqu'ils ne le soient pas du travail que ces produits ont couté? C'est une question

(1) M. Ricardo a bien raison de dire que, même dans la supposition qu'il a faite au sujet des métaux précieux, l'échange des marchandises dans les marchés étrangers n'est pas réglée d'après la quantité relative de travail que chacune d'elles a coûté.

toute différente. Il a déjà été dit plus d'une fois, que les métaux précieux, de quelque manière qu'on les obtienne, sont une mesure exacte de la valeur d'échange, dans un même temps et lieu. Et, moins les moyens de se les procurer seront sujets à des variations, plus ces métaux pourront mesurer avec exactitude la valeur d'échange dans des temps et des lieux différens.

Si, en effet, on pouvait obtenir ces métaux, d'après une des suppositions que nous venons de faire, c'est-à-dire, si chaque peuple pouvait les obtenir toujours, moyennant la même quantité de travail, et sans aucune avance de capital, dans ce cas, sauf les dérangemens passagers, causés par le commerce étranger et par l'invention soudaine des machines, la valeur courante en monnaie, estimée d'après le travail qu'elle peut payer, serait la même dans tous les pays et dans tous les temps; et ce qui, dans cette supposition, tend surtout à donner aux métaux précieux les caractères d'une mesure exacte de la valeur réelle d'échange, c'est que cette hy-

pothèse est la seule dans laquelle le travail qu'ils ont coûté puisse être le même que le travail que leur valeur d'échange peut payer. Dans le cas supposé, le numéraire aurait sans contredit une valeur uniforme; il coûterait dans tous les temps, une quantité de travail égale à celle qu'il pourrait payer; mais nous avons déjà vu que, pour ce qui regarde les produits qui ont exigé l'emploi d'un capital quelconque, leurs valeurs, soit par rapport aux métaux précieux, soit relativement à chacun de ces produits, ne peut jamais être fixée d'après le travail que chaque objet a coûté.

SECTION VI.

Du travail qu'un produit peut payer, considéré comme mesure de la valeur réelle d'échange.

LORSQU'ON regarde le travail comme mesure de la valeur, dans l'acception qu'Adam Smith donne le plus souvent à ce terme, c'est-à-dire, quand la valeur d'un objet est estimée d'après la quantité de travail d'une espèce donnée (le travail du journalier, par exemple) qu'il peut payer, c'est sans contredit la plus convenable de

toutes les denrées, celle qui réunit, plus que toute autre, les qualités d'une mesure réelle et nominale de la valeur d'échange.

En cherchant un objet propre à servir de mesure de la valeur courante, notre attention se porte d'abord sur celui qui est le plus souvent l'objet d'échange. Or, il est indubitable que la plus grande masse de valeurs est échangée contre du travail, tant productif qu'improductif.

En second lieu, la valeur des denrées échangées pour du travail peut seule exprimer le degré dans lequel elles sont propres à satisfaire aux besoins et aux goûts de la société, et le degré d'abondance de leur approvisionnement, comparativement aux désirs et au nombre de ceux qui doivent les consommer. Au moyen de perfectionnemens dans les machines, la quantité du drap, des soieries, des étoffes de coton, des chapeaux, des souliers, de l'argent, et même du blé, pourrait s'accroître de beaucoup et à la fois. Et cependant, tandis que ce changement remarquable se serait opéré dans ces denrées, la valeur de chacune

d'elles, échangée contre une autre, ou même comparée avec la masse collective de toutes, pourrait rester exactement la même. Il est donc évident que, pour exprimer les effets importans qui naissent de la facilité de production, il faut prendre en considération ou la quantité de travail que les denrées ont coûté, ou celle qu'elles peuvent payer. Mais nous avons montré dans les deux sections précédentes, que la quantité de travail que les denrées coûtent, n'est jamais, à beaucoup près, une mesure exacte de la valeur courante, même dans des temps et des lieux déterminés. Notre attention se porte donc naturellement sur le travail que chaque denrée peut payer.

En troisième lieu, l'accumulation du capital et son influence sur l'accroissement de la richesse et de la population dépendent presque entièrement de la faculté de donner de l'occupation aux ouvriers, ou dans d'autres termes, de la faculté de payer la main-d'œuvre. Une abondance quelconque de denrées ne saurait jamais produire un accroissement réel et permanent de capital, si leur nature est telle, ou si leur valeur a

tellement baissé, qu'elles ne puissent pas payer plus de travail qu'elles n'en ont coûté. Quand ce cas arrive par des causes permanentes, il y a cessation totale de toute accumulation; quand cela n'est que momentané, l'accumulation s'arrête pendant ce temps, et la population, dans les deux cas, éprouve des effets analogues. Puisqu'il paraît donc que ce qui excite le plus à produire, c'est principalement la faculté d'échanger des denrées contre du travail, et surtout contre une plus grande quantité de travail qu'elles n'ont coûté, nous sommes naturellement portés à considérer cette faculté, comme étant de la plus haute importance pour estimer la valeur échangeable des choses.

Voilà quelques-unes des considérations générales, qui, lorsqu'on cherche une mesure de la valeur, nous font d'abord songer au travail qu'on peut payer avec des produits; et un examen plus approfondi des propriétés de cette mesure, nous convaincra que nul autre objet ne remplit aussi bien cette fonction.

Il est généralement reconnu que, dans

un même lieu, et pendant des époques peu longues, les métaux précieux sont une excellente mesure de la valeur; mais tout ce qui est vrai à l'égard des métaux précieux, par rapport aux prix nominaux, l'est aussi quant au travail, en employant cette mesure de la manière dont nous l'avons proposé.

Il est évident, par exemple, que, dans un même temps et lieu, les différentes quantités de travail journalier qu'on peut payer avec des denrées différentes, sera exactement en proportion de leurs valeurs relatives en échange, en sorte que, si de deux denrées l'une achète autant de travail du même genre que l'autre, l'une pourra toujours s'échanger contre l'autre."

Le négociant pourrait en toute sûreté régler ses transactions et estimer ses profits commerciaux, d'après le surplus de la quantité de travail qu'il pourrait acheter avec ses importations comparées avec ses exportations. Que la valeur d'une marchandise ait haussé en raison d'un monopole absolu ou partiel, que cette hausse soit principalement due à la rareté de la ma-

tière première, au genre particulier de travail que sa production exige, ou à l'augmentation extraordinaire des profits; que la valeur de cette marchandise se soit accrue par l'augmentation des frais de production, ou ait diminué par l'emploi des machines; que cette valeur, dans le moment actuel, provienne principalement de causes permanentes ou de causes temporaires, dans tous les cas et dans toutes les circonstances, la quantité de travail que cette marchandise peut payer, ou, ce qui revient au même, la quantité ou la valeur du travail qu'on est disposé à donner en échange pour cet objet, sera une mesure très-exacte de sa valeur échangeable. En un mot, cette mesure, dans un même temps et lieu coïncidera exactement avec le prix nominal des marchandises, et aura de plus en sa faveur le singulier avantage de servir à expliquer d'une manière aussi exacte qu'utile toutes les variations de valeur, relativement à la monnaie.

On dira peut-être que, dans un même temps et lieu, il n'y a presque pas de denrée qui ne puisse être regardée comme une

mesure exacte de la valeur des autres, et que tout ce qu'on vient de dire au sujet du travail peut s'appliquer au drap, au coton, au fer, ou à tout autre objet. Et deux denrées quelconques qui, dans un même temps et lieu, pourraient acheter ou payer la même quantité de drap, de coton, ou de fer, d'une qualité donnée, auraient la même valeur relative et s'échangeraient l'une contre l'autre. Cela est vrai sans doute, si l'époque est fixée avec précision, mais non pas, si l'on y met un peu de latitude, comme on peut le faire dans le cas du travail ou des métaux précieux. Le drap, le coton, le fer et d'autres semblables denrées, sont beaucoup plus exposés à changer subitement de valeur, soit par les variations de la demande, soit par l'effet de l'introduction de machines ou par d'autres causes, que ne l'est la main-d'œuvre. Le travail d'un journalier, en prenant le terme moyen de l'été et de l'hiver, est, de tous les articles d'échange, le plus fixe dans sa valeur; et le négociant qui, dans un envoi de marchandises à l'étranger, dont les retours doivent être lents, serait sûr de gagner

dessus quinze pour cent, estimés en travail, aurait une bien plus grande certitude de faire en effet un profit réel de quinze pour cent, que si ce profit était estimé en drap, en coton, en fer, ou même en monnaie.

Tandis que le travail est une mesure exacte de la valeur, dans un même lieu et pendant un court espace de temps, il possède, plus que tout autre objet, les propriétés d'une mesure exacte, lorsqu'on l'applique à des lieux différens et à des époques éloignées.

Adam Smith a regardé le travail, pris dans le sens dans lequel nous l'employons, comme étant une si bonne mesure du blé, ou, ce qui revient au même, il a regardé le blé comme une si bonne mesure du travail, que, dans sa digression sur la valeur de l'argent pendant les quatre derniers siècles, il a en effet substitué le blé au travail, et a tiré les mêmes conclusions de ses recherches que si chacun de ces objets était toujours une mesure exacte de l'autre.

En cela je crois qu'il est tombé dans une erreur grave, et qu'il a tiré des conséquences qui sont en contradiction avec ses propres

principes généraux. Il faut avouer, en même temps, que d'un siècle à l'autre, et dans des pays différens et éloignés où les métaux précieux varient beaucoup de valeur, le blé, étant la principale nourriture de l'homme, peut bien passer pour la meilleure mesure de la valeur courante réelle du travail, et, par conséquent, la quantité de travail qu'une denrée peut acheter, dans des temps et lieux différens, indiquera de la manière la plus sûre combien on peut avec cette denrée acheter de l'article principal de la nourriture, c'est-à-dire, de blé.

Quant aux autres objets nécessaires et utiles à l'homme, on conviendra qu'ils dépendent en général, encore plus du travail que le blé, parce qu'en général ils exigent plus de travail après qu'ils sont tirés de la terre. Or, puisque *toutes les autres choses étant égales*, la quantité de travail qu'on peut acheter avec une denrée est en proportion du travail qu'elle a coûté, il est à présumer que l'influence des quantités différentes de travail que la production d'une chose peut avoir coûté, sera suffisamment prise en considération dans cette appréciation de la va-

leur, en ayant de plus égard à toutes les autres circonstances, outre le travail réellement dépensé, au sujet desquelles il peut y avoir inégalité dans chaque objet. Le grand avantage que cette mesure de valeur, fondée sur la quantité de travail qu'un objet peut acheter, à sur celle qui est prise de la quantité de travail dépensée dans la production de l'objet, vient de ce que cette seconde mesure ne comprend qu'une seule cause de la valeur échangeable, qui, à la vérité, est en général une des plus importantes, tandis que la première, outre cette cause, comprend encore toutes les circonstances diverses qui influent sur le taux auquel les denrées s'échangent réellement les unes contre les autres.

Il est évident qu'une chose ne saurait être une mesure exacte de la valeur réelle d'échange dans différens pays et à des époques éloignées, si elle n'est pas en même temps une mesure exacte de la valeur nominale dans ces pays, et à ces mêmes époques; et sous ce rapport il faut avouer, que la quantité de travail ordinaire qu'on peut acheter moyennant une denrée, ce qui comprend

nécessairement toutes les causes qui ont de l'influence sur la valeur courante, est une excellente mesure.

Il faut encore remarquer que, quoique dans des pays différens et à des époques éloignées, on puisse avec la même quantité de travail acheter des quantités très-différentes de blé, qui est le principal article de la nourriture de l'homme, il arrive néanmoins dans le progrès des arts et de la civilisation, que toutes les fois que le travail achète le moins d'alimens, il procure en échange la plus grande quantité d'autres denrées, et quand il s'échange contre la plus grande quantité de substances alimentaires, il ne peut acheter qu'une très-petite quantité des autres objets nécessaires et utiles à l'homme; en sorte que, dans deux pays, ou à deux époques d'une civilisation différente, si deux objets peuvent acheter la même quantité de travail, ils payeront aussi la même quantité des choses nécessaires ou utiles, quoique chacun d'eux puisse s'échanger contre des quantités différentes de blé.

Il faut donc convenir que, de tous les

objets, la quantité de travail journalier qu'on peut payer avec une denrée quelconque, paraît approcher le plus d'une mesure exacte de la valeur réelle d'échange.

Cependant, le travail même, ainsi que les autres denrées, change de valeur selon que les bras sont abondans ou rares, comparativement au besoin qu'on en a, et selon qu'il s'échange en différens temps et lieux contre des quantités très-différentes de l'article principal de la subsistance de l'homme; et d'ailleurs, par l'effet des différens degrés d'adresse et des services rendus par les machines, le produit du travail n'est pas en raison de la quantité qui en a été dépensée. Par conséquent, le travail, dans quelque sens qu'on prenne ce mot, ne saurait être regardé comme une mesure exacte et constante de la valeur réelle d'échange, et si le travail qu'on peut payer avec une denrée ne possède pas cette propriété, il n'y a certainement pas le moindre espoir de trouver parmi les autres objets un seul qui puisse faire les fonctions d'une mesure telle que nous la désirerions.

SECTION VII.

D'un terme moyen entre le blé et le travail, considéré comme mesure de la valeur réelle d'échange.

Il paraît donc, qu'il n'existe aucune denrée qui puisse être considérée, à juste titre, comme mesure fixe et constante de la valeur réelle d'échange ; et il serait non-seulement trop difficile et incommode dans la pratique, mais en général tout-à-fait impraticable, de faire l'estimation comparative des prix de toutes les denrées, de manière à pouvoir déterminer combien chacune d'elles en particulier peut acheter de choses nécessaires, utiles ou d'agrément à l'usage de l'homme, en y comprenant le travail. Deux objets pourraient cependant, dans quelques cas, donner une mesure plus exacte de la valeur réelle d'échange qu'un seul, et pourraient ainsi être d'une application pratique assez commode.

Une certaine quantité de blé d'une qualité connue, a toujours une valeur d'utilité positive et invariable, fondée sur le nombre d'hommes que ce blé peut nourrir ; mais sa valeur courante, tant réelle que

nominale est sujette à éprouver des variations considérables, non-seulement d'année en année, mais d'un siècle à l'autre. On sait par expérience, que la population et l'agriculture, malgré leur dépendance mutuelle et réciproque, ne marchent pas toujours d'un pas égal, et sont souvent sujettes à des alternatives remarquables dans la vélocité de leurs mouvemens. Sans parler des variations annuelles, il paraît que le blé se maintient quelquefois cher, par rapport au prix de la main d'œuvre et des autres denrées, pendant plusieurs années de suite, et qu'à d'autres époques, il se maintient à bas prix, par rapport aux mêmes objets, pendant des espaces de temps semblables. Il est clair, d'après cela, qu'un boisseau de blé doit à diverses époques équivaloir à des quantités très-différentes de travail et d'autres denrées. Sous le règne de Henri VII, à la fin du quinzième siècle et au commencement du seizième, il paraît, d'après le prix du travail fixé par les règlemens, et le prix moyen du blé, qu'un demi-boisseau anglais de ce grain n'équivalait guère qu'à une journée de travail ordinaire, et que par

conséquent on ne pouvait avec cette quantité de blé se procurer qu'une petite quantité des objets dont la production avait exigé beaucoup de main d'œuvre. Un siècle après, à la fin du règne d'Élisabeth, un demi-boisseau de blé équivalait à trois journées de travail ordinaire, et par conséquent pouvait s'échanger contre une plus grande quantité comparative d'objets dans la fabrication desquels il entre plus de main d'œuvre. Il s'ensuit, que, d'un siècle à un autre, et d'année en année, une quantité donnée de blé n'est qu'une mesure très-imparfaite de la quantité des choses nécessaires, utiles ou d'agrément à l'usage de l'homme, qu'on peut se procurer en échange au moyen d'une denrée quelconque.

Cette même observation s'applique au travail du journalier, qui est la mesure proposée par Adam Smith; l'époque déjà citée de notre histoire, servira à faire voir combien cette mesure a varié d'un siècle à l'autre. Sous le règne de Henri VII, la journée de travail, ainsi que nous l'avons dit plus haut, équivalait à peu près à un demi-boisseau de blé, article principal

de la nourriture de l'homme, et qui est par conséquent celui qui sert principalement à déterminer la valeur générale et réelle d'échange. Un siècle après, une journée de travail n'équivalait plus qu'à un sixième de boisseau, ce qui fait une différence énorme pour un article aussi essentiel. Et quoiqu'il paraisse probable qu'à ces deux époques, une journée de travail pouvait acheter des quantités bien moins différentes des articles dans lesquels le travail est le principal élément, que de blé, cependant, les variations de la valeur de la journée de travail estimée dans l'article principal de la nourriture de l'homme, à des époques différentes, suffisent pour lui refuser le caractère d'une mesure exacte de la valeur réelle d'échange dans des siècles différens.

Toutefois, quoiqu'aucun de ces deux objets, pris isolément, ne puisse être choisi pour mesure rigoureuse de la valeur, cependant, en les combinant tous les deux, nous pourrons peut-être approcher davantage d'une mesure exacte.

Toutes les fois que le blé est cher, par rapport au prix du travail, celui-ci doit

nécessairement être à bon marché, par rapport au blé. A l'époque où une quantité donnée de blé peut payer la plus grande quantité des choses nécessaires, utiles ou d'agrément à l'usage de l'homme, une quantité donnée de travail équivaudra constamment, à cette même époque, à la quantité la plus petite de ces objets ; et lorsque le blé au contraire n'en pourra payer que la plus petite quantité, le travail en achètera la plus forte.

Si donc, on prend un terme moyen entre les deux objets, on aura évidemment une mesure corrigée par les variations contemporaines de chacun d'eux dans des directions opposées, et qui, en toute probabilité, doit représenter avec plus d'exactitude qu'aucun de ces objets, des quantités égales des choses nécessaires, utiles ou d'agrément à l'usage de l'homme, aux époques les plus éloignées, et sous l'influence de toutes les circonstances variables auxquelles la population et l'agriculture sont sujettes dans leurs progrès.

Dans ce but, il faut cependant faire choix d'une mesure quelconque de blé,

qui, sous le rapport de la quantité, puisse être considérée comme l'équivalent d'une journée de travail; et en Angleterre, un quart de boisseau de blé, qui équivaut à peu près au salaire d'un bon journalier, dans des temps heureux, me paraît une mesure suffisamment exacte pour l'objet que nous nous proposons. Par conséquent, toutes les fois qu'une denrée quelconque pourra, à diverses époques, acheter le même nombre de journées de travail et de quarts de boisseau de blé, ou des quantités proportionnelles de chacun de ces objets, on peut la regarder, d'après ce principe, comme équivalant à très-peu de chose près à la même quantité de choses nécessaires, utiles ou d'agrément, à l'usage de l'homme, et par conséquent, comme conservant, à très-peu de chose près, une valeur d'échange égale, à des époques différentes. Et toute denrée qui, à des époques diverses, achètera des quantités différentes de blé et de main d'œuvre, d'après la manière dont nous avons proposé de les estimer, aura évidemment changé de valeur, si on la compare à une mesure qui n'est sujette qu'à de très-

légères variations, et il est par conséquent probable qu'elle aura varié de valeur réelle d'échange dans la même proportion.

Lorsqu'il est question d'estimer la valeur réelle d'échange des produits dans différens pays, il faut avoir égard à la qualité des alimens dont se nourrissent les classes ouvrières; la règle générale doit être de comparer chaque denrée avec la journée de travail et avec une quantité déterminée du grain le plus en usage, égale au salaire journalier et moyen d'un bon travailleur. Ainsi donc, si le prix en monnaie d'une denrée peut en Angleterre payer cinq journées de travail et cinq quarts de boisseau de blé, et que le prix en monnaie d'une denrée achète de même au Bengale cinq journées de travail et cinq fois la quantité de riz que vaut ordinairement la journée d'un bon travailleur, d'après un terme moyen calculé sur l'observation d'une longue suite d'années, on pourra considérer ces deux denrées comme représentant dans chacun des pays, une même valeur réelle d'échange; et la différence entre leur valeur en monnaie, exprimera avec assez de pré-

cision la différence de la valeur de l'argent en Angleterre et au Bengale.

Le défaut principal de la mesure qu'on vient de proposer, provient des effets du capital, des machines et de la division du travail, qui, dans des pays et dans des temps différens, font varier les résultats obtenus par chaque journée de travail; et le prix des objets manufacturés; mais ces résultats variables, personne n'a, jusqu'à ce jour, prétendu avoir trouvé le moyen de les estimer, même par approximation; et dans le fait, ils ont plutôt rapport à la richesse qu'à la valeur d'échange, qui, quoiqu'intimement liées, ne sont pas toujours la même chose: c'est pourquoi dans l'appréciation de la valeur on peut négliger, sans erreur notable, la diminution du prix provenant de l'habileté des ouvriers et de l'emploi des machines.

M. Ricardo demande « pourquoi l'or, le blé ou le travail seraient-ils la mesure commune de la valeur, plutôt que le charbon ou le fer, que le drap, le savon, la chandelle, ou tout autre objet nécessaire à l'ouvrier? Comment, en un mot, une denrée

quelconque, ou toutes les denrées ensemble, pourraient-elles constituer une mesure commune, lorsque la mesure elle-même se trouve être sujette à éprouver des variations dans sa valeur (1)? » Je me flatte d'avoir répondu d'une manière satisfaisante à cette question dans le cours des recherches auxquelles je viens de me livrer sur la nature et les mesures de la valeur. J'ajouterai seulement ici qu'il faut absolument faire choix d'une denrée seule, de plusieurs, ou même de toutes les denrées prises collectivement, pour exprimer la valeur courante, parce qu'elles comprennent toutes les choses qu'on peut donner en échange. Je conviens néanmoins qu'une mesure de la valeur courante, établie sur ce principe, n'est pas parfaite; et certes, nous aurions été bien redevables à M. Ricardo, s'il nous en avait donné une meilleure. Mais, dans le fait, quelle mesure nous propose-t-il? C'est la peine et le travail que la production d'un objet a coûté, c'est-à-dire, les *frais de pro-*

(1) Voyez Ricardo; Des Principes de l'Économie politique, chap. 20, p. 68 et 69, traduction française.

duction, ou pour parler plus correctement, une partie seulement de ces frais, dont nous savons que la valeur d'échange varie dans différentes circonstances, et d'une manière presque illimitée. Ce qu'une chose a coûté et ce qu'elle vaut, sont deux choses essentiellement différentes : un objet qui coûterait le double de ce qu'il coûtait auparavant, peut ne pas avoir plus de valeur en échange que par le passé, si les autres objets ont également doublé de prix. Cependant lorsqu'on estime ce que des denrées ont coûté, d'après les principes d'Adam Smith, leur coût en monnaie, et leur valeur moyenne en monnaie, se trouveront généralement d'accord. Mais si nous estimons ce qu'une chose a coûté, d'après les principes de M. Ricardo, c'est-à-dire, par la valeur du travail employé, ce que ce travail coûte ne se trouvera presque jamais d'accord avec ce qu'il vaut. Dans tous les cas où il y a des profits (et il en est bien peu où il n'y en ait point), la valeur d'une denrée échangée contre du travail est toujours plus forte que celle du travail qu'elle a coûté.

Nous sommes donc réduits à opter entre une mesure inexacte de la valeur courante, et une autre qui est nécessairement et essentiellement fausse.

Si M. Ricardo prétendait que par le mot *valeur*, lorsqu'il l'emploie seul, il n'entend pas la valeur courante ou d'échange, dans ce cas, il nous a certainement induit en une erreur grave, dans plusieurs parties de son ouvrage, sans avoir en définitive cherché à substituer une mesure quelconque de la valeur courante à celle qu'il trouve mauvaise. Il n'y a jamais eu la moindre difficulté à trouver une mesure du coût, et même de la valeur, si par valeur nous entendons ce qu'une chose a coûté. La difficulté consiste à trouver une mesure de la valeur réelle d'échange, par opposition à la valeur nominale ou le prix. Il n'est pas question d'une mesure constante et rigoureusement exacte, qu'on regarde avec raison comme impossible d'obtenir. Mais de tous les objets qui servent aux échanges, le travail est sans comparaison le plus considérable et le plus important, et après lui c'est le blé. La raison qui doit faire donner

la préférence au blé, plutôt qu'au charbon ou au fer, est, assurément, bien évidente; et c'est cette même raison combinée avec d'autres, qui doit faire préférer le travail au blé; et les raisons que je viens d'exposer dans cette section, paraîtront, je l'espère, suffisantes pour donner, en quelques cas, la préférence à un terme moyen entre le blé et le travail, plutôt qu'à un de ces deux objets pris isolément. Toutes les fois que l'article que l'on veut mesurer n'est pas du blé, comme lorsqu'il s'agit d'estimer la valeur des métaux précieux, ou toute autre denrée, ce terme moyen entre le blé et le travail doit certainement être préféré au travail seul; mais quand le blé est un des articles principaux dont on veut mesurer la valeur, comme lorsqu'il s'agit d'estimer la valeur échangeable de la totalité des produits d'un pays, la quantité de travail que ces produits peuvent payer dans le pays même et chez l'étranger est après tout la mesure la plus sûre que nous puissions employer.

CHAPITRE III.

Du Fermage.

SECTION I.

De la nature et des causes du fermage.

On peut définir le fermage, cette portion de la valeur du produit total d'un fonds de terre qui reste au propriétaire foncier, après le payement de tous les frais d'exploitation, de quelque nature qu'ils soient, en y comprenant les profits du capital engagé, calculés d'après le taux courant et ordinaire des profits des capitaux employés à l'agriculture, à une époque déterminée.

Il arrive quelquefois que le fermier, par l'effet de circonstances accidentelles et passagères, paye plus ou moins que ce montant; mais c'est là le point vers lequel tendent sans cesse les fermages, et c'est par conséquent ce point qu'on a toujours en vue quand on parle de fermage dans un sens général.

Le fermage étant donc l'excédant du prix

par delà ce qu'il faut pour payer les salaires des journaliers, et les profits du capital employés à la culture de la terre, le premier objet de recherche qui se présente, c'est la cause ou les causes de cet excédant de prix.

Après avoir examiné la matière avec tout le soin possible et à plusieurs reprises, je me sens dans l'impossibilité d'adopter entièrement à ce sujet, soit les vues d'Adam Smith, soit celles des économistes, et moins encore celles de quelques auteurs plus modernes.

Presque tous ces auteurs me semblent avoir envisagé le fermage comme ressemblant trop, par sa nature et par les lois d'après lesquelles il est reglé, à l'excédant du prix par delà les frais de production, qui constitue le caractère distinctif des monopoles ordinaires.

Adam Smith, dans quelques endroits du onzième chapitre de son premier livre, a envisagé le fermage sous son véritable point de vue (1), et dans le cours de son ouvrage

(1) Je ne peux cependant pas être de son avis, quand il

il a fait des remarques plus judicieuses à ce sujet qu'aucun autre auteur; cependant il n'a pas expliqué la cause la plus essentielle du haut prix des produits bruts, avec assez de netteté, quoiqu'il en parle souvent; et en caractérisant quelquefois de monopole le fermage, sans s'arrêter à indiquer les propriétés qui le distinguent plus essentiellement, il laisse le lecteur dans le vague sur la différence réelle qui existe entre la cause du haut prix des choses nécessaires à la vie, et celui des denrées qui sont l'objet d'un monopole.

Quelques-unes des vues des économistes sur la nature du fermage me paraissent être

---

pense que tout fonds de terre qui produit des subsistances doit *nécessairement* payer un fermage. Les terrains qui sont successivement livrés à la culture dans des pays florissans, peuvent ne payer que des profits et du travail. Un profit raisonnable sur le capital employé, en y comprenant, par conséquent, le payement du travail, sera toujours un motif suffisant pour cultiver un fonds de terre. Mais, dans le fait, il est très-rare qu'il y ait des terres à la disposition du premier individu qui voudra s'en emparer : et il est probablement vrai, et presque sans exceptions, que tout fonds de terre approprié, qui fournit des subsistances dans son état naturel, paye toujours un fermage, que le terrain soit cultivé ou non.

également tout-à-fait correctes; mais ils y ont mêlé tant d'erreurs, et en ont déduit des conséquences si hasardées, que ce qui dans leur doctrine est vrai, n'a fait que peu de sensation sur le public. La principale conclusion pratique qu'ils ont tirée de leurs principes, c'est-à-dire, qu'il ne faut imposer que le revenu territorial net des propriétaires fonciers, découle de ce qu'ils regardent ce revenu comme entièrement disponible, de même que l'excédant du prix par delà les frais de production, ce qui est le caractère distinctif d'un monopole ordinaire.

M. Say, dans son excellent Traité d'économie politique, dans lequel il a expliqué avec une grande clarté plusieurs points que Adam Smith n'avait pas suffisamment développés, n'a pas traité la question du fermage d'une manière tout-à-fait aussi satisfaisante. En parlant des différens agens naturels qui, ainsi que la terre, coopèrent avec l'industrie humaine, il fait l'observation suivante. « Heureusement personne n'a pu dire : *Le vent et le soleil m'appartiennent, et le service qu'ils rendent doit m'être*

payé (1). » Et quoiqu'il admette, par des raisons évidentes, qu'il faut que la terre ait des propriétaires, il est cependant assez clair qu'il regarde le fermage comme presque exclusivement dû à l'appropriation des fonds de terre, et à la demande qu'on en fait.

Dans l'excellent ouvrage de M. Sismondi, *De la Richesse commerciale*, il dit dans une note, au sujet du fermage : « Cette partie de la rente foncière est celle que les économistes ont décorée du nom de *produit net*, comme étant le seul fruit du travail qui ajoutât quelque chose à la richesse nationale. On pourrait au contraire, soutenir contre eux, que c'est la seule partie du produit du travail dont la valeur soit purement nominale, et n'ait rien de réel : c'est en effet le résultat de l'augmentation de prix qu'obtient un vendeur en vertu de son privilége, sans que la chose vendue en vaille réellement davantage (2). »

(1) Tome II, p. 160, de la 4e. édition. Il vient de paraître une nouvelle édition très-augmentée de cet ouvrage, qui est très-digne de l'attention de toutes les personnes qui prennent un intérêt à ces matières.

(2) Vol. I, p. 4.

Les auteurs les plus modernes en Angleterre me paraissent en général assez portés à adopter des opinions analogues à celles que nous venons de citer; et pour ne pas multiplier les citations, j'ajouterai seulement, que, dans une édition très-distinguée que M. Buchanan d'Édimbourg vient de publier de la *Richesse des Nations* de Smith, cette idée de monopole est encore poussée plus loin. Et tandis que les écrivains antérieurs, tout en regardant le fermage comme étant sous l'influence des lois du monopole, étaient néanmoins d'avis qu'il était nécessaire et utile pour ce qui regarde les fonds de terre, M. Buchanan, au contraire, en parle quelquefois comme étant même nuisible, en ce qu'il ôte au consommateur ce qu'il donne au propriétaire foncier.

Dans le dernier volume, en traitant du travail productif et du travail improductif, il dit que (1) « l'excédant net d'après lequel les économistes apprécient l'utilité de l'agriculture, provient évidemment du haut prix de ses produits, lequel, tout avantageux qu'il

(1) Vol. IV, p. 134.

est pour le propriétaire qui le reçoit, n'est certainement d'aucune utilité pour le consommateur qui le paye. Que les produits de l'agriculture se vendent à un prix plus bas, il ne restera plus le même excédant net, déduction faite des frais de culture; et cependant l'agriculture continuera à être aussi productive pour le capital de la nation, avec la seule différence que, de même que les hauts prix enrichissaient auparavant les propriétaires fonciers, aux dépens de la communauté, de même la communauté gagnera à son tour au bas prix, aux dépens des propriétaires fonciers. Le haut prix qui donne naissance au fermage ou l'excédant net, pendant qu'il enrichit le propriétaire foncier qui a des produits de l'agriculture à vendre, diminue dans la même proportion la richesse de ceux qui achètent ces produits; c'est pourquoi il est tout-à-fait inexact de regarder le fermage qui est payé au propriétaire foncier, comme étant une addition nette qu'on fait à la richesse nationale. »

Dans d'autres endroits de son ouvrage, il emploie le même langage, et même des

expressions encore plus fortes; et dans une note au sujet de l'impôt, il parle du haut prix des produits de la terre, comme étant avantageux à ceux qui le reçoivent, mais *nuisible* dans la même proportion à ceux qui le payent. Sous ce point de vue, ajoute-t-il, le fermage ne peut rien ajouter au capital de la nation en général; car l'excédant en question n'est rien de plus qu'un revenu qui passe des mains d'une classe de la société dans celles d'une autre, et il est évident, qu'en passant ainsi d'une main dans une autre, il ne peut pas créer un fonds qui puisse servir à payer l'impôt. Le revenu qui paye les produits de la terre, existe déjà entre les mains de ceux qui achètent ces produits; et, si le prix des subsistances était plus bas, il resterait en leurs mains, où il serait tout aussi aisé de le soumettre à un impôt, que lorsque en raison d'un prix plus élevé, il a passé dans les mains du propriétaire foncier (1).

Il y a sans contredit quelques circonstances relatives au fermage, qui ressem-

(1) Vol. III, p. 212.

blent beaucoup à un monopole naturel. L'étendue même de la terre est limitée, et ne peut point s'agrandir à notre gré. La différente fertilité du sol, même dans l'enfance des sociétés, occasione une rareté comparative des meilleurs terrains, et cette rareté est indubitablement une des causes du fermage proprement dit; et sous ce rapport, le nom de *monopole partiel* pourrait peut-être lui convenir. Mais cette rareté de terrains fertiles, par elle seule, ne saurait nullement produire les effets observés. Nous verrons, en approfondissant mieux cette matière, combien le haut prix des produits bruts diffère, dans sa nature, dans sa cause et dans les lois par lesquelles il est réglé, du haut prix d'un monopole ordinaire.

On peut réduire à trois les causes qui produisent un excédant du prix des produits bruts par delà les frais de production.

La première et la principale, c'est la qualité du sol, qui permet d'en retirer une quantité plus considérable des denrées nécessaires à la vie, qu'il n'en faut pour faire

subsister ceux qui travaillent à la culture de la terre.

La seconde, c'est la propriété particulière qu'ont les choses nécessaires à la vie, quand elles se trouvent convenablement distribuées, de pouvoir se créer d'elles-mêmes une demande, ou de faire naître un nombre de consommateurs proportionné à la quantité des denrées produites.

La troisième, c'est la rareté comparative des terrains fertiles, qu'ils soient naturels ou artificiels.

La qualité du sol que nous venons de désigner comme étant la cause primitive du haut prix des produits bruts, est un don que la nature a fait à l'homme. Elle n'a rien de commun avec le monopole, et cependant elle est tellement essentielle à l'existence du fermage, que sans cette qualité aucun degré de rareté ou de monopole ne pourrait occasioner un excédant du prix du produit brut par delà ce qui serait nécessaire pour payer les salaires et les profits.

Si, par exemple, la nature du sol eût été telle, que l'homme, malgré l'emploi le plus judicieux de son industrie, ne pût en

tirer rien au delà de ce qui est strictement nécessaire pour faire subsister les individus dont le travail et les soins ont été nécessaires pour faire venir les produits ; dans ce cas, quoique les alimens et les matières premières auraient été certainement plus rares qu'aujourd'hui, et que la terre aurait pu être également possédée en monopole par quelques individus, il est cependant clair qu'il ne pourrait jamais y avoir eu de fermage, ni aucun excédant réel du produit du sol sous forme de hauts profits et de forts salaires.

D'un autre côté, de quelque manière que le produit d'une portion donnée de terre soit actuellement réparti, que la totalité en soit distribuée aux laboureurs et aux capitalistes, ou qu'une partie en revienne au propriétaire foncier, on conviendra que le *pouvoir* qu'un tel terrain a de payer un fermage, est exactement en raison de sa fertilité, ou de l'excédant de produit qu'on peut en général en tirer au-delà de ce qui est strictement nécessaire pour faire subsister les ouvriers et pour maintenir le capital qui y est employé. Si cet excédant est

de 1, 2, 3, 4 ou 5, son *pouvoir* de payer un fermage sera également de 1, 2, 3, 4 ou 5; et aucun degré de monopole, aucun accroissement possible de demande de terrains ne peut changer essentiellement leurs *pouvoirs relatifs*.

Mais s'il ne peut pas y avoir de fermage sans cet excédant, et si chaque fonds de terre ne paye qu'un loyer proportionné à cet excédant du produit de la terre, qui provient de sa fertilité, il s'ensuit qu'on doit évidemment le regarder comme le fondement ou la cause fondamentale de tout fermage.

Toutefois, cet excédant, quelque nécessaire et important qu'il soit, pourrait ne pas posséder une valeur suffisante pour payer une quantité proportionnée de travail et d'autres denrées, s'il n'avait pas le pouvoir de faire naître une population capable de le consommer, et si, par le moyen des articles produits en retour, il ne se créait de lui même une demande effective.

On a quelquefois dit, que c'est se méprendre sur le principe qui règle la population, que de croire que le simple accroissement

des subsistances ou des produits bruts du sol, suffit pour faire naître un accroissement proportionné de la population. Cela est vrai, sans doute; mais il faut avouer, comme l'a justement remarqué Adam Smith, que dès que la nourriture est assurée, il est comparativement aisé de se pourvoir des vêtemens et du logement nécessaires. Et il faut se rappeler toujours, que la terre ne produit pas une denrée seule, et que, outre les substances alimentaires, qui sont les plus indispensables de toutes les denrées, la terre fournit aussi les matières propres à l'habillement, au logement et au chauffage (1).

Il est donc rigoureusement exact de dire

(1) Il est cependant sûr que, si ces matières manquent, ou si l'industrie et le capital nécessaires pour les ouvrer ne peuvent se former, soit en raison du peu de sûreté des propriétés, soit par d'autres causes, les cultivateurs se relâcheront bientôt dans leurs efforts, et les motifs pour accumuler et pour augmenter les produits, diminueront considérablement. Mais, dans ce cas, la main-d'œuvre ne sera que peu demandée ; et, quel que soit le bas prix nominal des vivres, l'ouvrier ne pourra cependant pas se pourvoir des choses nécessaires à la vie, en y comprenant, par conséquent, l'habillement, le logement, etc., en quantité suffisante pour faire naître un accroissement de population.

que la terre produit les choses nécessaires à la vie, c'est-à-dire, les moyens, par l'effet seul desquels un accroissement de population peut être créé et entretenu. Sous ce rapport, la terre diffère essentiellement de toute autre espèce de machine connue; et il est naturel de supposer que son emploi doit être accompagné de quelques effets particuliers.

Qu'une famille active et industrieuse possède une certaine étendue de terrain, qu'elle puisse cultiver de manière à en retirer des substances alimentaires, et des matières propres à l'habillement, au logement et au chauffage, non-seulement pour elle-même, mais encore pour cinq autres familles; il s'ensuivra d'après le principe de la population, que s'ils distribuent convenablement leur produit excédant, ils seront bientôt en état de payer le travail de cinq autres familles, et la valeur de leur produit territorial vaudra bientôt cinq fois plus que la valeur du travail dépensé à faire venir ce produit. Mais si, au lieu d'une portion de terre capable de produire toutes les choses nécessaires à la vie, ils ne possédaient,

outtre les moyens de leur subsistance individuelle, rien de plus qu'une machine capable de fournir des chapeaux ou des habits à cinquante personnes, sans compter la famille en question, dans ce cas tous les efforts qu'elle pourrait faire ne lui assureraient pas le débit de ces chapeaux et habits, au moyen duquel elle se trouverait en état de payer une quantité bien plus grande de travail que la fabrication de ces objets n'aura pu coûter. Cette machine pourrait pendant long-temps, et même pour toujours, n'avoir d'autre valeur que celle qu'elle tirerait de servir à fabriquer des chapeaux pour cette famille. Tous les autres services productifs de la machine pourraient rester entièrement nuls, faute de demande; et même, lorsque par l'action de causes extérieures, tout-à-fait indépendantes de tous les efforts de la famille en question, il se serait élevé une population qui consommât les cinquante chapeaux, leur valeur estimée en travail ou en autres denrées, pourrait à la longue ne surpasser que de fort peu la valeur du travail employé à la fabrication des chapeaux.

Après l'introduction en Angleterre des nouvelles machines à filer le coton, cent verges (*yards*) de mousseline d'une certaine qualité, n'ont probablement pas payé plus de travail que vingt-cinq verges n'en payaient auparavant; et cela, parce que l'approvisionnement s'étant accru beaucoup plus vite que la demande, il n'y avait plus de demande pour toute la quantité fabriquée au même prix. Mais peu de temps après que de grandes améliorations agricoles auront été faites sur une étendue limitée de terre, un *quarter* de blé (huit boisseaux) pourra payer autant de travail qu'auparavant, parce que l'accroissement du produit, causé par les améliorations dans la culture, a l'effet de se créer une demande proportionnée à l'approvisionnement, qui cependant ne dépasse jamais certaines limites; et voilà ce qui empêche le blé de baisser de valeur comme les mousselines.

C'est ainsi que la fertilité du sol lui donne le pouvoir de payer un fermage, en lui faisant produire une quantité de denrées nécessaires à la vie, au delà des besoins des

cultivateurs ; et la propriété particulière de ces denrées nécessaires à la vie, lorsqu'elles sont convenablement réparties, tend fortement et constamment à donner une valeur à cet excédant, en faisant naître une nouvelle population pour le consommer.

Les économistes ont, dans différentes parties de leurs ouvrages, insisté, comme on pourait s'y attendre, sur ces qualités du sol et de ses produits, et Adam Smith les admet évidemment comme vraies, dans les endroits de la *Richesse des Nations*, dans lesquels il se rapproche le plus de la doctrine des économistes. Mais les auteurs modernes ont paru en général les négliger, et ont regardé le fermage comme étant réglé d'après les principes des monopoles ordinaires, quoique la distinction entre les deux choses soit très-importante, et paraisse manifeste et frappante dans presque tous les cas qu'on peut imaginer.

Si la fécondité des mines des métaux précieux sur tout le globe, diminuait de moitié, on conviendra que, la population et la richesse ne dépendant pas nécessaire-

ment de l'or et de l'argent, un tel événement pourrait avoir lieu, non-seulement sans que la population et la richesse éprouvassent de diminution, mais encore pendant qu'il y aurait un grand accroissement de l'une et de l'autre. Dans ce cas cependant, il est incontestable que les fermages, les profits et les salaires payés dans les différentes mines du monde, pourraient non-seulement ne pas avoir diminué, mais avoir même considérablement augmenté. Mais si la fertilité de toutes les terres du globe diminuait de moitié (1), puisque la po-

(1) M. Ricardo a supposé un cas où la diminution de la fertilité de la terre serait d'un dixième, et il croit que cela ferait hausser les fermages, en poussant le capital vers des terrains moins fertiles; je pense, au contraire, que dans tout pays bien cultivé cela ne pourrait pas manquer de faire baisser les fermages, en faisant retirer le capital des fonds de terre moins fertiles. Si les terrains mis en culture les derniers, ne pouvaient guère auparavant payer que le travail nécessaire et un profit de dix pour cent sur le capital employé, une diminution du dixième du produit brut empêcherait certainement beaucoup de terrains ingrats d'être cultivés, leur culture n'en valant plus la peine. Et dans la supposition de M. Ricardo, je demanderais, d'où viendra l'accroissement de la demande et celui du prix, lorsque la culture de la terre exigeant plus de travail et de

pulation et la richesse dépendent essentiellement de la quantité des denrées nécessaires à la vie, que le sol produit, il est de la dernière évidence, qu'une grande partie de la population et de la richesse du monde serait anéantie, ainsi qu'une grande partie de la demande effective pour les denrées nécessaires à la vie. On abandonnerait entièrement la culture de la plus grande partie des terres dans la plupart des pays, et les salaires, les profits et les fermages, surtout ces derniers, baisseraient considérablement sur tous les autres terrains encore cultivés. Je crois qu'il existe à peine une terre à blé dans la Grande-Bretagne, qui paye un fermage égal en valeur aux salaires des laboureurs, et au profit du capital nécessaire pour l'exploitation. Si cela est vrai, alors dans le cas supposé, la quantité du produit n'étant que la moitié de ce qu'on obtenait auparavant moyennant le même travail et le même capital, il est

---

capital, les moyens de se procurer les métaux précieux ou les autres denrées, en échange contre du blé, se trouveront considérablement réduits ?

douteux qu'il restât un seul terrain en Angleterre de labouré. Il n'y aurait plus de demande réelle pour du blé du pays; et, si on ne parvenait pas à s'en approvisionner de l'étranger, la population nationale se trouverait nécessairement réduite à un cinquième peut-être de ce qu'elle était auparavant.

Le produit de certains vignobles en France, lesquels, par la qualité particulière du terroir et par leur situation, sont les seuls qui produisent des vins d'un bouquet exquis, se vend par conséquent à un prix fort au-dessus des frais de production. Cela est dû à la grande concurrence de demande pour ces vins, comparée avec leur rareté, qui ne permet qu'à un très-petit nombre de personnes d'en boire, et qui, plutôt que de s'en passer, consentent à en donner un prix excessivement élevé, puisqu'elles en ont les moyens. Mais si la fertilité de ces terres augmentait au point de donner beaucoup plus de produit, il pourrait baisser tellement de valeur, qu'il n'offrirait plus qu'un faible excédant de prix par delà les frais de production. Si, au contraire, les

vignobles devenaient moins productifs, le montant de cet excédant pourrait s'accroître presque sans bornes (1).

La cause évidente de ces effets c'est que, dans tout monopole ordinaire, la demande est étrangère à la production et en est indépendante. Le nombre des personnes qui aiment les vins rares, et qui sont disposées à entrer en concurrence pour se les procurer, pourrait augmenter d'une manière presque illimitée, en même temps que la quantité de ces vins irait en décroissant; leur prix n'aura donc d'autres bornes que

(1) M. Ricardo répond à cela que, « le *haut prix étant donné*, le fermage doit s'élever en raison de l'abondance et non de la rareté », et cela autant pour les vignobles d'une qualité exquise, que pour les terres labourables ordinaires. Mais c'est là une supposition entièrement gratuite, car le prix ne peut pas s'établir d'une manière absolue. Par l'effet de l'accroissement de la demande, et de la diminution du produit, les raisins récoltés sur un arpent, en Champagne, pourront mettre en œuvre cinquante fois autant de travail qu'il n'en a fallu pour la culture de cet arpent de vigne; mais aucun accroissement de demande de l'étranger, aucune diminution de produit, ne pourront jamais faire que le produit d'un arpent de terres à blé paye plus de laboureurs que le produit de cet arpent n'en peut nourrir.

nopole partiel de la terre qui produit les subsistances; le prix du produit ne saurait, en aucun cas, excéder la valeur du travail qu'il peut entretenir; et l'excédant du prix de ce produit par delà les frais qu'il a coûté, est restreint dans des limites qu'il est tout aussi impossible de dépasser. Ces limites sont l'excédant des subsistances qu'on peut tirer de la terre au delà des besoins les plus bornés du laboureur, et elles dépendent strictement de la fertilité naturelle ou acquise du sol. Augmentez cette fertilité, les limites s'élargiront, et la terre pourra rapporter un haut fermage; diminuez-la, et vous verrez les limites se resserrer, et la terre ne pourra plus payer un fermage élevé; diminuez encore la fertilité de la terre, et alors la limite coïncidera avec les frais de production, et il n'y aura plus de fermage.

Bref, dans le premier cas, la faculté qu'a le produit de rapporter un prix par delà les frais de production, dépend essentiellement du degré de monopole; dans le second, cette faculté dépend entièrement du degré de fertilité. Voilà sans doute une

distinction aussi tranchée que frappante (1).

Est-il donc possible de considérer le prix des choses de première nécessité comme se réglant d'après le même principe qu'un monopole ordinaire? Est-il possible de considérer le fermage, avec M. de Sismondi, comme un simple produit du travail, comme une valeur purement nominale, et qui n'est que le résultat de cette augmentation de prix qu'un vendeur obtient par l'effet d'un privilége spécial; ou, doit-on, avec M. Buchanan, regarder le fermage comme n'ajoutant rien à la richesse nationale, et comme une simple transmission de valeur, qui n'est avantageuse qu'aux propriétaires, et qui est, dans la même proportion, *nuisible* aux consommateurs (2)?

(1) Et cependant cette distinction ne paraît pas à M. Ricardo bien fondée. Voyez Chap. 31.

(2) Il est étonnant que M. Ricardo ait sanctionné cette doctrine de M. Sismondi et de M. Buchanan; car rigoureusement d'après sa propre théorie, le prix du blé doit toujours être un prix naturel ou nécessaire. Dans quel sens peut-il donc adopter l'opinion de ces auteurs, en assurant que le prix du blé ressemble à celui de toute autre denrée qui fait l'objet d'un monopole ordinaire, qu'il n'est avantageux qu'aux propriétaires, et qu'il est dans la même proportion *nuisible* aux consommateurs?

Ne faut-il pas plutôt regarder le fermage comme une preuve certaine de l'existence d'une qualité inestimable de la terre, dont Dieu a fait présent à l'homme; la qualité qu'a la terre de pouvoir faire subsister plus de personnes qu'il n'en faut pour la cultiver? Le fermage n'est-il pas une partie, et nous verrons bientôt que c'est une partie absolument nécessaire, de ce produit net de la terre, qui a été avec raison considéré comme la source de tout pouvoir et de toute jouissance; et sans lequel il ne pourrait y avoir ni villes, ni forces militaires ou navales, sans lequel il n'y aurait point d'arts, de savoir, point d'ouvrages d'un travail exquis, point d'objets utiles et de luxe tirés des pays étrangers; sans lequel en un mot rien ne pourrait exister de ce qui constitue une société cultivée et élégante, qui non-seulement donne de l'élévation et de la dignité aux individus, mais dont l'influence salutaire s'étend jusque dans toute *la masse du peuple*?

SECTION II.

De la nécessité de séparer le fermage des profits du cultivateur et des salaires du laboureur.

Dans les premiers temps de la société; ou peut-être encore plus, quand les connaissances et le capital acquis par des peuples anciens, sont employés sur des terrains nouveaux et fertiles, l'excédant du produit du sol paraît principalement sous forme de hauts profits et de salaires excessivement élevés, et ne se montre que peu sous forme de fermage. Tant qu'il y a abondance de terrains fertiles, dont on dispose en faveur de tous les individus qui en demandent, personne à coup sûr ne payera de fermage à un propriétaire. Mais il est incompatible avec les lois de la nature, et avec les limites et la qualité de la terre, qu'un tel état de choses puisse subsister. Dans tous pays, il y a nécessairement des terrains qui diffèrent les uns des autres par leur qualité et leur situation; tous ne peuvent pas être les plus fertiles, et toutes les situations ne peuvent pas être également rapprochées des rivières et à la portée des marchés. Mais l'accumulation

de capital ne permettant plus de l'employer entièrement à la culture des terres de la plus grande fertilité naturelle, et qui sont situées le plus avantageusement, doit de toute nécessité, faire baisser les profits, tandis que la tendance de la population à s'accroître dans une proportion plus forte que les moyens de subsistance, doit après un certain temps faire baisser les salaires des journaliers.

Les frais de production se trouveront par-là diminués, mais la valeur du produit, c'est-à-dire, la quantité de travail et d'autres produits du travail (le blé excepté) que cette valeur peut acheter, augmentera au lieu de diminuer. Il y aura un nombre croissant d'individus qui auront besoin de subsistances, et qui seront prêts à offrir leurs services pour être employés de la manière qui paraîtra la plus utile. La valeur échangeable des vivres se trouvera par conséquent plus forte que les frais de production sur tous les terrains les plus fertiles; et c'est cet excédant qui constitue la portion du surplus total retiré de la terre, qu'on a nommé fermage.

La qualité de la terre dont nous avons parlé en premier lieu, ou le pouvoir qu'elle a de donner une quantité des choses nécessaires à la vie au delà de ce qui est nécessaire pour faire subsister les personnes employées à la culture, est évidemment la source de ce fermage, et la limite qui en restreint l'accroissement. La seconde qualité dont il a été fait mention, ou la tendance que l'abondance des subsistances a d'augmenter la population, est nécessaire non-seulement pour donner une valeur à l'excédant des produits du sol que les cultivateurs peuvent recueillir sur les terrains cultivés les premiers, mais elle sert encore à créer une demande pour plus de subsistances qu'on n'en peut tirer des terrains les plus fertiles. Et la troisième cause, ou la rareté comparative de terrains fertiles, qui est évidemment une conséquence naturelle de la seconde, est nécessaire enfin pour mettre à part une portion de l'excédant général du produit de la terre, sous la forme spéciale du fermage payé à un propriétaire (1).

(1) M. Ricardo ne m'a pas du tout compris, quand il

Il n'est pas possible non plus que les fermages subsistent long-temps, comme faisant partie des profits du capital ou des salaires des ouvriers. Si les profits et les salaires ne baissaient point, dans ce cas, à moins d'améliorations particulières dans l'agriculture, les terrains de la plus grande fertilité pourraient être seuls cultivés. La baisse des profits et des salaires qui a

me fait dire que le fermage monte ou baisse immédiatement et nécessairement suivant que la fertilité de la terre augmente ou diminue. C'est au lecteur à juger jusqu'à quel point mes expressions sont susceptibles de cette interprétation ; mais certes, je ne pensais pas qu'elles pussent admettre un tel sens : car, après avoir établi la nécessité du concours de trois causes pour donner naissance au fermage, il est impossible que j'eusse voulu dire que le fermage devait toujours varier d'après une de ces causes et dans la même proportion qu'elle. J'ai, à la vérité, dit bien clairement que, dans les premières époques de la société, l'excédant du produit de la terre, ou sa fertilité, se montre rarement sous forme de fermage. M. Ricardo s'est donc exprimé d'une manière bien peu réfléchie lorsqu'en voulant me corriger, il a énoncé que la rareté comparative des terrains les plus fertiles était la seule cause du fermage, quoiqu'il soit lui-même convenu que sans fertilité positive il ne peut pas y avoir de fermage. Si les terres les *plus* fertiles d'un pays ne sont cependant que des terrains ingrats, un tel pays ne pourra payer que de bien minces fermages.

réellement lieu, fait sans contredit passer une portion du produit dans les mains du propriétaire, et constitue une partie, mais, comme nous le montrerons plus loin, une partie seulement de son fermage. Mais si cette transmission peut être regardée comme nuisible aux consommateurs, dans ce cas, toute augmentation de capital et de population doit être regardée comme nuisible; et un pays qui pourrait bien nourrir dix millions d'habitans, doit être réduit à un million. La transmission faite aux dépens des profits et des salaires, et la hausse du prix des produits suffisante pour fournir un fermage, contre lesquels on s'est récrié comme nuisibles, et comme enlevant au consommateur ce que le propriétaire reçoit, sont absolument nécessaires pour que les premiers cultivateurs d'un nouveau pays puissent acquérir un certain accroissement de richesse et de revenu, et sont les suites naturelles et inévitables de cette augmentation de capital et de population, à laquelle la nature a pourvu au moyen des penchans qu'elle a donnés à l'espèce humaine.

Dès que l'accumulation du capital sur les terres cultivées en premier lieu, est arrivée au point de rendre les retours du capital additionnel employé, moindres qu'ils ne le seraient si ce capital était employé sur un terrain de qualité inférieure (1), il est évident que dès lors on trouvera du profit à cultiver ces terrains moins fertiles. Mais si, après la baisse des profits, les cultivateurs des terrains plus féconds ne payent point de fermage, ils cesseront d'être de simples fermiers, ou des personnes vivant des profits d'un capital agricole, et ils réuniront évidemment le caractère de propriétaires et de fermiers; mais ce double caractère, dont les exemples ne sont pas rares, ne change rien à la nature du fermage, et n'affecte nullement la différence essentielle qui le distingue des profits et des salaires.

Supposons que les profits du capital employé à la culture des terrains de qualité

(1) Le motif immédiat pour livrer à la culture de nouveaux terrains ne peut être autre que l'espoir d'employer un capital croissant avec plus de profit que sur les vieux fonds de terre. Une hausse du prix courant du blé ne serait pas par elle seule un motif suffisant pour cela.

inférieurs soient de trente pour cent, et que des portions des vieux terrains en rapportent quarante; dans ce cas, dix pour cent sur ces quarante, constitueront évidemment un fermage, quelle que soit la personne qui le reçoive. Si l'accumulation venait à augmenter encore, avec une baisse du prix du travail (1) sur les meilleures terres d'un pays, d'autres terrains, moins favorablement partagés sous le rapport de la fertilité ou de la situation, pourraient

(1) Lorsqu'une portion donnée de travail et de capital est d'un rapport moindre, soit sur de vieux ou de nouveaux terrains, la perte qui en résulte se partage, en général, entre les laboureurs et les capitalistes, et les salaires ainsi que les profits baissent à la fois. Cela est entièrement opposé au langage de M. Ricardo. Mais les salaires dont il parle sont totalement différens de ceux que j'ai en vue. Il parle de ce que coûte la production des choses de première nécessité pour le laboureur; et moi je parle de ces choses mêmes. En suivant la même marche, M. Ricardo dit que la hausse du fermage ne retombe jamais sur le fermier. Et cependant la baisse des profits ne se transforme-t-elle pas en fermage? Il importe fort peu au fermier et au laboureur, même d'après la théorie de M. Ricardo, de continuer à recevoir entre eux la même somme nominale d'argent, si cette somme échangée contre des articles de première nécessité ne vaut que la moitié de ce qu'elle valait auparavant.

être défrichés avec avantage. Les frais de culture, y compris les profits, ayant diminué, des terrains moins productifs, ou situés plus loin des rivières et des marchés, quoique ne rapportant point d'abord de fermage, pourraient suffire à payer tous les frais de culture, et le cultivateur se trouverait amplement dédommagé de ses peines. Et plus tard, si les profits du capital ou les salaires du laboureur viennent à baisser davantage, soit chacun séparément, soit tous les deux à la fois, on pourra livrer à la culture des terrains encore plus ingrats et moins favorablement situés. Et il est évident que si, à chaque changement de ce genre, le prix du produit ne baisse pas, le fermage doit hausser. Or, le prix du produit ne baissera pas aussi long-temps que l'industrie et la sagacité des classes ouvrières, aidées des capitaux de ceux qui ne travaillent pas à la terre, pourront trouver quelque objet à donner en échange aux cultivateurs et aux propriétaires fonciers, qui puisse les exciter à continuer sans relâche leurs travaux agricoles, et à maintenir cet excédant de produits.

On peut donc établir comme une vérité incontestable, qu'à mesure qu'une nation acquiert un degré de richesse considérable, et un notable excès de population, la séparation du fermage, qui reste comme attaché aux terrains d'une certaine qualité, est une loi aussi invariable que l'action du principe de gravité; et que le fermage n'est ni une simple valeur nominale, ni une valeur transmise sans nécessité d'une classe de la nation à une autre au détriment d'une d'elles, mais bien, au contraire, une partie réelle et essentielle de la valeur totale des propriétés nationales, placée d'après les lois de la nature là où elle se trouve, c'est-à-dire, fixée sur la terre, quelqu'en soit le possesseur, que les propriétaires fonciers soient en petit ou en grand nombre, que les terres soient administrées par les propriétaires, par le gouvernement, ou par ceux qui les cultivent eux-mêmes.

Telle est donc la manière d'après laquelle le fermage doit se trouver séparé des profits et des salaires, dans un état naturel de choses, le moins dérangé par l'influence d'un mauvais gouvernement, ou

par un genre quelconque de monopole inutile; mais, dans les différens états dans lesquels l'espèce humaine a vécu, il n'est que trop connu combien les mauvais gouvernemens et les monopoles inutiles ont été fréquens, et il est certain que les uns et les autres doivent essentiellement modifier cette marche naturelle, et occasioner souvent la création anticipée du fermage.

Dans la plupart des grandes monarchies de l'orient, le souverain a été regardé comme le seul propriétaire du sol. Ce monopole anticipé de la terre, joint aux deux propriétés du sol et de ses produits, dont nous avons déjà fait mention, a permis au gouvernement d'exiger, dès une époque très-reculée, une certaine portion du produit de tous les terrains cultivés, et qui, quelque nom qu'on lui donne, est essentiellement un fermage; car c'est un excédant et de la quantité, et de la valeur échangeable des produits par delà les frais réels de la culture.

Mais dans la plupart de ces monarchies l'étendue des terres fertiles était très-grande; l'excédant naturel du produit territorial était

très-considérable; et, tant que la redevance exigée était modique, le restant suffisait pour donner des profits et des salaires plus forts qu'on ne pouvait les obtenir par aucun autre emploi, ce qui permettait à la population de s'accroître rapidement.

Il est cependant clair, qu'un souverain qui serait seul possesseur des terres dans une contrée très-fertile, pourrait en retirer, dès le commencement des améliorations dans l'agriculture, un fermage excessivement élevé. Il pourrait presque débuter par exiger toute la portion du produit qui ne serait pas nécessaire pour permettre un accroissement modéré du nombre des cultivateurs; et en supposant ceux-ci doués d'une certaine intelligence, cette portion lui assurerait, sous forme de fermage, une plus forte *part* du produit total, qu'il n'eût probablement pu en obtenir à une époque plus avancée de la société; mais dans ce cas il n'y aurait par conséquent que les terrains les plus fertiles qui pourraient être cultivés, et les profits, les salaires des ouvriers et la population se trouveraient tous arrêtés avant le temps.

Il n'est pas à présumer qu'un souverain pousse ses prétentions sur le revenu des terres à un tel excès, cela étant aussi contraire à son propre intérêt qu'à celui de ses sujets; mais il y a lieu de croire que dans quelques parties de l'Inde, et de plusieurs autres pays de l'Orient, et probablement même en Chine, la marche progressive de l'impôt territorial fondé sur le droit exclusif que le souverain s'est arrogé sur le sol (1), conjointement avec quelques autres droits qu'on prélève d'ordinaire sur les produits bruts, ont forcément et avant le temps, fait baisser les profits du capital, et les salaires du laboureur, et ont créé de grands obstacles aux progrès de la culture et de la population dans les derniers temps, tandis qu'un grand nombre de terrains fertiles sont

(1) L'original dit : « Le droit que le souverain a sur le sol (*the sovereign's right to the soil*), » comme il a dit plus haut dans ce même paragraphe : *rights over the soil*. Le lecteur décidera si j'ai bien fait de mettre *prétentions* au lieu de *droits*, et si j'ai eu tort de substituer l'expression : *droit qu'il s'est arrogé*, à celle de l'auteur. Il me répugne de donner le nom sacré de droit aux usurpations de la force. LE TRADUCTEUR.

restés en friche. C'est ce qui arrivera toujours, lorsque, par l'effet d'un monopole inutile, on prendra, sous forme de fermage ou d'impôt, une part de l'excédant du produit, plus forte qu'elle ne l'eût été par l'effet de la baisse naturelle des profits et des salaires. Mais, quelle que soit la nature du monopole des terres, qu'il soit naturel ou artificiel, toujours est-il constant que la faculté de payer un fermage ou des impôts sur un fonds de terre, est absolument bornée par sa fertilité; et ceux qui sont disposés à rabaisser l'importance des deux premières causes que j'ai assignées au fermage, devraient jeter les yeux sur la distribution directe du produit en nature qui a lieu dans plusieurs parties de l'Inde, où, dès que le monopole a mis le souverain en état d'exiger la principale partie du revenu de la terre, tout le reste dépend évidemment de l'excédant en denrées de première nécessité que le sol rapporte, et de la faculté que possèdent ces denrées de mettre en œuvre du travail.

On pourrait peut-être croire que le fermage ne saurait, forcément et avant le temps, être séparé des profits et des salaires,

de manière à réduire le taux de ces derniers hors de toute mesure, puisque les capitaux et les bras abandonneraient la terre, dès qu'ils pourraient trouver un emploi plus avantageux ; mais l'on doit se rappeler que les cultivateurs actuels de la terre, dans les pays dont nous venons de parler, se trouvent, en général, dans un état de grand avilissement et de dégradation ; qu'ils n'emploient qu'un très-faible capital, qu'ils ne peuvent guère déplacer pour lui donner un autre emploi ; que l'excédant de produit entre les mains du gouvernement, fait bientôt naître un surcroît de population qu'il peut employer, de manière à faire baisser le prix du travail dans d'autres branches d'industrie au niveau du prix des travaux de l'agriculture ; et enfin, que le peu de demandes pour les produits des manufactures et de l'industrie commerciale, en raison de la misère de la masse de la nation, n'offre aucun moyen d'employer un capital considérable, rapportant de forts profits dans les manufactures et dans le commerce. En songeant à ces causes qui tendent à faire

baisser les profits, et à la difficulté d'amasser de l'argent, ainsi qu'au risque qu'on court en le prêtant, ce qui tend à augmenter le taux de l'intérêt, je suis depuis long-temps d'opinion que, quoique le taux de l'intérêt de l'argent, dans chaque pays, soit presque la seule donnée d'après laquelle on puisse estimer le taux des profits, cependant dans des pays tels que l'Inde et la Chine, et même dans la plupart des états de l'orient et du midi du globe, cette donnée est sujette à la plus grande incertitude. A la Chine, l'intérêt légal de l'argent est de trois pour cent par mois (1). Mais il est impossible, quand on considère l'état de la Chine, autant que s'étendent nos connaissances sur cet empire, de croire que les capitaux employés à l'agriculture, puissent rapporter de tels intérêts, ou même qu'ils puissent donner de semblables profits, lorsqu'on les emploie dans une branche quelconque de com-

(1) Voyez le Code pénal des Chinois, par Staunton, p. 158 de l'édition anglaise. On dit cependant qu'à Canton le taux courant de l'intérêt n'est que de douze à dix-huit pour cent. *Id.*, note 17.

merce stable et bien connue. On nous a aussi rapporté des choses extraordinaires sur le taux élevé de l'intérêt dans l'Inde; mais l'état des cultivateurs actuels dément complétement la supposition que, indépendamment de leur travail, les profits de leur capital soient si considérables; et la réduction de l'intérêt du papier du gouvernement à six pour cent, prouve assez que, dans des temps ordinaires et de tranquillité, les rentrées du capital sur lesquelles on peut compter dans les autres genres de commerce, ne sont pas à beaucoup près, assez fortes, pour qu'on puisse emprunter à un taux aussi élevé.

Il est probable que, hors le cas de quelques spéculations accidentelles, si l'on emprunte de l'argent à ces taux élevés d'intérêt à la Chine et dans l'Inde, c'est plutôt pour le dépenser, ou pour acquitter des dettes, que pour le faire valoir. »

Quelques-unes des causes dont nous avons fait mention, et qui tendent avant le temps, et d'une manière irrégulière, à élever le fermage et à diminuer les profits chez les Orientaux, exerçaient sans doute,

une certaine influence en Europe dans les premières époques de la civilisation. Il fut un temps où presque toutes les terres étaient cultivées par des esclaves, et dans le système des *métayers* qui vint ensuite, les récoltes étaient partagées de manière à ne laisser guère au cultivateur qu'une chétive subsistance. Dans cet état de choses, le taux des profits de l'agriculture ne pouvait avoir que bien peu de rapport avec le taux général des profits. Les paysans ne pouvaient pas, sans la plus grande difficulté, réaliser de l'argent et changer d'état; et certainement, quiconque avait pu accumuler un capital dans les manufactures et dans le commerce, ne l'aurait pas employé à cultiver les terres d'autrui en qualité de *métayer*. Il ne pouvait donc y avoir que peu ou point de capital, flottant entre le commerce et l'agriculture, et les profits respectifs de chacun de ces genres d'industrie auraient par conséquent pu être très-inégaux.

Il est cependant vraisemblable, ainsi que dans les exemples de la Chine et de l'Inde, cités ci-dessus, que les profits n'ont pas pu

être excessivement élevés. A la vérité, cela a dû dépendre principalement de la quantité de capital employé dans les manufactures et le commerce : si les capitaux avaient été rares par rapport à la demande pour les produits de ces genres d'industrie, les profits auraient été certainement élevés ; et ce qu'on peut affirmer avec pleine assurance, c'est que nous ne saurions conclure qu'ils aient dû être très-élevés, d'après le taux excessif de l'intérêt dont on rapporte parfois des exemples.

Le fermage tire donc sa source, et a la même nature que l'excédant général du produit de la terre, qui est le résultat de certaines qualités du sol et de ses produits; nous avons vu qu'il commençait à se séparer des profits et des salaires, dès qu'ils commencent à baisser à cause de la rareté de terrains fertiles, soit que cette rareté vînt du progrès naturel de la richesse et de la population d'un pays, soit qu'elle tirât sa source de quelque monopole prématuré et inutile de la terre.

SECTION III.

Des causes qui, dans le progrès ordinaire de la société, tendent à faire hausser le fermage.

Si l'on veut connaître dans un plus grand détail les lois qui règlent la hausse et la baisse des fermages, il faut exposer plus particulièrement les causes principales qui diminuent les frais de culture, ou qui rendent moins coûteux les agens de la production, comparativement au prix du produit. Parmi ces causes, il en est quatre qui paraissent les principales ; en premier lieu, une accumulation de capital suffisante pour en faire baisser les profits ; en second lieu, un accroissement de population qui fasse baisser les salaires des ouvriers ; en troisième lieu, des améliorations dans l'agriculture, ou un surcroît d'efforts, au moyen desquels on puisse réduire le nombre des ouvriers nécessaires pour produire un effet déterminé ; et en quatrième lieu, une telle augmentation dans le prix des produits du sol, par suite d'un surcroît de demande, qui, sans faire baisser les frais nominaux

de production, augmente la différence entre ces frais et le prix des produits.

Si le capital s'accroît au point de devenir surabondant dans les branches d'industrie, auxquelles il a été ordinairement employé en rapportant un certain taux de profits, il ne restera point oisif, et cherchera au contraire un emploi dans le même ou dans d'autres genres d'industrie, quoique rapportant moins de bénéfices, et cela le portera vers des terrains moins fertiles.

Par la même raison, si la population s'accroît plus vite que le besoin de bras, l'ouvrier sera obligé de se contenter d'une moindre quantité de choses nécessaires à la vie; et la dépense du travail en nature étant ainsi diminuée, on pourra livrer à la culture des terrains qu'il n'aurait pas été possible de défricher auparavant. Néanmoins, les deux premières causes que nous venons d'énoncer, agissent quelquefois de manière à se neutraliser réciproquement. Un accroissement de capital fait hausser les salaires des ouvriers, et la baisse des salaires fait hausser les profits du capital; mais ce ne sont là que des effets passagers.

Dans la marche naturelle et régulière d'un pays vers l'accumulation du capital et l'accroissement de la population, le taux des profits et les salaires réels des ouvriers baissent constamment ensemble. Cela peut avoir lieu par une hausse permanente du prix métallique du blé, accompagnée d'une hausse, quoique moins forte, des salaires en numéraire. La hausse du prix métallique du blé est contrebalancée pour le cultivateur par la quantité diminuée du produit obtenu au moyen du même capital; et ses profits, aussi-bien que ceux de tous les autres capitalistes, se trouvent diminués par la nécessité où il est de payer sur les mêmes bénéfices de son argent, de plus forts salaires en numéraire; en même temps, l'ouvrier se trouve par conséquent restreint dans ses moyens d'acquérir les choses nécessaires à la vie, en raison de l'insuffisance de la hausse du prix du travail comparé au prix du blé.

Néanmoins, cette hausse rigoureuse et régulière du prix métallique du blé et du travail n'est point nécessaire pour qu'il y ait baisse des profits; elle n'aura même

lieu, de la manière régulière que nous venons de décrire, que lorsque l'argent, quelles que soient les vicissitudes qu'un pays puisse éprouver, conserve une même valeur, d'après la supposition de M. Ricardo (1), qui est un cas dont on peut dire qu'il n'arrive jamais. Les profits peuvent certainement baisser, et la séparation du fermage peut s'effectuer, pendant toutes les variations de la valeur du numéraire. Tout ce qui est nécessaire pour que la baisse des profits soit très-régulière et permanente, c'est que les travailleurs absorbent une plus forte quantité de la valeur totale de tout le produit obtenu au moyen d'une quantité déterminée de capital. En agriculture, cela s'opère par la diminution du produit, obtenu par l'emploi du même capital sans une diminution proportionnée de la part qui est absorbée par les travailleurs, ce qui laisse une somme moindre pour les profits, tandis que les salaires réels du laboureur sont diminués. Mais il est évident que si une

(1) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique. Chap. 1, p. 34, traduction française.

moindre quantité des choses nécessaires à la vie, obtenues par l'emploi d'un capital quelconque en agriculture, était suffisante pour fournir à la consommation du capitaliste, jointe à celle du laboureur (1), les frais de culture diminueraient, on pourrait, à ce nouveau taux des salaires et des profits, cultiver des terrains moins productifs, et le fermage hausserait pour les terrains déjà en culture.

La troisième cause dont nous avons fait mention, et qui tend à faire hausser les

(1) M. Ricardo, en parlant de la seconde cause à laquelle j'ai attribué la hausse du fermage dit (p. 322, tome second, de la traduction française) que, « aucune baisse des salaires ne peut faire monter les fermages ; car elle ne diminuera ni la part, ni la valeur de la part du produit qui doit appartenir au fermier et au manouvrier ensemble. » Mais je demanderai, à mon tour, que deviennent en définitive ces [illegible] des salaires effectifs ? Se changent-ils en profits, ou en fermage ? Si les manouvriers recevaient constamment la valeur d'un boisseau de blé pour leur journée, il n'y aurait plus que les terrains les plus riches qui pourraient supporter les frais de culture. Un accroissement de population et la baisse de pareils salaires deviendraient absolument nécessaires pour qu'on pût cultiver des terrains ingrats. Comment donc peut-on nier que la baisse des salaires ne soit une des causes de la hausse du fermage ?

fermages en diminuant les frais de culture comparativement au prix du produit, tient à des perfectionnemens dans l'agriculture ou à un tel surcroît d'efforts, dont l'effet est de réduire le nombre des bras nécessaires pour donner un résultat déterminé.

Dans des pays industrieux et en état progressif d'avancement, et où les encouragemens ne manquent pas, cette cause agit puissamment. Si les nouveaux perfectionnemens sont de nature à diminuer considérablement les frais de production sans augmenter nullement la quantité du produit, dans ce cas, il est incontestable qu'il n'y aura point de changement dans le prix du blé, et les bénéfices exorbitans des fermiers se trouveront bientôt réduits, par la concurrence des capitaux détournés des manufactures et du commerce vers l'agriculture; et comme le *champ ouvert* pour l'emploi des capitaux se trouvera plutôt resserré qu'étendu, les bénéfices dans l'agriculture ainsi que dans les autres branches d'industrie, se remettront bientôt à leur ancien niveau, et l'excédant augmenté par suite des frais diminués de culture, ira

grossir le fermage des propriétaires fonciers.

Mais, si ces perfectionnemens facilitent, comme cela doit être, la culture de terrains nouveaux, et améliorent celle des anciens, en n'employant que le même capital qu'auparavant, plus de blé doit nécessairement être porté au marché; cela en fera baisser le prix, mais la baisse ne sera que de courte durée. L'opération de l'importante cause dont il a été fait mention dans le commencement de ce chapitre, qui établit une distinction entre le produit excédant de la terre et tous les autres, c'est-à-dire, la propriété qu'ont les choses nécessaires à la vie, lorsqu'elles sont convenablement distribuées, de se créer d'elles-mêmes une demande, ou en d'autres termes, la tendance qu'a la population à outre-passer les moyens de subsistance, cette cause, dis-je, ferait bientôt hausser les prix du blé et du travail, et réduirait les bénéfices du capital à leur ancien niveau, tandis qu'en même temps chaque pas fait dans la culture de terrains plus ingrats, devenue plus facile par l'effet de ces perfec-

tionnemens, ainsi que leur application à des terres d'une meilleure qualité déjà en culture, auraient fait hausser tous les fermages; et dans un état progressif de perfectionnemens dans l'agriculture, les fermages pourraient continuer à monter, sans qu'il y eût ni hausse dans la valeur échangeable du blé, ni baisse des salaires réels des ouvriers, ou du taux général des profits.

L'importance des perfectionnemens qui se sont opérés dans l'agriculture de la Grande-Bretagne, est clairement démontrée par les profits des capitaux, qui sont à présent aussi forts qu'ils l'étaient il y a près d'un siècle, à une époque où le pays ne produisait des subsistances que pour à peu près la moitié de la population actuelle. Et quant à la propriété que les choses nécessaires à la vie ont de se créer d'elles-mêmes une demande, lorsqu'elles sont convenablement distribuées, cela est pleinement prouvé par le fait palpable, que la valeur échangeable du blé, estimée d'après la quantité de travail et d'autres denrées qu'il peut acheter, ne souffre pas de diminution, pour ne pas dire davantage, malgré les importans et nom-

breux perfectionnemens qui ont été successivement introduits dans l'agriculture, soit par l'emploi de meilleurs instrumens, soit par un système perfectionné de bonifier la terre. Dans le fait, toutes ces améliorations ont entièrement tourné au profit de l'accroissement des fermages et du payement de l'impôt.

On peut ajouter que, aussitôt qu'il s'introduit dans des districts particuliers, des perfectionnemens qui tendent à diminuer les frais de production, les avantages qui en résultent immédiatement tournent, au renouvellement des baux, au profit des propriétaires fonciers; car les profits du capital se règlent nécessairement d'après la concurrence, selon le terme moyen de tout le pays en général. C'est ainsi que les grandes améliorations dans l'agriculture de quelques parties de l'Écosse, du nord de l'Angleterre et du comté de Norfolk, ont élevé, d'une manière extraordinaire, les fermages de ces districts, en laissant les profits tels qu'ils étaient auparavant.

Il faut donc convenir que la facilité de produire les choses nécessaires à la

vie (1), diffère de la facilité de produire toutes les autres denrées, en ce que la première n'est jamais suivie d'une baisse permanente de prix. Les objets de première nécessité pour la subsistance de l'homme sont les seuls dont on puisse dire que leur valeur permanente échangée contre du travail, est presqu'en proportion de leur quantité ; et par conséquent, dans l'état actuel des choses, tout ce qui pourra être économisé dans les frais de leur production ira augmenter constamment l'excédant qui est affecté au fermage.

La quatrième cause qui tend à élever les fermages, c'est un tel surhaussement du prix des produits agricoles, de quelque cause qu'il provienne, qui fait augmenter

(1) A proprement parler, la facilité de produire les denrées nécessaires à la vie ne peut être que passagère, là où il existe toute sorte de terrains, même des terres tout-à-fait stériles, excepté lorsque le manque de désir de faire des économies empêche l'accumulation du capital. Dans ce cas, la facilité de produire peut être permanente. Mais quoique le blé ne coûtera alors que peu de travail, sa valeur échangeable sera cependant élevée ; c'est-à-dire, qu'elle pourra payer beaucoup d'ouvriers.

la différence entre le prix du produit et les frais de la production.

Nous avons déjà fait mention d'une hausse du prix des produits immédiats du sol, qui peut provenir d'un accroissement régulier du capital et de la population pendant que l'argent conserve à peu-près sa même valeur. Mais cette sorte de hausse est restreinte dans des limites étroites, et a peu de part aux grandes variations dans le prix du blé, qui s'offrent le plus souvent à notre observation. L'augmentation de prix dont je vais à présent examiner plus particulièrement les effets, c'est celle qui provient du surcroît de la demande, et qui finit par changer la valeur des métaux précieux.

Si parmi des nations voisines il s'élevait une demande considérable et soutenue, pour les produits bruts du sol d'un pays quelconque, le prix de ces produits hausserait par conséquent beaucoup ; et les frais de culture n'augmentant que lentement et par degrés avant d'arriver à la même proportion, le prix des produits pourrait pendant long-temps se soutenir au point de donner une prodigieuse impulsion aux amé-

liorations, et un encouragement à l'emploi de beaucoup de capital pour défricher de nouveaux terrains, et rendre les anciens beaucoup plus productifs. Si cependant la demande se soutenait, le prix du travail s'élèverait en définitive à son ancien niveau, comparativement au prix du blé; il pourrait y avoir en général une baisse très-prononcée dans la valeur du numéraire, maintenue par l'abondance de l'exportation des produits du sol; le travail deviendrait extrêmement productif dans l'achat de toutes les marchandises étrangères, et les fermages pourraient hausser sans qu'il y eût une baisse des profits ou des salaires des ouvriers.

L'état des prix en numéraire, et le progrès rapide de l'agriculture aux États-Unis, tendent puissamment à éclaircir la supposition que nous venons de faire. Le prix du blé dans les États de l'est est presque aussi élevé qu'en France et en Flandre; et par l'effet de la demande continuelle de bras, le prix métallique de la journée de travail y est presque le double de ce qu'il est en Angleterre. Mais ce haut prix du blé et de la main d'œuvre a donné de grandes fa-

cilités aux fermiers et aux laboureurs pour acheter des vêtemens et toute sorte d'objets nécessaires ou utiles venant de l'étranger. Et il est sûr que si les prix métalliques du blé et de la main d'œuvre, quoique étant tous les deux plus bas, avaient cependant gardé la même proportion entre eux, on n'aurait pas pu cultiver la même qualité de terrains, et on n'aurait pas pu non plus obtenir des fermages aussi forts avec le même taux de profits et les mêmes salaires effectifs des ouvriers.

Des effets semblables se firent sentir en Angleterre à la suite d'une pareille demande pour le blé pendant les vingt ans qui se sont écoulés depuis 1793 jusqu'à la fin de 1813, quoique la cause de cette demande ne fût pas la même. Pendant quelque temps avant la guerre qui commença en 1793, nous étions dans l'habitude d'importer une certaine quantité de blé étranger pour subvenir aux besoins de notre consommation habituelle. L'effet naturel de la guerre fut de faire renchérir l'approvisionnement du blé, en raison des dépenses du fret, des assurances, etc.; cela joint à quel-

ques années de disette et aux décrets postérieurs du gouvernement français, fit hausser d'une manière très-extraordinaire le prix auquel on pouvait importer du blé en quantité suffisante pour satisfaire à la demande.

Le grand renchérissement des blés étrangers, quoique la quantité importée ne fût que peu considérable en comparaison des grains du pays, fit nécessairement renchérir tout le blé, et donna la même sorte d'impulsion à l'agriculture nationale, qui aurait pu résulter d'une grande demande pour nos blés dans les marchés étrangers. En même temps le manque de bras, occasioné par une guerre qui s'étendait chaque jour; par un commerce croissant, et par la nécessité de tirer plus de subsistances du sol, tout cela joint à la promptitude avec laquelle une nation ingénieuse est portée à inventer de nouveaux procédés toutes les fois qu'elle s'y trouve fortement excitée, fit introduire tant d'économie de main d'œuvre dans toutes les branches de l'industrie, que les nouveaux terrains défrichés pour fournir aux besoins pressans de la nation, furent cultivés avec moins de dépense de travail

que des terrains plus fertiles ne l'avaient été quelques années auparavant. Cependant le prix du grain s'est nécessairement soutenu tant qu'il a fallu importer la moindre quantité de blé étranger, qu'on ne pouvait obtenir qu'à des frais très-élevés, pour satisfaire à la demande existante. Avec ce haut prix, qui à une certaine époque s'éleva à près du triple en papier-monnaie, et au delà du double en numéraire, comparé au prix avant la guerre, il était tout-à-fait impossible que la main d'œuvre ne haussât pas à peu près dans la même proportion, et avec elle, par conséquent, tous les produits dans lesquels il entrait de la main d'œuvre, attendu que les profits n'avaient point éprouvé de baisse.

Il y eut donc en Angleterre une hausse générale dans le prix des marchandises, ou une baisse dans la valeur des métaux précieux, comparativement aux autres pays; et nous avons pu la supporter à l'aide de l'accroissement de notre commerce étranger, et de l'abondance d'objets d'exportation. Ce qui prouve sans réplique que les derniers terrains défrichés en 1813, n'ont pas exigé plus de travail pour leur

culture que les terres améliorées en 1790, c'est le fait reconnu, que le taux de l'intérêt et des profits était plus fort en 1813 qu'en 1790. Toutefois, cette supériorité des profits n'était pas assez forte pour empêcher l'intervalle entre ces deux époques d'avoir été extrêmement favorable à la hausse des fermages. Cette hausse, depuis 1790 jusqu'en 1813, a été un sujet général de réflexions pour tout le monde; et quoique depuis cette dernière époque, un concours de circonstances malheureuses ait porté un coup terrible et désastreux à cet état prospère, cependant les grands dessèchemens de marais et les bonifications durables, qui ont été dues à un si puissant encouragement donné à l'agriculture, ont eu le même effet que si de nouveaux terrains eussent été créés, et ont augmenté la richesse réelle et la population du pays, sans augmenter le travail et la difficulté nécessaires pour faire produire à la terre une quantité déterminée de grain.

Il est évident qu'une baisse dans la valeur des métaux précieux, qui commence par une hausse dans le prix du blé, a une forte tendance, tant qu'elle subsiste, à en-

courager la culture de nouveaux terrains, et à créer de plus gros fermages.

Un effet semblable aurait lieu dans un pays qui continuerait à nourrir ses habitans au moyen d'une demande forte et croissante de ses produits manufacturés. Si la valeur de ces manufactures augmentait de beaucoup dans les pays étrangers, par suite d'une telle demande, elles procureraient en retour une grande augmentation de valeur, laquelle ne pourrait pas manquer de faire monter la valeur des produits immédiats du sol. La demande des produits agricoles, ainsi que des objets manufacturés s'accroîtrait, et une forte impulsion, quoique peut-être pas tout-à-fait aussi puissante que dans le dernier cas cité, serait donnée à toute espèce d'amélioration des terres.

Le résultat ressemblerait assez à celui qui résulterait de l'introduction de machines nouvelles, et d'une division mieux entendue du travail dans les manufactures. Dans ce cas, il arrive presque toujours que non-seulement la quantité des marchandises est considérablement augmentée,

mais que la valeur de la totalité s'accroît, par la grande étendue de la demande de l'étranger et de l'intérieur, occasionée par le bas prix de ces marchandises. C'est pourquoi nous voyons, dans tous les pays manufacturiers et commerçans, que la valeur des produits manufacturés et commerciaux, se rapproche beaucoup de celle des produits bruts du sol (1), tandis que, dans des pays comparativement pauvres, qui n'ont que peu de commerce intérieur et extérieur, la valeur des produits bruts de leur sol constitue presque la totalité de leur richesse.

Dans le cas où l'encouragement à l'agriculture tire son origine de l'état florissant du commerce et des manufactures, il arrive quelquefois que le premier pas vers la hausse des prix c'est une augmentation dans les

(1) D'après les calculs de M. Colquhoun, la valeur du commerce de la Grande-Bretagne, tant étranger qu'intérieur, et de ses manufactures, non compris les produits bruts du sol, est presque égale à la valeur brute retirée de la terre. Il est probable que cela n'a lieu dans aucun autre pays d'une étendue considérable. Voyez l'ouvrage de M. Colquhoun, intitulé : *A Treatise on the Wealth, Power and Resources of the British Empire*, p. 96.

salaires des ouvriers employés au commerce et aux manufactures. Cela doit naturellement avoir un effet direct sur le prix du blé, et il s'ensuivra un renchérissement du travail agricole. Il n'est cependant pas nécessaire, même dans ces cas, que ce soient les salaires des ouvriers qui haussent les premiers. Si, par exemple, la population augmentait avec la même rapidité que le capital du commerce et des manufactures, il pourrait n'en résulter qu'une augmentation du nombre des ouvriers employés avec les mêmes salaires, ce qui ferait monter le prix du blé avant que les salaires n'eussent éprouvé aucune hausse.

Tout cela est cependant dans la supposition que la main d'œuvre monte en définitive presque à son ancien niveau, comparativement au blé, que tous les deux sont beaucoup plus chers, et que le numéraire a éprouvé une dépréciation marquée. Et cependant, dans ce changement progressif, les autres frais, outre la main d'œuvre, dans lesquels il y a du capital de déboursé, ne peuvent jamais monter tous à la fois, ni même définitivement dans la même pro-

portion. Il est presque impossible qu'il ne se passe pas un intervalle assez long, pendant lequel la différence entre le prix du produit et les frais de production, soit augmentée au point de donner une grande impulsion à l'agriculture; et comme le capital augmenté, qui est employé par suite de la facilité de faire de grands profits temporaires ne peut que rarement ou jamais être entièrement déplacé de la terre, une partie des avantages qui en dérivent devient permanente, de même que la totalité de ceux qui sont dus à la hausse du prix du blé, plus forte que celle de quelques-uns des objets dont se compose le capital matériel du fermier.

M. Ricardo convient que, lorsque le numéraire baisse de valeur, les denrées imposées ne renchérissent pas dans la même proportion que les autres; et en supposant que la dépréciation du numéraire se borne à un seul pays, on pourra en dire autant de tous les articles quelconques que l'on tire en totalité ou en partie de l'étranger, et dont plusieurs font partie du capital du fermier. Le fermier doit donc accroître ses ressour-

ces par le surhaussement du prix métallique du blé comparé à celui de ces articles importés du dehors. A la vérité, la dépréciation du numéraire ne peut se borner à un pays, qu'autant qu'il possède des avantages particuliers dans les objets qu'il exporte ; mais lorsqu'un pays possède ces avantages, ce qui, comme on sait, n'est pas rare, et qu'ils acquièrent souvent plus de force par des encouragemens, une dépréciation du numéraire ne peut guère manquer d'augmenter d'une manière durable le pouvoir de cultiver des terrains plus ingrats, et de faire monter les fermages.

Toutes les fois donc que, par l'effet des quatre causes ci-dessus énoncées, la différence entre le prix du produit et les frais des agens de la production augmente, les fermages hausseront.

Il n'est pourtant pas nécessaire que ces quatre causes opèrent à la fois; il suffit que la différence dont on vient de parler aille en augmentant. Si, par exemple, le prix des produits montait, tandis que les salaires des ouvriers et le prix des autres branches de capital ne monterait pas dans la même pro-

portion, et cela pendant que de nouvelles méthodes perfectionnées commenceraient à s'introduire dans l'agriculture, il est clair que cette différence pourrait augmenter, quoique les profits du capital agricole, non-seulement n'éprouvassent aucune diminution, mais lors même qu'ils viendraient à monter de beaucoup.

Sur la grande quantité additionnelle de capital qui a été employée à l'agriculture en Angleterre pendant les derniers vingt ans, la partie sans comparaison la plus grande, paraît avoir été créée par le sol, et non par le commerce ni par les manufactures. Et ce sont, sans contredit, les profits élevés du capital agricole, fruit des méthodes perfectionnées d'agriculture et de la hausse constante des prix, suivis d'une hausse proportionnée mais lente des objets qui forment le capital matériel du fermier, qui ont facilité une accumulation si rapide et si avantageuse.

Dans ce cas, la culture a pris du développement, et les fermages se sont élevés, quoiqu'un des agens de la production, c'est-à-dire le capital, eût renchéri.

De la même manière, la baisse des profits et les améliorations dans l'agriculture, ou même une seule de ces causes, pourrait faire hausser les fermages, malgré la hausse des prix des salaires.

Il est encore évident qu'on ne peut pas défricher de nouveaux terrains tant qu'il n'y a point de hausse du fermage, ou tant que cette hausse n'est pas devenue possible pour les terres déjà cultivées.

Des terrains d'une qualité inférieure exigent un très-fort capital pour pouvoir donner une quantité déterminée de produits; et si le prix réel de ces produits n'est pas suffisant pour compenser pleinement les frais de production, en y comprenant les profits, ces terres resteront en friche. Il importe peu que cette compensation s'opère moyennant une augmentation du prix métallique des produits bruts du sol, sans une augmentation proportionnée dans le prix métallique des agens de la production, ou qu'elle soit due à une diminution du prix de ces agens, sans une baisse proportionnée du prix des produits. Ce qui est absolument indispensable, c'est que les

agens de la production aient un prix *relativement* plus bas, afin de compenser la plus grande quantité qu'il en faut pour obtenir une quantité déterminée de produit d'un terrain ingrat.

Mais dès que, par l'opération d'une ou de plusieurs des causes dont il a été fait mention, les agens de la production baissent de prix, et que la différence entre le prix des produits et les frais de culture augmentent, les fermages doivent naturellement hausser. Il s'ensuit donc, comme conséquence directe et nécessaire, qu'il ne peut jamais être profitable de cultiver de nouveaux terrains plus ingrats, tant qu'il n'y a point de hausse des fermages, ou tant que cette hausse n'est pas devenue possible pour les terres déjà cultivées.

Il est également vrai que, sans cette tendance des fermages à hausser (1), il ne peut

(1) On peut dire que le fermage tend à la hausse, toutes les fois qu'il y de nouveaux capitaux prêts à être employés sur les terrains anciens, mais qui ne peuvent rapporter que des rentrées moins fortes. Lorsque, dans les manufactures et dans le commerce, les profits baissent par suite du bas

pas être avantageux de débourser de nouveaux capitaux pour améliorer de vieux terrains, du moins dans la supposition que chaque ferme est déjà pourvue de tout le capital qui peut être employé avec avantage, au taux courant des profits.

Il suffit d'énoncer cette proposition pour en faire sentir toute la vérité. Il peut certainement arriver (et je crains que cela n'arrive que trop souvent) que des fermiers ne possèdent pas autant de capital qu'ils en pourraient employer dans leurs fermes au taux courant des profits de l'agriculture. Mais en supposant qu'ils aient tout le capital nécessaire, il s'ensuit évidemment qu'il serait impossible d'en employer davantage sans perte, jusqu'à ce que, par l'opération d'une ou de plusieurs des causes déjà énoncées, la tendance des fermages à hausser commençât à devenir sensible.

Il paraît donc que la faculté de donner plus d'étendue à la culture et d'accroître les produits, soit en cultivant de nouveaux

---

prix des marchandises, des capitalistes seront disposés à offrir de plus forts fermages pour de vieilles fermes.

terrains, soit en améliorant les anciens, dépend entièrement de l'existence des prix qui, relativement aux frais de production, suffisent pour faire hausser les fermages, dans l'état existant de la culture.

Cependant, quoiqu'il soit impossible d'étendre la culture et d'augmenter les produits territoriaux, excepté dans un état de choses qui permette aux fermages de hausser, toutefois il est important de remarquer que cette hausse des fermages ne sera nullement en proportion de l'extension de la culture, ni de l'augmentation du produit. Toute baisse relative dans le prix des agens de la production, peut permettre d'employer un capital additionnel; et quand de nouveaux terrains sont livrés à la culture, ou que les vieux sont bonifiés, l'augmentation des produits peut être considérable, quoique la hausse des fermages ne soit qu'insignifiante. Voilà pourquoi nous voyons, dans l'avancement progressif d'un pays vers un état d'agriculture très-perfectionné, la quantité de capital employé à la terre, et la quantité des produits qu'on en retire, suivre constamment la même pro-

portion croissante relativement au fermage, à moins que cela ne soit contre-balancé par des perfectionnemens extraordinaires dans les méthodes de culture (1).

Selon les relevés présentés récemment au bureau de l'agriculture, la proportion moyenne de la valeur des fermages, comparée à celle du produit total de la terre, paraît ne pas excéder un cinquième (2); tandis qu'autrefois, lorsqu'il y avait moins de capital employé et moins de valeurs produites, ce rapport était d'un quart, d'un

(1) Il faut le dire à l'honneur des cultivateurs écossais, qu'ils ont employé leurs capitaux avec tant de jugement et d'économie, que, tout en augmentant prodigieusement les produits, ils ont en même temps augmenté la part qui en revient aux propriétaires. La différence entre la part des propriétaires en Écosse et en Angleterre est vraiment extraordinaire, et beaucoup plus grande qu'on ne pourrait l'expliquer, soit par la nature du sol, soit par l'absence de la dîme et de l'impôt pour les pauvres. Voyez l'excellent ouvrage de sir John Sinclair, intitulé : *Account of the Husbandry of Scotland*, et le rapport général (*General Report*) publié récemment ; deux ouvrages qui renferment une foule de détails utiles et intéressans sur des questions relatives à l'agriculture.

(2) Voyez *Evidence before the House of Lords, given by Arthur Young*, p. 66.

tiers, et même de deux cinquièmes. Néanmoins, la différence numérique entre le prix du produit et les frais de culture, augmente avec toute amélioration progressive; et quoique le propriétaire foncier reçoive une *part* moindre du produit total, cette part cependant est réellement plus considérable en raison du grand accroissement du produit, et donne par conséquent au propriétaire plus de moyens d'acheter du blé et de payer des journaliers. Supposons que le produit de la terre soit représenté par le nombre six, et que le propriétaire en reçoive le quart, dans ce cas, sa part sera d'un et demi. Si le produit de la terre est de dix, et si le propriétaire en retire le cinquième, sa part sera de deux. Dans ce second cas, on voit que, quoique la part proportionnelle du propriétaire sur tout le produit soit diminuée de beaucoup, son fermage, abstraction faite du prix nominal, se trouvera réellement augmenté dans la proportion de trois à quatre. Et en général, dans tous les cas d'accroissement de produit, si la part qui en revient au propriétaire, ne diminue pas dans la même pro-

portion, le fermage réel des fonds de terre doit monter; c'est ce qui arrive souvent pendant la durée des baux, mais rarement ou jamais à leur expiration.

On voit donc que la hausse progressive des fermages paraît nécessairement liée aux progrès de la culture des nouveaux fonds de terre, et à l'amélioration des vieux terrains : nous avons aussi fait voir que cette hausse est une suite naturelle et nécessaire de l'opération de quatre causes, qui sont les plus certains indices de l'accroissement de la prospérité et de la richesse. Ces causes sont, l'accumulation du capital, l'accroissement de la population, les améliorations dans l'agriculture, et le haut prix courant des produits immédiats du sol, occasioné soit par une forte demande des pays étrangers, soit par l'extension du commerce et des manufactures.

SECTION IV.

Des causes qui tendent à faire baisser le fermage.

Les causes qui tendent à faire baisser le fermage, sont naturellement d'une nature tout opposée à celles qui tendent à le faire

hausser. Ces causes sont, la diminution du capital, le décroissement de la population, un mauvais système d'agriculture, et le bas prix courant des produits immédiats du sol. Elles indiquent toutes la misère et la décadence des états, et elles sont nécessairement accompagnées de l'abandon de la culture des fonds de terre moins productifs, et de la détérioration des terres d'une qualité supérieure.

L'effet nécessaire que la diminution du capital et de la population doit avoir de faire baisser le fermage, est tellement évident, qu'il n'a pas besoin d'explication; et il n'est pas moins vrai qu'un système de culture dispendieux et mauvais, pourrait empêcher la création du fermage, même sur les terrains fertiles, en s'opposant aux progrès de la population et de la demande au delà de l'approvisionnement que l'on pourrait retirer des fonds de terre les plus éminemment fertiles. Je ne m'occuperai, par conséquent, que de la quatrième des causes que je viens d'énoncer.

Nous avons déjà vu qu'une baisse dans le prix du blé, qui se termine par la hausse

de la valeur du numéraire, doit, suivant les mêmes principes, tendre à faire abandonner la culture de quelques fonds de terre et à faire baisser le fermage. Ce qui est arrivé en Angleterre à la fin de la dernière guerre, peut servir d'exemple. A cette époque, la baisse du prix du blé mit nécessairement les cultivateurs hors d'état d'employer la même quantité de bras qu'auparavant, au même prix. Beaucoup de manouvriers restèrent, par conséquent et inévitablement sans ouvrage; or, comme il était impossible de continuer à cultiver la terre de la même manière, sans employer le même nombre de bras, on abandonna la culture des terrains les plus ingrats, beaucoup de capital agricole fut anéanti, et le fermage tomba universellement; et en même temps cette grande diminution des moyens d'acheter, parmi tous ceux qui prenaient des terres à bail, ou qui en possédaient en propre, occasiona naturellement une stagnation générale dans toutes les autres branches de commerce. En même temps, la baisse du prix de la main d'œuvre, due à la concurrence parmi les ou-

vriers et à la misère des cultivateurs, et la baisse des fermages, produite à la fois par le défaut de moyens et de volonté de continuer à les payer sur le taux ancien, rétablirent peu à peu les prix des marchandises, les salaires des ouvriers et le fermage, presque dans leurs anciennes proportions, quoique tous soient restés au-dessous de ce qu'ils avaient été auparavant. Les terres qu'on avait cessé de labourer auraient pu être cultivées de nouveau avec profit; mais dans l'intervalle qu'il a fallu pour que le numéraire s'élevât progressivement de la valeur plus basse à la valeur plus forte, il a dû nécessairement y avoir une époque pendant laquelle il y a eu diminution des produits, diminution du capital et diminution du fermage. Le pays a dû reprendre un nouvel élan progressif pour sortir d'un état appauvri; et, par suite d'une baisse dans la valeur du blé plus forte que celle des denrées imposées, et dans celle des produits de l'étranger et de tous ceux qui composent une partie du capital du fermier, et qui font partie des choses nécessaires et utiles à l'usage du laboureur, la difficulté permanente de culti-

ver a dû se trouver très-grande, comparativement au degré naturel de fertilité des plus mauvais terrains alors en culture.

Nous avons fait voir que, dans les progrès de l'agriculture et de l'augmentation des fermages, il n'est point nécessaire que tous les agens de la production baissent de prix à la fois; et nous avons montré également que la différence entre le prix du produit et les frais de culture peut s'accroître, quoique les profits du capital ou les salaires des ouvriers, soient plus élevés au lieu d'être plus bas.

De même, lorsque la production d'un pays décline, et que les fermages vont en baissant, il ne s'ensuit pas que tous les agens de la production soient nécessairement plus chers. Dans la marche naturelle vers la décadence, les profits du capital sont nécessairement faibles, parce que c'est précisément le défaut de rentrées suffisantes qui est cause de cette décadence. Après que des capitaux ont été anéantis, les profits peuvent s'élever, et les salaires des ouvriers peuvent baisser; mais le bas prix des produits immédiats du sol, joint aux profits élevés d'un capital in-

suffisant, peuvent plus que contre-balancer le bas prix de la main d'œuvre, et rendre impossible la culture des terres qui exigent l'emploi d'un fort capital.

Nous avons aussi fait voir que, pendant le progrès de l'agriculture, et de la hausse du fermage, quoique le montant absolu de celui-ci soit plus fort, il garde de jour en jour une moindre proportion relativement à la quantité de capital employé à la terre, et à la quantité du produit qu'elle rapporte. Suivant le même principe, lorsque le produit diminue et que les fermages baissent, quoique le montant du fermage devienne toujours plus faible, néanmoins il sera plus fort par rapport au capital et au produit. Et de même que, dans le premier cas, la proportion diminuée du fermage est due à la nécessité de défricher tous les ans de nouveaux terrains de qualité inférieure, et de continuer à bonifier les vieux fonds de terre, quoiqu'ils ne puissent rapporter que les profits ordinaires du capital, avec très-peu ou point de fermage; de même, dans le second cas, la proportion élevée du fermage vient du découragement que l'on

éprouve à faire de grandes dépenses en agriculture, et de la nécessité d'employer le capital national réduit à la culture exclusive des terrains les plus fertiles, en laissant le reste en pâturage naturel rapporter un fermage quelconque, lequel, quoique peu considérable, gardera toujours une *proportion* assez forte comparativement au travail et au capital employés. A mesure donc que l'état relatif des prix est arrivé au point d'amener la baisse progressive des fermages, le nombre des fonds de terre qui cesseront d'être cultivés deviendra graduellement plus considérable; les restans seront moins bien cultivés, et la diminution des produits augmentera encore avec plus de rapidité que la diminution des fermages.

Si la doctrine que nous venons d'établir au sujet des lois qui règlent la hausse et la baisse du fermage, se rapproche de la vérité; dans ce cas, la doctrine qui soutient que, lors même que la vente des produits de l'agriculture ne donnerait qu'un moindre excédant net, la culture de la terre rapporterait autant de bénéfices à la communauté, cette doctrine, dis-je, doit être

bien loin de la vérité. Quant à moi, je suis intimement convaincu que si une nation riche et florissante, pénétrée de l'idée que le haut prix des produits immédiats du sol, qui crée des fermages, est aussi nuisible aux consommateurs qu'il est avantageux aux propriétaires, se déterminait à faire des lois pour faire baisser le prix des produits, jusqu'à ce qu'il ne restât plus d'excédant sous forme de fermage, le résultat d'un pareil système serait, non-seulement de faire renoncer à la culture de tous les terrains peu productifs, mais encore à celle de tous les fonds de terre qui ne seraient pas du plus grand rapport, et probablement, de réduire la production et la population à moins d'un dixième de ce qu'elles étaient auparavant.

SECTION V.

De la manière dont la quantité positive des produits obtenus de la terre, dépend du fermage et des prix existans.

Il s'ensuit de l'exposé que nous venons de faire des progrès du fermage, que l'état réel du fermage naturel des fonds de terre est nécessaire à l'existence du produit exis-

tant; et que le prix du blé, dans tout pays florissant, doit, à très-peu de chose près, être égal aux frais de production sur les terrains de la plus mauvaise qualité en état de culture, en y joignant la valeur du fermage que ces terrains auraient rapporté dans leur état naturel; ou bien ce prix doit être égal aux frais nécessaires pour tirer des vieux terrains un produit additionnel, ne rapportant que les intérêts ordinaires des capitaux agricoles, avec peu ou point de fermage.

Il est tout-à-fait évident que ce prix ne peut pas être moindre; car si cela était, de pareils terrains ne pourraient pas être cultivés, ni de pareils capitaux employés. Il ne peut pas non plus monter beaucoup au delà, parce que les propriétaires trouveront leur intérêt à continuer à donner à bail des fonds de terre de plus en plus ingrats, aussi long-temps que ces terrains pourront leur rapporter quelque chose au delà de ce qu'ils produisent dans leur état naturel; et parce qu'il sera toujours avantageux pour tout fermier qui a des capitaux disponibles, de les employer dans sa ferme, toutes les fois que

le produit additionnel qui doit en résulter, lui payera amplement les profits de son capital, quoiqu'il puisse ne rien rapporter au propriétaire.

Il s'ensuit donc que le prix auquel se vend le blé, relativement à la *totalité* produite, est un prix naturel ou nécessaire, c'est-à-dire, c'est le prix nécessaire pour obtenir la quantité existante de produits, quoique la majeure partie se vende à un prix beaucoup au-dessus de ce qui est nécessaire pour payer les frais de production; et cela, parce que cette portion est produite à moins de frais, tandis que sa valeur échangeable n'éprouve point de diminution.

La différence entre le prix du blé et le prix des objets manufacturés, quant au prix naturel ou nécessaire, consiste dans ceci : dès qu'un objet manufacturé, quel qu'il soit, est essentiellement déprécié, tout ce genre de manufacture sera entièrement détruit; tandis que si le prix du blé éprouve une pareille baisse, il n'y aura que la *quantité* du blé de diminuée. Et il restera toujours dans le pays quelques machines capables d'envoyer au marché la denrée à ce prix réduit.

On a quelquefois comparé la terre à une vaste machine dont la nature a fait don à l'homme pour la production de sa nourriture et des matières premières; mais pour que la ressemblance fût plus exacte, autant que peut le permettre une telle comparaison, on devrait considérer la terre comme un don fait à l'homme d'un grand nombre de machines, toutes susceptibles de perfectionnemens continuels par l'emploi d'un capital, mais dont chacune possède des qualités et des facultés primitives très-différentes.

C'est cette grande inégalité dans la puissance des machines employées à la production des denrées immédiates du sol, qui constitue un des traits les plus caractéristiques qui distinguent le mécanisme de la terre de celui qui est employé dans les manufactures.

Dès qu'une machine à l'usage des manufactures est inventée, capable de fabriquer des ouvrages plus parfaits avec une moindre dépense de travail et de capital qu'auparavant, si l'inventeur n'a pas pris un brevet d'invention, ou dès que le brevet aura ex-

piré, il peut être construit de pareilles machines, en nombre suffisant pour satisfaire à toute la demande, en faisant entièrement renoncer à l'emploi de tous les mécanismes anciens. La conséquence naturelle qui en résulte, c'est que le prix des objets fabriqués est réduit à celui des produits des machines les plus parfaites; et si le prix baissait encore davantage, la totalité des produits manufacturés serait retirée du marché.

Les machines, au contraire, qui produisent du blé et des matières premières, sont des présens de la nature et non l'ouvrage de l'homme; et l'expérience nous montre que chacune d'elles possède des qualités et des pouvoirs très-différens. Les terres les plus fertiles d'un pays, celles qui, ainsi que les machines les plus parfaites dans les manufactures, donnent le plus de produits avec le moins de travail et de capital, ne sont jamais suffisantes pour satisfaire à la demande effective d'une population croissante, ce qui provient de la seconde cause principale de l'existence du fermage dont nous avons déjà fait mention.

C'est pourquoi le prix des produits immédiats du sol monte naturellement jusqu'à ce qu'il soit assez haut pour payer les frais que coûte leur production, opérée au moyen de machines moins parfaites, et par des procédés plus dispendieux ; et, comme il ne peut pas y avoir deux prix pour du blé de la même qualité, toutes les autres machines dont l'opération exige moins de capital, comparativement au produit, doivent rapporter des fermages proportionnés à la bonté relative de chaque machine.

On peut donc considérer tout pays dont le territoire est étendu, comme possédant une gradation de machines propres à produire du blé et des matières brutes, en comprenant dans cette gradation non-seulement toutes les diverses sortes de terrains ingrats, dont le nombre est en général considérable dans tout pays étendu, mais les machines moins parfaites, si on peut les nommer ainsi, qu'on est obligé d'employer quand on veut forcer des terres fertiles à donner des produits toujours croissans. A mesure que le prix des produits

immédiats du sol continue à s'élever, on a recours successivement à ces machines moins parfaites, et à mesure que le prix de ces produits continue à baisser, elles sont successivement mises de côté. L'exemple que nous venons d'employer fait voir du premier abord la nécessité du prix actuel du blé pour que, dans l'état présent de la plupart des pays que nous connaissons, la production du blé soit ce qu'elle est actuellement; et il montre combien les effets qui résulteraient d'une grande réduction dans le prix d'un objet manufacturé quelconque, et ceux qu'aurait une grande réduction du prix des produits immédiats du sol, seraient différens.

Il ne faut pourtant pas tirer des conséquences trop étendues de cette gradation de machines employées dans l'agriculture. Cette gradation existe en effet aujourd'hui dans presque tous les pays, et explique très-clairement l'origine et le progrès du fermage pendant que les fonds de terre sont encore très-abondans. Mais une telle gradation n'est strictement nécessaire ni pour la création primitive, ni pour la hausse ré-

gulière et consécutive du fermage. Tout ce qui est nécessaire pour produire ces effets c'est l'existence des deux premières causes du fermage, énoncées plus haut, avec le concours d'un territoire limité, ou de la rareté de terrains fertiles.

Quelles que soient les qualités d'un produit quelconque, il est bien connu qu'il ne peut avoir de valeur échangeable qu'autant qu'il ne se trouve pas en quantité trop au-dessus des besoins de ceux qui doivent en faire usage. Mais telle est la propriété des choses nécessaires à la vie, que, dans un territoire limité, et dans des temps ordinaires, elles ne sauraient être constamment en excès; et si toutes les terres d'un tel pays étaient exactement égales en qualité, et toutes d'un grand rapport, il n'y a pas de doute que, après que tous les fonds de terre auraient été mis en culture, les profits du capital et les salaires effectifs des travailleurs n'allassent en baissant jusqu'à ce que les profits fussent réduits au taux nécessaire pour maintenir le capital existant, et que les salaires fussent réduits au point nécessaire pour nourrir la population existante, tan-

dis que les fermages monteraient dans la proportion exacte de la fertilité du sol.

Les effets ne différeraient pas essentiellement, si la quantité de capital qui peut être employée avec avantage sur des terrains si fertiles, était extrêmement bornée, de manière qu'ils n'eussent besoin que du capital nécessaire pour labourer et ensemencer la terre. Le capital et la population pourraient néanmoins très-certainement aller en augmentant dans d'autres emplois, jusqu'à ce que l'un et l'autre devinssent stationnaires, et que le fermage eût atteint les limites prescrites par les facultés productives de la terre et par les habitudes de la nation. . . . .

Dans ce cas, il est évident que le fermage ne se règle pas d'après les gradations des terrains, ou d'après le différent produit du capital sur le même fonds de terre ; et c'est tirer une conséquence trop générale de la théorie du fermage, que de conclure avec M. Ricardo, que « c'est uniquement parce que la terre diffère en force productive, et parce que dans le progrès de la population, des terrains d'une qualité

inférieure, ou moins bien situés, sont défrichés, qu'on vient à payer un fermage pour avoir la faculté de les exploiter (1). »

On a déduit de la théorie du fermage une autre conséquence, qui renferme une erreur d'une bien plus grande importance, et contre laquelle il faut, par conséquent, bien se tenir en garde.

Dans le progrès de l'agriculture, à mesure que des terrains de plus en plus ingrats, sont exploités, le taux des *profits* doit se trouver borné, quant à sa quotité, par les pouvoirs productifs des terrains cultivés en dernier lieu, ainsi que nous le prouverons plus en détail dans un des chapitres suivans. On a inféré de là que, toutes les fois que la culture de certains fonds de terre est successivement abandonnée, le taux des profits doit monter, relativement à la fertilité naturelle plus grande des ter-

---

(1) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique, chap. II, p. 70, traduction française. Ce passage a été copié sur la première édition anglaise; il est légèrement changé dans la seconde, p. 51; mais pas assez pour en altérer essentiellement le sens.

rains les moins fertiles qui se trouveront alors en culture.

Si la terre, dans son état naturel, qu'elle fût ingrate ou fertile, ne rapportait aucun fermage, et si les prix relatifs du capital et des produits restaient les mêmes, dans ce cas, la totalité du produit se partagerait entre les profits et les salaires, et la conclusion qu'on vient de citer pourrait être juste. Mais les faits ne sont pas tels qu'on les suppose. Dans les pays civilisés, les terrains incultes rapportent toujours un fermage, qui est plus ou moins fort, selon les pouvoirs naturels que ces terrains possèdent pour élever des bestiaux, ou pour produire des arbres; c'est pourquoi, lorsque des terrains ont cessé d'être cultivés, surtout quand cela a été occasionné par l'importation de blé étranger à plus bas prix, et par conséquent sans qu'il y ait eu diminution de la population, les derniers terrains abandonnés peuvent encore donner un fermage modique, s'ils sont mis en pâturage, quoique fort au-dessous de celui qu'ils rapportaient pendant qu'ils étaient cultivés. Ainsi que nous l'avons dit dans la

section précédente, le fermage diminuera; mais pas autant en proportion que le capital employé à la terre, ou le produit qu'on en retire. Il n'y a pas de propriétaire qui consente qu'un fermier exploite sa terre en lui payant peu ou point de fermage, lorsqu'il peut, en la mettant en pâturage, en retirer un loyer bien plus considérable. Par conséquent, comme le produit des mauvaises terres actuellement exploitées ne peut pas se partager entièrement entre les profits et les salaires, et encore moins dans le cas supposé, il s'ensuit que l'état de ces terrains, ou leur degré de fertilité, ne saurait en aucune manière régler le taux des profits qu'on peut en retirer.

Si, à cette circonstance, on ajoute l'effet résultant d'une hausse dans la valeur du numéraire, et la baisse du blé, plus probable que celle des bestiaux propres aux travaux de l'agriculture, il est clair que la culture de la terre éprouvera des obstacles durables, et que les meilleurs terrains pourront ne pas rapporter des profits plus forts. Les fermages plus élevés qu'on paye pour les terrains exploités les derniers, joints

à la cherté des matières qui composent le capital du cultivateur, comparées au prix du produit, peuvent compenser pleinement, et surpasser même la différence de la fertilité naturelle.

Quant au capital que le fermier peut employer dans sa ferme, afin d'en tirer un produit plus fort, sans payer un surcroît de fermage, le taux de ses rentrées doit nécessairement se conformer au taux général des profits. Si les prix des articles manufacturés et commerciaux pouvaient rester les mêmes malgré la baisse de la main d'œuvre, dans ce cas les profits hausseraient infailliblement ; mais on vient de voir dans le chapitre précédent, que cela ne se peut pas. Les nouveaux prix de ces articles et les nouveaux profits du capital se régleront d'après les principes de la concurrence ; et quel que soit le taux ainsi fixé, des capitaux seront distraits de l'agriculture, jusqu'à ce qu'il soit atteint. Les profits du capital employé de la manière que nous venons de décrire, doivent toujours être une conséquence, et jamais une cause ni un régulateur.

Il faut ajouter que, dans le progrès régu-

lier d'un peuple vers la culture générale et le perfectionnement, et dans un état naturel de choses, il est raisonnable de présumer que, si les derniers terrains exploités sont fertiles, les capitaux doivent être rares, et les profits seront certainement élevés; mais si on cesse de cultiver des terres, parce qu'on a trouvé moyen de se procurer ailleurs du blé à meilleur marché, il n'est plus permis de tirer une semblable conséquence. Les capitaux peuvent, au contraire, être abondans, par rapport à la demande de blé et d'autres denrées; dans ce cas, et pendant que cette abondance se soutient, les profits doivent être faibles, quel que soit l'état de la terre.

Cette distinction me paraît être de la plus haute importance dans la pratique; et M. Ricardo me semble cependant l'avoir tout-à-fait négligée.

Il faut faire attention que le fermage payé pour les terres qui produisent sans exiger de culture, quoiqu'il établisse une différence très-essentielle dans la question relative aux profits et aux élémens qui constituent le prix, n'invalide nullement

l'importante doctrine, que dans les pays dont la prospérité est croissante, et qui, dans leur état naturel, possèdent des gradations de terrains, le blé se vend à son prix naturel ou nécessaire ; c'est-à-dire, au prix qui est nécessaire pour faire porter la quantité existante de grains au marché. Ce prix doit, terme moyen, être égal aux frais qu'a exigés la production de ce blé sur les plus mauvaises terres cultivées, en y joignant le fermage qu'auraient payé ces terres dans leur état naturel : car, si le prix baissait au-dessous de ce taux, le cultivateur de pareilles terres ne pourrait pas payer au propriétaire un fermage aussi fort que ce dernier aurait pu l'obtenir des mêmes terrains incultes ; c'est pourquoi ces terres resteraient sans culture, et le produit diminuerait. Le fermage des terres incultes, ou qui sont dans leur état naturel, forme donc évidemment une partie si nécessaire de tout produit agricole, que, s'il n'était pas payé, ces produits n'arriveraient point au marché; et le prix réel auquel le blé se vend, à une époque déterminée, est, terme moyen, absolument nécessaire pour que la même

quantité en soit produite ; ou, dans les termes énoncés plus haut, le blé, relativement à toute la quantité produite, se vend à son prix nécessaire.

Je me flatte que le lecteur m'excusera de lui avoir présenté sous différentes formes la doctrine, que le blé, relativement à sa quantité effective, se vend toujours à son prix nécessaire, de même que les produits manufacturés ; parce que je regarde cette vérité comme étant d'une haute importance, quoiqu'elle ait été entièrement négligée par les économistes, par Adam Smith, et par tous les écrivains, qui ont assuré que les produits immédiats du sol se vendent toujours à un prix de monopole.

SECTION VI.

De la liaison qui existe entre une grande richesse comparative et le haut prix comparatif des produits immédiats du sol.

Adam Smith a très-bien expliqué de quelle manière les progrès de la richesse et des perfectionnemens tendent à faire monter le prix du bétail, de la volaille, des objets d'habillement et de logement, des minéraux les plus utiles, etc. comparative-

ment au blé ; mais il n'est point entré dans l'explication des causes naturelles qui tendent à déterminer le prix du blé. Il a, à la vérité, laissé entrevoir au lecteur, qu'il regarde le prix du blé comme dépendant uniquement de l'état des mines, qui à une époque déterminée fournissent le numéraire circulant du monde commercial. Mais cette cause, qui peut rendre raison du haut ou du bas prix effectif du blé, ne saurait expliquer les différences relatives du prix du blé dans des pays différens, ou comparativement à certaines denrées dans le même pays.

Je partage entièrement l'opinion d'Adam Smith, qu'il est très-important de rechercher quelles sont les causes du haut prix ; car il peut résulter de ces recherches la conviction que les choses mêmes dont nous nous plaignons, sont peut-être les suites nécessaires et le signe le plus sûr de l'accroissement de la richesse et de la prospérité. Mais, de toutes les recherches sur cette matière, il n'en est aucune aussi importante et d'un intérêt plus général que l'investigation des causes qui influent sur le prix du blé, et qui occasionent les diffé-

rences de prix que l'on voit si souvent dans chaque pays.

Ces causes, par rapport aux principaux effets observés, paraissent se réduire à deux.

1. La différence dans la valeur des métaux précieux, dans chaque pays, et dans des circonstances différentes.

2. La différence dans la quantité du travail et du capital nécessaires pour la production du blé.

C'est la première cause, sans contredit, qui occasione la partie la plus considérable de l'inégalité dans le prix du blé, qui est la plus frappante et la plus remarquable, surtout dans des pays éloignés l'un de l'autre. Plus des trois quarts de la différence prodigieuse qui existe entre le prix du blé au Bengale et en Angleterre est probablement occasionée par la différence de la valeur du numéraire dans chacun de ces deux pays ; et c'est cette même cause qui contribue sans comparaison le plus à rendre le blé en Angleterre plus cher que dans la plupart des autres états de l'Europe. Les causes principales qui influent sur la valeur des métaux précieux dans chaque pays

sont, la plus ou moins grande demande de blé et de bras, et l'abondance ou le manque d'objets d'exportation. Lorsqu'il y a une grande facilité de production dans des branches particulières d'industrie, ou en d'autres termes, lorsqu'il y a abondance d'objets d'exportation, le blé et la main d'œuvre peuvent se maintenir à un très-haut prix comparatif; et dans le fait, c'est précisément ce haut prix, qui empêche les avantages naturels attachés à la facilité de production d'être en grande partie détruits par l'effet de la concurrence de l'intérieur, et c'est ce qui rend l'industrie de toutes les nations chez qui le blé et la main d'œuvre sont chers, singulièrement productive dans l'achat des produits de l'étranger. Mais cette matière sera discutée plus au long dans la suite de cet ouvrage. Ce qui dans ce moment doit principalement nous occuper, c'est l'examen de la seconde des causes que nous venons de poser.

La seconde cause du haut prix comparatif du blé, ce sont les frais de production comparativement élevés. S'il était possible de regarder le numéraire comme ayant une

valeur égale dans tous les pays, dans ce cas la cause du prix métallique du blé plus fort dans un pays, par rapport à un autre, serait la plus grande quantité de capital et de travail qu'il a fallu dépenser pour obtenir ce produit; et la raison du haut prix du blé, et de son renchérissement progressif dans les pays déjà riches, et dont la prospérité et la population vont toujours en croissant, on la trouverait dans le besoin d'avoir constamment recours à des terrains moins productifs, à des machines qui exigent plus de frais pour les mettre en mouvement, dont il résulterait que chaque portion additionnelle des produits immédiats du sol coûterait plus cher; on la trouverait enfin dans cette importante vérité, que le blé, dans un *pays en état progressif d'avancement*, se vend au prix nécessaire pour que l'approvisionnement actuel puisse s'effectuer; et qu'à mesure que cet approvisionnement devient de plus en plus difficile, le prix doit monter dans la même proportion.

Le prix du blé, déterminé par cette cause, doit par conséquent éprouver de grandes modifications par d'autres circonstances,

telles que, les impôts directs et indirects, les méthodes perfectionnées de culture, l'économie des bras employés à l'exploitation de la terre, et surtout l'importation des blés étrangers. Cette dernière cause, il est vrai, peut, à un degré considérable, faire disparaître les effets ordinaires de la grande richesse sur le prix du blé; et cette richesse peut alors se montrer sous une autre forme.

Que l'on suppose sept ou huit pays considérables, peu éloignés l'un de l'autre, et situés d'une manière très-différente par rapport aux mines. Supposons encore que le sol et les connaissances en agriculture y soient à peu près les mêmes, que leur monnaie soit dans son état naturel, qu'ils ne payent point d'impôts, et que tous les genres de commerce y soient libres, excepté celui du blé. Supposons ensuite qu'un de ces pays augmente considérablement son capital et perfectionne beaucoup ses procédés de fabrication au-dessus de tous les autres pays voisins, et qu'en conséquence il devienne beaucoup plus riche et peuplé; dans ce cas, je soutiens que cette augmentation comparative de richesse, ne pourra pas s'ef-

fectuer sans une hausse comparative dans le prix des produits immédiats de la terre; et que cette hausse, dans les circonstances supposées, serait l'indice naturel et la suite absolument nécessaire de l'accroissement de la richesse et de la population du pays en question.

Supposons à présent que le commerce du blé est entièrement libre entre ces pays, et que les dépenses du fret, etc., sont tout-à-fait insignifiantes; et supposons encore qu'un d'eux surpasse considérablement les autres en capital manufacturier, en procédés de fabrication, en richesse et en population. Dans ce cas, je dirais que l'importation du blé ayant l'effet d'empêcher une différence tant soit peu marquée dans le prix des produits immédiats de la terre, elle empêcherait de même toute différence considérable dans la quantité de capital dépensée à la culture de la terre, et dans la quantité de blé qu'on en obtient; et que par conséquent, ce grand accroissement de richesse ne pourrait s'opérer sans que cette nation se mît dans une grande dépendance des autres pour le blé; et que cette dépendance,

dans les circonstances supposées, serait un indice naturel et une conséquence nécessaire de l'accroissement de la richesse et de la population dans le pays en question.

Telles sont les deux alternatives que je regarde comme essentiellement attachées à tout grand accroissement comparatif de la richesse ; et la supposition que nous venons de faire s'applique, sauf quelques modifications, à l'état actuel de l'Europe.

En Europe, les frais du transport du blé sont souvent considérables. Ils opposent une barrière naturelle à l'importation ; et dans les pays mêmes qui se nourrissent habituellement de blé étranger, le prix des produits immédiats du sol doit être beaucoup au-dessus du niveau général. Au surplus, les prix des produits immédiats du sol dans les différens pays de l'Europe, seront diversement modifiés par la différente qualité des terrains, les différens degrés des impositions, et l'état très-différent des progrès de la science de l'agriculture. De lourds impôts et un sol ingrat peuvent occasioner un prix comparativement haut des produits immédiats de la terre, ou rendre le

pays très-dépendant des autres, sans qu'il possède une grande richesse ou une forte population; tandis que de grandes améliorations dans l'agriculture et un sol fertile, peuvent tenir le prix des produits agricoles peu élevé, et rendre le pays, malgré sa grande richesse, indépendant du blé étranger. Mais les principes que nous venons de poser sont les lois générales sur cette matière; et lorsqu'on en fait l'application à des cas particuliers, il faut toujours prendre en considération les circonstances particulières du cas en question.

Quant aux améliorations dans l'agriculture, qui, dans des terrains semblables, sont la cause principale qui retarde la hausse du prix, comparativement à l'accroissement des produits, quoiqu'elles aient quelquefois de grands résultats et une très-longue durée, elles ne peuvent pas en définitive être suffisantes pour empêcher la nécessité d'avoir recours à des terrains moins fertiles ou à des machines moins parfaites. Sous ce rapport, les produits agricoles sont essentiellement différens de ceux des manufactures.

Les frais de fabrication, ou la quantité de travail et de capital nécessaire pour produire une quantité déterminée d'objets manufacturés, tendent continuellement à diminuer; tandis que la quantité de travail et de capital nécessaire pour obtenir le dernier surcroît de produits agricoles qu'on obtient dans un pays riche et en état de prospérité croissante, a une tendance constante à augmenter.

C'est pourquoi nous voyons, par l'opération combinée des deux causes exposées dans cette section, que, malgré des perfectionnemens constans dans l'agriculture, le prix du blé en argent est généralement plus élevé dans les pays les plus riches; tandis que, malgré ce haut prix du blé et le haut prix de la main d'œuvre qui en est la suite, le prix en argent des objets manufacturés se maintient toujours plus bas que dans les pays pauvres.

Il m'est donc impossible d'être de l'avis d'Adam Smith, qui croit que le bas prix de l'or et de l'argent n'est pas une preuve de la richesse et de l'état florissant du pays où il a lieu. Certes, on ne peut rien inférer de

ce bas prix, lorsqu'on le considère d'une manière absolue, si ce n'est que les mines sont fécondes; mais si on le prend relativement, ou si on le compare à ce qu'il est dans d'autres pays, dans ce cas, le bas prix des métaux précieux peut conduire à d'importans résultats. S'il s'agit de mesurer la valeur de ces métaux dans différens pays, ou dans le même à des époques différentes, d'après le prix du blé, ainsi que Smith le propose lui-même, il me semble, soit que l'on ait égard à la première ou à la seconde des causes dont nous avons parlé dans cette section, qu'il est peu de signes aussi certains de richesse que le haut prix moyen des produits immédiats de la terre. En supposant donc que le numéraire ait une valeur uniforme relativement aux frais qu'il a coûté, dans ce cas, abstraction faite de l'importation et des perfectionnemens en agriculture, la richesse et la population d'un pays doit être proportionnée au haut prix de son blé. Et dans l'état actuel des choses, d'après les grandes différences qui existent dans la valeur de l'argent, on peut en général présumer que les pays qui ont la plus

grande abondance d'objets d'exportation, sont déjà riches, ou se trouvent dans le chemin qui doit les conduire rapidement à la richesse (1).

Il est important de déterminer ce point, afin de ne pas nous plaindre d'une chose qui est une des preuves les plus certaines de l'état florissant d'un pays.

---

(1) Cette conclusion peut paraître en contradiction avec la doctrine du *niveau* des métaux précieux ; et elle l'est en effet, si par *niveau* on entend le niveau de la valeur estimée selon la manière ordinaire. Je regarde en effet cette doctrine comme n'étant nullement prouvée par les faits. Les métaux précieux tendent continuellement à un état de repos, ou à un état de choses qui rende inutile leur déplacement. Mais lorsqu'ils ont atteint à peu près cet état de repos, et que le change entre tous les pays est presque au pair, la valeur des métaux précieux dans chaque pays, estimée en blé et en main d'œuvre, ou dans les denrées prises en masse, est très-loin d'être la même. Pour en être convaincu, il suffit de jeter un coup d'œil sur l'Angleterre, la France, la Pologne, la Russie et l'Inde, quand le change est au pair. Comment Adam Smith, qui propose le travail comme la véritable mesure de la valeur dans tous les temps et dans tous les lieux, a-t-il pu jeter les regards autour de lui, et soutenir que les métaux précieux ont toujours une valeur plus forte dans les pays les plus riches? Je n'ai jamais pu, je l'avoue, concilier une telle assertion avec le soin qu'il met d'ordinaire à établir ses théories sur des faits.

SECTION VII.

Des causes qui peuvent induire en erreur le propriétaire lorsqu'il donne ses terres à bail, au détriment de lui-même et du pays.

DANS la marche progressive d'un pays vers un état de grand perfectionnement, la richesse positive des propriétaires doit, d'après les principes que nous avons posés, s'accroître graduellement; quoique leur situation et leur influence relatives dans la société tendent plutôt à diminuer, par suite de l'augmentation du nombre et de la richesse de ceux qui vivent d'un excédant beaucoup plus important (1), c'est-à-dire des profits du capital.

La baisse progressive de la valeur des métaux précieux dans toute l'Europe, avec peu d'exceptions, et la baisse encore plus grande qui a eu lieu dans les pays les plus riches, jointe à l'augmentation du produit qu'on a obtenu de la terre, tout doit con-

(1) J'ai déjà laissé entendre qu'on pouvait sans impropriété regarder les profits comme un excédant ou surplus. Mais, quoi qu'il en soit, ils sont la source la plus importante de la richesse, puisqu'ils sont incontestablement la source principale de l'accumulation.

courir à faire espérer au propriétaire une augmentation de ses fermages, au renouvellement des baux. Mais en donnant ses terres à bail, il est sujet à commettre deux erreurs qui sont presque également nuisibles à ses intérêts et à ceux de son pays.

Il peut d'abord, séduit par l'appât d'obtenir sur-le-champ un fermage exorbitant offert par des fermiers qui renchérissent les uns sur les autres, donner sa terre à bail à un fermier qui n'ait pas assez de capital pour la cultiver d'après la meilleure méthode, et pour y faire les améliorations nécessaires. Une telle conduite annonce incontestablement la plus grande imprévoyance, dont les mauvais effets ont été fortement indiqués par les plus intelligens arpenteurs dans les renseignemens présentés dernièrement au parlement ; cela se fait surtout remarquer en Irlande, où l'imprudence des propriétaires à ce sujet, jointe peut-être à quelque difficulté réelle de trouver des fermiers bien solvables, a aggravé les causes de mécontentement dans le pays, et jeté les plus grands obstacles dans le chemin des améliorations de l'agriculture. La suite

d'une pareille faute, c'est la perte certaine de tout ce qui, dans l'avenir, peut être une source de fermage pour le propriétaire et de richesse pour le pays, et qui est le résultat de l'augmentation des produits.

La seconde faute que les propriétaires sont sujets à commettre, c'est de regarder une hausse des prix qui n'est que passagère, comme étant assez durable pour justifier l'augmentation du fermage. Il arrive souvent qu'une disette d'un ou deux ans, ou une demande extraordinaire provenant de toute autre cause, fait hausser le prix des produits agricoles à un point où il est impossible qu'ils puissent se maintenir. Les fermiers qui prennent des terres à bail sous l'influence de tels prix, s'exposent à faire banqueroute par le retour d'un état de choses plus naturel, en laissant leurs fermes dans un état de ruine et d'épuisement. Ces courtes époques de hausse des prix sont d'une très-grande importance, en ce qu'elles créent de nouveaux capitaux sur la terre, si les fermiers ont l'occasion de profiter de la hausse; mais si les propriétaires s'emparent de cet avantage dès qu'il

se présente, il y a une portion de capital d'anéantie au lieu d'être accumulée; et les propriétaires, aussi-bien que la nation, éprouvent une perte au lieu d'avoir fait un bénéfice.

Il faut agir avec la même prudence en augmentant le fermage, lors même que la hausse des prix paraît devoir être permanente. Dans la marche progressive des prix et du fermage, ce dernier doit toujours avancer plus lentement, non-seulement pour qu'on ait le temps de s'assurer si la hausse est passagère ou stable, mais, dans ce dernier cas même, afin de donner un peu de temps pour l'accumulation du capital sur la terre, dont le propriétaire est sûr de recueillir à la fin tout l'avantage.

Il n'y a pas de bonne raison pour croire que, si les propriétaires abandonnaient à leurs fermiers la totalité du fermage, le blé serait plus abondant et à plus bas prix. Si la manière dont nous avons envisagé la question dans la partie précédente de cette investigation est correcte, dans ce cas les dernières additions faites au produit territorial doivent se vendre à peu près au prix coûtant de la production, et le sol ne pourrait

en produire une quantité égale à un plus bas prix, même sans payer de fermage. Si l'on dispensait les fermiers de payer des fermages, cela n'aurait d'autre effet que d'en faire des petits seigneurs, et de leur donner l'envie de faire administrer leurs terres par des régisseurs négligens et insoucians, au lieu d'en surveiller la culture avec l'œil vigilant du maître, que la crainte de se ruiner empêche d'être négligent, et que la perspective de la concurrence force à être actif. Les exemples les plus nombreux d'une industrie heureuse et d'une instruction bien dirigée, se sont trouvés parmi les fermiers qui ont payé un loyer raisonnable pour leurs terres, qui ont consacré tout leur capital à leur entreprise, et qui sentent qu'il est de leur devoir de la surveiller soigneusement et sans cesse, en y ajoutant encore des capitaux toutes les fois que cela est en leur pouvoir.

Mais lorsque cette louable disposition domine parmi les fermiers, il devient de la plus haute importance pour le progrès des richesses, qu'ils aient la faculté d'accumuler, comme ils en ont le désir; et rien

ne contribue d'une manière plus efficace à donner cette faculté aux cultivateurs, que l'existence d'un intervalle de temps pendant lequel les prix montent sans qu'il s'ensuive immédiatement une hausse proportionnée des fermages. Ces intervalles de prix croissans, lorsqu'ils ne sont pas suivis de quelque mouvement rétrograde, contribuent très-puissamment aux progrès de la richesse nationale. Et j'oserais même affirmer que, lorsqu'une nation a acquis des habitudes d'industrie et d'économie, de hauts profits temporaires sont une source plus fréquente et plus puissante d'accumulation que l'esprit croissant d'économie, ou telle autre cause qu'on puisse désigner (1). Cette cause est la seule qui paraisse pouvoir expliquer l'étonnante accumulation qui a dû s'opérer en Angleterre parmi les particuliers, dans le cours

(1) Adam Smith fait mention des mauvais effets que les gros bénéfices produisent sur la conduite des capitalistes. Il se peut qu'ils conduisent quelquefois à la dissipation; mais, en général, je croirais que c'est la dissipation qui amène le plus souvent la rareté des capitaux et les forts profits, plutôt que les forts profits ne sont cause de la dissipation.

de la dernière guerre, et qui a laissé la nation anglaise en possession d'un capital fort augmenté, en dépit de l'énorme destruction annuelle pendant une époque si prolongée.

Parmi les causes temporaires qui font hausser le prix, et qui peuvent induire les propriétaires en erreur, il faut compter les variations irrégulières de la valeur de la monnaie. Quand elles ne paraissent pas être de nature à durer long-temps, les propriétaires doivent se conduire à leur égard de la même manière que dans les années d'une demande extraordinaire. Mais quand elles se prolongent pendant un temps aussi long que cela a eu lieu en Angleterre, il faut bien que les propriétaires règlent leurs fermages d'après l'état des choses, même au risque d'être obligés de diminuer de nouveau le prix des baux, lorsque la monnaie reviendra à son état naturel.

En ne donnant des fermes à bail qu'avec les précautions qu'on vient d'indiquer; les propriétaires peuvent avoir l'espoir bien fondé d'obtenir par la suite une augmentation graduelle et permanente des fermages,

et en général, non-seulement une augmentation proportionnée à la hausse du *prix* des produits, mais une augmentation encore plus forte, provenant de l'accroissement de la *quantité* de produits.

Si des baux également équitables pour le propriétaire et pour les fermiers, n'augmentent pas à chaque renouvellement successif, un peu plus que dans la proportion du prix des produits, cela sera en général dû à des impôts onéreux.

Quoiqu'il ne soit nullement exact de dire, avec les économistes, que tout impôt retombe sur le revenu net des propriétaires, il est cependant très-exact de dire qu'ils ont peu de moyens de se soustraire à l'action de l'impôt. Il est également vrai qu'ils possèdent un fonds plus disponible et mieux adapté que tout autre, pour asseoir des impôts. C'est aussi pourquoi ils sont plus souvent assujettis aux impôts directs et aux impôts indirects. Et s'il est vrai que les propriétaires payent, comme ils le font en effet, plusieurs des impôts qui frappent le capital du fermier et les salaires du manouvrier, aussi-bien que la portion de l'im-

pôt qui est directement assise sur eux-mêmes, ils doivent nécessairement s'en ressentir par la diminution qu'ils éprouveront de la portion du produit total, qui, sans cela, leur écherrait en partage.

SECTION VIII.

De la liaison intime et nécessaire qui existe entre les intérêts des propriétaires fonciers et ceux de l'état, dans un pays qui nourrit sa population.

ADAM SMITH dit que les intérêts du propriétaire foncier sont intimement liés avec ceux de l'état (1), et que la prospérité ou la détresse de l'un entraîne celle de l'autre. La théorie du fermage, telle que nous venons de la développer dans le présent chapitre, paraît confirmer fortement cette opinion. Si, dans un état quelconque des ressources naturelles du sol, les causes principales qui favorisent les intérêts du propriétaire sont, l'accroissement du capital et de la population, les améliorations dans l'agriculture, et la demande augmentée

(1) Voyez Smith, Richesse des nations. Liv. I, ch. 11, p. 394, 6e. édition anglaise.

des produits de la terre, occasionée par la prospérité du commerce, il est en effet difficile de regarder les intérêts des propriétaires comme séparés de ceux du gouvernement et de la nation.

Et cependant M. Ricardo soutient que « l'intérêt du propriétaire foncier est toujours en opposition avec celui du consommateur et du manufacturier (1), » c'est-à-dire, avec l'intérêt de tous les autres ordres de l'état. Il a été conduit à cette opinion, d'une manière très-conséquente, par le point de vue particulier sous lequel il a envisagé le fermage, et qui lui fait dire qu'il est de l'intérêt du propriétaire foncier que les frais de la production du blé soient augmentés (2), et que les améliorations dans l'agriculture tendent plutôt à faire baisser qu'à faire monter les fermages.

Si cette manière d'envisager le fermage était exacte, et s'il était réellement vrai que les revenus du propriétaire s'accrussent en

(1) Voyez Ricardo, Des principes de l'Économie politique, chap. 24, p. 196, traduction française.

(2) *Ibid.*

augmentant la difficulté, et diminuassent en diminuant la facilité de la production, la théorie serait incontestablement bien fondée. Mais si, au contraire, il est reconnu que le revenu du propriétaire dépend réellement de la fertilité naturelle de la terre, des améliorations dans l'agriculture et des inventions qui économisent la main d'œuvre, il est permis de croire, avec Adam Smith, que l'intérêt du propriétaire n'est point en opposition avec celui de la nation.

C'est une vérité tellement manifeste, qu'il ne vaut presque pas la peine de le dire, que, si des terrains de la plus grande fertilité étaient tellement abondans, relativement à la population, que chaque individu pût s'en approprier autant d'étendue qu'il en voudrait, il n'y aurait ni fermage ni des propriétaires proprement dits. On conviendra également que si, en Angleterre ou dans tout autre pays, il était possible que le sol devînt tout à coup si fertile, qu'un dixième de son étendue, avec la dixième partie du travail qui y est employé actuellement, pût nourrir au delà de la population existante, cela ferait pen-

dant quelque temps, baisser beaucoup le fermage.

Mais il est tout-à-fait inutile de nous arrêter davantage là-dessus, et de tirer des conséquences générales de suppositions qui ne peuvent jamais se réaliser.

Ce qu'il nous importe de savoir, c'est si, dans les limites du globe, et dans les pays et les districts encore plus limités que nous habitons, et sous l'empire des lois physiques qui influent sur les produits de la terre et l'accroissement de la population, telles que l'expérience nous les fait voir, si, en effet, dans cet état de choses, les intérêts du propriétaire sont en général en opposition avec ceux de la société. Et en considérant le sujet sous ce point de vue, la question peut se décider en invoquant les principes les plus incontestables, confirmés par les faits les plus frappans.

Quelques suppositions bizarres que nous puissions faire au sujet de l'augmentation soudaine de fertilité, rien de tout ce que nous avons vu ou entendu à ce sujet, n'approche pas pourtant en réalité de ce que nous savons quant à la faculté que possède la

population de s'accroître jusqu'au niveau des moyens de subsistance.

Des améliorations dans l'agriculture, quelque importantes qu'elles puissent être à la longue, ne sont jamais que partielles et graduelles. Partout où elles ont acquis une certaine étendue, il existe toujours une demande effective de bras; c'est pourquoi l'accroissement de la population, occasioné par la facilité augmentée de se procurer la nourriture, se met bientôt de niveau avec le produit additionnel. Au lieu de terrains abandonnés, il y a, au contraire, plus de terres en culture, en raison du bas prix des agens de la production, et dans cet état de choses, le fermage doit monter au lieu de baisser. Ces résultats me paraissent si complétement confirmés par l'expérience, que je doute qu'on puisse citer un seul exemple dans l'histoire de l'Europe, ou dans celle d'une autre partie du globe, d'une baisse des fermages occasionée réellement par des améliorations dans l'agriculture.

J'ajouterais même que, non-seulement jamais des améliorations dans l'agriculture

n'ont fait baisser les fermages, mais que, bien au contraire, elles ont été jusqu'à ce jour, et seront probablement à l'avenir, la source *principale* de la hausse du fermage, dans presque tous les pays que nous connaissons.

C'est une partie fondamentale de la théorie que nous avons développée dans ce chapitre, que presque tous les pays étant composés d'une gradation de terrains, le fermage doit monter à mesure que la culture s'étend à ceux qui sont moins fertiles; mais la liaison qui existe entre le fermage et la fertilité des terres subsiste avec la même force. Ce sont toujours les terrains fertiles qui payent des fermages, et jamais les terres ingrates. Ces dernières ne sont cultivées que par suite de l'accroissement de population, qui met en œuvre toutes les ressources du pays; et quand même il n'y aurait point de terrains ingrats, ces ressources seraient toujours mises à profit: un territoire limité, quelque fertile qu'il fût, serait bientôt peuplé, et le fermage hausserait, sans que la production des denrées alimentaires fût devenue plus difficile.

Il est donc évident que la difficulté de production n'a aucune espèce de rapport avec l'augmentation du fermage, excepté en tant qu'elle est, dans l'état actuel de la plupart des pays, la suite naturelle de l'accroissement du capital et de la population, ainsi que de la baisse des profits et des salaires, ou, en d'autres termes, d'un accroissement de richesse.

Mais, après tout, l'augmentation du fermage, due à la hausse du prix occasionée uniquement par la plus grande quantité de bras et de capital nécessaire pour faire produire à des terrains nouvellement cultivés une quantité déterminée de blé, est resserrée dans des limites plus étroites qu'on ne l'a pensé ; car, en jetant les yeux sur la plupart des pays connus, on verra que, dans le fait, ce sont les améliorations dans l'agriculture et l'économie du travail agricole, qui ont été jusqu'à ce jour, et qui seront vraisemblablement à l'avenir, la source la plus féconde de l'augmentation des fermages.

Nous avons déjà fait voir que la grande augmentation des fermages qui a eu lieu en

Angleterre pendant presque tout le dernier siècle, a été due surtout à des améliorations dans l'agriculture; car les profits ont plutôt monté que baissé, et les salaires des familles ouvrières n'ont éprouvé que peu ou point de diminution, si on y comprend les secours donnés par les paroisses, et les journées de travail des femmes et des enfans. Il faut donc que cette augmentation des fermages ait été le fruit des méthodes perfectionnées et des capitaux employés dans la culture de la terre, et elle n'a pas pu s'opérer aux dépens des profits et des salaires tels qu'ils existaient il y a près d'un siècle. Ils est constant que l'accroissement remarquable des fermages, qui a eu lieu dans les montagnes de l'Écosse pendant la moitié du dernier siècle, a été occasioné en grande partie par l'économie des bras employés à la culture.

En Irlande, ni les salaires des travailleurs, ni les profits du capital agricole, ne paraissent susceptibles de subir de réduction considérable; mais il n'est pas permis de douter qu'on ne puisse y faire augmenter considérablement les fermages, par un sys-

tème perfectionné d'agriculture, et par un commerce florissant, qui pousserait vers des cités industrieuses les fainéans qui, dans le moment actuel, ne sont qu'à demi employés aux travaux du labourage; en même temps qu'il ferait naître un surcroît de demande pour les produits de l'agriculture, tandis que le taux des profits et des salaires pourrait rester aussi élevé qu'auparavant.

Ces observations sont également applicables à la Pologne et à presque tous les pays de l'Europe. Il n'en est pas un seul dans lequel les salaires effectifs du travail soient élevés, et à peine peut-on en citer un dans lequel les profits du capital agricole soient en effet considérables. Si l'agriculture de ces pays ne subit point d'améliorations, et si l'accroissement futur de leur fermage est subordonné à l'augmentation du prix occasionée uniquement par la quantité plus forte de travail nécessaire pour la production des denrées alimentaires, je suis porté à croire que l'augmentation de leurs fermages se trouvera bientôt arrêtée dans son progrès. Le taux des profits et des

salaires n'est pas en ce moment tel, qu'il soit susceptible de supporter une grande diminution ; et à moins de l'introduction de méthodes plus perfectionnées de culture, et surtout de l'économie des bras dans l'agriculture, il est probable que des terrains *beaucoup plus* ingrats que ceux qui sont cultivés à présent ne pourraient pas payer les frais de culture.

Les contrées fertiles de l'Inde et de l'Amérique méridionale même se trouvent dans un état à peu près semblable. D'après tous les renseignemens que nous possédons sur ces pays, je ne puis croire que les profits *agricoles* y soient élevés, et il est sûr que les salaires réels du journalier y sont en général à bas prix ; et quoique les profits et les salaires, pris ensemble, ne soient pas assez faibles pour empêcher l'augmentation des fermages par suite d'une plus grande extension de l'exploitation sans le concours d'améliorations dans l'agriculture, je crois cependant que l'accroissement dont ils sont susceptibles par cette cause, ne peut être qu'insignifiant, si on le compare à ce qu'il pourrait devenir dans un système perfec-

tionné de culture et de commerce florissant, même sans aucun sacrifice de la part du laboureur ou du cultivateur.

Les États-Unis d'Amérique paraissent être le seul pays connu dans lequel les salaires du journalier et les profits du capital employé à l'agriculture soient à présent assez élevés pour permettre qu'il y ait une augmentation considérable de fermage sans des améliorations dans la culture de la terre. Et ce n'est probablement que dans le cas où les connaissances pratiques et les capitaux d'un peuple ancien et industrieux, sont employés sur un territoire nouveau, fertile et étendu, sous l'influence d'un gouvernement libre, et dans une situation favorable pour l'exportation des produits naturels du sol, qu'un tel état de choses peut exister.

Dans les anciens états, nous savons par expérience que les salaires du journalier peuvent être à très-bas prix, et les profits du cultivateur pas très-élevés, pendant qu'une immense étendue de bons terrains reste sans culture. Il est en effet évident qu'un système dispendieux et mauvais de

culture, joint à une distribution vicieuse de la propriété qui empêcherait le progrès de la demande, pourrait maintenir les profits de l'agriculture à un taux peu élevé, même dans les pays dont le sol est le plus fertile. Et le très-grand nombre de bras employés à l'agriculture dans les pays les plus arriérés, ferait croire que le cas supposé se rencontre assez souvent. Mais il faut convenir que, dans les cas semblables, la grande source de l'augmentation future des fermages tient aux perfectionnemens dans l'agriculture, et à la demande que fait naître un commerce florissant, extérieur et intérieur, et ne provient pas de l'augmentation du prix due au besoin d'une quantité additionnelle de bras pour produire une quantité déterminée de blé.

Si cependant, dans un pays qui continue à produire à peu près tout le blé nécessaire pour sa consommation, ou au moins qui continue à fournir une même proportion de cette consommation, on voit que les améliorations de toute espèce qui à notre connaissance ont pu s'opérer dans l'agriculture, dans les manufactures ou dans le

commerce, et au moyen desquelles un pays s'est enrichi, tendent à faire hausser les fermages; et si on observe de même que tout ce qui appauvrit un pays tend à faire baisser le fermage, il faudra avouer que l'intérêt des propriétaires et celui de l'état sont, dans les circonstances supposées, absolument inséparables.

M. Ricardo, ainsi que je l'ai déjà remarqué, n'envisage le progrès du fermage que sous un seul point de vue très-borné. Il l'attribue uniquement à l'augmentation du prix, provenant de la difficulté augmentée de production (1). Mais si, dans beaucoup de pays, il est possible d'augmenter le fermage du double ou du triple, moyennant des améliorations dans l'agriculture, tandis qu'il en est peu où il pourrait être élevé d'un quart, d'un cinquième, et dans

---

(1) M. Ricardo paraît toujours croire que la difficulté plus grande de produire doit être surmontée par l'augmentation du prix, et que la même quantité continuera à être produite; mais c'est là une supposition gratuite; car, d'où ce renchérissement viendra-t-il? La difficulté de produire, dans l'état existant des ressources d'un pays, doit toujours tendre à diminuer la production.

quelques-uns pas même d'un dixième, par l'augmentation du prix provenant de la difficulté augmentée de production, n'est-il pas évident qu'une telle manière d'envisager le fermage n'embrasse qu'une très-petite partie du sujet, et, par conséquent que toute conclusion générale qu'on pourrait en tirer doit être tout-à-fait inapplicable dans la pratique?

Quant à des améliorations dans l'agriculture, il est à propos de remarquer que la manière dont M. Ricardo estime l'augmentation ou la diminution du fermage, est tout-à-fait singulière; et cette singularité dans l'emploi qu'il fait des mots, tend à éloigner ses conclusions encore davantage de la vérité, telle qu'on est dans l'habitude de l'énoncer dans le langage consacré en économie politique.

En parlant de la répartition de la totalité du produit de la terre et du travail d'un pays entre les trois classes, des propriétaires, des capitalistes et des ouvriers, il ajoute ce qui suit :

« Ce n'est point par la quantité absolue des produits obtenus par chacune des trois

classes, que nous pourrons juger exactement du taux des profits, de celui du fermage des terres et des salaires; c'est uniquement par la quantité de travail nécessaire à la production que cela peut s'estimer. Le produit total pourrait doubler par l'effet des améliorations dans l'agriculture et du perfectionnement des machines; mais si les salaires, les profits des terres et ceux des capitaux doublaient aussi, les rapports entre eux resteraient les mêmes, sans qu'on pût dire que l'un eût varié relativement à l'autre. Si cependant les salaires, au lieu d'éprouver toute cette augmentation, n'avaient haussé que de moitié au lieu du double; si le fermage des terres n'avait augmenté que de trois quarts, le reste de l'augmentation portant sur les profits des capitaux, je crois qu'il serait exact de dire que les profits des terres et les salaires ont baissé, tandis que les profits sur les capitaux se sont accrus. Car si nous possédions une mesure invariable de la valeur de ces produits, nous trouverions que la classe des ouvriers et des propriétaires a eu en partage une portion moindre, et celle des

capitalistes une plus forte que par le passé (1). »

Et un peu plus loin, après avoir établi quelques proportions déterminées, il ajoute: « Je dirai alors que les salaires et la rente des terres sont tombés, et que les profits des capitaux ont augmenté, quoique par suite de l'abondance des denrées la *quantité* payée à l'ouvrier et au propriétaire se trouve augmentée dans le rapport de 25 à 44 (2). »

Tout ce que je conclus de cette manière de voir de M. Ricardo, c'est que, si l'application de sa mesure invariable de la valeur conduit naturellement à l'emploi d'un tel langage, dans ce cas, le plus tôt nous nous débarrasserons de cette mesure, ce sera le mieux; car dans l'investigation de la nature et des causes de la richesse des nations, elle doit nécessairement être une source éternelle de confusion et d'erreur. Car comment faudra-t-il s'expliquer dans cette hypothèse? Il faudra dire que le fermage

---

(1) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique, chap. 1, p. 57 et 58, traduction française.

(2) *Ibid.*

du propriétaire a diminué, et que ses intérêts souffrent, lorsqu'il reçoit pour son fermage plus de trois quarts des produits naturels du sol de plus qu'il n'en recevait auparavant, moyennant lesquels il pourra bientôt se trouver en état, suivant la doctrine même de M. Ricardo, de payer trois quarts plus de travail. Et en appliquant cette manière de parler à l'Angleterre, nous serons forcés de dire que le fermage a baissé considérablement depuis quarante ans, parce que, quoiqu'il ait augmenté beaucoup de valeur échangeable, et qu'il s'échange contre plus de numéraire, plus de blé, plus de travail et d'objets manufacturés, il paraît pourtant, d'après les recensemens présentés au bureau de l'agriculture, que le fermage ne forme actuellement qu'un cinquième du produit brut (1), tandis qu'il en formait jadis le quart ou le tiers.

Si nous parlons de main d'œuvre, il faudrait dire qu'elle est à bas prix aux États-Unis d'Amérique, quoique nous ayons jus-

---

(1) Voyez *Reports from the Lords on the Corn Laws*, p. 66.

qu'à présent été dans l'habitude de la regarder au contraire comme très-chère, soit en l'estimant en argent, soit relativement à la quantité des choses nécessaires ou utiles à la vie contre lesquelles elle peut s'échanger. Par la même raison, il faudra donc dire que la main d'œuvre est chère en Suède; car, quoique le journalier n'y reçoive que de faibles salaires en argent, avec lesquels il ne peut se procurer qu'une bien petite quantité des choses nécessaires et utiles à la vie, cependant, dans la répartition de la totalité du produit d'une culture pénible sur un sol ingrat, il est possible qu'une plus forte proportion en revienne aux laboureurs (1).

(1) C'est principalement cette application extraordinaire des mots usuels qui rend l'ouvrage de M. Ricardo d'une intelligence si difficile pour bien des personnes. Il faut en effet un effort constant et pénible de l'esprit pour pouvoir se rappeler à tout moment ce que M. Ricardo entend par fermage élevé ou réduit, et par des salaires hauts ou bas. A d'autres égards le style dans lequel son ouvrage est écrit m'a toujours paru parfaitement clair. Je ne l'ai jamais trouvé obscur que lorsque la manière de voir de l'auteur est erronée, ou lorsqu'il se sert de termes dans une acception inusitée.

Ce qui a entraîné M. Ricardo à employer un langage aussi inusité, c'est l'erreur fondamentale qu'il a commise en confondant ce qu'une chose coûte avec ce qu'elle vaut, et l'erreur additionnelle d'assimiler les produits naturels de la terre aux produits des manufactures. Si, par des perfectionnemens dans les machines, la quantité des mousselines augmentait du double, il pourrait arriver que cette quantité augmentée ne pût pas procurer en échange plus de travail et de choses de première nécessité que par le passé, et dans ce cas, elle n'aurait que peu ou point d'effet sur la population. Mais M. Ricardo a dit lui-même que, « si de semblables perfectionnemens s'étendaient à tous les objets de la consommation de l'ouvrier, dans très-peu d'années son aisance se trouverait vraisemblablement à peine augmentée (1). » Par conséquent, suivant M. Ricardo, la population doit augmenter dans la même proportion que l'accroissement des articles

(1) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique. Chap 1, p. 16 et 17, traduction française.

principaux qui servent à la consommation du journalier.

Mais si la population s'accroît en raison de la quantité de choses nécessaires à la vie que l'ouvrier peut se procurer, dans ce cas, le surcroît des produits naturels de la terre qui échеoit en partage au propriétaire, doit augmenter la valeur échangeable du revenu de ses fermes, estimé en travail, en blé ou en autres denrées. Et certes, c'est d'après la valeur réelle d'échange, et non d'après une mesure imaginaire destinée à mesurer des *proportions* ou des frais de main d'œuvre, que le fermage et l'intérêt des propriétaires doivent être estimés. Il peut en effet arriver souvent qu'à la suite d'améliorations successives, le fermage monte, selon l'acception naturelle du mot, tandis que d'après la nouvelle manière dont M. Ricardo estime le fermage, on pourrait dire qu'il baisse.

Il est presqu'inutile de dire que, en parlant de l'intérêt du propriétaire, j'entends toujours ce que je nommerais volontiers le revenu réel de ses fermes et son véritable intérêt, c'est-à-dire, les moyens qu'il

a de payer des bras et d'acheter les choses nécessaires et utiles à la vie ; quelle que soit la proportion qui puisse exister entre ce revenu et la totalité du produit, et quelle que soit la quantité de travail qu'ait pu coûter la portion du produit qui constitue le fermage (1). Mais le fait est que les améliorations dans l'agriculture tendent assez promptement, même d'après les concessions de M. Ricardo, à accroître la *part* du produit total qui revient au propriétaire ; ensorte que, sous quelque point de vue

(1) Cette définition du mot *fermage* me semble s'accorder rigoureusement avec celle que j'en ai donnée en premier lieu. Je dis que c'est la *portion* (et non la *proportion*) de la valeur du produit que le propriétaire reçoit ; et si la valeur de la totalité du produit d'une étendue quelconque de terrain s'accroît, la portion de valeur qui revient au propriétaire peut augmenter considérablement, quoique la *proportion* qui existe entre cette portion et la totalité du produit puisse diminuer. M. Ricardo a dit lui-même en termes formels, que l'excédant des produits de la terre, par delà leurs frais de production, constitue le fermage en argent. Mais s'il arrive continuellement que le fermage en argent hausse, et qu'il acquière en même temps une plus forte valeur réelle d'échange, quoiqu'il forme une moindre *proportion* de la valeur du produit total de la terre en question, il s'ensuit évidemment que ni le fermage en argent, ni le fermage réel ne se règlent d'après cette *proportion*.

que l'on considère le sujet, on est forcé de convenir que, abstraction faite des importations, l'intérêt des propriétaires fonciers est strictement et nécessairement lié à l'intérêt de l'état.

SECTION IX.

De la liaison qui existe entre l'intérêt du propriétaire foncier et l'intérêt de l'état, dans les pays qui importent du blé.

Le seul doute qui puisse s'élever sur l'intime liaison qui existe entre l'intérêt des propriétaires fonciers et l'intérêt de l'état, a rapport à la question de l'importation. Or, il est évident qu'à cet égard et dans tous les cas, la condition du propriétaire foncier n'est pas plus mauvaise que celle des autres citoyens; et quelques-uns des plus chauds partisans de la liberté de commerce représentent avec raison la situation du propriétaire foncier comme étant même bien préférable. Personne n'a jamais douté que l'intérêt individuel des fabricans de draps, de soieries ou de toiles, ne fût exposé à souffrir de la concurrence des produits de l'étranger; et peu de gens nieront que l'importation d'un grand nombre de

travailleurs ne tende à faire baisser les salaires. En considérant donc la chose sous son point de vue le plus défavorable, la condition du propriétaire foncier, relativement à l'importation, n'est pas différente de celle des autres classes de la société.

Mais Adam Smith, dont l'autorité est sans doute d'un grand poids, soutient que la plus grande liberté d'importer du blé et autres produits naturels de la terre, ne peut faire aucun tort ni aux fermiers ni aux propriétaires (1); et il est assez généralement reconnu que ces produits, en raison de leur grand volume, doivent nécessairement être plus à l'abri des effets de la concurrence étrangère qu'aucune autre marchandise.

La proposition d'Adam Smith est incontestablement trop générale; c'est l'autre opinion qui est rigoureusement vraie. Il faut cependant avouer que si l'intérêt individuel des propriétaires peut être compromis par l'importation, il ne l'est pas, à beaucoup

(1) Richesse des nations. Liv. IV, chap. 2, page 189, 6e. édition anglaise.

près, autant que celui de quelques autres classes de la société. J'ai des raisons de penser que, dans certains cas qui peuvent facilement arriver, la diminution que le fermage pourrait éprouver par suite de l'importation des denrées étrangères, ne serait point compensée par des avantages proportionnés pour l'état; ces raisons, je les ai déjà exposées avec assez de détail dans la cinquième édition de mon Essai sur le Principe de la population (1), auquel je renvoie le lecteur.

Je n'ajouterai ici qu'une seule observation, qui, si elle est fondée, doit certainement avoir un grand poids; c'est que l'emploi du capital à la culture de la terre, tel qu'il a souvent lieu, me semble le seul cas pratique un peu remarquable, dans lequel réellement et d'après la manière dont les choses se passent, l'intérêt des individus et celui de l'état ne soient pas d'accord l'un avec l'autre.

Si la terre était toujours considérée comme un instrument commercial, qu'on

(1) Vol. II, liv. III, chap. 12.

pût acheter et vendre dans le but seul du profit qu'on pourrait en tirer, et si les propriétaires seuls s'en servaient, dans ce cas, tout accroissement de valeur et de puissance que cet instrument pourrait acquérir par l'usage et par des perfectionnemens entrerait naturellement en ligne de compte, pour décider si un capital pourrait être employé avec plus de profit à l'agriculture, ou au commerce et aux manufactures, et quel serait l'avantage que l'état retirerait de l'emploi d'un tel capital; avantage qui, en général, dans un cas comme dans l'autre, serait proportionné au bénéfice fait par les individus. Mais la vérité est que cet état de choses n'existe que rarement. Une très-grande étendue de terre, dans la plupart des pays de l'Europe, est soustraite du marché par le droit de primogéniture, l'existence des majorats et le désir de conserver une influence territoriale; et la portion des terrains, dont les classes mercantiles et d'autres individus qui possèdent des propriétés mobiliaires, font l'acquisition, ils l'achètent plutôt dans le but de s'assurer un revenu sur des richesses déjà ac-

quises, et d'avoir une part à l'influence des anciens propriétaires fonciers, que dans l'intention de faire leur fortune ou de l'augmenter. L'effet naturel de ces habitudes et des sentimens de la grande masse des propriétaires fonciers, c'est que la culture des terres doit être principalement dirigée par des fermiers. Et il est reconnu que non-seulement les travaux habituels de la culture des terres sont principalement conduits par des personnes qui n'en sont pas les propriétaires, mais qu'une grande partie même des améliorations stables dans l'agriculture et dans les instrumens et les méthodes d'exploitation qui ont si particulièrement distingué les derniers trente ans, a été effectuée au moyen des capitaux des fermiers.

Mais s'il est vrai, comme je le crois, qu'une grande partie des améliorations qui se sont opérées dans l'agriculture, sont dues au capital, aux connaissances et à l'industrie des fermiers, c'est donc une vérité la plus claire et incontestable, que les avantages que ces individus ont retirés d'un capital employé dans l'agriculture, comparés à ceux d'un capital employé dans le commerce

et dans les manufactures, ne peuvent pas avoir été proportionnés aux avantages que la nation en a retirés; ou en d'autres termes, que l'intérêt des individus dans l'emploi des capitaux, ne s'est point identifié dans ce cas avec l'intérêt de l'état.

Cela deviendra tout-à-fait évident, si l'on examine attentivement quel serait l'effet relatif qu'aurait pour les individus et pour l'état l'emploi d'un capital de 10,000 liv. st. dans l'agriculture, ou dans les manufactures, dans les circonstances exposées.

Supposons qu'un capital de 10,000 liv. st. soit employé dans le commerce et dans les manufactures pendant vingt ans, qu'il rapporte un intérêt de douze pour cent, et que le capitaliste le retire au bout de ce temps, après avoir doublé sa fortune. Il est évident que, pour donner le même encouragement à l'emploi d'un tel capital dans l'agriculture, il faut qu'il offre les mêmes avantages, ou à peu près. Mais pour qu'un individu qui emploie son capital dans une ferme à bail puisse convertir ces 10,000 liv. st. dans le cours de vingt ans en 20,000 liv. st., il faut nécessairement qu'il fasse de plus gros pro-

fits annuels, pour être à même de recouvrer la portion de son capital qu'il a fixé sur la terre, et qu'il ne peut pas en retirer à l'expiration de son bail; et s'il a réellement fait des bonifications essentielles, il doit nécessairement laisser la terre au propriétaire à la fin du bail, en état de rapporter un bien plus haut fermage qu'au commencement du bail, abstraction faite de tout changement dans la valeur de la monnaie. Mais ces plus fortes rentrées annuelles, dont le fermier qui n'a que la jouissance temporaire d'un fonds de terre, a besoin pour obtenir les profits ordinaires du capital, subsistent, au moins en partie, sous forme de fermage à l'expiration des baux, et c'est autant de gagné pour l'état.

Dans le cas d'un capital employé dans le commerce et dans les manufactures, le profit de l'état est en proportion de celui du particulier; mais dans le cas d'un capital employé à l'agriculture, l'état gagne bien davantage; et cela est également vrai, soit qu'on estime le produit en argent, soit qu'on l'estime en blé et en main d'œuvre. Dans les deux cas, et dans des circonstances qui

très-probablement se sont déjà réalisées, les profits que l'état retire des capitaux employés dans l'agriculture, peuvent aller peut-être à quatorze ou quinze pour cent, tandis que dans les mêmes cas les particuliers n'auront peut-être fait qu'un bénéfice de douze pour cent.

Sir John Sinclair, dans son ouvrage sur l'Agriculture de l'Écosse, a décrit en détail une ferme dans le Lothian oriental, dans laquelle le fermage se monte à près de la moitié du produit; et le fermage et les profits pris ensemble donnent annuellement un bénéfice de cinquante-six pour cent, sur le capital employé. Or, le fermage et les profits pris ensemble sont la mesure réelle de la richesse que la nation retire des capitaux employés de la manière énoncée; et comme la ferme en question est une de celles où est en usage le système des assolemens qui a reçu les plus importans perfectionnemens depuis quelques années, il y a peu de doute qu'une partie considérable de cet accroissement de richesse a dû provenir du capital employé par le fermier qui avait la ferme avant le renouvellement du

bail, quoique ce ne soit point cet accroissement de richesse pour l'état qui ait pu engager le fermier à faire un tel emploi de son capital.

Si donc, pendant la guerre aucun obstacle ne s'était opposé à l'entrée du blé étranger, et que les profits de l'agriculture n'eussent été que de dix pour cent, tandis que ceux du commerce et des manufactures auraient été de douze pour cent, le capital national aurait afflué par conséquent vers le commerce et les manufactures; et si nous mesurons toujours l'intérêt de l'état par celui des particuliers, cette direction des capitaux aurait été plus avantageuse dans la proportion de douze à dix. Et cependant, si la manière dont nous venons d'envisager la question est juste, au lieu d'une direction profitable du capital, détourné d'un emploi rapportant dix vers un autre qui en produit douze, si on calcule ce bénéfice d'après celui des particuliers intéressés, cette direction peut avoir été désavantageuse en ce que ce placement de capital à douze pour cent l'a fait détourner d'un emploi où il aurait rapporté qua-

torze pour cent de profit réel pour la nation.

Il est donc évident que les restrictions naturelles (1) à l'importation du blé étranger en Angleterre, pendant la dernière guerre, par la hausse forcée qu'elles ont amenée dans les profits de l'agriculture du pays, ont pu donner au capital national une direction plus avantageuse qu'elle n'aurait pu l'être sans cela; et au lieu d'avoir opposé une barrière aux progrès de la richesse et de la population, comme cela aurait paru tout naturel à la première vue, ces restrictions peuvent au contraire avoir favorisé ces progrès d'une manière la plus prononcée et la plus efficace.

Et dans le fait, non seulement de telles restrictions peuvent, mais elles doivent produire de pareils effets, toutes les fois

---

(1) Il est très-important de se rappeler que le haut prix du blé, depuis 1798 jusqu'en 1814 (en Angleterre), a été l'effet de la guerre et des saisons, et n'a pas été causé par les lois sur le commerce des grains; il faut aussi se bien convaincre qu'un pays dont les ports sont ouverts, peut néanmoins éprouver de très grandes-variations dans le prix du blé, pendant la guerre aussi-bien que dans la paix.

que la demande de blé indigène est telle que les profits des capitaux employés dans la culture des terrains nouvellement défrichés, en y joignant le fermage qu'ils font naître, rapportent de plus gros bénéfices en proportion du capital employé, que ne font les capitaux engagés dans le commerce et dans les manufactures; parce que dans ce cas, quoiqu'on pût acheter du blé étranger, si ces restrictions n'existaient pas, à un prix plus bas en argent que le blé du pays, on ne pourrait jamais l'acheter avec aussi peu de dépense de capital et de travail (1), ce qui est la véritable preuve d'un emploi avantageux des capitaux.

---

(1) Si l'effet des restrictions à l'importation était d'augmenter nécessairement la quantité de travail et de capital que la production du blé requiert, dans ce cas il serait impossible de les justifier un seul moment sous le rapport de la richesse et du pouvoir productif qu'on peut en attendre. Mais si, en faisant affluer des capitaux vers l'agriculture, ces restrictions donnent naissance à des améliorations permanentes, la question est tout-à-fait changée; car des bonifications permanentes dans l'agriculture ressemblent, pour l'effet, à l'acquisition d'un nouveau terrain. Et lors même qu'elles ne produiraient point un pareil effet, elles pourraient toujours être très-désirables

Mais si le progrès de la richesse a été plutôt accéléré que retardé par l'effet des restrictions à l'importation du blé étranger, par suite de la quantité des produits du sol achetés moyennant une quantité donnée de capital et de travail dans le pays même, plus grande qu'on n'aurait pu s'en procurer dans l'étranger avec le même capital et le même travail, il est très-clair que la population a dû être plutôt favorisée que contrariée; et certes, l'accroissement extraordinaire et rapide de la population qu'on sait avoir eu lieu pendant les dernières dix ou quinze années de la guerre, tellement au delà du terme moyen du siècle, tend fortement à confirmer cette conclusion.

La proposition qu'on vient d'énoncer peut causer quelque surprise; mais le lecteur reconnaîtra combien elle est limitée. Ses effets généraux dépendent de ce

---

sous d'autres rapports encore plus importans. Les événemens récens doivent nous inspirer des craintes sérieuses sur une grande augmentation de la *proportion* de notre population manufacturière, sous le double rapport du bonheur et de la liberté nationale de l'Angleterre.

que des améliorations permanentes soient faites au moyen d'un capital dont le possesseur n'a qu'un intérêt temporaire dans les résultats de ces améliorations; et par rapport aux restrictions à l'importation, cela tient à l'effet qu'elles peuvent avoir, de donner lieu à des améliorations qui n'auraient pas eu lieu sans cela, en faisant naître une plus forte demande pour les produits de l'agriculture du pays. Mais aucune de ces deux circonstances, qui se trouvent ordinairement réunies, n'est absolument nécessaire.

Des quantités considérables de capital pourraient être employées à la culture de la terre, et un accroissement temporaire de demande pour les produits territoriaux pourrait exister, sans qu'il y eût des améliorations permanentes dans l'agriculture. Tout ce que nous prétendons c'est que, toutes les fois que dans de pareilles circonstances, des améliorations permanentes ont réellement lieu, et que des fermages sont créés, il est impossible de ne pas admettre la conclusion, que, dans toute la latitude de ces effets, les avantages que la nation retire

de la valeur échangeable créée par ce capital (1), sont décidément plus grands que ceux des particuliers.

Cette considération, jointe à celles que nous avons déjà présentées, peut rendre au moins douteux, si même dans le cas de restrictions à l'importation du blé étranger, l'intérêt de la nation n'est pas quelquefois le même que celui des propriétaires. Mais il n'existe point de semblable doute quant aux restrictions à l'importation des autres marchandises. Et si nous ajoutons que, le commerce étant parfaitement libre d'une nation à l'autre, il est du plus grand intérêt pour ceux qui vivent du revenu de leurs fermes, qu'il y ait accroissement de capital et de population, tandis que pour ceux qui subsistent des profits du capital et des salaires, un accroissement de capital et de population est, pour le moins, un avantage

(1) Je veux parler de la valeur échangeable et du taux des profits, et non de l'abondance des objets d'utilité et d'agrément. Dans presque tous les perfectionnemens des machines, l'état en dernière analyse gagne plus que les producteurs ; mais il n'en est pas de même quant au taux des profits et à la valeur réelle d'échange.

beaucoup plus douteux ; on pourra affirmer hardiment, qu'il n'est aucune classe de la nation dont les intérêts soient si intimement et si nécessairement liés avec la richesse et la puissance nationale, que la classe des propriétaires fonciers.

SECTION X.

Observations générales sur l'excédant du produit de la terre.

Il est assez extraordinaire que l'avantage très-considérable que la société retire de l'excédant du produit de la terre, qui dans les progrès des nations, est principalement le partage des propriétaires, sous la forme de fermage, n'ait point été jusqu'à présent suffisamment compris et reconnu. J'ai dit que cet excédant était un bienfait de la Providence, et je suis fermement convaincu qu'il mérite ce titre à tous égards. Mais M. Ricardo en parle de la manière suivante :

« Rien n'est plus commun que d'entendre parler des avantages que possède la terre sur toute autre source de production utile, et cela par le surplus qu'on en retire sous la forme de fermage. Et cependant, lors-

qu'il y a plus de terrains, et qu'ils sont plus fertiles et productifs, ils ne donnent plus de fermage; et ce n'est qu'après qu'ils se détériorent, le même travail donnant moins de produit, qu'on détache une partie du produit primitif des portions plus fertiles de terre, pour le payement du fermage. Il est assez singulier que cette qualité de la terre qui aurait dû être regardée comme un désavantage, si on la comparait aux autres agens naturels qui favorisent le manufacturier, ait été considérée au contraire comme ce qui lui donnait une prééminence marquée. Si l'air, l'eau, l'élasticité de la vapeur, et la pression de l'atmosphère pouvaient avoir des qualités variables; si l'on pouvait se les approprier, et que chacune de ces qualités n'existât qu'en quantité médiocre, tous ces agens donneraient un profit selon qu'on tirerait successivement parti de leurs qualités. A chaque emploi d'une qualité inférieure, la valeur des produits dans la fabrication desquels elle entrerait, hausserait, parce que des quantités égales de travail industriel donneraient moins de produits. L'homme travaillerait plus de son

propre corps, la nature ferait moins, et la terre ne jouirait plus d'une prééminence fondée sur son pouvoir borné.

» Si le surplus du produit qui forme le fermage des terres est un avantage, il serait alors à désirer que tous les ans les machines récemment construites devinssent moins productives que les anciennes, car cela donnerait infailliblement plus de valeur aux marchandises fabriquées, non-seulement au moyen de ces machines, mais par toutes celles du pays, et l'on payerait alors un fermage à tous ceux qui possèderaient les machines les plus productives (1). »

Lorsqu'il est question d'un bienfait de la Providence, nous devons certainement apprécier sa valeur selon les rapports qu'il a avec les lois constitutives de notre nature, et celles du monde dans lequel nous vivons. Or, si quelqu'un veut se donner la peine de calculer, il verra que, s'il était possible d'obtenir les choses nécessaires à la vie en quantité illimitée, et que la population dou-

(1) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique, chap. II, p. 83 à 87, traduction française.

blât tous les vingt-cinq ans, la postérité qui aurait pu naître d'un seul couple depuis l'ère chrétienne aurait suffi, non-seulement pour couvrir entièrement toute la terre, de manière à ce que, sur chaque verge carrée, il y eût quatre personnes, mais pour remplir toutes les planètes de notre système solaire de la même manière, et de plus, toutes les planètes qui tournent autour des étoiles visibles à l'œil nu, en supposant que chacune d'elles soit un soleil autour duquel tournent autant de planètes qu'il y en a autour du nôtre. D'après cette loi de la population, qui, tout exagérée qu'elle puisse paraître, étant énoncée de cette manière, est, j'en suis bien convaincu, la plus en rapport avec la nature et la condition de l'homme, il est de toute évidence qu'il doit exister une limite quelconque à la production de la subsistance et de quelques autres articles nécessaires à la vie. A moins d'un changement total dans l'essence de la nature humaine, et dans la condition de l'homme sur la terre, la totalité des choses nécessaires à la vie ne pourra jamais être fournie en aussi grande abondance que l'air,

l'eau, l'élasticité de la vapeur et la pression de l'atmosphère. Il serait difficile de concevoir un présent plus funeste, et plus propre à plonger l'espèce humaine dans un état irréparable d'infortune, que la facilité illimitée de produire de la nourriture dans un espace borné. Le Créateur bienfaisant, qui connaît les besoins et les nécessités de ses créatures, d'après les lois auxquelles il les a assujetties, n'a pas, dans sa miséricorde, voulu nous donner toutes les choses nécessaires à la vie en aussi grande abondance que l'air et l'eau. Cette réflexion explique parfaitement pourquoi les premiers de ces biens n'existent qu'en quantités bornées, tandis que les seconds nous sont accordés avec profusion. Mais si l'on admet, et on ne saurait s'y refuser, que l'homme renfermé dans un espace limité a évidemment besoin que son pouvoir de produire du blé ait des bornes, dans ce cas la valeur de la quantité de terre dont il se trouve réellement en possession, dépend du peu de travail nécessaire pour l'exploiter, comparativement au nombre de personnes que cette terre peut nourrir, ou, en d'autres

termes, cette valeur dépend de ce même surplus dont M. Ricardo a tant rabaissé l'importance, et qui, suivant les lois de la nature, donne naissance au fermage.

Si les objets manufacturés rapportaient un fermage, par l'effet de la gradation de machines supposée par M. Ricardo, l'homme, comme le dit cet auteur, travaillerait plus de son corps (1); et, en supposant qu'il pût toujours obtenir la même quantité de produits (ce qui cependant est impossible), il travaillerait d'autant plus que serait plus fort le fermage ainsi créé. Mais le surplus

(1) Cela est en supposant que cette gradation conduise à l'emploi de machines moins parfaites, et qu'il soit indispensable de faire usage de quelques-unes d'elles, mais non dans une supposition différente. Ce qui empêche les produits des manufactures de pouvoir être comparés avec ceux de l'agriculture, par rapport au fermage, c'est que ces derniers, dans un territoire limité, tendent toujours à acquérir la même valeur échangeable, soit qu'ils aient coûté peu ou beaucoup de travail; mais les produits manufacturés, s'ils ne sont pas assujettis à un monopole artificiel, doivent baisser de prix avec la facilité de les produire. On ne peut donc pas regarder ce prix comme déterminé d'une manière absolue; et quand cela se pourrait, alors la facilité de production, dans un cas comme dans l'autre, serait également une mesure de l'allégement de travail.

qu'une étendue donnée de terre rapporte sous forme de fermage, est entièrement différent. Au lieu d'être une mesure du surcroît du travail total qu'il faut employer pour faire produire à la terre toute la quantité de blé qu'elle peut donner, c'est en définitive une mesure exacte d'un *allégement* de travail dans la production de la nourriture, qui est un bienfait accordé à l'homme par une sorte de Providence. Si ce surplus n'est que peu considérable, il faut qu'une grande partie de la société soit constamment occupée à se procurer par le travail de son corps, le simple nécessaire, et la société en général se trouvera bien mesquinement pourvue d'objets d'agrément, et elle aura bien peu de loisir; mais si le surplus est considérable, dans ce cas il peut y avoir en abondance des produits des manufactures nationales, et des objets d'agrément de l'étranger; les arts et la littérature pourront fleurir, et la nation ne manquera pas de loisir.

Il est assez singulier que M. Ricardo, qui en général a fixé son attention si fortement sur les résultats permanens et défini-

tifs, au point d'avoir même posé en principe que le prix *naturel* du travail est le prix qui aurait la puissance de maintenir la population stationnaire, quoiqu'un tel prix ne puisse pas se réaliser en général sous des gouvernemens médiocrement bons, et dans un état naturel de choses pendant des siècles; il est singulier, disons-nous, qu'en traitant du fermage, cet auteur ait adopté une marche opposée, et ne se soit presque arrêté qu'à considérer des effets passagers.

C'est évidemment par suite de cette marche, que M. Ricardo reproche à Adam Smith d'avoir dit que, dans les pays où le riz est la nourriture principale du peuple, une plus forte portion du produit doit appartenir au propriétaire que dans les pays à blé, et qu'en Angleterre le fermage hausserait, si la pomme-de-terre devenait la nourriture favorite du peuple, en place de blé (1). M. Ricardo ne peut pas refuser d'admettre, et il a admis en effet (2), que

(1) Richesse des nations. Vol. I, liv. 1, chap. 11, p. 248 à 250, 6e. édition anglaise.

(2) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique. Chap. 24, p. 194, traduction française.

dans ces deux cas le fermage doit finir par hausser. Mais il suppose à l'instant même, que ce changement doit s'opérer tout à coup, et il examine quels seront les effets de l'abandon temporaire de la culture de quelques portions de terre. Dans cette supposition même, toutes les terres qui auraient pu être abandonnées seraient de nouveau cultivées dans bien moins de temps qu'il n'en faudrait pour réduire le prix du travail dans un état naturel de choses, au taux simplement nécessaire pour maintenir une population stationnaire. Par conséquent, ayant en vue des résultats permanens et définitifs, et tels sont ceux que M. Ricardo a surtout considérés dans tout le cours de son ouvrage, il aurait dû reconnaître la justesse de la proposition d'Adam Smith.

Mais, dans le fait, il est extrêmement probable qu'il n'y aurait, dans ce cas, pas même de baisse temporaire du fermage. Jamais nation n'a changé ni ne changera tout à coup la qualité de sa nourriture. Ce changement, tant par rapport au nouveau genre de culture qu'il faudrait introduire,

que pour faire naître des goûts nouveaux, doit nécessairement être très-lent. Il est probable que dans la plus grande partie de l'Europe il ne sera jamais possible de substituer le riz au blé; et, dans les pays où cela pourrait s'effectuer, il faudrait faire de si grands travaux pour les arrosages, qu'il s'écoulerait assez de temps pour donner naissance à une population capable de consommer entièrement la quantité augmentée de denrées alimentaires produites. Dans les pays à rizières, il est reconnu que les fermages sont très-élevés. Le docteur Buchanan, dans son excellent voyage au Mysore, dit que, dans les terrains arrosés au-dessous des Ghâts, le gouvernement est dans l'usage de prendre pour sa part les deux tiers de la récolte (1). Voilà un fermage au-dessus de ce que pourront probablement jamais rapporter des terres à blé; et, dans les contrées de l'Inde et d'autres pays où il s'est réellement opéré un changement de culture, et où le riz a remplacé le blé, je suis presque sûr que

(2) Vol. II, p. 212.

non-seulement le fermage a haussé considérablement en définitive, mais qu'il s'est accru pendant le progrès même de ce changement.

Quant à la pomme-de-terre, nous avons bien près de nous une opportunité d'étudier les effets produits par l'adoption de cette racine comme principale nourriture végétale de la plus grande partie d'un peuple. La population de l'Irlande a augmenté plus rapidement pendant le dernier siècle, que celle d'aucun autre pays de l'Europe; et, d'après la manière dont l'Irlande est aujourd'hui gouvernée, il est impossible de donner de raison plausible de ce fait, si ce n'est l'introduction de la pomme-de-terre et l'usage très-étendu qu'on en a progressivement fait. Je suis convaincu que, sans la pomme-de-terre, la population de l'Irlande n'aurait fait que doubler au lieu d'avoir quadruplé pendant le dernier siècle. Cet accroissement de population a empêché qu'on n'ait abandonné la culture de quelques terres, ou elle a donné une valeur plus grande aux pâturages naturels, en occasionant en même temps une grande baisse dans

la valeur comparative des salaires en argent. Nous savons par expérience que cette baisse n'a pas été accompagnée d'une hausse proportionnée des profits, et elle a eu pour résultat une hausse considérable des fermages. Le blé, l'avoine et les bestiaux de l'Irlande sont achetés par l'Angleterre et y rapportent des prix anglais en argent, tandis que la culture et les soins que ces produits exigent se font moyennant un travail qui n'est payé que la moitié du prix en argent; or, cet état de choses doit avoir l'effet d'augmenter considérablement ou le revenu provenant des profits, ou celui qui provient des fermages; et nous savons par le fait que c'est le dernier qui y a le plus gagné.

Je crois par conséquent, que, quoiqu'il puisse résulter de graves erreurs de ne pas distinguer d'une manière très-précise le taux temporaire des salaires, de leur taux définitif, il n'y aurait aucun danger d'une semblable erreur si l'on considérait les effets temporaires des changemens de nourriture en question, comme étant de la même nature et ayant en dernière analyse les mêmes effets, c'est-à-dire, comme tendant toujours

à faire hausser le fermage. Et je suis convaincu que si nous mettons un peu de justesse dans nos comparaisons, c'est-à-dire, si l'on compare des pays dont les circonstances sont semblables sous le rapport de l'étendue, et de la quantité de capital employé à la terre, ce qui est évidemment la seule manière raisonnable de les comparer, nous verrons que le fermage est en proportion de la fertilité naturelle ou acquise du sol.

Si la fertilité naturelle de l'Angleterre était le double de ce qu'elle est, avec une nation aussi industrieuse et entreprenante, le pays devrait, selon toute théorie exacte, se trouver à présent deux fois plus riche et plus peuplé, et la rente des terres devrait être plus du double de ce qu'elle est en ce moment. Au contraire, si le sol de notre île n'avait possédé que la moitié de sa fertilité actuelle, une seule et petite portion de ce sol, ainsi que je l'ai dit dans un autre endroit, pourrait donner du blé; la richesse et la population du pays seraient tout-à-fait insignifiantes, et le fermage ne serait pas à beaucoup près la moitié de ce qu'il est au-

jourd'hui. Mais si, dans de pareilles circonstances, le fermage et la fertilité vont de pair, c'est employer un mauvais argument contre leur connexion naturelle, que de dire que le fermage est plus haut en Angleterre, où une grande masse de capital a été employée à la culture de la terre, que dans le pays le plus fertile de l'Amérique méridionale, où, dans la même étendue de territoire, il n'a pas été employé un vingtième de ce capital, et où la population est extrêmement clair-semée.

La fertilité de la terre, soit naturelle, soit acquise, peut être regardée comme la seule source permanente de gros bénéfices sur le capital. Dans un pays exclusivement manufacturier et commerçant, et qui achèterait tout son blé au prix courant des marchés de l'Europe, il est absolument impossible que les rentrées du capital y soient pendant long-temps considérables. A des époques reculées de l'histoire, il est vrai, lorsque les grands capitaux étaient extrêmement rares, et qu'ils étaient bornés à un petit nombre de villes, l'espèce

de monopole qui en résultait pour quelques branches particulières de commerce et de manufactures, tendait à maintenir les profits élevés pendant un temps plus considérable ; et de grands et brillans résultats ont à la vérité été obtenus par quelques états qui étaient presque exclusivement commerçans. Mais dans l'Europe moderne, la grande abondance de capitaux, la facilité des communications entre les différentes nations, et les lois de la concurrence intérieure et étrangère s'opposent à la possibilité de retirer des profits considérables et permanens de tout autre capital que de celui qui est employé dans l'agriculture. Aucun état commerçant et manufacturier, dans les temps modernes, quelle qu'ait été la supériorité de son industrie, n'a pu faire de plus gros bénéfices permanens que le taux moyen des profits dans le reste de l'Europe; tandis qu'il est reconnu que des capitaux, employés avec succès dans des terres d'une assez bonne qualité, peuvent, d'une manière durable et sans crainte d'interruption ou d'obstacle, rapporter quelquefois vingt pour cent,

quelquefois trente ou quarante, et même jusqu'à cinquante ou soixante pour cent.

Un exemple frappant de ce que rapportent les capitaux engagés dans l'agriculture comparativement aux autres emplois, s'est présenté dans le relevé du produit de l'impôt sur les propriétés en Angleterre. Le revenu imposable retiré des capitaux employés dans l'agriculture est si considérable qu'il fournissait à l'impôt sur les propriétés près de six millions et demi de livres sterling, tandis que le revenu des capitaux employés dans le commerce et les manufactures ne rapportait à l'impôt que deux millions de livres sterling (1). Il est à la vérité probable, qu'une plus grande proportion du revenu des capitaux employés dans le commerce et les manufactures, a été soustraite à l'impôt, soit par l'effet de leur subdivision, soit par d'autres causes, mais le déficit qui a pu en résulter, ne pouvait en aucune manière balancer les bénéfices ex-

(1) Le tableau D comprenait toutes sortes de métiers. La totalité montait à trois millions, dans lesquels, les professions entraient pour un million.

traordinaires des capitaux employés dans l'agriculture (1). Il est en effet très-évident, si l'on compare ensemble deux pays ayant chacun le *même* capital et le *même* taux de profits, dont l'un possède un territoire suffisant pour produire le blé pour sa consommation, que l'autre pays est obligé d'acheter à l'étranger, il est évident, disons-nous, que celui des deux qui possède des terres, surtout si elles sont fertiles, doit être le plus riche, le plus peuplé, et doit avoir un plus fort revenu disponible et imposable.

Un autre avantage inappréciable qui appartient à un sol fertile, c'est que les nations qui jouissent de ce bonheur, ne se voient point obligées de faire beaucoup d'attention aux clameurs les plus affligeantes et les plus tristes pour tout ami de l'humanité; telles sont, par exemple, les clameurs des chefs de manufactures et des négocians, qui ne veulent payer que de faibles salaires,

(1) Il faut toujours se rappeler que dans les profits territoriaux d'un pays, il faut comprendre le fermage aussi bien que les profits ordinaires de l'agriculture.

afin de pouvoir trouver un marché pour y exporter leurs marchandises. Si un pays n'a d'autre moyen pour devenir riche que de lutter avec succès pour la réduction des salaires, je dirais volontiers : périssent de telles richesses! Mais quoiqu'une nation qui achète la partie principale de sa subsistance aux étrangers, soit condamnée à cette dure alternative, il n'en est pas ainsi de celles qui possèdent un territoire fertile. Les produits propres de chaque pays, quoiqu'ils ne soient peut-être jamais suffisans pour le mettre à même d'importer une quantité considérable de subsistances (1) et d'objets d'utilité et de luxe, suffisent en général pour donner une pleine activité et énergie à toutes ses transactions commerciales, soit dans le pays même, soit au dehors; tandis qu'en faisant le sacrifice d'une petite quantité de la production, c'est-à-dire, en ne la

(1) Le coton n'est pas plus un produit propre de l'Angleterre que la soie : et malheur à nous, malheur plus grand qu'aucun que nous ayons éprouvé jusqu'à cette heure, si jamais la prospérité de notre commerce de cotons devient nécessaire pour acheter la subsistance d'une portion considérable du peuple anglais.

poussant pas trop loin, si cela est accompagné d'habitudes de prévoyance chez les pauvres (1), le pays se trouvera en état de pouvoir maintenir la totalité d'une grande population, dans un état de richesse et d'abondance. Les habitudes de prévoyance parmi les classes ouvrières d'un pays qui dépend essentiellement des manufactures et du commerce, pourraient en causer la ruine ; mais dans un pays qui possède un sol fertile, de telles habitudes seraient le plus grand de tous les bienfaits imaginables.

Parmi les avantages inappréciables de la propriété qu'a la terre de rapporter un fermage considérable, ce n'est pas un des moindres, que, dans le cours des progrès de

---

(1) Il est évident que, dans des circonstances semblables, pour ce qui regarde les capitaux, les talens, etc., des terres qui seraient stériles dans un même degré, ne pourraient pas être cultivées, si, par suite des habitudes de prévoyance les laboureurs étaient bien payés ; et renoncer à l'accroissement insignifiant de produits et de population qui pourraient résulter de la culture de pareils terrains dans un pays étendu et fertile, ce ne serait qu'un sacrifice léger et imperceptible, tandis que le bien-être qui en résulterait pour la grande masse de la population, serait d'un prix inestimable.

la société, cette propriété offre à l'homme la garantie principale que presque tout son temps et celui de presque toute la société ne sera pas employé à se procurer le simple nécessaire. Selon M. Ricardo, non-seulement chaque capital individuel rapportera, dans le progrès de la société, un revenu continuellement décroissant, mais le revenu total provenant des profits diminuera aussi; et il est incontestable que le laboureur sera obligé d'employer une plus grande quantité de travail pour obtenir la portion de son salaire qu'il doit dépenser à l'achat des objets de première nécessité. Ces deux nombreuses classes de la société auront donc moins de possibilité de prendre du repos, et moins de moyens de disposer du travail de ceux qui fournissent à la société les objets d'agrément, et qu'il ne faut pas confondre avec ceux qui pourvoient à ses besoins indispensables. Heureusement pour l'espèce humaine, le revenu net des terres, lorsqu'elles sont appropriées, ne peut jamais décroître par les progrès de la culture. Dans quelque proportion que ce revenu se trouve par rapport au produit to-

tal, il ira toujours en croissant, et il offrira toujours un fonds suffisant pour stimuler et animer toute la société, en lui procurant l'aisance et le loisir.

Si la seule condition sous laquelle on pût obtenir des fonds de terres rapportant un fermage était que ces terres ne sortiraient pas des mains des descendans immédiats des premiers possesseurs, dans ce cas; quoique les avantages qu'on pourrait retirer d'un tel don, deviendraient nécessairement beaucoup moindres, cependant, en considérant les effets inévitables qui en résulteraient pour la société, il serait extrêmement imprudent de refuser un tel présent comme étant de peu ou de point de valeur. Mais heureusement l'avantage est attaché au sol et non à tel ou tel propriétaire. Le revenu territorial est la récompense du courage de nos contemporains, comme il l'a été également de la vaillance ou de la ruse de nos ancêtres. Tous les jours des terres sont achetées avec les fruits de l'industrie et du talent (1). C'est le gros lot, *otium cum*

(1) M. Ricardo est lui-même un exemple de ce que je

dignitate, qui est la récompense de tout effort méritoire, et, dans le progrès de la société, il y a tout lieu de croire qu'à mesure que la terre acquiert plus de prix par l'accroissement du capital et de la population, et par les améliorations dans l'agriculture, les avantages qu'on en retire peuvent se partager entre un nombre beaucoup plus considérable d'individus.

Quel que soit donc le point de vue sous

---

viens d'avancer. Il est devenu aujourd'hui, par ses talens et son industrie, un des très riches propriétaires fonciers; et certes, je ne pourrais dans toute cette classe choisir pour exemple un homme plus estimable et excellent, un homme que les qualités de l'esprit et du cœur rendent plus digne de ce qu'il a gagné, ou qui fasse un meilleur usage de sa fortune.

Il est assez singulier que M. Ricardo, qui reçoit beaucoup de fermages, ait tant déprécié leur importance nationale; tandis que moi qui n'en ai jamais reçu et ne compte jamais en recevoir, je serai probablement accusé d'en exagérer l'importance. La situation et les opinions différentes de chacun de nous peuvent au moins servir à prouver la sincérité de tous deux, et c'est une forte présomption que, quelle que soit l'illusion que nous ayons pu mettre dans nos doctrines respectives, elle n'est pas à coup sûr due à l'influence dont il est peut-être le plus difficile de se garantir, c'est-à-dire, les suggestions imperceptibles de la position particulière et de l'intérêt personnel de chacun.

lequel on considère le sujet, la propriété de la terre qui, selon les lois de notre être, doit aboutir au fermage, peut être regardée comme un don très-précieux pour le bonheur de l'espèce humaine; et je suis convaincu que la valeur de ce bienfait ne saurait être méconnue que par des personnes qui n'en connaissent pas encore la nature, et les effets qu'il produit sur la société.

CHAPITRE IV.

Des salaires des ouvriers.

SECTION I.

Comment les salaires des ouvriers dépendent de l'offre et de la demande.

Les salaires de l'ouvrier sont la rémunération qu'on lui accorde pour sa peine.

On peut les diviser, comme le prix des choses, en salaires réels et nominaux.

Les salaires réels du travail consistent dans leur valeur, estimée en choses nécessaires, utiles ou d'agrément, à l'usage de l'homme.

Les salaires nominaux consistent dans leur valeur estimée en argent.

Comme la valeur du travail, ainsi que celle des produits, est le plus souvent estimée comparativement à celle de l'argent, il conviendra mieux en général d'adopter ce mode de comparaison, en se rapportant toutefois, aussi souvent que cela pa-

paraîtra nécessaire, à la valeur de l'argent, ou aux salaires réels du travail.

Les salaires en argent dépendent de la demande et de l'offre de l'argent, comparativement à la demande et à l'offre des bras: et pendant les époques dans lesquelles on peut supposer que l'argent conserve à peu près une même valeur, on peut dire que les variations dans les salaires se règlent d'après les variations dans la demande de bras comparée à leur quantité.

Le principe de la demande et de l'offre est le suprême régulateur, tant du prix de la main d'œuvre que de celui des produits, non-seulement pendant un temps, mais d'une manière permanente; et les frais de production n'influent sur ces prix qu'autant qu'ils sont la condition nécessaire d'un approvisionnement permanent de bras et de produits.

C'est comme condition de l'approvisionnement que les prix des denrées de première nécessité ont une si grande influence sur le prix de la main d'œuvre. Il faut une certaine quantité de ces denrées pour que le laboureur puisse maintenir une popula-

tion stationnaire, et il en faut une plus forte portion pour faire subsister une population croissante ; c'est pourquoi, quel que soit le prix des denrées de première nécessité, les salaires en argent du journalier doivent être tels qu'il puisse acheter la subsistance dont il a besoin ; sans quoi l'approvisionnement, dans la quantité requise, ne pourrait pas avoir lieu.

Pour faire voir que ce qu'on peut appeler les frais nécessaires pour faire exister des travailleurs n'influe sur les salaires qu'autant que ces frais déterminent la quantité de bras disponibles, il suffit de porter notre attention sur les cas dans lesquels, par l'effet de circonstances temporaires, les frais de production ne règlent pas la quantité des bras disponibles ; dans ces cas on verra toujours qu'à l'instant même ces frais cessent de régler les prix.

Toutes les fois que, par l'effet d'années d'abondance ou de toute autre cause qui ne porte aucun préjudice au capital des fermiers, le prix du blé baisse pendant quelque temps et à la fois, on peut dire que les frais nécessaires pour faire subsister les travail-

leurs sont diminués; mais on ne voit pas baisser les salaires (1), et cela par une raison évidente; c'est que les frais diminués de la production des subsistances ne peuvent influer sensiblement sur le *nombre* des bras qui s'offrent à travailler que dans seize à dix-huit ans. D'un autre côté, quand le prix du blé hausse par suite de plusieurs mauvaises récoltes, ou par toute autre cause qui laisse la demande de bras à peu près dans le même état qu'auparavant, les salaires ne monteront point, parce qu'il reste le même nombre de bras disponibles; et quoique le prix de la subsistance des journaliers ait monté, leur nombre n'en est pas affecté pendant quelque temps. Il est tellement vrai que l'influence des frais de production sur le prix dépend uniquement de la manière dont il règlent l'approvisionnement, que si en Angleterre, ou dans tout autre pays, la subsistance des journaliers

(1) La baisse des salaires des ouvriers qui eut lieu en 1815 et en 1816 fut causée uniquement par la diminution de la demande de bras, due aux pertes éprouvées par les fermiers, et ne fut nullement l'effet des frais diminués de la production des subsistances.

pendant les derniers vingt ans, n'eût absolument rien coûté, et que leur nombre se trouvât être exactement dans la même proportion avec la demande, dans ce cas les salaires des journaliers n'auraient éprouvé aucune variation. Ce qui doit nous convaincre pleinement de la vérité de cette proposition, c'est le cas cité dans un des précédens chapitres, d'un papier-monnaie tellement limité dans la quantité émise, qu'il n'excédât pas le numéraire qui sans cela aurait circulé; dans ce cas, quoique les frais de la fabrication et de l'émission du papier soient comparativement peu de chose, néanmoins comme il remplit les mêmes fonctions que l'argent, et qu'il n'existe que dans la même quantité, il acquiert la même valeur d'échange.

Adam Smith a parfaitement raison lorsqu'il dit que « le prix en argent du travail est nécessairement réglé par deux circonstances, la demande de bras et le prix des choses nécessaires et utiles à la vie (1). » Mais

---

(1) Richesse des nations. Liv. I, chap. 8, pag. 130, 6e. édition anglaise.

il est très-important pour la parfaite intelligence du sujet d'avoir toujours devant les yeux la manière particulière d'après laquelle les frais de production influent sur le prix du travail, et de se faire une idée claire et distincte de l'action constante et prédominante de l'offre et de la demande.

Dans tous les cas qu'Adam Smith a si ingénieusement expliqués et éclaircis, dans lesquels une irrégularité apparente a lieu dans le payement des différens genres de travail, on verra que les causes auxquelles il attribue justement cette irrégularité sont toutes des causes capables d'influer sur la quantité des individus qui se livrent à chaque sorte de travail. Les cinq circonstances principales qui, selon lui, compensent la modicité du gain pécuniaire de quelques professions, et balancent les gros profits dans d'autres, sont : 1°. La nature agréable ou pénible de l'occupation même; 2°. la facilité et le peu de frais, ou la difficulté et la grande dépense qu'il faut pour les apprendre; 3°. la certitude ou l'incertitude d'avoir de l'emploi dans chaque occupation; 4°. le plus ou moins de confiance qu'on accorde à

ceux qui exercent une profession; et 5°. la probabilité plus ou moins grande de réussir (1). Toutes ces causes sont évidemment de nature à produire l'effet en question; et, dans bien des cas, il serait difficile d'expliquer leurs effets sur le prix des différens genres de travail, d'après tout autre principe. On voit, par exemple, à peine pourquoi il faut moins de frais pour devenir braconnier que pour être un manouvrier ordinaire, et pourquoi il en faut davantage pour devenir pontonnier; cependant chacun d'eux reçoit une paye très-différente. Il n'est pas plus aisé d'apprécier l'effet que doit avoir sur les salaires le plus ou moins de confiance qu'on accorde à un ouvrier, ni le plus ou moins de probabilité de réussir dans chaque genre d'industrie, d'après la quantité de travail qu'il a fallu pour former chaque espèce d'ouvriers. Adam Smith montre d'une manière satisfaisante que la totalité du corps des avocats ne reçoit pas une rémunération suffisante pour payer les frais que l'éducation de toute

(1) Richesse des nations. Liv. 1, chap. 10, partie 1, p. 152, 6e édition anglaise.

cette corporation a coûté (1) ; et il est évident qu'un degré remarquable d'intelligence, dans les arts et dans les métiers, se paye cher, sans qu'on fasse bien attention aux peines que les individus se sont données pour acquérir une supériorité qui, étant souvent due à un talent supérieur, a peut-être coûté moins de travail qu'il n'en faut ordinairement pour acquérir un moindre degré d'habileté. Mais tous ces cas s'expliquent de la manière la plus simple et la plus naturelle, d'après le principe de la quantité offerte et de la quantité demandée. Des artistes très-distingués se font payer cher en raison de leur petit nombre, soit que leur supériorité provienne d'un travail extraordinaire, d'un rare génie, ou de ces deux causes ensemble. Les avocats en masse ne sont pas assez récompensés, parce que des motifs autres que le simple espoir du gain multiplient le nombre de candidats dans cette profession, et que le nombre des avocats n'est point réglé selon les frais que coûte leur éduca-

(1) Richesse des nations. Liv. 1, chap. 10, page 161, 6e. édition anglaise.

tion; et dans les cas où des désavantages ou des difficultés d'une espèce quelconque sont attachés à certaines occupations, il est évident qu'il faut les payer comparativement plus cher; car, si la rémunération additionnelle ne suffit pas pour balancer de tels désavantages, le nombre de ceux qui se livrent à ces sortes d'occupations diminuera, puisque toutes les choses étant égales, tout le monde préférera l'occupation la plus agréable, la moins difficile et la moins incertaine. Le manque d'ouvriers qui provient de ces causes, dès qu'il a lieu, fait naturellement monter le prix du travail; et la hausse de prix, après un peu d'oscillation, s'arrêtera au point où elle sera justement suffisante pour assurer l'approvisionnement nécessaire.

Adam Smith avait en effet reconnu l'influence de l'offre et de la demande dans les cas de cette nature, mais il l'a parfois oubliée : — « Si un genre de travail, dit-il, exige un degré extraordinaire d'adresse et d'intelligence, le *cas* qu'on fait de ce genre de talent donnera à ses produits un prix supérieur à la valeur qu'ils auraient dû avoir

d'après le temps qui y a été employé (1). » Et dans un autre endroit, en parlant de la Chine, il remarque « que si dans un tel pays (c'est-à-dire, dans un pays dont les ressources sont stationnaires), les salaires avaient jamais été plus que suffisans pour faire subsister les journaliers, et leur donner les moyens d'élever une famille, la concurrence des journaliers et l'intérêt des maîtres auraient réduit bientôt les salaires au taux le plus bas qui soit compatible avec les *sentimens ordinaires d'humanité* (2). » Le lecteur verra bien, d'après ce que nous venons d'exposer, que, dans le premier de ces deux exemples, ce n'est point le cas qu'on fait de la dextérité et de l'intelligence de l'ouvrier qui augmente le prix de son ouvrage, mais bien la rareté d'ouvriers habiles, et la rareté consécutive de leurs ouvrages, comparativement à la demande. Et, dans le second cas, ce n'est point le sentiment naturel d'humanité qui empêche les salaires de baisser

(1) Richesse des nations. Liv. 1, chap. 6, p. 71, 6e. édition anglaise.

(2) *Id.* Chap. 7, p. 108.

encore davantage ; car, si l'humanité s'en mêlait, elle aurait dû intervenir long-temps avant cet état de baisse, et elle aurait pu empêcher la mort prématurée de beaucoup d'individus, occasionée par une nourriture malsaine ou insuffisante. Mais les impulsions de l'humanité ne peuvent malheureusement pas changer les ressources d'un pays. Tant que ces ressources restent stationnaires, et que les habitudes des classes inférieures les portent à fournir à peu de frais aux besoins d'une population stationnaire, les salaires des ouvriers seront bien minces ; mais ils ne peuvent pourtant pas baisser au-dessous de ce qui est nécessaire, dans les habitudes actuelles du peuple, pour faire subsister une population stationnaire ; car, dans le cas supposé, les ressoures du pays sont stationnaires, sans augmenter ni diminuer, et par conséquent le principe de la demande et de l'offre interviendrait constamment pour empêcher l'existence de salaires capables d'occasioner une augmentation ou une diminution de population.

SECTION II.

Des causes principales qui influent sur les habitudes des classes ouvrières.

M. Ricardo a défini le prix naturel du travail « le prix qui fournit aux ouvriers en général, les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution (1). » Voilà un prix qui me semble au contraire le moins naturel possible; car, dans un état naturel de choses, c'est-à-dire, lorsqu'il n'y a pas de grands obstacles au progrès de la richesse et de la population, un tel prix ne peut pas, en général, exister pendant le cours de bien des siècles. Mais si ce prix est rare, et si, dans l'état ordinaire des choses, il est éloigné de nous, en fait de temps, on doit évidemment courir grand risque de commettre des fautes graves en considérant les prix courans du travail comme de simples écarts au-dessus et au-dessous de ce prix fixe auquel ils doivent bientôt revenir.

---

(1) Voyez Ricardo, Des Principes de l'Économie politique, chap. 5, p. 128, traduction française.

Le prix naturel ou nécessaire du travail, dans quelque pays que ce soit, me paraît être « le prix qui, dans la situation actuelle de la société, est nécessaire pour qu'il y ait un nombre moyen de travailleurs suffisant pour satisfaire au terme moyen de la demande de bras. » Et je dirais que le prix courant du travail, c'est le prix courant effectif, lequel, par l'effet de causes temporaires, est quelquefois au-dessus et quelquefois au-dessous de ce qui est nécessaire pour fournir à la demande moyenne.

Le sort des classes ouvrières doit évidemment dépendre en partie du taux suivant le quel les ressources du pays et la demande de bras augmentent, et en partie des habitudes du peuple, relativement à sa nourriture, à son habillement et à son logement.

Si les habitudes du peuple restaient stationnaires, la faculté de se marier jeune et d'entretenir une famille considérable, dépendrait du taux suivant lequel les ressources nationales et la demande iraient en croissant. Et, si les ressources du pays restaient stationnaires, l'aisance des classes inférieures de la société dépendrait de leurs habitudes,

ou de la quantité de choses nécessaires et utiles qu'ils regarderaient comme indispensables à l'entretien de leurs familles.

Il est cependant rare que ces choses restent stationnaires pendant un temps un peu considérable. La progression dans laquelle les ressources d'un pays s'accroissent est, comme on sait, sujette à de grandes variations selon la diversité des circonstances; et les habitudes d'un peuple, quoiqu'elles ne soient pas aussi susceptibles de changer, et que les changemens dont elles sont susceptibles ne soient jamais aussi forcés, ne peuvent guère être regardées comme stables. En général les ressources et les habitudes tendent à changer en même temps. Lorsque les ressources d'un pays vont en augmentant rapidement, et que l'ouvrier dispose d'une grande quantité de denrées de première nécessité, il faut croire que, s'il a eu l'occasion d'échanger ce qui lui est superflu pour sa nourriture contre des objets d'utilité et de commodité, il prendra du goût pour ces objets, et cela influera par conséquent sur ses habitudes. D'un autre côté, il arrive en général que, lorsque les

ressources d'un pays deviennent presque stationnaires, ces habitudes d'aisance disparaissent peu à peu; et avant que la population s'arrête, l'aisance générale se trouve essentiellement diminuée.

Toutefois, en partie par des causes physiques, et en partie par des causes morales, l'aisance générale diffère essentiellement dans différens pays, quoique l'accroissement des ressources suive la même progression dans chacun d'eux. Adam Smith, en parlant de la mauvaise nourriture du peuple écossais, comparée à celle de leurs voisins les Anglais, d'une condition pareille, fait la remarque que « cette différence dans la manière de se nourrir est l'effet et non la cause de la différence des salaires dans les deux pays, quoique, par une inconcevable méprise, on l'ait souvent regardée comme la source de cette différence (1). » Il faut cependant convenir que l'opinion commune, qu'Adam Smith cherche à redresser, n'est pas entièrement fausse. Dans ce cas, comme dans bien d'autres, l'effet

(1) Liv. I, chap. 8, p. 114, 6e. édition anglaise.

devient incontestablement cause à son tour; et il n'y a aucun doute que si les salaires pouvaient se maintenir bas pendant quelque temps, de manière à faire naître parmi les classes ouvrières d'un pays quelconque l'habitude de se marier, sans autre perspective que celle de subsister, de telles habitudes, en fournissant la quantité requise de travailleurs à peu de frais, deviendraient une cause constamment agissante qui maintiendrait les salaires à un taux peu élevé.

Il serait fort à désirer qu'on pût déterminer quelles sont les causes principales qui influent sur les différentes manières dont le peuple se nourrit dans chaque pays; mais il y a dans cette question tant de choses à considérer, qu'on peut à peine se flatter de pouvoir la résoudre d'une manière satisfaisante. Beaucoup doit certainement dépendre des causes physiques du climat et du sol; mais peut-être plus dépend encore des causes morales, dont l'existence et l'influence tiennent à une foule de circonstances diverses.

Les hauts salaires ou la faculté de dis-

poser d'une grande portion des choses de première nécessité, peuvent produire des résultats bien différens ; l'un c'est l'accroissement rapide de la population, et dans ce cas les salaires sont principalement employés à l'entretien de beaucoup de familles nombreuses; l'autre c'est une grande amélioration dans la manière de se nourrir, et une plus grande aisance qui n'est pas accompagnée d'une accélération proportionnée dans le progrès de la population.

Si l'on considère ces différens résultats, on en trouvera les causes évidentes dans la différence des habitudes du peuple dans chaque pays et à des époques différentes. En cherchant à connaître les causes de ces différentes habitudes, nous verrons qu'en général le premier de ces deux résultats est la suite de tout ce qui contribue à avilir les classes inférieures du peuple, de tout ce qui leur ôte la puissance ou la volonté de juger de l'avenir par le passé, et qui les porte, pour se procurer des jouissances du moment, à se résigner à vivre avec très-peu d'aisance et de considération; le second résultat est, au contraire, l'effet de tout ce qui tend à éle-

ver le caractère des classes inférieures de la société, de tout ce qui les rapproche davantage des êtres qui « regardent en arrière et en avant, » et qui par conséquent ne sauraient se soumettre patiemment à la perspective affligeante de se voir privés, eux et leurs enfans, des moyens d'acquérir la considération, la vertu et le bonheur.

Parmi les circonstances qui contribuent le plus à produire le premier genre d'habitudes dont nous venons de parler, les plus puissantes sont le despotisme, l'oppression et l'ignorance : parmi celles qui tendent à faire naître le second genre d'habitudes, il faut mettre au premier rang, la liberté civile et politique, et l'éducation.

De toutes les causes qui tendent à donner des habitudes de prévoyance aux classes inférieures du peuple, la plus essentielle est sans contredit la liberté civile. Il est impossible qu'un peuple s'habitue à former des plans pour l'avenir, s'il n'est pas assuré que ses efforts industrieux, s'ils sont honnêtes et louables, pourront avoir leur plein effet, et s'il n'est pas certain que la propriété qu'il possède ou qu'il peut acquérir, lui

sera garantie par un code établi de lois justes, et administrées impartialement. Mais l'expérience a démontré que la liberté civile ne peut pas être assurée d'une manière stable sans la liberté politique. C'est pourquoi la liberté politique devient presque aussi essentielle; et, outre qu'elle est nécessaire sous ce rapport, la tendance évidente qu'elle a d'apprendre aux classes inférieures à se respecter, en forçant les classes supérieures à les respecter, doit contribuer puissamment à ajouter à tous les bons effets de la liberté civile.

Quant à l'éducation, elle peut sans doute devenir générale sous une forme vicieuse de gouvernement, et elle peut au contraire être très-négligée sous un gouvernement bon à d'autres égards; mais il faut avouer que les probabilités, soit par rapport à l'espèce d'éducation, soit quant à son influence, sont tout-à-fait en faveur des bons gouvernemens. L'éducation par elle-même ne peut presque rien contre le défaut de garantie de la propriété, mais elle fortifiera puissamment tous les bons effets qui doivent résulter de la liberté civile et politi-

que, dont elle est en effet le complément nécessaire.

Selon que les habitudes d'un peuple auront été formées par l'influence de ces circonstances défavorables ou favorables, les hauts salaires, ou un accroissement considérable du capital destiné à faire subsister les ouvriers, amèneront le premier ou le second des résultats déjà énoncés, ou auront pour le moins des résultats qui se rapprocheront de l'un ou de l'autre, selon les proportions dans lesquelles auront agi toutes les causes qui influent sur les habitudes d'imprévoyance ou de prudence.

On peut citer l'Irlande, pendant le dernier siècle, comme étant peut-être l'exemple le plus marqué du premier résultat. Lorsque la pomme-de-terre y fut introduite, les classes inférieures de la société étaient dans un tel état d'oppression et d'ignorance, elles étaient si peu respectées des autres, et par conséquent elles se respectaient si peu elles-mêmes, que le peuple, pourvu qu'il pût se procurer de la nourriture à très-bon marché, était disposé à se marier, malgré la per-

spective de souffrir toute sorte de privations. Le capital abondant pour la subsistance des ouvriers, produit par la culture de la pomme-de-terre dans un sol favorable, qui donnait souvent au manouvrier la facilité de disposer d'une quantité de provisions tout-à-fait extraordinaire pour les autres parties de l'Europe, ce capital, dis-je, étant presqu'exclusivement dépensé à l'entretien des familles nombreuses et multipliées, il en résulta un accroissement très-rapide de population, avec peu ou point d'amélioration dans la condition générale des pauvres journaliers et dans la qualité de leur nourriture.

L'Angleterre, dans la première moitié du siècle passé, nous offre un exemple qui approche assez du second cas supposé. Il est bien connu que pendant cette époque le blé baissa beaucoup de prix, en même temps que les salaires haussèrent. Pendant les dernières quarante années du dix-septième siècle et les premières dix années du dix-huitième, le prix moyen du blé, en Angleterre, comparé aux salaires, fut tel que l'ouvrier pouvait avec le gain de sa

journée, s'acheter deux tiers d'un picotin (*peck*) de blé. Depuis 1720 jusqu'en 1750, le prix du blé était tellement tombé, pendant que les salaires avaient haussé, qu'au lieu de deux tiers, l'ouvrier pouvait acheter tout un picotin de blé avec le fruit d'une journée de travail (1).

Cette grande facilité d'acquérir des denrées de première nécessité ne produisit pas cependant une augmentation proportionnée de population. Le peuple anglais vivait à cette époque sous un excellent gouvernement, et il jouissait de tous les avantages de la liberté civile et politique à un degré extraordinaire. Les classes inférieures de la nation étaient habituées à être traitées avec des égards, soit devant la loi, soit par les classes supérieures de leurs concitoyens, et elles avaient par conséquent appris à se respecter elles-mêmes. Il en résulta que, au lieu de ne servir qu'à l'accroissement de la population, une portion considérable des salaires réels augmentés fut employée par la classe ouvrière à se procurer une nour-

(1) Voyez la section IV de ce chapitre.

riture d'une meilleure qualité, et à acquérir un plus haut degré d'aisance et de bien-être.

Il ne paraît pas que pendant la même époque les ressources de l'Écosse aient augmenté aussi rapidement que celles de l'Angleterre, mais, depuis un demi-siècle, le premier pays a peut-être fait des progrès plus rapides que le second, et il en est résulté, par l'influence des mêmes causes, que ce surcroît de ressources ne s'est pas borné à produire un accroissement de population, mais qu'il a surtout introduit une grande amélioration dans la nourriture, l'habillement et le logement des classes inférieures de la société.

Le changement général du pain d'une très-mauvaise qualité pour le meilleur pain de froment, paraît n'avoir eu lieu que dans les comtés du midi et du centre de l'Angleterre, et il pourrait bien avoir été favorisé par des causes accidentelles.

L'état des marchés étrangers, ouverts par l'effet des primes d'exportation et par les perfectionnemens dans l'agriculture nationale, paraît avoir diminué, dans beaucoup de districts, la différence ordinaire qui

existe entre les prix des différentes sortes de grains. Quoique le pays produisît beaucoup d'orge, et qu'on en exportât une grande quantité, elle ne baissa pas de prix autant que le blé. En comparant le terme moyen des vingt années terminant en 1705 avec celui des vingt années terminant en 1745, on voit que le prix du *quarter* de blé baissa de 1 liv. 16 sch. 3 d. sterl. à 1 liv. 9 sch. 10 d.: mais la drêche, pendant le même temps, conserva son prix et monta même un peu (1); et comme l'orge ne passe pas pour être une nourriture moins chère que le blé, à moins qu'on ne puisse l'acheter aux deux-tiers du prix du froment (2), une telle différence relative a dû avoir une forte tendance à favoriser ce changement.

D'après le peu de seigle qu'on exporte, comparativement au blé et à l'orge, on peut conclure qu'il ne trouve pas un aussi prompt débit dans les marchés étrangers;

(1) Voyez *Eden's state of the Poor. Table.* Vol. III, p. 79. Dans cette table il est fait une déduction de deux neuvièmes par *quarter* de huit boisseaux de blé de moyenne qualité, ce qui est trop fort.

(2) Voyez *Tracts on the Corn Trade*, supp., p. 199.

et cela, joint à l'état amélioré de l'agriculture nationale, a diminué la culture et l'usage du seigle.

Quant à l'avoine, les lois prohibitives et la prime n'ont pas été aussi favorables à ce grain qu'aux autres, et la quantité d'avoine qu'on importait surpassait celle qui était exportée. Cela a dû s'opposer à la culture de l'avoine dans tous les districts capables de produire des grains d'un débit plus assuré; tandis que la loi de Charles II, relative aux individus qui achètent du blé pour le revendre, apporta de plus grands obstacles à la distribution de l'avoine qu'à celle de tout autre grain.

Cette loi permettait d'acheter du blé pour le garder et le revendre ensuite, toutes les fois que le prix ne surpasserait pas 48 schellings; de l'orge, quand le prix ne dépasserait pas 28 sch.; et de l'avoine, tant qu'elle ne vaudrait que 13 sch. 4 d. Le taux fixé du blé et de l'orge était beaucoup au-dessus de leur taux ordinaire et moyen à l'époque de la loi, et par conséquent cela ne gênait pas souvent la distribution convenable de ces grains; mais,

quant à l'avoine, son prix était à peu près de 12 sch. le *quarter*, et par conséquent la limite de 13 sch. 4 d. devait être souvent dépassée (1), et des obstacles devaient continuellement entraver le transport de ces grains des districts où ils étaient récoltés dans ceux où on en avait besoin. Mais si, par suite des causes que nous venons d'exposer, les classes ouvrières du midi de l'Angleterre ont été en partie disposées, et en partie forcées à adopter pour leur nourriture principale le blé au lieu des grains moins chers, la hausse des salaires se trouverait ainsi pleinement expliquée, et ne paraîtrait plus incompatible avec le bas prix du froment, lequel, à une époque où la demande de bras paraît n'avoir été que faible, a été regardé par quelques écrivains, comme un événement si peu probable, qu'ils ont douté de l'exactitude de ces détails historiques. La chose est cependant très-possible, soit en supposant que les classes ouvrières adoptent volontairement une meilleure espèce de nourriture,

(1) Voyez *Tracts on the Corn Trade*, p. 50.

soit qu'elles s'y trouvent en quelque sorte forcées, en raison d'un système nouveau de culture, adapté à des terres bonifiées; et, dans un cas comme dans l'autre, les effets observés depuis 1720 jusqu'en 1750 auraient eu également lieu, c'est-à-dire, que la faculté de disposer de plus de denrées de première nécessité aurait existé, sans qu'il y eût un accroissement proportionné de population. Il est probable que ces deux causes ont eu leur part dans le changement en question. L'usage de manger du pain de froment étant devenu général dans quelques districts, il est probable qu'il se sera bientôt répandu dans d'autres, même aux dépens des jouissances d'un genre différent; et toutes les fois que le peuple s'est habitué pendant quelque temps à une certaine espèce d'alimens, quelle qu'en ait pu être la cause; quoiqu'il soit possible de changer de nourriture, cela ne peut être que l'ouvrage du temps, et éprouve toujours de la difficulté. Un pays dont les paysans se sont principalement nourris pendant de longues années d'une seule sorte de grain, doit changer tout son

système d'agriculture avant de pouvoir produire une autre sorte de grain en assez grande abondance; et l'obstination avec laquelle toutes les classes de peuple tiennent à leurs habitudes, peut empêcher, dans quelques pays, malgré les forts salaires, l'usage d'une meilleure nourriture, comme cette obstination peut, dans d'autres pays, empêcher le peuple de changer tout à coup sa nourriture pour une moins bonne, malgré la baisse des salaires; et l'effet presque exclusif qui pourrait résulter de ces salaires forts ou faibles, serait de donner un grand encouragement à la population, ou d'y mettre un grand obstacle.

SECTION III.

Des causes principales qui influent sur la demande de bras, et sur l'accroissement de la population.

Il existe une autre cause, outre le changement dans les habitudes du peuple, qui empêche la population d'un pays de marcher de front avec les facultés que les journaliers paraissent avoir pour se procurer les moyens de subsistance. Il arrive quelquefois que les salaires se maintiennent un peu

au-dessus de ce qu'ils devraient être, d'après la demande réelle de bras. Cela arrive le plus souvent lorsque le prix des produits bruts de la terre a baissé de manière à ôter au cultivateur les moyens d'employer le même ou un plus grand nombre de journaliers au même prix. Si la baisse est considérable, et si la valeur moindre des produits n'est pas compensée par leur quantité plus forte, il y aura tant de journaliers sans ouvrage, que les salaires, après une époque de grande souffrance, baisseront en général dans la même proportion. Mais si la baisse n'est que graduelle, et que la diminution de la valeur échangeable des produits soit compensée par leur plus grande quantité, les salaires en argent ne baisseront pas nécessairement, et il en résultera uniquement une moindre demande de bras, peut-être pas assez faible pour laisser le nombre existant de journaliers sans ouvrage, mais qui suffira pour empêcher ou diminuer les ouvrages à la tâche, pour ôter l'occupation aux femmes et aux enfans, et pour donner bien peu d'encouragement à la génération de travailleurs qui s'élève. Dans ce cas, la

quantité des choses nécessaires à la vie que le journalier et sa famille gagnent par leur travail, peut être réellement moins forte que lorsque, par l'effet de la hausse des prix, la paye journalière du manouvrier ne peut acheter qu'une plus petite quantité de blé. Ainsi donc, quoique les classes ouvrières paraissent avoir plus de moyens de se procurer les choses nécessaires à la vie dans le premier cas, le fait est qu'elles en ont moins que dans le second; et, d'après tous les principes généraux, il doit en résulter moins d'encouragement pour l'accroissement de la population.

La disproportion entre les salaires existans et le progrès de la population deviendra encore plus sensible dans les pays qui ont une législation relative aux pauvres, et dans lesquels on est dans l'usage de payer une portion du salaire des journaliers sur le fonds de l'impôt pour les pauvres de chaque paroisse. Si, lorsque le blé renchérit, les fermiers et les propriétaires d'une paroisse maintiennent le prix des salaires peu élevé, et accordent un secours suffisant pour l'entretien des enfans,

il est évident qu'il n'y aura plus de rapport nécessaire entre les salaires que le journalier reçoit et les moyens que les classes ouvrières ont d'entretenir leurs familles. Quand une fois le peuple s'est fait à un tel système, la population peut s'accroître très-rapidement, pendant que les salaires des journaliers, abstraction faite de l'assistance des paroisses, ne suffiront qu'à entretenir une femme et un enfant, et peut-être seulement le journalier sans femme ni enfant, et cela parce qu'il restera toujours assez d'encouragement pour les mariages, et que les journaliers ne manqueront pas de moyens de nourrir leurs enfans (1).

---

(1) Il est très-heureux pour l'Angleterre et pour les classes ouvrières de la nation, que le bill adopté par la chambre des communes dans sa dernière session, tendant à retirer les enfans aux pères qui demanderaient des secours, et à entretenir ces enfans sur les revenus publics, n'ait pas été approuvé par la chambre des pairs. Une telle loi aurait introduit un nouveau système de législation sur les pauvres, incomparablement plus mauvais que l'ancien : et on a de la peine à concevoir comment un tel projet a pu être appuyé par des personnes qui ont consenti à publier les opinions qui se trouvent exprimées dans la plus grande partie du Rapport sur la législation des pauvres.

Lorsque la population d'un pays s'accroît plus rapidement qu'à l'ordinaire, les classses ouvrières ont besoin de pouvoir disposer d'une plus grande quantité de subsistances qu'elles n'en possédaient auparavant, ou du moins, qu'elles n'en employaient à l'entretien de leurs familles. Cela peut s'obtenir de différentes manières, savoir : par des salaires réellement plus forts, par l'économie dans les objets d'utilité, par l'emploi d'une qualité de nourriture moins chère, par plus d'ouvrages à la tâche et l'emploi plus général des femmes et des enfans, et par les secours des paroisses. Mais je suis d'avis que l'emploi actuel de la plus grande partie des subsistances est nécessaire pour l'accroissement de la population ; et partout où cet accroissement a eu lieu, quelqu'une des causes qui fournissent une plus grande quantité de subsistances, a dû opérer, et on pourra en général en reconnaître l'existence.

Les hauts salaires, tant réels que nominaux aux États-Unis d'Amérique, causés par l'accumulation rapide des capitaux et par la faculté de vendre, aux prix des mar-

chés de l'Europe, des produits obtenus par une quantité de travail comparativement petite, sont incontestablement la cause du progrès très-rapide de la population dans l'Amérique du nord.

L'accroissement remarquable de la population de l'Irlande, comparée aux autres pays de l'Europe, a été évidemment dû à l'introduction d'une nourriture moins chère, susceptible d'être produite en abondance, et qui, aidée par le système de la culture des terrains attachés aux chaumières, a fait que l'augmentation de population a devancé la demande de bras.

Le grand accroissement de population qui depuis quelques années a eu lieu en Angleterre et en Écosse, a été dû à la faculté que les classes ouvrières ont eue de se procurer une plus grande quantité de nourriture, par l'effet de plus hauts salaires temporaires dans les manufactures, par l'usage plus répandu de la pomme-de-terre, par le plus grand nombre d'ouvrages à la tâche et l'emploi plus étendu des femmes et des enfans, par l'augmentation des secours des paroisses, distribués aux familles,

et enfin, peut-être (quoique à un degré bien faible, si l'on prend l'ensemble du pays), par l'économie dans les objets d'utilité et de luxe.

Peut-être, en général, il y aura plus de ces causes mises en jeu par suite d'une hausse des prix, qui, quelquefois, ôte au journalier une partie des moyens de se procurer les choses nécessaires à la vie, que par l'effet d'une baisse de prix, laquelle, parfois, augmente la valeur de la journée de travail.

Ce qui est essentiellement nécessaire pour qu'il y ait un accroissement rapide de population, c'est une demande considérable et soutenue de bras, qui est produite et réglée par le taux d'après lequel la valeur totale du capital et du revenu national s'accroît annuellement ; car, plus l'accroissement de la valeur du produit annuel sera rapide, plus le pouvoir de payer plus de bras deviendra grand, et plus il faudra de travailleurs chaque année.

Quelques personnes ont pensé que la demande de bras ne pouvait être proportionnée qu'à l'augmentation du capital cir-

culant, et non à celle du capital fixe, ce qui est vrai sans doute dans des cas particuliers (1); mais il est inutile de faire une telle distinction lorsqu'il s'agit d'une nation entière, parce que là où l'emploi d'un capital fixe épargne une grande quantité de bras qui ne peuvent pas trouver d'ouvrage ailleurs, il diminue la valeur du produit annuel, et retarde l'accroissement du capital et du revenu, pris ensemble.

Si, par exemple, un capitaliste qui emploie 20,000 l. st. en travail productif, et qui vend ordinairement ses marchandises au prix de 22,000 l., faisant ainsi un bénéfice de 10 pour cent, employait la même quantité de travail pour faire construire une machine du prix de 20,000 l., qui le mettrait à même de continuer sa fabrication sans avoir besoin de bras pour l'avenir, excepté ceux qui seraient nécessaires pour faire des réparations à la machine, il est évident que, pendant la première année, la valeur du produit annuel

(1) Voyez une brochure ingénieuse de M. Barton, sur la condition des classes ouvrières.

et la demande de bras resteraient les mêmes ; mais l'année suivante, comme il suffirait au capitaliste, pour obtenir le même bénéfice que par le passé, de vendre ses produits un peu plus de 2,000 l. au lieu de 22,000 l., la valeur du produit annuel tomberait, le capital ne s'accroîtrait point, et le revenu diminuerait sensiblement ; et d'après le principe que la demande de bras dépend du taux suivant lequel la valeur du produit total, et celle du capital et du revenu, pris ensemble, s'accroissent, le peu de demande de bras, dans de telles circonstances, s'expliquerait tout naturellement.

L'emploi des capitaux fixes est cependant, en général, extrêmement favorable à l'abondance du capital circulant ; et si le débouché pour les produits s'étend en proportion, la valeur totale du capital et du revenu d'un pays s'accroîtra considérablement, et donnera naissance à une plus grande demande de bras.

L'augmentation de la valeur totale des objets fabriqués avec du coton, depuis l'introduction des machines perfectionnées, a été, comme on sait, prodigieuse ; et il est

indubitable que, depuis quarante ans les manufactures de coton ont eu toujours besoin d'un bien plus grand nombre d'ouvriers. Cela est assez prouvé par la grande augmentation de la population de Manchester, de Glasgow, et des autres villes où les manufactures de coton ont été plus florissantes.

Une semblable augmentation de valeur, quoique moins considérable, a eu lieu dans nos manufactures de quincaillerie, de draps et d'autres produits, et a été accompagnée d'une demande croissante de bras, malgré l'emploi toujours croissant du capital fixe.

Dans notre agriculture même, si le capital fixe des chevaux, qui, par la quantité des produits qu'ils consomment, sont l'espèce de capital fixe le plus désavantageux, était abandonné, il est probable qu'une grande partie des terres qui donnent aujourd'hui du blé resteraient sans culture. Les fonds de terres peu fertiles ne pourraient jamais rapporter assez pour payer le travail de la culture à la bêche, les frais nécessaires pour faire venir des engrais de loin à la brouette, et pour transporter les produits de la terre à des marchés éloignés

dans cette même sorte de voitures. Dans ce cas, il y aurait une grande diminution de la quantité de blé produite, et par conséquent une grande diminution dans la valeur totale du produit; la demande de bras et la population totale éprouveraient également une grande diminution (1).

D'un autre côté, si, par l'introduction graduelle d'une plus grande quantité de capital fixe, on pouvait cultiver la terre et

(1) On a prétendu dernièrement que la culture à la bêche rapportait à la fois un plus grand produit brut et un plus grand produit net. Je me sens toujours très-disposé à me soumettre à l'expérience bien constatée; mais si l'expérience est favorable à cette opinion, rien ne doit être plus étonnant que de voir encore employer des charrues et des chevaux dans l'agriculture. Et en supposant même que l'usage de la bêche puisse, dans quelques terrains, améliorer la terre au point de payer les frais additionnels du travail, pris séparément, cependant comme il faut avoir des chevaux pour porter des engrais à des distances considérables, et pour voiturer les produits du sol au marché, le cultivateur ne peut pas trouver son compte à employer des hommes à bêcher les terres, tandis que ses chevaux resteraient oisifs dans l'écurie. D'après ce que l'expérience nous a appris jusqu'à présent, je dirais plutôt que c'est le commerce, le prix et l'intelligence, qui pourront rendre productifs les terrains en friche des pays étendus et pauvres, et non la bêche.

en faire porter les produits au marché à bien moins de frais, on pourrait augmenter beaucoup la production par la culture et l'amélioration de tous nos terrains en friche; et si l'emploi de ce capital fixe n'avait lieu que de la seule manière qui paraît possible, c'est-à-dire, graduellement, il n'y a pas de doute que la valeur des produits bruts du sol se soutiendrait à peu près à son ancien niveau, et l'augmentation considérable de la quantité de ces produits, jointe au plus grand nombre de personnes qui pourraient être employées aux manufactures et au commerce, causerait incontestablement une très-grande augmentation dans la valeur échangeable de la totalité des produits, et ferait ainsi naître une forte demande de bras et un grand surcroît de population.

C'est pourquoi, en général, il est peu à craindre que l'emploi des capitaux fixes, d'après la manière dont il est vraisemblable que cela aura lieu, diminue la demande réelle de bras; au contraire, c'est ce qui nous offre le principal espoir de voir augmenter le besoin de bras par la suite. En même temps, il est incontestable, ainsi

que nous le ferons voir plus au long dans le cours de cet ouvrage que, si le remplacement du capital circulant par le capital fixe se faisait très-rapidement, et avant qu'on eût pu trouver un débouché suffisant pour la plus grande abondance de l'approvisionnement obtenu moyennant ce capital, et pour les produits des bras laissés sans ouvrage, il est sûr, dis-je, que dans ce cas, une moindre demande de bras et une grande détresse parmi les classes ouvrières de la société se ferait sentir universellement. Mais alors le produit général, ou le capital et le revenu national pris ensemble, baisserait certainement de valeur, par suite de l'excès temporaire de l'approvisionnement par rapport à la demande, et servirait à prouver que les variations dans cette valeur, comparée avec la valeur antérieure payée pour des salaires, sont les principaux régulateurs du pouvoir et de la volonté d'employer des bras.

Dans les élémens dont se compose la valeur de la totalité des produits d'un pays, une partie dépend du prix, et une autre de la quantité. La partie qui dépend uniquement

du prix, est de sa nature moins durable et moins importante que celle qui dépend de la quantité. Une augmentation de prix, lorsque la quantité des produits n'est que peu ou point augmentée, doit être bientôt suivie d'une augmentation à peu près proportionnée des salaires; tandis que si la quantité des choses nécessaires à la vie que les salaires en argent peuvent acheter, va en diminuant, la population doit s'arrêter, et aucune hausse plus forte des prix ne peut occasioner une demande effective de bras.

D'un autre côté, si la quantité des produits s'accroît si promptement que la valeur de la totalité diminue par l'effet d'un trop fort approvisionnement, il se peut qu'elle ne puisse pas payer autant de bras pendant une année que dans le cours de celle qui l'a précédée, et pendant quelque temps il n'y aura point de demande d'ouvriers.

Voilà les deux cas extrêmes, l'un provenant de l'augmentation de la valeur sans augmentation de la quantité; et l'autre où il y a augmentation de la quantité sans augmentation de la valeur.

Il est évident que l'objet qu'il serait le

le plus désirable d'obtenir ce serait l'union des deux. Il existe sans doute un heureux point moyen, dans lequel, dans les ressources existantes d'un pays, l'accroissement de la richesse et la demande de bras sont au maximum, mais il est impossible de fixer ce point. Une augmentation de quantité avec des prix invariables, ou même un peu en baisse, n'est pas incompatible avec une augmentation considérable de la valeur totale des produits, et peut occasioner une demande considérable de bras; mais dans l'état actuel des choses, et d'après la manière dont les métaux précieux se trouvent distribués, une certaine hausse des prix accompagne en général la plus forte demande de produits et le besoin de population. C'est ce double accroissement de la quantité et du prix des produits, qui crée la plus grande demande de bras, qui excite le plus d'industrie, et qui occasione en général le plus grand accroissement de population.

SECTION IV.

De l'effet que la baisse dans la valeur de la monnaie produit sur la demande de bras et sur la condition du journalier.

Quelques écrivains très-distingués ont pensé que la hausse des prix et la baisse de la valeur de la monnaie, sont très-défavorables aux classes inférieures de la société, et il y a sans doute quelques époques dans notre histoire qui paraissent venir fortement à l'appui de cette opinion ; mais je crois que, si l'on examine avec plus d'attention ces époques et les circonstances qui s'y rattachent, la conséquence qu'on en a tirée cessera de paraître aussi certaine qu'on l'a en général pensé. On se convaincra que, dans les cas en question, d'autres causes se sont fait sentir, auxquelles il serait plus raisonnable d'attribuer les effets qu'on a eus en vue, et il me semble qu'il n'y a pas de motif plausible de douter que, toutes les fois qu'une demande effective de bras accompagnera la baisse de la valeur de l'argent, cette valeur se mettra, dans un temps assez court, de niveau avec le prix de la denrée qui fait la base de la nourriture du

journalier, si aucun obstacle positif ne s'oppose à cette hausse.

L'époque de notre histoire qu'on cite généralement à ce sujet, c'est le seizième siècle, depuis la fin du règne de Henri VII, jusqu'à la fin de celui d'Élisabeth. Pendant cette époque, c'est un fait certain que les salaires réels baissèrent d'une manière extraordinaire, et vers la fin du siècle la journée de travail n'équivalait pas à beaucoup plus d'un tiers de la quantité de blé qu'elle valait au commencement du siècle.

Sir F. M. Eden a fait mention du prix du blé pendant dix-neuf ans sur les vingt-quatre du règne de Henri VII, et, dans quelques unes de ces années, à deux ou trois époques différentes (1). En réduisant d'abord les prix divers d'une même année à un terme moyen, et ensuite en prenant également la moyenne des prix des dix-neuf années, on trouve que le *quarter* valait 6 sch. 3 $\frac{1}{4}$ d., le boisseau un peu moins de 9 $\frac{1}{2}$ d., et le picotin 2 $\frac{3}{8}$ d.

D'après une ordonnance de 1495 pour

(1) Voyez *State of the Poor*. Vol. III, p. 41.

le règlement des salaires, le prix de la journée de travail ordinaire paraît avoir été de 4 d. ou 4 ½ d., sans la nourriture. Tous les laboureurs et artisans, qui ne sont pas désignés expressément, y sont comptés à 4 d.; mais, dans un autre endroit de cette ordonnance, la journée d'une femme même (je suppose que c'est pendant la récolte des foins) est fixée à 4 ½ d., et celle d'un charretier à 5 d. (1).

D'après le prix du blé énoncé ci-dessus, le journalier avec le salaire de 4 d. gagné dans sa journée, pouvait acheter un picotin et trois quarts, à un demi-denier (*farthing*) près; et si son salaire était de 4 ½ d., il aurait, à un denier près, pu acheter un demi-boisseau de blé.

Nous avons très-peu de documens relatifs au prix de la journée de travail dans le cours des règnes suivans. Il n'y en a point de ceux de Henri VIII, ni d'Édouard et Marie. Le premier dont il soit fait mention, c'est en 1575, et le prix était de 8 d. (2).

(1) Voyez *State of the Poor*. Vol. III, p. 89.
(2) *Id.*, p. 40.

En prenant la moyenne des cinq années précédentes, pendant lesquelles il est fait mention du prix du blé, en y comprenant l'année 1575, et ayant auparavant pris le prix moyen de chaque année, comme nous l'avons déjà dit, on trouve que le *quarter* de blé valait 1 l. 2 sch. 2 d., ce qui fait 2 sch. 9 ¼ d. le boisseau, et 8 ¼ d. le picotin. A ce prix, la journée de travail pouvait, à un denier près, acheter un picotin de blé, ou seize dix-septièmes de picotin.

Voici donc une diminution de près de moitié dans les salaires estimés en blé; mais à la fin du même siècle, la diminution était devenue encore plus sensible.

La première mention qu'on trouve ensuite du prix de la journée de travail, c'est en 1601, et elle valait alors 10 d. Nous ne parlons pas des réglemens des justices dans quelques-uns des comtés du nord de l'Angleterre, qu'on ne peut guère prendre pour mesure exacte des prix dans les comtés méridionaux. En prenant la moyenne du tableau de Windsor pendant cinq années, lequel comprend cependant une année de grande cherté, et en déduisant un neuvième,

pour réduire la mesure à celle de Winchester, on voit que le prix du *quarter* de blé était de 2 l. 2 sch., ce qui donne 5 sch. 3 d. pour le boisseau, et 1 sch. 3 ½ d. pour le picotin. Une journée de travail aurait, à ce prix, acheté moins de deux tiers d'un picotin de blé (1).

Voilà, sans contredit, une prodigieuse baisse dans le prix des salaires réels du journalier. Il est néanmoins très-important de s'assurer si le taux auquel les prix se sont élevés pendant la hausse ne serait pas aussi extraordinaire que leur abaissement consécutif; et nous verrons qu'il est bien plus difficile de rendre raison des hauts prix du blé pendant le quinzième siècle, que des bas prix du seizième.

(1) L'année 1597 paraît avoir été une année d'une cherté extraordinaire, et ne devrait pas être comprise dans une série si courte. Si l'on prend la moyenne de cinq années à commencer de 1598, la journée de travail paraîtra avoir été de cinq septièmes d'un picotin de blé; et, en prenant la moyenne de dix années à compter de la même époque, le journalier aurait gagné par jour quatre cinquièmes de picotin. Pendant les cinq ans depuis 1594 jusqu'en 1598 inclusivement, le blé paraît avoir été extraordinairement cher, par suite des mauvaises récoltes.

Si nous remontons vers le milieu du quatorzième siècle, à l'époque à laquelle fut rendue la première ordonnance générale pour régler le prix des salaires, nous verrons que la condition du journalier était fort au-dessous de ce qu'elle est devenue pendant la plus grande partie du quinzième siècle. On peut prouver ce fait d'une manière incontestable. Des ordonnances ou des règlemens qui ont pour objet de fixer le prix du travail, quoique n'atteignant pas toujours leur but immédiat (qui est, en général, injuste, puisqu'il s'agit d'empêcher le prix du travail de monter), peuvent cependant être regardés comme des témoignages irrécusables du prix auquel le travail avait été payé pendant des temps un peu antérieurs à celui de ces actes. Aucun législateur, même dans les siècles de la plus grande ignorance, n'a pu être assez téméraire pour fixer un prix au travail qui ne se conformât pas un peu à l'expérience passée. Par conséquent, quoiqu'on ne puisse pas compter sur les prix portés dans ces règlemens, quant aux temps postérieurs, ils semblent devoir être tout-à-fait concluans

par rapport au passé. Dans le règlement en question il est dit expressément que les domestiques doivent se contenter des livrées et des salaires qu'ils recevaient dans la vingtième année du règne du roi, et deux ou trois ans auparavant (1).

D'après cette ordonnance, qui fut publiée en 1350, la vingtième année du règne du roi, dans le but le plus injuste et impolitique d'empêcher le prix du travail de monter après la grande peste, nous pouvons inférer que le prix de la journée de travail était de 1 ½ d. ou 2 d. environ. A la vérité, il n'y est pas fait mention expresse du travail ordinaire de l'agriculture; mais la journée des domestiques et des artisans est fixée à 1 ½ d., celle des charpentiers ordinaires à 2 d., et la journée d'un moissonneur, dans la première semaine d'août, est également fixée à 2 d., tous sans la nourriture; d'où l'on peut conclure que la journée de travail ordinaire valait aussi souvent 1 ½ d. que 2 d. (2).

(1) Voyez *Eden's State of the Poor*. Vol. I, p. 32.
(2) *Id.*, p. 33.

Sir F. M. Eden a réuni des renseignemens sur l'état des prix du blé pendant seize années, sur les vingt-cinq d'Édouard III, antérieurement à la date de l'ordonnance. En prenant la moyenne, comme il a déjà été dit, le prix du blé paraît avoir été d'environ 5 sch. 4 d. le *quarter*, ce qui donne 8 d. pour le boisseau, et 2 d. pour le picotin.

D'après ce prix du blé, si le journalier ne gagnait que 1 $\frac{1}{2}$ d. par jour, il ne pourrait acheter avec le gain de sa journée que trois-quarts d'un picotin de blé; s'il gagnait 2 d., il n'aurait pu acheter tout juste qu'un picotin. Dans le premier cas, sa journée lui aurait valu moins de la moitié du blé que rapportait une journée de travail du temps de Henri VII; et dans le second cas, sa journée lui vaudrait bien peu au delà de la moitié.

Mais dans la suite du règne d'Édouard III, les journaliers paraissent avoir été encore plus malheureux. On renouvela le règlement des journaliers, et on le fit exécuter, dit-on, avec beaucoup de rigueur, malgré la hausse considérable qui eut lieu dans le

prix du blé (1). D'après le terme moyen des treize années sur vingt-six, pendant lesquelles nous savons quel a été le prix du blé, nous voyons qu'il était d'environ 11 sch. 9 d. le *quarter*, ce qui fait à peu près 1 sch. 5 ½ d. le boisseau, et 4 ¼ d. le picotin.

D'après ce prix, si les salaires des journaliers n'avaient point haussé, leur condition serait devenue très-malheureuse. Un journalier n'aurait pu guère acheter un demi-picotin de blé moyennant une journée de travail, ce qui n'est qu'un quart de ce qu'il aura pu obtenir dans la suite pendant le règne de Henri VII. Il est cependant à peine possible de croire que les salaires n'eussent point haussé en dépit du règlement et de son renouvellement; mais, en supposant même qu'ils eussent monté de moitié, ils n'auraient pas, à beaucoup près, marché de pair avec le prix du blé, qui a plus que doublé; et pendant les derniers vingt-cinq ans du règne d'Édouard III, les journées de travail estimées en blé étaient probable-

(1) Voyez *Eden's State of the Poor*. Vol. I, p. 36 et 42.

ment à aussi bas prix que pendant les vingt-cinq ans du règne d'Élisabeth.

Dans les règnes de Richard II et de Henri IV, le prix du blé paraît être tombé presque aussi bas qu'il l'était pendant la première moitié du règne d'Édouard III. Depuis 1377 jusqu'en 1398 inclusivement, le blé valait à peu près 5 sch. 7 d. le *quarter*; et depuis 1399 jusqu'en 1411, à peu près 6 sch. 1 d. (1). Il est impossible de déterminer de combien les salaires ont augmenté pendant ces époques; mais s'ils ont haussé assez pour donner au journalier les moyens de subsister, pendant les derniers vingt-six ans du règne d'Édouard III, et qu'ils n'aient pas ensuite baissé, par suite de la baisse consécutive du blé, comme cela est probable, le journalier a dû, pendant ces règnes, avoir été bien payé.

Pendant le règne de Henri V, et la première partie de celui de Henri VI, jusqu'à la publication des règlemens en 1444, le

(1) Voyez *Eden's State of the Poor*, *Table of prices*. Vol. III.

prix du *quarter* de blé était d'environ 8 sch. 8 d.; cela fait 4 sch. 1 d. pour le boisseau, et 3 ½ d. le picotin. Pendant la plus grande partie de ces trente-deux ans, le prix de la journée de travail paraît avoir été d'environ 3 d.; et probablement ce prix ne monta pas au taux fixé en 1444, c'est-à-dire, à 4 d. ou 4 ½ d. jusqu'aux dix années de cherté qui précédèrent le règlement, et pendant lesquelles le prix moyen du *quarter* de blé a été de 10 sch. 8 d. D'après la moyenne de toute cette suite de trente-deux ans, la journée de travail paraît avoir valu environ un picotin de blé, et peut-être plutôt moins, pendant la plus grande partie de ce temps.

Depuis 1444 jusqu'à la fin du siècle, le prix moyen du blé, en argent, était d'environ 6 sch., tandis que les journées de travail continuaient à être payées sur le pied de 4 d. ou de 4 ½ d. (1). Les journées étant

(1) Mr. Hallam, dans son précieux ouvrage sur le moyen âge, n'a pas fait de distinction entre le règne d'Édouard III et celui de Henri IV, relativement aux classes ouvrières. Les deux époques paraissent avoir été essentiellement différentes sous ce rapport.

à ce second prix, chacune achèterait exactement deux picotins de blé, ou un demi-boisseau, et au premier prix huit neuvièmes d'un demi-boisseau.

Depuis la publication du premier règlement des journaliers, en 1350, jusqu'à la fin du quinzième siècle, il s'est écoulé cent-cinquante années, pendant lesquelles des changemens successifs ont eu lieu dans la quantité du métal contenu dans une même somme nominale de monnaie; en sorte que la livre d'argent monnayé, qui, dans le milieu du règne d'Édouard III, valait 1 l., 2 sch., 6 d., avait, sous le règne de Henri VII, la valeur de 1 l., 17 sch., 6 d.

On se serait naturellement attendu à voir cette dépréciation de la monnaie se montrer d'abord, et d'une manière plus frappante, dans la valeur de quelque denrée d'exportation, telle que le blé, plutôt que dans le prix du travail : c'est en effet ce qui serait probablement arrivé, comme cela eut lieu dans la suite, sous le règne d'Élisabeth, si le blé n'eût pas été alors à bon marché dans le reste de l'Europe, et

surtout en France. Le fait est cependant, que cette grande diminution de la valeur intrinsèque de la monnaie, n'était nullement compensée par la légère hausse du prix nominal qui se manifesta pendant l'époque dont nous avons parlé; car cette hausse ne fut que depuis environ 5 sch., 4 d., jusqu'à 6 sch. ou 6 sch., 3 d. Par conséquent il est clair que le prix du blé en argent, a dû avoir éprouvé une baisse très-considérable.

Mais le prix nominal du travail, au lieu d'éprouver une hausse aussi légère que le blé, monta depuis 1 ½ d. ou 2 d. jusqu'à 4 d. ou 4 ½ d., hausse bien plus que suffisante pour balancer la dépréciation de la monnaie; en sorte que le prix du travail s'éleva considérablement, en même temps que le prix métallique du blé baissa. Il est singulier que Adam Smith, dans sa digression relative à la valeur de l'argent, pendant les quatre derniers siècles, n'ait pas fait mention de ce fait; s'il avait connu cette hausse dans le prix métallique du travail, ses principes, qui le portaient à regarder le blé comme une bonne mesure

de la valeur, par cela seul qu'il est la meilleure mesure du travail, l'auraient conduit à une conclusion très-différente de celle qu'il a tirée. Si l'on prenait un terme moyen entre le blé et le travail, nous verrions que la valeur de l'argent pendant ces cent-cinquante ans, au lieu de s'être élevée du double de ce qu'elle avait été auparavant, paraîtrait être restée presque stationnaire.

Ce fut pendant la partie florissante de cette époque, que sir John Fortescue écrivit son ouvrage sur la *Monarchie absolue* et la *Monarchie limitée*, dans lequel il faisait ressortir la condition prospère et fortunée des paysans anglais, comparée à l'état misérable de ceux de la France.

Mais il ne suffit pas de montrer que les classes inférieures du peuple anglais, pendant la dernière moitié du quinzième siècle, étaient beaucoup plus heureuses qu'elles ne l'avaient été pendant le siècle précédent, et qu'elles ne le furent ensuite pendant la dépréciation du numéraire causée par la découverte des mines d'Amérique. Pour montrer que cet état tenait à quelque circon-

stance particulière, il faut le comparer à la condition du peuple après que la dépréciation du numéraire eut cessé.

Selon Adam Smith, les effets de la découverte des mines d'Amérique paraissaient avoir cessé vers 1638 ou 1648. En 1651 le prix de la journée de travail, telle qu'elle a été fixée par les justices d'Essex aux assises de Chelmsford, était pour la saison de l'été, les moissons exceptées, de 1 sch. 2 d. Voici une hausse considérable dans le prix métallique du travail depuis le temps d'Élisabeth; mais nous verrons qu'elle est à peine en proportion avec la hausse du prix du blé. Si nous prenons la moyenne des cinq années antérieures à 1651 (1), époque qu'on a dû avoir principalement en vue en faisant le réglement, on voit que le prix du blé dans le marché de Windsor, déduction faite d'un neuvième pour le réduire à la mesure de Winchester, était de 3 l. 4 sch. 7 d. (2) le *quarter*, ce qui ferait revenir le boisseau à

(1) Le réglement ayant paru en avril de l'année 1651, elle n'est pas comprise dans l'évaluation.

(2) Voyez *Encyclopedia Brit., Supp., Art. Corn Laws*, où se trouve un tableau avec la déduction du neuvième.

environ 8 sch., et le picotin à 2 sch. A ce prix du blé, les salaires étant à 14 d., le journalier n'aurait gagné dans sa journée que sept douzièmes d'un picotin de blé, c'est-à-dire, un demi-picotin et un douzième.

En 1661, peu après l'avénement de Charles II, les salaires des journaliers furent de nouveau réglés par les justices d'Essex, aux assises de Pâques; et le prix de la journée de travail ordinaire pendant la saison de l'été, le temps des moissons excepté, fut maintenu à 14 schellings.

Si nous prenons la moyenne du prix du blé pendant les cinq années antérieures à 1661, comme nous l'avons déjà fait pour les autres, on voit que le *quarter* valait 2 l. 9 sch. 3. d. Cela fait 6 sch. 2 d. pour le boisseau, et 18 ½ d. pour le picotin. Sur ce pied, le journalier gagnait environ trois quarts d'un picotin. Il est vrai que ce prix moyen du blé est pris sur des années de cherté, mais les salaires ont été fixés précisément dans ce même temps; et il est dit expressément dans le règlement de 1651, qu'il a été fait « après avoir eu égard et avoir fait une attention toute particulière aux

prix de tous les comestibles et des étoffes pour habillement, soit de toile, soit de laine, et de tous les autres articles nécessaires dont la cherté est devenue dans les derniers temps plus onéreuse pour les artisans, les journaliers et les domestiques, qu'elle ne l'était jadis (1). »

Si l'on prend une moyenne des vingt années depuis 1646 jusqu'en 1665 inclusivement, on trouvera que le prix du blé était plutôt au-dessus qu'au-dessous de celui des cinq années antérieures à 1661. Le prix moyen du *quarter* de blé pendant ces vingt ans a été de 2 l. 10 sch. 0 ½ d. (2), ce qui donne 6 sch. 3. d. pour le boisseau, et près de 19 d. pour le picotin. A ce prix, les salaires étant à 14 d., le journalier, pendant ces vingt années, n'a pas même pu gagner dans sa journée tout-à-fait deux tiers d'un picotin de blé.

Après 1665 le prix du blé baissa, mais les salaires paraissent avoir baissé en même temps.

(1) Voyez *Eden's State of the Poor*. Vol. III, p. 98.
(2) *Windsor Table*, deducting $\frac{1}{9}$.

En 1682 les salaires à Bury, dans le comté de Suffolk, étaient fixés à 6 d. pendant l'été, et à 5 d. pendant l'hiver, avec la nourriture, et le double hors du logis. Cela fait 1 sch. pour les journées des mois d'été; et d'après le prix du blé dans les cinq années précédentes, le journalier, en gagnant 1 sch. dans sa journée, pouvait à peine acheter avec cette somme trois quarts d'un picotin de blé.

Le prix moyen du *quarter* de blé, depuis 1665 jusqu'en 1700, a été d'environ 2 l. 3 sch. 6 d. Si l'on suppose que la journée de travail valait à peu près 1 sch., cela équivaudrait à environ trois quarts d'un picotin de blé. Mais il y a lieu de croire que le prix moyen de la journée de travail n'allait pas à 1 schelling.

Dans le règlement des justices de Warwick en 1685 (1), il n'était accordé aux journaliers ordinaires que 8 d. par jour pendant les six mois d'été. Sir George Schuckburgh ne met que 7 ½ d. pour

---

(1) Voyez *Eden's State of the Poor*. Vol. III, p. 104.

l'intervalle entre 1675 et 1720 (1); et Arthur Young calcule le prix moyen de la journée de travail, pendant tout le cours du dix-septième siècle, à 10 ¼ d. (2). Si, d'après ces bases, nous estimons la journée de travail, depuis 1665 jusqu'à la fin du siècle, à 10 ½ d., il s'ensuivra que le journalier, dans le dix-septième siècle, après que la dépréciation de l'argent eut cessé, ne pouvait acheter avec le prix de sa journée que deux tiers de picotin de blé : et, dans la supposition plus favorable qui porte la journée de travail à 1 sch., le journalier aura pu acheter, ainsi que nous l'avons déjà dit, environ trois quarts de picotin.

Pendant les premières vingt années du dix-huitième siècle, le blé baissa de prix, mais la baisse ne fut point considérable ; et il ne paraît pas que le prix du travail ait monté.

En 1725, cinq ans après l'époque que

(1) Voyez *Philosophical Transactions for* 1798. Part. 1, p. 176.

(2) Voyez *Annals of Agriculture*. N°. 270, p. 88.

nous venons de citer, le prix des journées de travail fut fixé par les justices à Manchester. Les plus habiles laboureurs ne devaient gagner, depuis la mi-mars jusqu'à la mi-septembre, qu'un schelling par jour, sans viande ni boisson; mais les journaliers ordinaires, les faiseurs de haies, les fossoyeurs, les faiseurs de palissades, les batteurs en grange, et d'autres journaliers à la tâche, ne devaient gagner que 10 d. M. Howlett, cité par sir F. Eden (1), ne porte le prix de la journée de travail, même en 1737, qu'à 10 d.; et sir F. Eden, qui écrivait en 1796, remarque que, d'après les renseignemens divers qu'il avait recueillis dans différentes parties de l'Angleterre, il se croyait fondé à dire que les salaires des journaliers avaient doublé (2) pendant les dernières soixante années; ce qui ne pourrait guère être vrai, à moins d'admettre que la journée de travail avait été, au commencement du siècle, au-dessous de 1 sch.

Le prix moyen du blé, pendant les pre-

(1) Vol. I, p. 385.

(2) *Ibid.*

mières vingt années du siècle, fut un peu au-dessous de 2 l.; et si la journée de travail n'était que de 10 d. ou 10 ½ d., elle aurait valu bien moins de trois quarts de picotin de blé. Si le journalier avait gagné 1 sch. par jour, il aurait pu avoir quatre cinquièmes de picotin.

Depuis 1720 jusqu'en 1755, le blé baissa de prix et continua de même, tandis que la journée de travail paraît avoir valu 1 sch. Pendant ces trente-cinq années, le prix du blé a été d'environ 33 sch. le *quarter*, ou un peu plus de 1 sch. le picotin; et par conséquent le journalier a pu gagner, en prenant le terme moyen de ces trente-cinq ans, environ un picotin de blé par jour.

Depuis cette époque, le blé commença graduellement à hausser de prix, mais il ne paraît pas que les salaires des journaliers se soient élevés dans la même proportion. Les premiers renseignemens authentiques que nous ayons du prix du travail, depuis que le blé commença à hausser, se trouvent dans les détails publiés par Arthur Young, et recueillis dans les tournées très-étendues qu'il fit en 1767, 1768 et

1770, pour connaître l'état de l'agriculture. D'après lui, le résultat général du prix du travail sur le taux moyen de toute l'année, était de 7 sch. 4 ½ d. par semaine (1). En prenant la moyenne de cinq années, depuis 1766 jusqu'en 1770 inclusivement, le prix du *quarter* de blé a été de 2 l. 7 sch. 8 d., ou près de 48 sch. (2); ce qui ferait 6 sch. pour le boisseau, et 1 sch. 6 d. pour le picotin. A ces prix du travail et du blé, le journalier aurait gagné très-près de cinq sixièmes de picotin.

En 1810 et 1811, des renseignemens fournis par trente-sept comtés, et qui, selon Arthur Young, étaient tout-à-fait satisfaisans, portèrent le taux moyen de l'année pour les salaires des journaliers, à 14 sch.

(1) Voyez *Annals of Agriculture*. N°. 271, page 130.

(2) Déduction faite d'un neuvième dans le tableau de Windsor. Arthur Young déduit un autre neuvième pour la qualité, ce qui est certainement trop, par rapport au terme moyen du royaume, auquel les dernières tables des prix s'appliquent. C'est pourquoi j'ai suivi de préférence dans cet ouvrage les prix de Windsor, et je laisse au lecteur le soin de faire telle déduction qu'il jugera convenable pour la qualité; M. Rose pense que cette déduction n'excède pas de beaucoup le terme moyen.

6 d. (1) par semaine, ou à peu près 2 sch. 6 d. par jour. Le prix du blé, pendant les cinq années terminant en 1806, a été de 92 sch., et de 96 sch. pour les cinq années expirées en 1811 (2). Il paraît donc que le prix du travail et celui du blé avaient également doublé, et le journalier, en 1810 et 1811, gagnait à peu près la même quantité de blé qu'il aurait pu gagner quarante ans auparavant, c'est-à-dire, cinq sixièmes de picotin. Les intervalles entre ces époques ont dû nécessairement être sujets à de légères variations, par suite de l'inconstance des saisons, et d'un renchérissement accidentel du blé, qui n'a pas été suivi sur-le-champ du renchérissement de la main d'œuvre; mais en général, le prix moyen de la journée de travail a dû rester à peu près le même, et pendant bien des années il est probable que ce prix s'est peu éloigné de cinq sixièmes de picotin.

(1) Voyez *Annals of Agriculture*. N°. 271, p. 215 et 216.

(2) Voyez *Windsor Table*, *Supp. to Encyclopedia Brit.*, *Art. Corn Laws*.

SECTION V.

Des conclusions que l'on doit tirer du précédent aperçu des prix du blé et du travail pendant les cinq derniers siècles.

Le coup d'œil que nous venons de jeter sur les prix du blé et du travail pendant presque tout le temps compris dans les cinq derniers siècles, peut nous conduire à quelques conclusions importantes.

En premier lieu, il me semble que la grande baisse des salaires réels du travail, qui eut lieu dans le seizième siècle, a dû avoir pour cause principale la hausse extraordinaire et très-forte qu'ils avaient éprouvée auparavant, et qu'elle n'a pas été l'effet de la découverte des mines d'Amérique et de la baisse qui en est résultée dans la valeur du numéraire. Lorsqu'on compare les salaires des journaliers, pendant la dernière moitié du quinzième siècle, avec leur taux avant et après cette époque, on voit que cet état de choses tenait évidemment à des causes particulières, quelles qu'elles aient pu être, et qu'il ne pouvait pas par conséquent se soutenir.

Cela est en effet évident, non-seulement

en comparant ces salaires avec ceux des époques antérieures et postérieures, mais en faisant attention à leur valeur positive. Des journées de travail qui rapportaient près de deux picotins ou un demi-boisseau de blé au journalier, devaient faciliter les mariages les plus précoces, et fournir les moyens d'entretenir les familles les plus nombreuses. C'est à peu près le prix de la journée de travail aux États-Unis d'Amérique; et dans un pays tel qu'était l'Angleterre, même à cette époque, de tels salaires n'ont pu exister que par suite de causes temporaires. Parmi ces causes, il faut compter l'amélioration générale du système de culture après l'abolition du servage, qui rendit le blé plus abondant, et le progrès comparativement rapide du commerce et des manufactures, qui fit naître une grande demande de bras; tandis que, en raison des guerres de France et des guerres civiles entre les maisons de York et de Lancastre, et surtout par le changement très-lent qui s'est opéré dans les habitudes d'un peuple qui venait d'être affranchi, cet accroissement de produits et de demandes n'avait peut-être pas encore été

suivi d'un effet proportionné sur la population.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que le blé était alors à très-bas prix en France (1) comme en Angleterre, et il est impossible que la main d'œuvre ait pu se maintenir dans ce dernier pays pendant la longue époque de soixante à soixante-dix ans, à moins que, par l'effet d'une ou de plusieurs causes particulières l'accroissement de la population n'ait été retardé, comparativement

(1) C'est un fait très-curieux, que le prix métallique du blé en France s'est constamment maintenu extrêmement modique depuis 1444 jusqu'en 1521 (Voyez Richesse des nations, édition de Garnier, tome II, p. 184), et cela précisément pendant que ce prix était bas en Angleterre. Adam Smith est disposé à attribuer cette baisse et ce bas prix à une diminution de la quantité des métaux précieux fournis par les mines, comparée à la demande (liv. I, ch. 11); mais cette raison n'explique nullement le renchérissement de la main d'œuvre estimée en argent, en Angleterre, pendant que le prix métallique du blé y allait en baissant. Rien ne peut rendre raison de ce fait, si ce n'est l'abondance relative du blé comparé avec le travail; et cela n'a rien de commun avec les mines. Les bas prix en France tenaient probablement à l'abolition du servage, et à l'extension de l'agriculture sous le règne de Charles VII et de ses successeurs immédiats, après que les dévastations commises par les Anglais eurent cessé.

avec la production du blé et la demande de bras.

C'est cependant la réalité des salaires si élevés pendant le quinzième siècle, plutôt que les causes qui ont pu les rendre tels, qui fait en ce moment l'objet principal de nos recherches. Quant à l'exactitude du fait, il est impossible d'en douter; et le fait une fois admis, il s'ensuit que des salaires si élevés auraient dû baisser de beaucoup dans le cours du siècle suivant, si l'on n'avait pas découvert les mines d'Amérique.

Il n'est pas aisé de déterminer quel effet la dépréciation du numéraire peut avoir eu en aggravant la misère croissante des classes inférieures de la société, qui aurait toujours eu lieu indépendamment de cette dépréciation. Mais en considérant les salaires encore plus réduits pendant le dix-septième siècle, après que la dépréciation des métaux précieux eut cessé; et d'après ce qui est arrivé pendant les dernières années (ce dont nous parlerons bientôt plus au long), je ne suis pas très-disposé à croire qu'une hausse générale dans le prix du blé, causée par un changement dans la valeur de l'ar-

gent, et non par de mauvaises récoltes, puisse porter préjudice aux classes ouvrières, excepté pendant fort peu d'années. Il est cependant très-certain que l'état des classes ouvrières de la société allait en empirant de jour en jour pendant que s'opérait la dépréciation du numéraire, par suite de la découverte des mines d'Amérique; et, quelle qu'en fût la cause, le peuple a dû comparer sa situation à cette époque avec ce qu'elle avait été auparavant, d'après leur propre souvenir et celui de leurs pères; et cela a inévitablement dû exciter de très-grandes plaintes; et après que la condition du peuple fut devenue comparativement très malheureuse, comme cela arriva vers la fin du règne d'Élisabeth, cet état de détresse a dû probablement conduire à faire prendre les mesures relatives aux pauvres, qui ont marqué cette époque de notre histoire.

Une autre conclusion qu'on peut tirer de la revue que nous venons de faire, c'est que, pendant le cours de près de 500 ans, la journée de travail en Angleterre a valu plus souvent moins que plus d'un picotin de blé; cette mesure de blé peut être aussi

regardée comme approchant d'un terme moyen, ou plutôt comme ayant été un peu au-dessus du point autour duquel les prix courans des journées de travail ont oscillé dans leurs variations, causées par l'état de la demande et de l'offre; et on peut aussi conclure que la population d'un pays peut s'accroître avec une certaine rapidité, tandis que les salaires des journaliers sont au-dessous même de ce point.

La journée du travail en France, pendant les deux derniers siècles, paraît avoir valu assez constamment environ la vingtième partie d'un *setier* de blé (1), ce qui fait un peu plus de cinq sixièmes d'un picotin anglais (*peck*); mais au moment même de la révolution, à l'époque du voyage d'Arthur Young en France, la journée de travail ne valait qu'environ trois quarts d'un picotin anglais. Elle paraît avoir haussé depuis la révolution, de manière à valoir plus d'un picotin anglais.

La troisième conséquence qu'on peut ti-

(1) Richesse des nations. Liv. 1, chap. 11, page 313, 6e. édition anglaise.

rer de cet aperçu, c'est que l'état des saisons exerce une influence très-marquée sur le prix du blé, non-seulement par fois, pendant deux ou trois ans, mais pendant même quinze ou vingt années consécutives. Une suite de mauvaises récoltes paraît rendre nul tout l'effet des autres causes qu'on peut supposer avoir la plus grande influence sur le prix. Nous en trouvons un exemple après la grande peste qui arriva sous Édouard III. On aurait pu croire que les terrains fertiles étant à cette époque en abondance par rapport à la population, le blé aurait dû être à très-bon marché. Il s'est au contraire maintenu cher pendant les vingt-cinq années suivantes; ce qui ne peut s'expliquer que par l'effet des mauvaises récoltes. Un autre fait de la même nature était arrivé sous le règne d'Édouard II, pendant tout lequel le prix moyen du blé a été plus du double de ce qu'il avait été pendant la plus grande partie du règne d'Édouard Ier., et de ce qu'il fut pendant la dernière moitié de celui d'Édouard III; et cela fut évidemment dû aux mauvaises récoltes.

Nous trouvons un autre cas semblable pendant les guerres civiles du dix-septième siècle. Bien loin de croire qu'un des effets des guerres civiles soit de faire nécessairement renchérir le blé, je suis de l'avis de sir F. Eden, qui attribue en partie le haut prix de la main d'œuvre et le bas prix du blé, pendant le quinzième siècle, aux guerres civiles des maisons d'York et de Lancaster, qui occasionèrent une destruction d'hommes, plus forte que ne fut la diminution de l'agriculture. Mais dans les guerres civiles du dix-septième siècle, il n'y eut point de pareil bas prix du blé. Au contraire, dans l'intervalle depuis 1646 jusqu'en 1665[1], le prix du blé s'est maintenu en France, ainsi qu'en Angleterre, plus haut qu'on ne l'avait vu pendant vingt années de suite auparavant, et qu'il ne l'a été pendant un même espace de temps depuis cette époque, en exceptant toutefois l'état des prix en Angleterre pendant les derniers vingt-cinq ans. Ces années de disette arrivent souvent pendant des époques moins longues, et influent essentiellement sur l'état du journalier pendant dix ou cinq ans.

C'est dans la continuation des mauvaises années, et dans d'autres circonstances qui les accompagnent, qu'il faut chercher la raison pourquoi les salaires en argent haussent ou restent tels qu'ils étaient auparavant.

Les époques des plus bas salaires, ou de la plus grande baisse dans les salaires effectifs, ont été celles où un renchérissement considérable de blé a eu lieu dans des circonstances peu favorables à une hausse proportionnée dans le prix du travail. Cela est plus sujet à arriver dans les mauvaises années, quand le pouvoir de disposer des bras moyennant les anciens salaires, n'augmente nullement en proportion du prix du blé. Cela peut aussi arriver pendant qu'une baisse dans la valeur du numéraire se fait sentir, si des causes antérieures ont favorisé extraordinairement le progrès de la population. Dans ce cas, quoique les ressources du pays puissent aller rapidement en croissant, la population peut s'accroître encore plus vite, et les salaires du journalier ne monteront pas en proportion de la baisse de la valeur de l'argent.

C'est à cette cause que je suis très-disposé à attribuer la hausse insuffisante des salaires en argent, pendant les règnes de Henri VIII, de Marie, d'Édouard VI, et d'Élisabeth. L'état de la nation, pendant la première partie du seizième siècle, a dû être un puissant stimulant à la population; et lorsqu'on réfléchit sur le taux extrêmement élevé des salaires en blé à cette époque, et qu'on songe qu'il ne pouvait baisser que très-graduellement, ce stimulant a dû continuer à opérer avec une activité considérable pendant la plus grande partie du siècle. Dans le fait, on se plaignait hautement de la dépopulation à la fin du quinzième siècle et au commencement du seizième; et on a reconnu qu'il y avait surabondance de population à la fin du seizième siècle. Ce fut ce changement dans l'état de la population, et non la découverte des mines d'Amérique, qui occasiona une baisse aussi remarquable des salaires estimés en blé.

Si, au moment de la découverte des mines d'Amérique, les classes ouvrières du peuple n'eussent reçu que les mêmes salai-

res qu'elles paraissent avoir gagnés dans la dernière moitié du règne d'Édouard III, et si le même accroissement de capital et de ressources était survenu pendant le seizième siècle, comme cela arriva en effet, je n'ai pas le moindre doute que les salaires en argent auraient haussé aussi vite que le prix métallique du blé. En effet, lorsqu'une baisse dans la valeur du numéraire est accompagnée, comme cela arrive souvent, d'un accroissement rapide de capital, il existe une raison particulière pour *que*, dans l'état naturel des choses, le prix du travail se ressente plus de cet accroissement que les autres denrées. C'est que l'encouragement qu'une telle augmentation de ressources donne à la population, ne peut commencer à augmenter le nombre d'individus en état de travailler, qu'au bout de seize ou dix-huit ans; et que pendant cet intervalle, la demande de bras, comparée au nombre des ouvriers, se trouverait être plus forte que la demande de la plupart des autres denrées, comparée à leur offre.

C'est par cette raison que, dans la baisse de la valeur du numéraire qui eut lieu de-

puis 1793 jusqu'en 1814, et qui fut incontestablement accompagnée d'un grand accroissement de capital et d'une forte demande de bras, je suis intimement persuadé que, si l'on n'avait pas empêché par des moyens artificiels le prix de la main d'œuvre de s'élever, il serait monté plus haut en proportion que le prix moyen du blé ; et cette opinion me semble pleinement confirmée par les faits. D'après les derniers renseignemens authentiques, relatifs au prix du travail avant 1814, il paraît que, en prenant le terme moyen des relevés fournis par trente-sept comtés, la semaine des journaliers était, en 1810 et 1811, de 14 sch. 6 d. ; or, ce prix, comparé aux salaires de 1767, 1768 et 1770 (1), est égal à la hausse du prix du blé pendant la première époque : d'un autre côté, il est constant que dans plusieurs comtés et districts du midi de l'Angleterre, les salaires, en 1810 et 1811, ont été maintenus, contre nature, aussi bas que 12 sch., 10 sch., 9 sch., et même 7 sch. 6 d., par l'effet du fu-

(1) Voyez *Annals of Agriculture*. N°. 271, p. 215 et 216.

neste système d'entretenir les enfans aux dépens des paroisses ; et on peut conclure que si un pareil système n'eût pas été suivi dans une grande partie de l'Angleterre, les salaires des journaliers auraient monté dans une proportion plus forte que le prix du blé.

Cette conclusion reçoit une nouvelle confirmation, d'après ce qui s'est passé en Écosse et dans quelques parties du nord de l'Angleterre. Dans ces districts, tous les rapports s'accordent à dire que la hausse des salaires des journaliers a été en effet plus forte que la hausse du blé, et ils admettent également que la condition du journalier s'est améliorée d'une manière sensible jusqu'en 1814, en dépit même des impôts, dont plusieurs, par leur poids accablant, ôtaient à l'ouvrier les moyens de se procurer beaucoup de choses utiles ou agréables, quoiqu'ils n'aient que peu diminué les moyens de se procurer les choses de première nécessité.

En considérant, dans le cours de cette investigation, les salaires du travail estimés en blé, il ne nous a pas été possible d'établir aucune distinction entre les effets de

la baisse du prix du blé et la hausse du prix du travail. Lorsqu'on compare simplement ces deux objets ensemble, les résultats sont précisément semblables; mais leurs effets, quant à l'encouragement qu'ils donnent à la population, sont quelquefois très-différens, ainsi que je l'ai déjà insinué. Il est indubitable qu'un grand encouragement donné à l'accroissement de la population, peut être compatible avec la baisse du prix des produits naturels du sol, parce que, malgré cette baisse, la valeur échangeable de la totalité des produits d'un pays peut aller toujours en croissant, par rapport au nombre de bras; mais il peut arriver quelquefois qu'une baisse dans le prix des produits du sol soit accompagnée d'une diminution des moyens et de la volonté d'employer des ouvriers, et, dans ce cas, la demande de bras et l'encouragement à la population ne seront pas proportionnés au taux apparent des salaires du travail estimés en blé.

Si le journalier gagne un picotin (*peck*) de blé au lieu de trois quarts, par l'effet d'une hausse des salaires occasionée par la demande de bras, il est sûr que tous les ou-

vriers qui voudront et qui pourront travailler trouveront de l'emploi, et probablement aussi leurs femmes et leurs enfans; mais si l'ouvrier ne gagne ce surplus de blé qu'en raison d'une baisse dans le prix du grain, laquelle diminue le capital du fermier, dans ce cas l'avantage peut être plutôt apparent que réel, et quoique pendant quelque temps la main d'œuvre puisse ne point éprouver de baisse nominale, cependant comme la demande de bras peut rester stationnaire, et même se ralentir, le prix courant du travail ne donnera pas la mesure certaine de ce qu'auraient pu rapporter les efforts réunis d'une grande famille, et surtout le redoublement d'activité de son chef dans les ouvrages à la tâche.

Il est donc évident que les mêmes salaires courans estimés en blé peuvent avoir, selon la diversité des circonstances, des effets différens quant à l'encouragement donné à la population.

On doit aussi faire attention qu'en estimant les salaires du travail en grain, j'ai constamment choisi le plus cher de tous les grains, le froment. J'ai pris le grain, à l'ex-

clusion de toutes les autres denrées de première nécessité, parce que j'ai voulu éviter de compliquer la question; et j'ai donné la préférence au froment, parce que c'est la nourriture principale de la plus grande partie de la population de l'Angleterre. Mais il est clair que dans des temps ou des pays dans lesquels la nourriture principale du peuple ne se compose pas de froment, les salaires en blé qu'une famille peut gagner ne seront pas une mesure exacte de l'encouragement donné à la population. Quoique les salaires en blé puissent être inégaux à deux époques différentes, ou dans deux pays quelconques, cependant si, dans un de ces cas, le peuple consomme habituellement un grain inférieur, l'encouragement à la population pourrait être le même. Le journalier irlandais n'a pas, pour nourrir une famille nombreuse avec du froment, les mêmes moyens que le journalier anglais; mais le premier peut, en général, faire subsister une famille beaucoup plus nombreuse avec les alimens dont il se nourrit habituellement; et voilà pourquoi la population s'est accrue bien plus

rapidement, pendant le siècle dernier, en Irlande qu'en Angleterre.

Il paraît donc que, si l'on tient compte de la variation de valeur des élémens des salaires autres que la nourriture, la quantité du grain que la famille ouvrière consomme habituellement, et qu'elle peut gagner par son travail, est à la fois une mesure de l'encouragement donné à la population, et de la condition du journalier; tandis que le prix métallique de ces salaires est la meilleure mesure de la valeur de l'argent, estimée d'après une seule denrée. Mais il est de la plus haute importance d'avoir toujours devant les yeux qu'il est possible d'acquérir les moyens de se procurer une grande quantité des choses nécessaires à la vie, de deux manières : ou par l'accroissement rapide des ressources, ou par l'effet des habitudes de prévoyance des classes ouvrières. Or, comme l'accroissement rapide des ressources n'est point à la portée du pauvre, et qu'il n'est pas dans la nature des choses qu'il puisse être durable, il s'ensuit que la principale ressource dont dépend le bonheur des classes ouvrières tient à ces habi-

tudes de prévoyance qui, étant convenablement mises en exécution, sont capables d'assurer à l'ouvrier les moyens de se procurer une quantité raisonnable des choses nécessaires et utiles à la vie, depuis l'enfance des sociétés jusqu'à l'état actuel des nations.

Je n'ai rien dit de la valeur du travail, estimée selon la mesure adoptée par M. Ricardo, c'est-à-dire, d'après le travail qui a été employé par le journalier pour gagner son salaire, ou d'après ce que ce salaire a coûté en travail; parce que, sous la dénomination de salaires réels et nominaux, il me semble que j'ai compris tout ce qui a rapport à la condition de l'ouvrier, à l'encouragement donné à la population et à la valeur du numéraire; car ce sont les trois grands points qui méritent principalement de fixer notre attention. D'après la manière dont M. Ricardo envisage le sujet, on ne peut rien conclure, quant à ces points, ni de la hausse ni de la baisse des salaires. Leur taux élevé ou réduit ne sert qu'à déterminer le taux des produits, et leur influence à cet égard sera examinée à fond dans le chapitre suivant.

CHAPITRE V.

Des profits du capital.

SECTION I.

De la manière dont la difficulté croissante de se procurer les moyens de subsistance influe sur les profits.

On appelle ordinairement profits des fonds la portion du revenu national qui est payée au capitaliste pour l'usage de son capital. Mais le terme fonds n'est pas une expression aussi propre dans ce cas que le mot capital. Le fonds est un terme général, sous lequel on peut comprendre toutes les possessions matérielles d'un pays, et toute sa richesse réelle, quel qu'en soit l'emploi; tandis que par capital on entend la portion particulière des propriétés, ou de cette richesse accumulée, qui est destinée à être placée de manière à rapporter des profits. On se sert cependant assez souvent de l'une et de l'autre expression indistinctement, et on peut le faire peut-être sans commettre d'erreur notable; mais il est toujours bon de

se rappeler que tout fonds n'est pas, à proprement parler, un capital, quoique tout capital soit un fonds.

Les profits du capital consistent dans la différence entre la valeur des avances nécessaires pour faire naître un produit, et la valeur de la chose dès qu'elle est produite. Ces avances se composent en général d'accumulations dont la production a déjà coûté une certaine quantité de salaires, de profits et de fermages, sans parler du loyer de la terre, qui, lorsqu'il s'agit de produits du sol, se paye directement.

Le *taux* des profits, c'est la proportion qui existe entre la valeur des avances et celle de la chose produite; et ce taux change avec les variations de la valeur des avances, comparée à la valeur du produit. Lorsque la valeur des avances est grande par rapport à la valeur du produit, l'excédant étant peu considérable, le taux des profits sera peu élevé. Quand la valeur des avances est insignifiante, l'excédant se trouvant considérable, le taux des profits sera haut.

La variation du taux des profits dépend donc évidemment des causes qui changent

la proportion entre la valeur des avances et la valeur du produit ; et cette proportion peut être changée par des circonstances qui influent sur la valeur des avances ou sur celle des produits.

Parmi les avances nécessaires pour la production, les moyens de pourvoir à la subsistance des ouvriers sont en général l'article le plus considérable et le plus important : c'est pourquoi ces moyens doivent avoir la plus grande influence sur la valeur des avances.

Les deux causes principales qui influent sur les moyens de pourvoir à la subsistance des ouvriers sont :

1°. La facilité ou la difficulté avec laquelle les terres donnent des produits, dont il résulte qu'une proportion moins ou plus forte du produit total peut faire subsister les laboureurs employés ;

Et 2°., le rapport variable entre la quantité de capital et la quantité de travail employée par ce capital, dont l'effet sera que chaque travailleur aura une plus ou moins grande portion des choses nécessaires à la vie.

Chacune de ces causes suffit par elle-

même pour donner lieu à toutes les variations dont les profits sont susceptibles. Si une seule agit, son opération sera simple. C'est le concours des deux causes et d'autres qui s'y joignent, et qui agissant tantôt de concert et tantôt en opposition, donnent naissance à ces phénomènes variés qui se présentent dans le progrès de la société, et dont il n'est pas toujours aisé de donner l'explication.

Si la première de ces causes opère seule, et que les salaires de chaque journalier soient toujours les mêmes, dans ce cas, en supposant que les connaissances pratiques en agriculture n'éprouvent point de changement, et qu'il n'y ait pas moyen de tirer du blé des pays étrangers, le taux des profits doit baisser régulièrement et sans interruption à mesure que la société avance, et qu'il devient nécessaire d'avoir recours à des machines inférieures qui exigent plus de travail pour être mises en activité.

Il importe peu, dans ce cas, que les derniers terrains mis en culture et destinés à produire des denrées alimentaires, aient rapporté un fermage dans leur état inculte.

Il est sûr que le propriétaire de ces terrains ne consentirait pas à les donner à bail, à moins de pouvoir obtenir ainsi un revenu égal à celui qu'il en tirait auparavant. C'est là une condition absolument essentielle pour que les plus mauvais terrains soient mis en culture dans un pays florissant. Le fermage payé, le restant du produit se partagerait *principalement* (1) entre le capitaliste et les laboureurs; et il est clair que, si le nombre des travailleurs nécessaires pour obtenir un produit déterminé allait toujours en augmentant, les salaires de chaque journalier restant les mêmes, la portion affectée au payement du travail irait continuellement en empiétant sur la portion destinée à payer les profits, et le taux des profits continuerait par conséquent à diminuer régulièrement, jusqu'à ce que, faute de pouvoir ou de volonté d'épargner, le progrès de l'accumulation eût cessé.

Dans ce cas, et en supposant qu'il y ait

(1) Je dis *principalement*, parce que, dans le fait, il y a toujours une certaine portion de fermage, quelque faible qu'elle soit, qui est payée par les matériaux dont se compose le capital du fermier.

une demande égale pour toutes les portions du produit total (1), il est évident que les profits du capital employé dans l'agriculture seront en raison de la fertilité des terrains cultivés en dernier lieu, ou du montant des produits obtenus moyennant une quantité donnée de travail. Et comme les profits dans un même pays tendent à se mettre de niveau, leur taux général doit suivre la même marche.

Mais il ne faut qu'un moment de réflexion pour se convaincre que la supposition que nous venons de faire d'une constante uniformité dans les salaires effectifs des journa-

(1) Il est nécessaire de poser ainsi la question; car, pour ce qui regarde les principaux produits de l'agriculture, il peut se faire que toutes les portions n'en aient pas une valeur égale. Un fermier qui ferait cultiver sa terre par des domestiques qu'il logerait, nourrirait et habillerait à ses frais, pourrait faire toujours les mêmes avances, et elles pourraient avoir la même haute valeur d'utilité; mais dans le cas d'engorgement par suite de la perte d'un débouché accoutumé, ou d'une année d'abondance extraordinaire, une partie de la récolte pourrait n'avoir aucune valeur, soit d'utilité, soit d'échange, et les profits des fermiers ne pourraient nullement être calculés d'après l'excédant de la *quantité* produite, par delà les avances faites pour la production.

liers, est non-seulement démentie par l'état réel des choses, mais qu'elle implique contradiction.

Le progrès de la population est réglé presque exclusivement par la quantité des choses nécessaires à la vie qu'on accorde au journalier; et si cette quantité n'avait jamais été au delà de ce qui serait suffisant pour faire subsister la population existante, les classes ouvrières ne pourraient pas s'accroître, et il ne pourrait y avoir aucune nécessité de cultiver progressivement des terrains plus ingrats. D'un autre côté, si les salaires effectifs des journaliers étaient assez élevés pour permettre et favoriser un accroissement de population, la supposition qu'ils se maintiendraient toujours au même taux impliquerait contradiction, car il y aurait dans ce cas accroissement prolongé de la population, après que l'accumulation du capital et les moyens de faire subsister ce surcroît d'individus auraient cessé entièrement.

Il est donc impossible de supposer un prix *naturel* et *constant* du travail, du moins, si par-là nous entendons une quan-

tité invariable des choses nécessaires à la vie. Or, si nous ne pouvons pas fixer le prix réel du travail, il faut qu'il varie suivant les progrès du capital et du revenu, et d'après la demande de bras comparée à leur offre.

Nous pouvons cependant, si cela nous plaît, supposer une progression uniforme de capital et de population, ce qui ne veut pas dire, dans ce cas, que le *taux* de cette progression soit égal et permanent, mais seulement que cette progression vers le plus grand accroissement praticable s'opère sans des accélérations et des ralentissemens temporaires; et il peut être curieux de savoir de quelle manière cela influerait sur les profits dans la supposition que nous venons de faire, et avant d'examiner les choses telles qu'elles sont en réalité.

A l'époque où un pays fertile commence à être cultivé par des colons civilisés, et tant qu'il y a des terres fertiles en abondance, il n'y aura qu'une très-petite portion de la valeur du produit payée sous forme de fermage. Presque la totalité du produit se partagera entre les profits et les

salaires ; et la proportion qui appartiendra aux premiers et aux seconds, autant que cela dépend de la part qui revient à chaque laboureur, sera déterminée par la demande et l'offre du capital, comparées à la demande et à l'offre de bras.

A mesure que la société fera des progrès, si le territoire est borné, et si les terres sont de diverses qualités, il est très-clair que les facultés productives du travail appliqué à la culture de la terre doivent diminuer graduellement, et comme une quantité donnée de capital et de travail donnerait successivement des rentrées décroissant de plus en plus, il resterait évidemment un produit chaque jour moindre à partager entre le travail et les profits.

Si, pendant que les facultés productives du travail diminuent, les besoins physiques du journalier venaient aussi à diminuer dans la même proportion, dans ce cas la même part du produit total pourrait rester au capitaliste, et le *taux* des profits ne baisserait pas nécessairement. Mais les besoins physiques du journalier sont toujours les mêmes ; et quoique dans le progrès de

la société, par suite de la rareté croissante des subsistances, relativement au nombre des travailleurs, ces besoins soient en général moins amplement satisfaits, et que les salaires effectifs du journalier baissent graduellement, il est clair pourtant qu'il y a une limite qu'on ne saurait dépasser, et qui probablement n'est pas fort éloignée. Il est absolument nécessaire que le journalier puisse avoir à sa disposition une quantité de nourriture suffisante pour sa subsistance et celle d'une famille dont le nombre soit précisément suffisant pour maintenir une population stationnaire. C'est pourquoi, si on livrait successivement à la culture des terres moins fertiles qui exigeassent plus de travail, il serait impossible que les salaires en blé de chaque journalier pussent supporter une diminution proportionnée à celle du produit; une plus grande part de la totalité reviendrait nécessairement aux travailleurs, et le taux des profits continuerait régulièrement à baisser jusqu'à ce que l'accumulation du capital eût cessé.

Telle sera la marche nécessaire des profits et des salaires dans le cours de l'accu-

mulation croissante du capital, en tant qu'il est affecté à la culture progressive de terrains nouveaux et moins fertiles, ou à de nouvelles améliorations de ceux déjà cultivés; et dans la supposition qu'on vient de faire, le taux des profits et celui des salaires seront l'un et l'autre plus hauts au commencement, et baisseront ensuite ensemble d'une manière régulière et graduelle, jusqu'à ce que l'un et l'autre s'arrêtent en même temps, et que la demande d'un accroissement de produits cesse de se faire sentir.

On pourra cependant demander ce que deviennent les profits du capital employé dans les manufactures et dans le commerce, deux genres d'industrie qui ne ressemblent point à l'agriculture, et dans lesquels, non-seulement les facultés productives du travail ne diminuent pas nécessairement comme dans l'agriculture, mais où, au contraire, elles acquièrent souvent un grand accroissement.

Nous avons vu que dans la culture de la terre, la cause immédiate et principale de la diminution nécessaire des profits, c'est la

quantité plus considérable de travail requise pour obtenir le même produit. Dans les manufactures et dans le commerce, c'est la baisse dans la valeur échangeable des produits de ces branches d'industrie, comparée à la valeur du blé et de la main d'œuvre, qui produit cette diminution de profits.

Les frais nécessaires pour la production du blé et pour élever des hommes, augmentent continuellement par l'effet inévitable de causes physiques, tandis que les frais de production des articles manufacturés et de commerce diminuent quelquefois ou restent souvent stationnaires, et dans tous les cas, augmentent bien plus lentement que les frais nécessaires pour produire du blé et pour élever des hommes. C'est pourquoi, suivant tous les principes de la demande et de l'offre, la valeur échangeable de ces derniers objets doit baisser, si on la compare avec la valeur de la main d'œuvre. Mais si la valeur échangeable du travail continue à hausser, pendant que celle des objets manufacturés baisse, reste la même, ou ne hausse que dans un moindre degré, les profits doivent continuer à baisser; et on

voit par-là que, dans le progrès des améliorations, à mesure que des terrains de plus en plus ingrats sont livrés à la culture, le taux des profits doit être limité par les qualités productives des terrains cultivés les derniers. Si on ne peut faire produire aux terrains livrés les derniers à la culture qu'un certain excédant de valeur par-delà ce que vaut le travail nécessaire pour obtenir ce surplus, il est évident que, d'après les principes de la concurrence, les *profits* en général ne pourront pas s'élever plus haut que ne le permetra cet excédant. Dans l'échelle montante, c'est une limite qu'on ne peut pas dépasser; mais une limite est essentiellement différente d'un régulateur. Dans l'échelle descendante, les profits peuvent baisser à un degré quelconque. Il n'y a ici aucune nécessité qui règle et détermine le taux des profits; et au-dessous de la plus haute limite que l'état réel de la terre peut admettre, il reste un vaste champ pour l'opération d'autres causes.

SECTION II.

De l'influence qu'exerce sur les profits le rapport qui existe entre le capital et le nombre de bras.

La seconde cause principale qui, en augmentant le montant des avances, affecte les profits, c'est la proportion qui existe entre le capital et le nombre des ouvriers (1).

Cette cause est évidemment à elle seule capable de produire les plus grands effets ; et en supposant que des variations suffisantes aient lieu entre la quantité disponible de capital et celle des bras, elle pourrait causer sur les profits des effets en tout semblables à ceux qui proviennent de l'opération de la première de ces deux causes, et en bien moins de temps.

Lorsque le capital est réellement abondant relativement au nombre des ouvriers,

(1) J'ai dit dans un des chapitres précédens que la demande de bras ne dépend pas seulement des capitaux, mais bien du capital et du revenu ensemble, ou de la valeur du produit total ; mais pour éclaircir la *supposition* que je fais ici, il suffit de considérer le capital et le travail. On peut admettre qu'il ne se présentera pas de difficulté quant à la demande.

rien ne peut empêcher la baisse des profits; et la facilité de production aura beau être grande, elle ne pourra jamais faire monter les profits, à moins que le capital ne soit rare comparativement au nombre de bras.

Mais pour voir plus clairement l'effet puissant que cette seconde cause produit sur les profits, il faut la considérer pour un moment comme opérant seule. Supposons que, tandis que le capital d'un pays va en croissant, la population soit contrariée au point de ne pas suffire aux besoins, par l'effet de quelque influence surnaturelle. Dans ces circonstances, il pourrait y avoir toute sorte de gradations dans le rapport entre le capital et la main d'œuvre, et on verrait par conséquent toute sorte de gradations avoir lieu dans le taux des profits.

Si, à l'époque des premières améliorations, le capital était rare par rapport à la main d'œuvre; les salaires des journaliers étant par cela même à bas prix, tandis que les facultés productives du travail seraient grandes en raison de la fertilité de la terre, dans ce cas la part qui resterait pour les

profits serait nécessairement très-considérable, et le taux des profits devrait être très-élevé.

Néanmoins, quoiqu'on puisse dire en général que les capitaux sont rares dans l'enfance de l'agriculture, cependant la portion particulière de capital qui se convertit en nourriture est souvent abondante comparativement à la population, et l'on voit de gros profits et de forts salaires effectifs en même temps. Dans l'état de choses le plus naturel, cela arrive assez généralement; mais il n'en est pas de même lorsque le capital est dissipé trop tôt par l'effet de l'extravagance, ou par d'autres causes. Mais, soit que le bas ou le haut prix des salaires en blé marque notre point de départ, toutefois la diminution dans le taux des profits, par suite de l'accroissement graduel du capital comparé au nombre de bras, restera dans le même état.

Comme dans tous les temps le capital s'accroît plus vite que la population, les profits du capital doivent baisser; et si un accroissement progressif des capitaux avait lieu pendant que, par l'effet de quelque cause occulte, la population resterait en ar-

rière, malgré la fertilité du sol et l'abondance des subsistances, dans ce cas les profits diminueraient par degrés, jusqu'à ce que, par l'effet de réductions successives, la puissance et la volonté d'accumuler eussent cessé d'agir.

Dans ce cas les profits éprouveraient précisément la même sorte de diminution progressive qu'ils auraient subie par l'accumulation croissante du capital dans l'état actuel des choses; mais cela influerait d'une manière très-différente sur le fermage et sur les salaires. D'après ce qui a déjà été dit au sujet du fermage, il ne pourrait pas être bien considérable dans un tel pays. Car, dans la supposition que nous venons de faire, le progrès de la population est retardé, et le nombre d'ouvriers est borné, pendant que des terres très-fertiles restent incultes. Par conséquent la demande de terrains fertiles par rapport à leur quantité, serait comparativement insignifiante, et la portion du produit total du pays formant le fermage, serait plus ou moins forte selon les gradations de terrains plus fertiles qui auraient été cultivés avant que la population

se fût arrêtée, et selon la valeur du produit qu'on pourrait retirer des terres incultes.

Quant aux salaires, ils continueraient à hausser progressivement, et donneraient au journalier non-seulement les moyens d'acquérir plus d'objets manufacturés et de produits du commerce étranger (comme cela arrive en général dans l'état actuel des choses), mais de se procurer également plus de blé et d'autres objets nécessaires à la vie; et il se trouverait ainsi dans une position qui irait tous les jours en s'améliorant à tous égards, tant que le capital continuerait à s'accroître.

En un mot, sur les trois grandes portions dans lesquelles se partage la masse des produits, c'est-à-dire le fermage, les profits et les salaires, les deux premières seraient à bas prix, parce que l'offre des terres et des capitaux serait en abondance par rapport à la demande, tandis que les salaires des journaliers seraient très-élevés, en raison du nombre comparativement peu considérable de bras; et le prix de chacune de ces choses se trouverait encore réglé d'après le grand principe de la demande et de l'offre.

Si, au lieu de supposer que la population est retardée par quelque influence particulière, nous faisons la supposition bien plus naturelle d'un territoire, limité ayant des terres à peu près d'une même qualité, et d'une si grande fertilité qu'elles ne permettent que l'emploi d'un capital très-borné, les effets sur les profits du capital seront précisément les mêmes que dans le dernier cas ; mais les effets sur les fermages et les salaires seraient très-différens. Si toutes les terres venaient à être cultivées, et qu'il ne fût plus possible d'y employer de nouveaux capitaux, il est hors de doute que les fermages seraient très-élevés, et les profits ainsi que les salaires seraient très-faibles. La concurrence des capitaux croissans dans les manufactures et dans le commerce réduirait le taux des profits, tandis que le principe qui règle la population continuerait à faire augmenter le nombre des individus des classes ouvrières, jusqu'à ce que les salaires en blé fussent assez bas pour empêcher un plus grand accroissement de population. Il est probable que, par suite de la facilité de production de la terre, et par le

grand nombre de personnes employées dans les manufactures et dans le commerce, les exportations deviendraient considérables, et l'argent aurait très-peu de valeur. Le prix métallique du blé et les salaires en argent seraient peut-être aussi hauts que lorsqu'ils coûtaient le double ou le triple en travail; les fermages monteraient à un point extraordinaire sans le concours de la culture des mauvais terrains, ni des gradations des terres cultivées; et les profits pourraient baisser au point justement suffisant pour conserver le capital existant, sans qu'il y eût besoin d'aucun travail additionnel pour obtenir la nourriture du journalier.

Les effets qui résulteraient évidemment des deux suppositions que nous venons de faire, prouvent clairement que la quantité croissante de travail nécessaire pour la culture des terrains plus ingrats, n'est pas, en théorie, nécessaire pour faire baisser les profits, depuis le taux le plus élevé jusqu'au plus bas.

Au surplus, la première de ces deux suppositions montre les facultés extraordinaires

que possèdent les classes ouvrières de la société, lorsqu'elles veulent en faire usage. Le retardement comparatif de la population, que nous regardions comme l'effet de quelque influence surnaturelle, pourrait en réalité être effectué par la prudence des pauvres, et il serait incontestablement suivi du résultat indiqué. Il est naturel que les classes ouvrières trouvent dur que, sur la grande masse des produits tirés de la terre et obtenus par le moyen du capital et du travail national, il ne revienne à chaque ouvrier qu'une si faible part. Mais cette répartition se trouve actuellement détermi-née, et doit toujours l'être à l'avenir par les lois inévitables de l'offre et de la demande. Si le marché est comparativement mal pourvu de journaliers, les propriétaires fonciers et les capitalistes seront obligés d'accorder une plus grande part du produit à chaque ouvrier. Mais si le nombre des ouvriers est considérable, il est de toute impossibilité que chacun d'eux puisse continuer à jouir long-temps d'une part aussi forte. Les riches n'ont pas le pouvoir, et il n'est pas possible de leur supposer à tous

la volonté de tenir le marché mal fourni d'ouvriers. Et cependant, tout effort pour améliorer la condition des pauvres en général, qui ne tend pas à diminuer le nombre des ouvriers, est entièrement oiseux et frivole. Il est donc tout-à-fait évident que l'instruction et la prudence des pauvres mêmes, sont absolument les *seuls* moyens qui puissent opérer une amélioration générale quelconque dans leur état. Ils sont en effet les arbitres de leur propre sort; et tout ce que les autres individus peuvent faire pour eux, c'est comme un peu de poussière jetée dans la balance, si on le compare à ce qu'ils peuvent faire pour eux-mêmes. Ces vérités sont tellement essentielles au bonheur de la grande masse de la société, qu'il faut saisir toutes les occasions de les répéter.

Mais, abstraction faite de tout effort particulier de prudence de la part des pauvres, il est certain que la quantité des ouvriers et celle des capitaux ne vont pas toujours de pair. Il y a souvent entre elles une certaine distance, et cela pendant un temps considérable; tantôt la population augmente plus vite que le capital, et quelque-

fois le capital s'accroît plus vite que la population.

Il est évident, par exemple, que, par la nature même de la population, et le temps requis pour la croissance des hommes destinés au travail, une augmentation soudaine de capital ne peut pas augmenter dans la même proportion le nombre des individus capables de travailler, en moins de seize ou de dix-huit ans; et d'un autre côté, lorsque le capital reste stationnaire par le défaut de volonté d'accumuler, il est bien constant que la population en général continue à s'accroître plus vite que le capital, jusqu'à ce que les salaires des ouvriers soient réduits au point qui, d'après les habitudes actuelles du pays, n'est que simplement suffisant pour maintenir une population stationnaire.

Ces époques, pendant lesquelles le capital ne marche pas de front avec la population, sont évidemment assez longues pour occasioner les plus importans résultats sur le taux des profits, et pour influer le plus essentiellement sur le progrès de la richesse nationale.

La valeur des rentes constituées de l'état à

long terme, a une tendance naturelle et inévitable à diminuer à mesure qu'elles approchent davantage de la fin de l'époque pour laquelle elles ont été accordées. C'est une proposition que personne, je pense, ne sera disposé à contester; mais, tout en reconnaissant pleinement sa justesse, ce serait cependant un calcul on ne peut pas plus faux, que d'estimer la valeur de ces sortes de rentes uniquement d'après le nombre d'années qu'elles auraient à parcourir. Il est bien reconnu que, sur le terme comparativement court de quatre-vingt-dix ans, on a vu souvent le long intervalle de vingt ans s'écouler, non-seulement sans que les rentes constituées aient subi de diminution, mais pendant lequel elles ont même acquis une augmentation réelle de valeur.

De même, la tendance naturelle et nécessaire que les profits ont à baisser dans le progrès de la société, par suite de la difficulté croissante d'obtenir des subsistances, est une vérité que peu de personnes voudront contester; mais si l'on cherchait à estimer le taux des profits dans un pays quelconque d'après cette cause seule, pendant

dix, vingt, ou même cinquante ans consécutifs, c'est-à-dire, pendant des époques assez longues pour produire les plus importans effets sur la prospérité nationale, cela conduirait inévitablement aux plus graves erreurs dans l'application pratique.

Et pourtant, malgré l'insuffisance absolue de cette cause isolée pour expliquer les phénomènes existans, c'est la seule dont M. Ricardo se soit occupé dans son chapitre très-ingénieux sur les profits.

Si les données étaient telles que M. Ricardo les a supposées, c'est-à-dire, si aucune autre cause n'influait sur les profits que la difficulté croissante d'obtenir de la nourriture pour les ouvriers, et qu'aucune autre cause n'affectât la valeur d'échange et métallique des choses que la quantité de travail que leur production a exigée, les conclusions qu'il a tirées de ces principes seraient justes, et le taux des profits se trouverait certainement réglé de la façon dont M. Ricardo le représente. Mais puisque, dans l'état actuel des choses, les prémisses sont essentiellement différentes de celles qu'il a posées, et qu'une autre cause,

très-puissante, influe sur les profits, ainsi que j'ai tâché de le faire voir dans cette section; et puisque la valeur échangeable des choses ne se détermine point d'après le travail qu'elles ont coûté, comme j'ai essayé de le prouver dans un des chapitres précédens, la conclusion de M. Ricardo doit nécessairement se trouver en contradiction avec l'expérience : et l'erreur ne sera pas légère, et ne se bornera pas à de courtes époques, suivant que les prix courans de quelques objets pourront s'écarter accidentellement de ce qu'on doit entendre par leur prix naturel ou nécessaire; la contradiction sera au contraire manifeste et entière, et elle subsistera pendant des époques tellement longues que, vouloir ne pas y faire attention ce serait, non-seulement comme si dans la chute des corps on négligeait la résistance de l'air, mais comme si on ne faisait point attention au changement de direction d'une boule, produit par un second choc communiqué sous un angle différent de celui de la première impulsion.

Il est donc impossible d'admettre la conclusion que M. Ricardo déduit dans le cha-

pitre sur les Profits : « Que dans tous les pays et dans tous les temps, les profits dépendent de la quantité de travail nécessaire pour fournir les denrées de première nécessité aux ouvriers qui cultivent un terrain, lequel, ainsi que le capital qui y est engagé, ne rapportent aucun fermage (1). »

Si par des denrées de première nécessité pour la subsistance des ouvriers, M. Ricardo a voulu dire, des salaires justement suffisans pour fournir à la subsistance de la population existante, ou ce qu'il nomme salaires naturels du travail, c'est comme si l'on disait que des terres d'une même fertilité doivent toujours rapporter les mêmes profits, ce qui est une proposition nécessairement fausse.

Si, par exemple, le capital d'un pays reste stationnaire lorsqu'on livre à la culture les derniers terrains d'une fertilité donnée, non pas par le défaut de demande, mais par l'effet d'une trop forte dépense et du manque des habitudes d'économie, il

---

(1) Ricardo, Des Principes de l'Économie politique, chap. 4, p. 189, traduction française.

est sûr que le travail sera, quelque temps après, payé à très-bas prix, et que les profits seront très-élevés.

Si dans un pays qui a des terres de la même qualité en culture, il domine un esprit d'économie tel que l'accumulation du capital soit plus rapide que le progrès de la population, il est certain que les profits seront très-faibles dans un tel pays.

La proposition, ainsi posée, ne peut donc pas être soutenue un seul instant.

Si, au lieu de cela, on entend par denrées de première nécessité ce que le journalier gagne, quelle que soit la valeur de ce gain, dans ce cas la proposition est essentiellement incomplète. Même en admettant que la valeur échangeable des choses se règle d'après la quantité de travail qui a été employée à la production (et nous avons prouvé qu'il n'en est pas ainsi), on est encore bien peu avancé pour déterminer le taux des profits. C'est une vérité triviale de dire qu'en supposant la valeur des choses partagée entre le travail et les profits, plus la part de l'un sera forte, plus l'autre sera faible; ou, en d'autres termes, que les pro-

fits baissent à mesure que le prix du travail monte, ou qu'ils montent à mesure que celui-ci baisse. Nous ne pourrons rien savoir de bien satisfaisant sur les lois qui règlent les profits, à moins de pouvoir connaître quelles sont les causes, outre celles dont résulte la hausse du prix des denrées de première nécessité, qui font accorder une part plus ou moins grande de ces denrées à chaque ouvrier. Pour y parvenir, il est évident qu'il faut encore avoir recours aux grands principes de la demande et de l'offre, ou à ce même principe de la concurrence établi par Adam Smith et que M. Ricardo rejette, ou qu'il regarde du moins comme étant d'une nature si temporaire qu'il ne mérite pas qu'on y fasse attention dans une théorie générale des profits (1).

Et pourtant il n'y a dans le fait aucune autre cause des hauts profits permanens que la rareté des capitaux; et tant que dure ce manque, occasioné par de folles dépenses, les profits peuvent, dans un

(1) Ricardo, Des Principes de l'Économie politique, p. 188, traduction française.

pays quelconque se maintenir, peut-être pendant plusieurs siècles de suite, à un taux très-élevé comparativement à d'autres pays, et cela par le seul effet des proportions différentes entre le capital et le nombre des ouvriers.

En Pologne et dans quelques autres pays de l'Europe, on assure que les profits sont plus forts qu'aux États-Unis d'Amérique; et cependant il est probable que les derniers terrains livrés à la culture en Amérique, sont plus fertiles que les dernières terres cultivées en Pologne. Mais aux États-Unis, le journalier gagne la valeur peut-être de seize ou dix-huit *quarters* de blé dans l'année, tandis qu'en Pologne il ne gagne que la valeur de huit ou neuf *quarters* de seigle. Cette différence dans le partage d'un produit égal, ou à peu près tel, doit occasioner une différence extraordinaire dans le taux des profits; mais les causes qui déterminent cette répartition, peuvent à peine être considérées comme faisant partie de la théorie de M. Ricardo sur les profits; et pourtant, bien loin qu'elles soient tellement temporaires de leur na-

ture qu'on puisse les négliger sans risque, elles peuvent au contraire agir avec une grande énergie pendant un temps presque illimité. Les États-Unis ont un territoire tellement vaste qu'il est possible que le prix de la main d'œuvre n'y éprouve pas de baisse essentielle pendant des siècles; et les effets d'un capital peu abondant, mais stationnaire, sur une population qui se répand, mais qui n'augmente pas, pourraient subsister à jamais.

En m'arrêtant si long-temps à examiner les puissans effets qui doivent être la suite inévitable de la proportion qui existe entre le capital et le nombre des ouvriers, et en cherchant à montrer la nécessité de tenir compte de l'influence de la demande et de l'offre ou de la concurrence, dans toute explication des circonstances qui règlent les profits, je n'ai pas eu l'intention de rabaisser l'importance de la cause dont M. Ricardo s'est presque exclusivement occupé. Elle est en effet de nature à finir par l'emporter sur toutes les autres. Pour éclaircir le sujet, nous aurons encore recours à l'exemple déjà cité. A mesure que les rentes

constituées, à long terme, approchent de l'époque à laquelle elles doivent expirer, leur valeur doit, par ce seul fait, nécessairement diminuer au point qu'aucune demande provenant de la grande abondance d'argent, ne pourra maintenir la valeur de ces effets. De même, quand la culture de la terre est poussée aussi loin que cela est praticable, c'est-à-dire, quand le travail de l'homme ne peut faire produire aux terrains cultivés les derniers qu'à peine ce qu'il faut pour entretenir une famille telle qu'elle doit l'être pour que la population se maintienne dans un état stationnaire, il est clair qu'aucune autre cause isolée, ni le concours de plusieurs causes ne peut empêcher les profits de baisser au taux le plus bas requis pour maintenir le capital existant.

Mais quoique le principe que nous venons de considérer exerce à la longue le plus haut degré d'influence, il est cependant extrêmement lent et graduel dans son progrès; et tandis que, presque imperceptible dans sa marche, il s'avance vers son but définitif, la seconde des causes ci-dessus

énoncées, surtout lorsqu'elle se combine avec les autres dont il sera fait mention dans la section suivante, ne cesse de produire des effets qui surmontent entièrement l'action de ce principe, et qui, pendant vingt, trente, et même cent ans consécutifs, font souvent que le taux des profits suit une marche tout-à-fait différente de ce qu'elle eût été par l'opération de la première de ces causes.

SECTION III.

De l'influence pratique des causes qui agissent sur les profits.

Nous allons maintenant examiner les causes qui, dans l'état actuel des choses, influent sur les profits, et il sera facile de nous convaincre que, non-seulement les deux causes déjà énoncées exercent leur influence, mais que d'autres viennent y joindre leur action, en les modifiant de diverses manières.

Par exemple, dans la culture progressive de terrains plus ingrats, à mesure que le capital et la population augmentent, les profits tomberont régulièrement par l'effet de la première de ces causes; mais si, en même temps, il s'opère des améliorations

dans l'agriculture, elles peuvent certainement être assez importantes pour empêcher, non-seulement les profits de baisser, pendant un temps considérable, mais pour les faire monter de beaucoup. Il n'est pas aisé de dire jusqu'à quel point, et pendant combien de temps, cette circonstance peut interrompre le progrès des profits provenant de la première cause; mais comme il est certain que dans un pays étendu, composé de terres peu différentes dans leurs facultés naturelles de production, la baisse des profits occasionée par cette cause ne serait que très-lente, il est à croire que, pendant un temps considérable les améliorations dans l'agriculture, en y comprenant par conséquent les perfectionnemens des instrumens et des machines qui servent à la culture de la terre, ainsi que les méthodes perfectionnées de conduire les récoltes et de traiter les terres, il est à croire, dis-je, que toutes ces améliorations feraient plus que balancer l'effet de la première cause.

Une seconde circonstance qui contribuerait à produire le même effet, ce serait un

redoublement d'activité personnelle parmi les classes ouvrières. L'activité des hommes diffère beaucoup d'un pays à l'autre, et dans un même pays à des époques différentes. Le travail qu'un Hindou, ou un Indien de l'Amérique méridionale fait dans un jour, ne saurait se comparer à celui d'un Anglais ; et on a même prétendu que, quoique le prix des journées de travail en Irlande ne soit que la moitié de ce qu'il est en Angleterre, l'ouvrage ne revient réellement pas à meilleur marché dans le premier pays que dans le second ; quoiqu'il soit reconnu que des ouvriers irlandais une fois en Angleterre, aidés de bons exemples et encouragés par des salaires suffisans, sont capables de travailler autant que leurs camarades anglais.

Ce dernier exemple suffit pour prouver combien l'activité personnelle des classes ouvrières diffère dans un même pays à des époques différentes, et combien doit par conséquent être inégal le produit d'un nombre donné de journées de travail, selon que la société s'élève depuis l'insouciance du sauvage jusqu'à l'activité de l'homme

civilisé. Cette activité, il est vrai, paraît, jusqu'à un certain point, se manifester toujours lorsque le besoin s'en fait sentir le plus, c'est-à-dire, lorsqu'il y a beaucoup d'ouvrage à faire et peu d'ouvriers pour l'exécuter. L'activité personnelle de l'Indien de l'Amérique méridionale, de l'Hindou, du serf polonais et du paysan irlandais, peut varier en effet beaucoup d'ici à cinq cents ans.

Les deux circonstances précédentes tendent à diminuer les frais de production, ou à réduire le montant relatif des avances nécessaires pour obtenir une certaine valeur de produits. Mais nous avons dit au commencement de ce chapitre que les profits dépendent des prix des produits comparés aux frais de production, et doivent par conséquent varier par l'effet de toutes les causes qui modifient les prix, sans influer dans la même proportion sur les frais de production, de même que par l'effet des causes quelconques qui modifient les frais, sans influer dans la même proportion sur les prix.

Une troisième circonstance qui n'est pas

rare, peut par conséquent produire un effet considérable sur les profits; c'est la hausse inégale de quelques portions du capital, lorsque le prix du blé monte par suite d'un surcroît de demande. J'ai été obligé de faire mention de cette cause, et même des deux précédentes dans le chapitre du Fermage; j'ajouterai donc seulement ici, que toutes les fois que les prix du blé et du travail haussent et finissent par altérer la valeur de la monnaie, les prix de plusieurs produits indigènes éprouveront un changement marqué pendant quelque temps, par l'effet du poids inégal des impôts, et par les différentes quantités de capital fixe employées à la production de ces objets; tandis que les articles étrangers et ceux qui sont fabriqués dans le pays avec des matières étrangères, resteront toujours comparativement à bas prix. La hausse du prix du blé et du travail dans le pays ne fera pas hausser dans la même proportion, le prix de ces produits; et en tant qu'ils forment une partie du capital du fermier, ce capital sera rendu plus productif, mais le cuir, le fer, le bois, le savon, la chandelle, les

étoffes de coton, de laine, etc., font tous plus ou moins partie du capital du fermier ou des salaires de l'ouvrier, et le prix de tous ces objets est plus ou moins influencé par l'importation. Pendant que la valeur des produits du fermier monte, ces articles ne monteront pas dans la même proportion; c'est pourquoi une valeur donnée de capital doit rapporter une plus grande valeur en produits.

Toutes ces trois circonstances ont, il est clair, une très-forte tendance à balancer les effets qui naissent de la nécessité de livrer à la culture des terrains plus ingrats; et il faut remarquer que ces causes étant de nature à augmenter d'énergie par le progrès naturel de la population et des améliorations, il n'est pas aisé de dire pendant combien de temps, et jusqu'à quel point elles peuvent balancer ou surmonter ces effets.

Le lecteur s'apercevra bien que si, en traitant des profits, je m'arrête si longtemps sur ceux de l'agriculture, c'est que toute la question porte sur ce point. L'argument par lequel on cherche à combattre la manière dont on considère ordinaire-

ment les profits, et qui les fait dépendre principalement de la concurrence des capitaux, est fondé sur la nécessité physique d'une baisse dans les profits de l'agriculture, provenant de la plus grande quantité de travail requise pour obtenir la même quantité de subsistances; et il est sûr que si les profits de l'agriculture diminuaient par cette cause ou par d'autres, d'une manière permanente, il faudrait bien que les profits des manufactures et du commerce diminuassent aussi, car c'est une vérité reconnue que, dans un pays avancé en civilisation, les profits des capitaux, sauf très-peu d'exceptions temporaires qu'on peut facilement expliquer, doivent être à peu près de niveau dans les différentes branches d'industrie, dans lesquelles il y a un capital engagé.

J'admets pleinement la justesse de ce raisonnement, par rapport aux profits de l'agriculture, et je reconnais également ses conséquences naturelles sur tous les profits. En effet, cette vérité se trouve nécessairement renfermée dans les *Principes de la Population*, et dans la *Théorie du Fermage* que j'ai publiée séparément en 1815.

Mais je voudrais montrer que, en théorie comme dans la pratique, cette cause, toute puissante et réelle qu'elle est dans son opération ultérieure, puisqu'elle est capable de surmonter l'influence de toutes les autres, n'a cependant, dans l'état actuel du monde, qu'une marche naturelle non-seulement très-lente, mais si souvent contrariée et arrêtée par d'autres causes, qu'elle laisse un vaste champ pour l'action du principe de la concurrence des capitaux; ensorte que, en prenant une suite un peu considérable d'années à une époque quelconque du siècle passé ou du siècle à venir, on pourrait affirmer, en toute confiance, que les profits, pendant ces époques, ont tenu ou tiendront bien plus aux causes qui peuvent produire une rareté ou une abondance comparative de capital, qu'ils n'ont été ou qu'ils ne seront l'effet de la fertilité naturelle des terres cultivées les dernières.

Les faits qui viennent à l'appui de cette proposition sont évidens et incontestables. Nous en avons cité quelques-uns dans la section précédente, et il serait aisé d'en multiplier le nombre. Je n'en ajouterai ici

qu'un seul, mais dont le poids est tel, qu'il pourrait presque suffire pour décider la question; et comme c'est dans notre propre pays que ce fait est arrivé, nous sommes parfaitement à même d'en faire l'examen le plus approfondi.

Depuis l'avénement de Georges II, en 1727, jusqu'au commencement de la guerre en 1739, l'intérêt de l'argent était fort peu au delà de 3 pour cent. Les effets publics qui avaient été réduits à 4 pour cent, montèrent immédiatement après cette réduction. D'après Chalmers, le taux *naturel* de l'intérêt se maintenait régulièrement à 3 pour cent (1); et nous voyons, par un discours de sir John Barnard, que les rentes de l'état à 3 pour cent se vendaient avec avantage sur la place. En 1750, après la conclusion de la guerre, les 4 pour cent furent réduits à 3 ½ pendant sept ans, et depuis ce temps-là ils sont toujours restés réduits à 3 pour cent (2).

(1) Voyez *Estimate of the Strength of Great Britain*. Chap. 7, p. 115.

(2) *Id*. Chap. 7, p. 120.

Abstraction faite du temps de la guerre, voici une époque de vingt-deux ans, pendant laquelle le taux général de l'intérêt a été entre 3 $\frac{1}{2}$ et 3 pour cent.

Les variations temporaires dans la valeur des effets publics n'est pas sans doute une mesure exacte du taux des profits, ni même du taux de l'intérêt; mais lorsque la valeur de ces effets reste presque invariable pendant quelque temps de suite, on doit les regarder comme approchant d'une mesure exacte de l'intérêt; et toutes les fois que les créanciers d'un gouvernement aiment mieux consentir à une grande réduction des intérêts qu'ils recevaient auparavant qu'à être remboursés de leurs créances, c'est la preuve la plus décisive de la grande difficulté de trouver des placemens avantageux pour les capitaux, et c'est par conséquent une preuve la plus décisive d'un taux réduit des profits.

Après un intervalle de près de soixante-dix ans depuis le commencement de l'époque citée ci-dessus, et quarante ans après sa fin, pendant lesquels une grande accumulation de capital avait eu lieu, et une

quantité extraordinaire de nouveaux terrains avaient été mis en culture, nous trouvons une suite de vingt ans, dans lesquels le taux courant de l'intérêt a été au-dessus plutôt qu'au-dessous de 5 pour cent; et il y a certainement tout lieu de croire, d'après la rapidité extraordinaire avec laquelle s'opérait le remplacement des capitaux après leur destruction, que le taux des profits en général était tout-à-fait en proportion de ce taux élevé de l'intérêt.

On sait combien il était difficile d'emprunter sur hypothèque pendant une grande partie de cette époque, et quoique le poids de la dette publique aurait pu naturellement exciter quelques craintes et engager les possesseurs de fonds disponibles, à les placer de préférence sur hypothèque territoriale, il paraît cependant, d'après les rapports de Arthur Young, que le pied sur lequel on achetait des biens-fonds était, en 1811, de 29 ½ années de revenu, et, quarante ans auparavant, de 32 ou 32 ½ (1), ce

(1) *Annals of Agriculture*. N°. 270, p. 96 et 97, et n°. 271, p. 215. M. Young fait paraître une grande sur-

qui est la preuve la plus décisive qu'on puisse concevoir, d'une augmentation des profits du capital engagé dans l'agriculture.

Les taux différens de l'intérêt et des profits pendant les deux époques qu'on vient de citer, sont en contradiction directe avec la théorie des profits fondée sur les qualités naturelles des terrains cultivés les derniers. Les faits sont incontestables, et non-seulement il est impossible d'en rendre raison d'après cette théorie, mais en adoptant les principes sur lesquels elle se fonde, soit exclusivement, soit en les prenant pour base principale, les choses devraient se passer d'une manière tout-à-fait opposée à ce qui a réellement lieu.

La nature de ces faits, et l'état des choses aux époques où ils arrivèrent, font voir avec la plus grande évidence que l'excès ou le manque *relatif* de capital a, selon toute probabilité, un rapport intime avec ces

---

prise sur ces résultats, et ne semble pas bien comprendre que le nombre d'années de revenu qu'on donne pour l'achat d'un fonds de terre n'a rien à faire avec les prix, et n'indique que l'abondance ou la rareté de capital flottant, comparativement aux moyens de le faire valoir.

faits; car ils eurent lieu dans un des cas cités, pendant la paix, lorsqu'il n'y avait qu'une faible demande pour les produits de l'agriculture; et dans l'autre, dans un état de guerre accompagné d'une demande extraordinaire pour ces produits. Maintenant la question qui reste à décider, c'est de savoir si les circonstances que nous avons énoncées dans cette section, suffisent pour expliquer en théorie comment ce principe peut avoir son plein effet, malgré l'accumulation croissante du capital et la culture progressive de nouveaux terrains, de manière à faire que les profits soient faibles au commencement de ce progrès et forts vers la fin de la même époque. Quoiqu'il en soit, il faut donner une explication des faits, car ils sont si manifestes et frappans, et d'autres du même genre se reproduisent en effet si fréquemment, qu'il m'est impossible de ne pas les regarder comme des preuves les plus décisives de la fausseté de toute théorie des profits qui ne serait pas d'accord avec eux.

Au commencement de la première des deux époques dont il a été fait mention, on

sait que le prix du blé était tombé; cependant les salaires des ouvriers non-seulement n'avaient pas baissé dans la même proportion, mais bien des auteurs les ont même considérés comme ayant monté. Adam Smith regarde la baisse du blé et la hausse des salaires des journaliers, pendant les dernières soixante années du dernier siècle, comme une espèce de fait établi (1); mais Arthur Young, dans les recherches très-utiles sur les prix du blé et des journées de travail, publiées dans les Annales d'agriculture, paraît croire, avec quelque raison, que ce fait n'est pas suffisamment authentique, et qu'il se trouve d'ailleurs un peu en contradiction avec la faible demande qu'il paraît y avoir eue de bras et de produits, et le progrès comparativement lent de la population, qui eurent lieu pendant l'époque en question (2). Mais, en admettant même un prix stationnaire du travail, accompagné d'un prix baissant du blé, la di-

(1) Richesse des nations. Liv. 1, chap. 11, pag. 309 et 313, 6e. édition anglaise.

(2) *Annals of Agriculture.* N°. 270, p. 89.

minution des profits de l'agriculture se trouvera expliquée sur-le-champ. Un tel état des prix a pu à lui seul être plus que suffisant pour contrarier les effets provenant de ce que des terres assez fertiles se trouvaient encore incultes. Si nous ajoutons que les autres déboursés appartenant au capital du fermier, tels que le cuir, le fer, le bois de charpente, etc., avaient, dans cette supposition, haussé de prix, tandis que les principaux produits du sol allaient en baissant, l'explication du taux réduit des profits de l'agriculture, quoique le pays fût loin d'être épuisé, ne peut offrir aucune difficulté. Et quant au taux réduit des profits du commerce et des manufactures, cela s'expliquerait tout naturellement par la proportion entre le capital et le nombre des ouvriers.

Dans l'époque suivante, depuis 1793 jusqu'en 1813, il est probable que toutes les circonstances dont il a été fait mention dans cette section, ont concouru à faciliter l'opération du principe qui tient au rapport entre le capital et le nombre des ouvriers.

D'abord il est incontestable que pendant

ces vingt ans beaucoup d'améliorations se sont opérées dans l'agriculture, tant par rapport aux méthodes de culture en général, qu'aux instrumens qui y sont employés ou qui tendent à faciliter d'une manière quelconque les opérations nécessaires pour faire apporter au marché les produits du sol. En second lieu, l'usage plus général de donner des ouvrages à la tâche, pendant ces vingt ans, et l'emploi plus grand des femmes et des enfans, produisirent sans contredit un grand redoublement d'activité personnelle; et il fut nécessairement fait plus d'ouvrage par le même nombre de personnes et de familles, que par le passé.

Ces trois causes de la puissance productive du travail ont évidemment été favorisées, et, en quelque sorte, mises en action par les circonstances du temps, c'est-à-dire, par le haut prix du blé, qui engagea à consacrer plus de capital à l'agriculture, en employant en même temps les moyens les plus efficaces pour le bien faire valoir; et par la demande croissante d'ouvriers, en raison du nombre d'hommes dont l'armée et la marine avaient besoin, tandis qu'il

en fallait plus que jamais pour les travaux de l'agriculture et des manufactures.

La troisième cause, dont les effets furent très-considérables, et plus même qu'on ne pense généralement, ce fut la hausse du prix métallique du blé, sans qu'il y eût en même temps une hausse proportionnée dans les produits commerciaux et manufacturés. Un tel état de choses admet toujours quelque diminution dans les salaires en blé des ouvriers, sans qu'il y ait une diminution proportionnée dans le *bien-être* du journalier; et si le prix métallique des produits du fermier augmente sans qu'il y ait une hausse proportionnée dans le prix du travail et des choses matérielles dont se compose son capital, dans ce cas le capital devient plus productif et les profits du fermier doivent nécessairement s'accroître.

Dans un pays dans lequel la main d'œuvre aurait été bien payée, il est évident qu'un dérangement dans la proportion entre le travail et le capital, pourrait occasioner une hausse dans le taux des profits, sans qu'il y eût aucun accroissement dans les facultés productives du travail.

Mais toutes les causes qu'on vient de citer sont de nature à augmenter les pouvoirs productifs tant du travail que du capital; et toutes les fois qu'elles auront assez d'énergie pour détruire l'effet produit par le défrichement de terrains plus ingrats, le taux des profits pourra hausser, même lorsqu'il y aura augmentation des salaires effectifs des ouvriers.

Dans le cas en question, quoiqu'on suppose en général que les salaires en numéraire des ouvriers ne haussèrent pas dans la même proportion que le prix des subsistances, cependant, tant par la demande plus forte de bras, que par l'accroissement rapide de la population, que personne ne conteste, je suis très-porté à croire que, pendant cette époque, les classes ouvrières ont eu plus de moyens de se procurer les choses nécessaires à la vie, soit par l'assistance des paroisses et l'usage plus répandu des pommes-de-terre, soit par la quantité d'ouvrages à la tâche et l'emploi plus commun des femmes et des enfans. Je suis donc persuadé que le taux augmenté des profits, depuis 1793 jusqu'en 1813, fut moins l'ef-

fet de la quantité moindre des produits de l'agriculture que reçut la famille du journalier, que de la quantité plus considérable de produits de l'agriculture obtenue par le même nombre de familles. Dans le fait, je suis bien convaincu, ainsi que je l'ai dit dans le chapitre du Fermage, que le capital employé sur les derniers terrains défrichés en 1813, a été plus productif que le capital employé sur les derniers terrains défrichés en 1727; et il me semble que les causes dont on a fait mention suffisent pour rendre raison de ce fait en théorie, et pour le faire paraître, non-seulement possible, mais encore probable et susceptible de se renouveler souvent.

On pourra peut être dire que quelques-unes des causes dont on vient de faire mention, sont en partie accidentelles; et qu'en contemplant l'avenir, il est impossible de compter encore sur des améliorations dans l'agriculture et sur un redoublement d'efforts personnels dans les classes ouvrières. Cela est vrai jusqu'à un certain point; mais il faut avouer en même temps qu'une forte demande de blé du pays, doit avoir une

tendance considérable à favoriser des améliorations dans l'agriculture, et qu'une grande demande de bras doit stimuler la population existante à travailler davantage; et lorsqu'on ajoute à ces deux circonstances l'effet nécessaire d'un prix du blé qui va en haussant par suite de l'accroissement de la richesse, sans qu'il y ait un renchérissement proportionné des autres denrées, les probabilités d'une augmentation des pouvoirs productifs du travail suffisante pour balancer l'effet qui résulte de défricher des nouveaux terrains, sont si fortes que, dans l'état actuel de la plupart des pays du globe, ou dans leur état probable pendant quelques siècles à venir, nous pouvons bien compter sur l'opération de ces causes toutes les fois que l'occasion la favorisera.

Je trouverais tout simple, par exemple, qu'il y eût une augmentation dans le taux des profits en Angleterre, pendant vingt années consécutives, au commencement du vingtième siècle, comparées avec les vingt années qui vont s'écouler; pourvu que l'époque la plus rapprochée soit un temps

d'une profonde tranquillité et de paix, avec des capitaux abondans, et que l'époque future soit une époque dans laquelle les capitaux soient rares, par rapport à la demande, par suite d'une guerre, accompagnée d'un grand accroissement de commerce et d'une demande croissante pour les produits de l'agriculture, ainsi que cela eut lieu depuis 1793 jusqu'en 1813.

Mais dans ce cas il s'ensuit que, dans l'état actuel de presque tous les pays du globe, et pendant des époques *limitées et* d'une durée moyenne, le taux des profits dépendra réellement bien plus des causes qui déterminent l'abondance ou la rareté relative des capitaux, que des pouvoirs productifs et naturels des terrains défrichés en dernier lieu. C'est pourquoi vouloir considérer ce dernier point comme la cause unique, ou même comme la cause principale qui détermine les profits, cela doit conduire aux conclusions les plus fausses. Adam Smith, lorsqu'il considère la cause de la baisse des profits, n'a pas fait mention de cette cause, et c'est une omission grave pour un objet d'une si haute importance;

mais il est bien plus près de la vérité en s'en tenant seulement à l'abondance et à la concurrence du capital (1), que ceux qui veulent expliquer la baisse des profits exclusivement d'après la qualité des terrains cultivés en dernier lieu.

SECTION IV.

Remarques sur la théorie de M. Ricardo, sur les profits.

SUIVANT M. Ricardo, les profits se règlent d'après les salaires, et les salaires dépendent de la qualité des derniers terrains mis en culture. Cette théorie des profits repose entièrement sur ce que la masse des denrées en général reste au même prix, pendant que l'argent conserve la même valeur, quelles que soient les variations dans le prix du travail. M. Ricardo, dans tout le cours de son ouvrage, fait même entrer dans

(1) Il faut peut-être convenir que, en parlant des effets de l'accumulation et de la concurrence sur les profits, Adam Smith a eu en vue un territoire limité, une population et une demande bornées; mais l'accumulation du capital, dans de telles circonstances, comprend toutes les causes qui peuvent influer sur les profits.

tous ses calculs cette uniformité de la valeur des salaires et des profits pris ensemble ; et si elle était vraie, nous aurions sans doute une règle exacte au moyen de laquelle on pourrait calculer le taux des profits, d'après une hausse ou une baisse donnée des salaires en argent. Mais si le principe est faux, toute la théorie s'écroule. On ne peut rien conclure relativement au taux des profits d'après une hausse des salaires en argent, si les denrées, au lieu de conserver leur prix ordinaire, se trouvent être très-diversement affectées, quelques-unes haussant, d'autres baissant, et seulement un nombre très-petit de produits restant stationnaire. Or, nous avons déjà fait voir dans un des chapitres précédens (1), que cela doit nécessairement arriver par suite de la hausse du prix du travail : par conséquent, les salaires en argent ne peuvent pas régler le taux des profits.

La vérité de cette conclusion paraîtra encore plus frappante, si nous adoptons la supposition relative à la manière de se pro-

(1) Chap. II, sect. IV et V.

curer les métaux précieux, d'après laquelle ils se maintiendraient exactement de la même valeur, c'est-à-dire, si nous supposons qu'on les obtienne constamment par une même quantité de travail non aidé, et sans d'autres avances, sous forme de capital, que le simple nécessaire pour la subsistance d'un seul jour. Il est hors de doute que, dans ce cas, les métaux précieux conserveraient, plus complétement que dans tout autre, une valeur égale, puisqu'ils coûteraient la même quantité de travail qu'ils pourraient acheter. Mais, dans cette supposition, le prix métallique du travail ne pourrait jamais éprouver de hausse permanente. Nous ne pouvons cependant pas croire, pour un seul moment, que cette impossibilité d'une hausse ou d'une baisse dans le prix métallique du travail, puisse en aucune manière empêcher ou interrompre la marche ordinaire des profits. L'accumulation constante des capitaux et la difficulté croissante de se procurer des subsistances, feraient sans contredit baisser les profits. Toutes les denrées à la production desquelles la même quantité de travail continuerait à être em-

ployée, avec l'aide cependant de capitaux de nature et de valeur diverses, baisseraient de prix, et cela précisément dans le degré dans lequel le prix de la denrée aurait pu être modifié auparavant par les profits ; et quant au blé, pour la production duquel plus de travail serait nécessaire, le prix métallique de cette denrée hausserait, malgré le capital dépensé pour la faire venir, précisément autant qu'il le faudrait pour réduire les salaires en blé au point de maintenir la population stationnaire ; *et* dans ce cas tous les effets sur les profits, que M. Ricardo attribue à l'augmentation des salaires en argent, auraient lieu pendant que ces salaires et la valeur de l'argent se maintiendraient précisément au même taux. Cette supposition sert d'ailleurs à faire voir combien on aurait tort de considérer la diminution des profits comme une expression synonyme de la hausse des salaires en argent, ou de rendre le prix métallique du travail le grand régulateur du taux des profits. Il est évident que dans ce cas, les profits ne peuvent se régler que par le principe de la concur-

rence ou de la demande et de l'offre, qui déterminent le degré dans lequel le prix des denrées doit baisser; et leurs prix comparés au prix constant du travail serait le régulateur principal du taux des profits.

Mais M. Ricardo ne regarde jamais la baisse des prix comme occasionant une diminution des profits, quoique dans beaucoup de cas, ainsi que dans la supposition précédente, une baisse des profits soit réellement produite de cette manière.

Que l'on suppose une ville florissante de commerce, ayant une grande supériorité dans quelques genres de manufactures, et qui tire tout son blé de l'étranger. D'abord, et peut-être pendant un temps considérable le prix des produits de ses manufactures dans les marchés étrangers, en les comparant au prix du blé importé, pourrait être assez fort pour rapporter de hauts profits; mais à mesure qu'il continuerait à y avoir du capital accumulé et employé en plus grandes quantités dans la fabrication des produits d'exportation, ces produits, d'après les principes de la demande et de l'offre, baisseraient probable-

ment de prix; dans ce cas, il faudrait en donner une quantité plus forte pour une quantité déterminée de blé, et les profits baisseraient nécessairement. Il est vrai que dans un tel état de choses, l'ouvrier en manufactures serait obligé de travailler davantage pour gagner sa subsistance, ce qui ferait dire à M. Ricardo que c'est là la véritable cause de la baisse des profits. Sur ce point je suis tout-à-fait disposé à être de son avis; mais très-certainement la cause essentielle qui, dans le cas posé, rend *nécessaire* un surcroît de travail pour gagner la même quantité de blé, c'est la baisse du prix des produits manufacturés d'exportation moyennant lesquels le blé s'achète, et non la hausse du prix du blé, qui peut ne pas changer de valeur. La baisse de ces produits manufacturés est la conséquence naturelle d'un surcroît d'approvisionnement, dû à une accumulation de capital plus rapide que ne l'est l'extension de la demande pour les produits qu'il fait naître; et l'on sera forcé de reconnaître que la diminution des profits ainsi produite dépend entièrement des principes de la demande et

de l'offre, si on admet, comme il est impossible de ne pas le faire, que dans le cas où il s'ouvrirait un nouveau débouché pour les produits manufacturés en question, cela arrêterait tout à coup la baisse des profits.

En partant du même principe qui suppose le prix des denrées invariable, M. Ricardo croit que si notre blé et notre travail baissaient de prix, les profits de notre commerce extérieur augmenteraient dans la même proportion. Mais qu'est-ce qui fixera le prix des marchandises dans les marchés étrangers? Ce ne sera pas seulement la quantité de main d'œuvre qui aura été employée à les fabriquer; car, ainsi que nous l'avons dit dans un des chapitres précédens, on voit que des marchandises qui ont coûté des quantités différentes de travail, se vendent dans les marchés étrangers aux mêmes prix. Mais si ces prix se règlent, comme cela est en effet, soit à la longue, soit dans le moment même, d'après l'offre et la demande, qu'est-ce qui empêchera qu'un approvisionnement plus considérable, occasioné par la concurrence des capitaux qui n'ont plus d'emploi, ne fasse

baisser rapidement les prix, et ne réduise en même temps le taux des profits?

Si le prix du blé pendant les derniers vingt-cinq ans, avait pu être maintenu à environ cinquante schellings le *quarter*, et si le capital national croissant avait été appliqué principalement à la fabrication des marchandises d'exportation, propres à être échangées contre le blé étranger, je suis très-porté à croire que, dans ce cas, les profits du capital auraient baissé plutôt que monté. Les millions qui ont *été employés* à exécuter des améliorations permanentes dans l'agriculture (1), n'ont pas eu la moindre tendance à faire diminuer les profits; mais si, conjointement avec une grande portion du capital ordinaire employé dans l'agriculture du pays, ces fonds avaient été réunis aux capitaux très-considérables déjà engagés dans la fabrication

(1) Les millions de capital qui ont été dépensés à faire des desséchemens, et dans les routes et canaux pour faciliter le transport des produits de l'agriculture, ont plutôt fait augmenter que diminuer les profits: et bien des millions pourraient encore être employés avec le même résultat avantageux.

des objets d'exportation, je suis bien persuadé que les marchés étrangers seraient pourvus avec surabondance, que les prix des denrées seraient tels qu'ils rendraient très-modiques les profits du capital (1), et qu'il y aurait eu à la fois une masse beaucoup plus considérable de capitaux flottans sans emploi, et une plus grande disposition dans les capitalistes à faire passer leurs fonds à l'étranger que cela n'a eu lieu en effet.

M. Ricardo n'a jamais tenu le moindre *compte* de l'influence que des améliorations permanentes dans l'agriculture ont sur les profits du capital; et cependant, c'est là une des considérations les plus importantes dans toute la science de l'économie politique, car ces améliorations offrent incontestablement le *champ* le plus vaste pour

---

(1) Notre corps actuel de manufacturiers, lorsqu'ils demandent la libre importation du blé étranger, ont principalement en vue la demande plus forte de leurs produits causée par l'augmentation des importations, et ils paraissent oublier entièrement l'accroissement prodigieux de l'approvisionnement qui doit résulter de la concurrence d'un tel surcroît de capitaux et d'ouvriers employés dans une même branche d'industrie.

l'emploi du capital sans diminution des profits. Voici comment s'exprime M. Ricardo : « Quelque étendu que soit un pays dont le sol est peu fertile, et où l'importation des vivres est prohibée, les moindres accumulations de capital produisent de grandes réductions dans le taux des profits, et causeront une hausse rapide du fermage. Au contraire, dans un pays peu étendu, mais fertile, il peut y avoir un grand fonds de capital accumulé sans une diminution notable dans le taux des profits, ou *sans une* forte hausse du fermage des terres, surtout si la libre importation des vivres y est permise (1). »

En considérant les effets connus des améliorations permanentes des terres, j'aurais cru devoir tirer des deux cas produits par M. Ricardo, une conclusion tout-à-fait opposée à celle qu'il en a déduite. Un pays d'une étendue considérable, ayant un sol peu fertile, mais cependant susceptible d'être cultivé en totalité, ou à peu près,

(1) Ricardo, Des Principes de l'Économie politique. Chap. 6, p. 189 et 190, traduction française.

pourrait au moyen d'améliorations suivies dans l'agriculture, offrir de l'emploi à une grande masse de capital pendant des siècles, avec peu ou point de diminution des profits; tandis que le pays peu étendu mais fertile, se trouvant bientôt pourvu de tous les capitaux qu'il pourrait consacrer à l'agriculture, se verrait forcé d'employer l'accumulation postérieure de capital à acheter du blé au moyen des produits dépréciés de ses manufactures; et un tel état de choses pourrait aisément réduire les profits à leur taux le plus bas avant qu'il n'y eût d'accumulé un tiers du capital qui aurait pu l'être dans le premier cas.

Un pays qui accumule plus vite que ses voisins peut, même pendant des siècles, maintenir le même taux de profits, s'il réussit à faire des améliorations permanentes à la terre; mais si avec la même rapidité d'accumulation ce pays subsistait principalement de blé importé, ses profits ne pourraient pas manquer de diminuer, et cette diminution serait probablement occasionée, non par la hausse du prix métallique du blé dans les ports de l'Eu-

rope., mais au contraire par la baisse du prix métallique des objets d'exportation moyennant lesquels le pays en question achèterait le blé.

Cet exposé me semble s'accorder avec la théorie la plus exacte des profits, et, certainement l'expérience paraît le confirmer. J'ai déjà fait remarquer le fait incontestable, que les profits de l'agriculture étaient plus forts en 1813 qu'ils ne l'avaient été pendant plus de quatre-vingts ans auparavant, quoique dans cet intervalle bien des *millions de* capital accumulé eussent été employés à l'agriculture. Et quant à l'effet que des prix en baisse ont de réduire les profits, cela n'est que trop réel dans le moment actuel. Dans l'article principal des exportations de l'Angleterre, les salaires des ouvriers sont en ce moment plus faibles qu'ils ne le seraient probablement, dans un état ordinaire de choses, si le blé était à cinquante schellings le *quarter*. Si, d'après la nouvelle théorie des profits, les articles de notre importation n'avaient pas changé de prix, les propriétaires de manufactures se seraient trouvés dans un état de la plus étonnante prospérité,

et l'accumulation rapide de leurs capitaux aurait bientôt donné de l'emploi à tous les ouvriers du pays. Mais au lieu de cela, on n'entend parler que de marchés engorgés, des prix en baisse, et des étoffes de coton qui se vendent au Kamschatka au-dessous de leurs frais de production.

On dira peut-être qu'il y a en effet engorgement pour les étoffes de coton en ce moment; et, c'est un principe de la nouvelle doctrine sur les profits et sur la demande, que si une branche d'industrie possède trop de capital, cela est une marque certaine que quelque autre branche en est mal pourvue. Mais, où voit-on à présent une branche un peu considérable d'industrie qui soit réellement mal pourvue de capital et dans laquelle de forts profits aient depuis long-temps sollicité en vain un surcroît de capital? Voilà plus de quatre ans que la guerre a cessé; et quoique le déplacement des capitaux entraîne en général quelque perte partielle, néanmoins ce déplacement ne tarde pas à s'opérer toutes les fois qu'il est encouragé par l'extension de la demande et par des profits élevés; mais si la baisse

des profits seule décourage la continuation de l'emploi accoutumé des capitaux, tandis que les profits dans toutes les autres branches de commerce, par suite de la baisse générale des prix, éprouvent en même temps une diminution, quoique peut-être pas dans le même degré, il est extrêmement probable que les mouvemens des capitaux seront lents et incertains.

Il faut donc convenir que, en considérant le changement de rapport entre le travail et ses produits, qui détermine la baisse des profits, c'est envisager la question à demi que de faire attention exclusivement à la hausse des salaires des journaliers, sans faire attention en même temps à la baisse que subit le prix des denrées. L'effet de ces deux causes peut être précisément le même; mais le second cas, où il n'est pas question de l'état du sol, montre évidemment combien les profits dépendent du prix des denrées, et de la cause qui règle ce prix, c'est-à-dire, du rapport entre l'offre et la demande.

A la vérité, et dans toutes les suppositions possibles, le grand principe restrictif

qui dépend de la difficulté croissante de tirer des subsistances du sol, ou qui tient à une cause encore plus générale, c'est-à-dire à une population bornée, de quelque manière qu'elle ait lieu, est prêt à exercer son influence; et si l'effet de ce principe n'est pas détruit par des facilités de production qui agissent en sens contraire, il en résultera nécessairement une diminution dans le taux des profits de l'agriculture, qui s'étendra bientôt à toutes les autres branches d'industrie. Mais ce grand principe même obéit dans son opération aux lois de la demande et de l'offre, et de la concurrence.

La raison essentielle pour que les profits diminuent à mesure que la terre s'épuise davantage c'est que, d'après la nature même des choses nécessaires à la vie, et du sol qui les produit, il est impossible que la demande pour ces denrées et que leur prix puissent aller en augmentant dans la même proportion que les frais de production. La dépense de travail nécessaire pour produire du capital augmente plus vite que la valeur d'un tel capital, quand il est produit, ou le pouvoir qu'il a de faire travailler

de nouveaux ouvriers. La limite au delà de laquelle l'accroissement de la valeur et la demande du blé s'arrête, se montre clairement et distinctement à nos yeux. Abstraction faite de l'importation, c'est précisément lorsque le produit des derniers terrains défrichés n'est que tout juste ce qu'il faut pour remplacer le capital et maintenir les individus employés à la culture. Les profits doivent donc, d'après la théorie, se trouver au degré le plus bas. Dans leur progrès vers ce point, l'accumulation soutenue *de capital tendra* toujours à faire diminuer les profits; et ils ne peuvent à aucune époque être plus élevés que l'état du sol, dans tous les cas, ne pourra le permettre.

Les profits peuvent cependant baisser dans un degré quelconque, ainsi qu'on l'a déjà dit, par l'abondance des capitaux relativement à la demande pour les produits; et dans le fait, il est très-rare qu'ils soient aussi élevés que l'état du sol joint à la moindre quantité possible de vivres qui est accordée au journalier, pourraient le permettre. Mais il est tout-à-fait impossible de dire d'avance quel effet produirait sur les profits

un accroissement donné de capital, ou même un surcroît quelconque de travail nécessaire pour produire une certaine quantité de blé.

Dans le cas d'un simple accroissement de capital, quelque considérable qu'il soit, nous avons montré qu'il peut y avoir des circonstances qui empêchent les profits de baisser pendant long-temps. Et même dans le cas d'une augmentation dans la quantité du travail nécessaire pour produire du blé, ce seront les principes de la demande et de l'offre et la concurrence, qui décideront seuls si l'augmentation du prix du blé sera telle que la totalité de la difficulté augmentée de production retombe sur le travail, ou que la presque totalité en retombe sur les profits, ou enfin telle que la perte soit plus également partagée en différentes proportions entre le travail et les profits.

Aucune théorie des profits ne peut par conséquent prétendre à un certain degré de justesse, si elle cherche à se passer du principe de la demande et de l'offre, et de la concurrence..

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE

DES CHAPITRES ET DES SECTIONS

CONTENUS DANS CE VOLUME.

CHAPITRE III.

Du fermage.

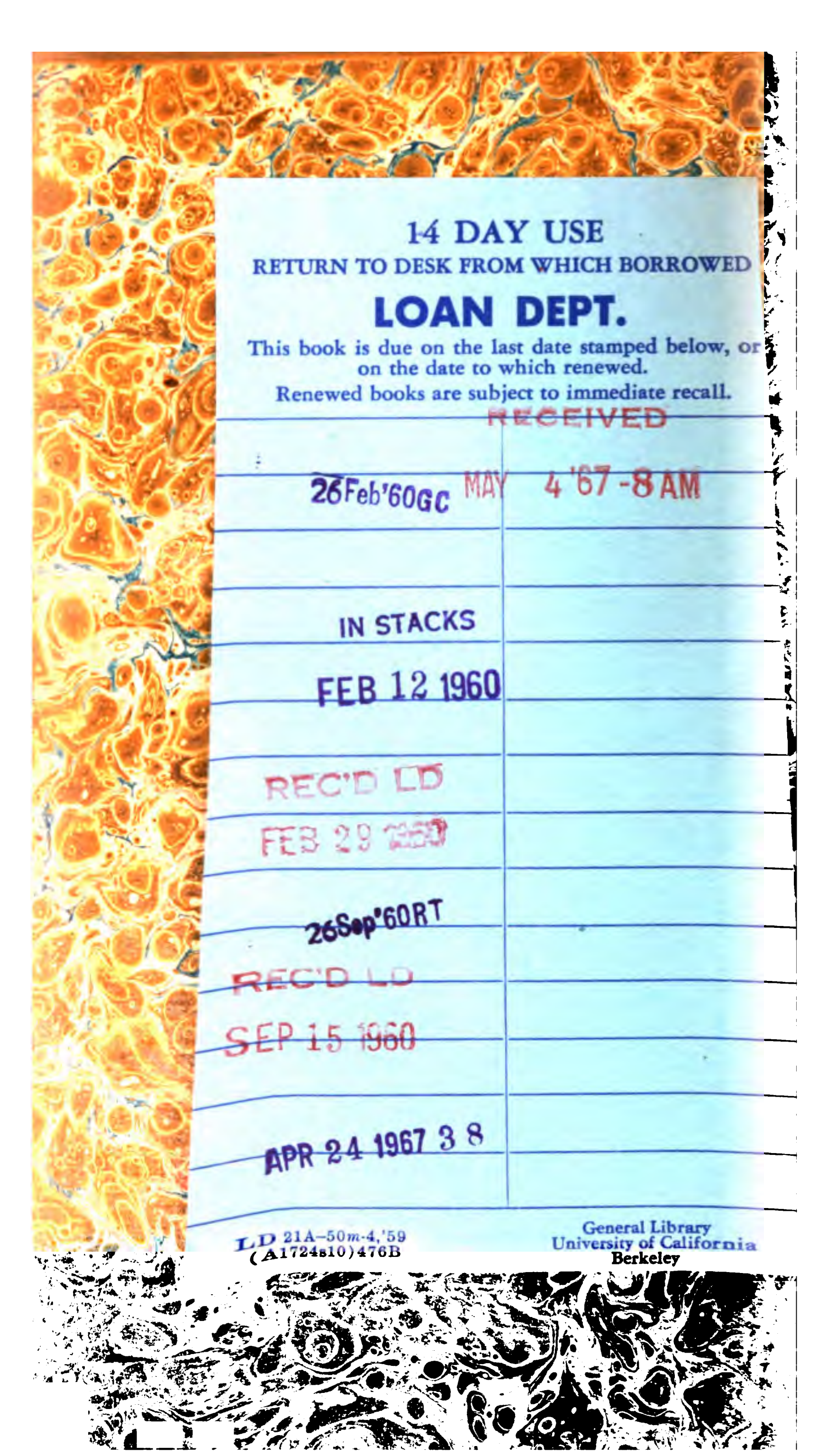
CHAPITRE IV.

Des salaires des ouvriers.

CHAPITRE V.

Des profits du capital.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.


14 DAY USE
RETURN TO DESK FROM WHICH BORROWED
LOAN DEPT.
This book is due on the last date stamped below, or on the date to which renewed.
Renewed books are subject to immediate recall.
RECEIVED
26Feb'60GC
MAY 4 '67 -8 AM
IN STACKS
FEB 12 1960
REC'D LD
FEB 29 1960
26Sep'60RT
REC'D LD
SEP 15 1960
APR 24 1967 3 8
LD 21A-50m-4,'59 (A1724s10)476B
General Library
University of California
Berkeley

